

REVUE ANNUELLE 2020 DU PARTENARIAT ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA MAURITANIE



© CAON

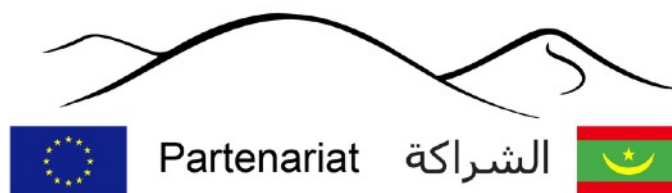
JUILLET 2021

SOMMAIRE

PRESENTATION DU PARTENARIAT UE-RIM 2020 ET DES PERSPECTIVES 2021	3
LES PRINCIPAUX CHIFFRES CLES DE 2020	9
LES FINANCEMENTS DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2020	15
LES ACTIONS FINANCEES PAR L'UE MISES EN ŒUVRE EN 2020 PRESENTEES PAR AXE DU NOUVEAU CONSENSUS EUROPEEN	22
FICHES ACTION DE L'AXE HUMANITE – DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DIGNITE	33
FICHES ACTIONS DE L'AXE PLANETE	70
FICHES ACTIONS DE L'AXE PROSPERITE.....	85
FICHES ACTIONS DE L'AXE PAIX - SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET INCLUSIVES, DÉMOCRATIE, INSTITUTIONS EFFICACES ET RESPONSABLES, ÉTAT DE DROIT ET DROITS DE L'HOMME POUR TOUS.....	122
FICHES ACTIONS DE L'AXE PARTENARIATS.....	158
DETAIL DES CHIFFRES CLES ISSUS DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2020	163
SIGLES.....	212



**PRÉSENTATION DU
PARTENARIAT UE-RIM 2020
ET DES PERSPECTIVES 2021**



En 2020, l'Union européenne a continué à être un [acteur très actif pour la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée](#) de la République Islamique de Mauritanie. Elle a particulièrement soutenu l'accès aux services de santé et à une couverture sanitaire universelle, l'amélioration de la protection des enfants, la promotion et le respect des droits des femmes et des filles, la prévention des conflits et le dialogue interculturel, l'intégration socio-économique des jeunes, la lutte contre le changement climatique, la gestion durable des ressources naturelles, le développement des énergies renouvelables, le développement de la production alimentaire locale, la création d'emplois dans le secteur de la pêche, le développement des filières agricoles et de la pêche, la réhabilitation de l'axe routier Nouakchott-Bombri, le renforcement des capacités des forces de sécurité, la lutte contre la migration irrégulière, le soutien aux organisations de la société civile, l'appui à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie sectorielle du secteur de la justice, le soutien alimentaire en particulier pour les enfants et les femmes, l'appui à la gestion des finances publiques et au contrôle budgétaire et la formation technique et professionnelle dans différents domaines.

Face à la [pandémie de la COVID-19](#), l'Union européenne a également apporté en 2020 un appui conséquent à la mise en œuvre du Plan national multisectoriel de riposte COVID-19 et du Plan de riposte pour la période 2020-2021 du Ministère de la Santé. L'Union européenne a ainsi décaissé plus de 20 millions d'euros en deux appuis budgétaires distincts d'abord au travers le programme « Nexus sécurité - résilience - développement en Mauritanie » (8.375 millions d'euros le 21/07/2020) puis avec le Programme d'Appui au Secteur de la Santé 2 (pour 12 millions € le 18/11/2020). Plusieurs autres actions pour lutter contre la COVID-19 ont également été menées par de nombreux projets financés par le FED, le FFUE et l'aide humanitaire d'urgence (ECHO) avec des réallocations budgétaires COVID-19 et des financements complémentaires. Ces actions ont concerné notamment l'appui à la mise en œuvre des mesures gouvernementales pour éviter la propagation du virus : actions de communication et actions de prévention destinées tant au grand public qu'au personnel de santé, appui financier et en nature aux plus démunis, renforcement des capacités de diagnostic de l'Institut National de Recherches en Santé Publique, formations spécifiques du personnel de santé, achat de matériel de prévention et de protection pour les centres et postes de santé, du pays, soutien en cash et en nature aux producteurs agro-pastoraux face aux conséquences socio-économiques de la pandémie, etc.

Si la situation de la COVID-19 a eu des impacts importants sur l'organisation des activités, la [mise en œuvre des projets/programmes](#) s'est poursuivie presque normalement en 2020 et des résultats importants ont pu être atteints **au niveau des 5 axes du Nouveau consensus européen** :

- Pour l'axe « Humanité, développement humain et dignité », on note que 220 000 enfants et 12 300 femmes enceintes ou allaitantes ont bénéficié d'aide alimentaire et plus de 150 000 personnes de transferts monétaires pour lutter contre la malnutrition aiguë sévère et renforcer la résilience des populations vulnérables ; que les 62 655 réfugiés maliens du camp de MBerra ont également bénéficié d'aide alimentaire et de transferts monétaires ; et, que l'appui apporté dans le domaine de la santé a permis d'importantes avancées en 2020 avec notamment la mise en place du Fonds commun santé, l'évaluation du Plan National de Développement Sanitaire, l'élaboration de la carte sanitaire horizon 2030, la définition d'une nouvelle tarification pour le secteur public et privé, le démarrage de l'expérimentation d'un mécanisme d'assurance maladie volontaire accessible aux plus démunis et la poursuite de la mise en œuvre du plan de formation continue.
- Au niveau de l'axe « Planète », les actions menées ont permis de structurer la collecte des déchets dans la ville de Kiffa ; d'appuyer la ville et la Région de Nouakchott dans l'élaboration du plan de développement régional et concerté de Nouakchott et du plan d'action d'accès à l'énergie durable et du climat, la gestion des déchets biomédicaux, l'analyse de l'accès à l'énergie, des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre et l'enquête diagnostic sur le transport ; dans le sud du pays, d'élaborer des plans de développement local intégrant la problématique du changement climatique afin d'améliorer la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles et, dans l'Adrar, d'élaborer des stratégies communales de développement des oasis. Outre cela, ont été mises en œuvre des initiatives locales d'adaptation au changement climatique des systèmes agro-sylvo-pastoraux, visant la restauration et la préservation des ressources naturelles.
- Pour l'axe « Prospérité, croissance et emplois inclusifs et durables », dans le domaine de la pêche artisanale, les actions menées ont permis d'améliorer la qualité des petits pélagiques débarqués destinés à la consommation humaine à Nouakchott et Nouadhibou, d'introduire un certificat pour la 1ère vente permettant la traçabilité des produits, d'appuyer un centre de transformation des poissons, de réaliser des activités d'ingénierie de formation et pédagogiques (sécurité et santé au travail, droits des travailleurs, visites médicales professionnelles, transformation des produits halieutiques, validation des acquis des expériences, entrepreneuriat, gestion financière, services d'appui aux entreprises, hygiène et qualité, réparation de moteurs hors-bord) ; dans le domaine des infrastructures, de finaliser les travaux de la route Nouakchott-Bombri en vue d'achever les travaux de l'axe routier Nouakchott-Rosso, de réaliser plusieurs activités préalables à la mise en place d'infrastructures rurales productives - IRP (études : inventaires des IRP, diagnostic filières lait, maraîchage, culture de décru, faisabilité technique et impacts environnementaux des IRP, demandes en électricité, gestion de réseaux électriques par des délégataires privés) ; dans le domaine de l'information, la formation et l'insertion des jeunes, d'appuyer les activités de l'ANAPEJ à Nouakchott et à l'intérieur du pays, des enquêtes sur les besoins en compétences dans les métiers du BTP, de l'énergie solaire et de la maintenance navale ; dans l'appui aux productions, d'accompagner techniquement des agriculteurs, des maraichers, des éleveurs, des producteurs de gomme arabique, des aviculteurs et

des tanneurs ; et, dans le cadre de l'accord de pêche, de poursuivre la négociation pour le renouvellement du protocole et de l'accord cadre et de mettre en œuvre l'appui au secteur avec des actions de soutien à la surveillance et au contrôle des pêches, à la recherche scientifique, à la protection et à la conservation des ressources marines et côtières et à la construction d'infrastructures de développement.

- Pour l'axe « Paix, sociétés pacifiques inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, état de droit et droits de l'homme pour tous », dans le domaine de la sécurité, les actions menées dans le cadre de l'appui au G5 pour la sécurité au Sahel ont permis d'appuyer le fonctionnement de la structure du G5, de former le Collège Sahélien de Sécurité et les comités nationaux de coordination, de réaliser des études (mise en place de la police de proximité, démarche d'inclusion financière au profit des Jeunes du G5 Sahel, cartographie des frontières, centre de coopération police-douanes, 15 projets du Fuseau Est, etc.) ; au niveau des deux compagnies du Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Interventions au Sahel (GAR-SI) chargé de la sécurité des populations notamment dans les zones isolées et frontalières, les capacités des gendarmes, des spécialistes de la police judiciaire et des formateurs ont été renforcées et plusieurs missions terrain ont été menées en lien avec la COVID-19 ; au niveau du projet sécurité et développement, l'accès à l'eau potable a été amélioré pour les nomades et leurs cheptels dans le sud-est du pays, les écoles de formation ont été réhabilitées et équipées, le groupement nomade a bénéficié de dromadaires et d'équipements supplémentaires, les forces de sécurité ont bénéficié de formation au sein de la nouvelle académie de la paix et de la sécurité ; dans le domaine de la migration, en 2020, plus de 1000 migrants ont reçu une aide directe, plus de 370 personnes ont reçu un appui pour leur retour volontaire et leur réintégration, les responsables de la gestion des frontières ont suivi des formations sur les droits humains, la traite des personnes et sur la fraude documentaire et des enquêtes ont été menées sur la transhumance des éleveurs et la plateforme www.diaspora.mr destinée aux membres de la diaspora mauritanienne afin de promouvoir leur implication dans le développement du pays a été reformulé; dans le domaine de la justice, la Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfant a été appuyée pour le suivi de la situation des enfants détenus et pour la mise en place d'activités socio-éducatives et de soutien psychosocial aux mineurs dans le centre fermé, des comités des droits des détenus ont été mis en place dans plusieurs prisons pour aider les détenus dans leur vie carcérale et pour leur réinsertion sociale ; dans le domaine de la cohésion sociale, les actions menées ont concerné l'appui au fonctionnement d'espaces de citoyenneté multi-acteurs et de maisons de la société civile et le dialogue et l'appui continu à la société civile dans le cadre de la Feuille de Route pour la Société Civile en Mauritanie 2017 – 2020 ; et, pour la protection des enfants et des femmes et des filles en particulier, dans le camp de M'Berra, mise en place d'écoles préscolaires/primaires et d'espaces pour les enfants et prise en charge des enfants vulnérables et à Nouakchott, Aïoun et Nouadhibou, accueil, et accompagnement, prise en charge médicale, juridique et psychosociale et formation professionnelle des victimes des violences basées sur le genre.

- Pour l'axe « Partenariats, l'Union européenne en tant qu'acteur de la mise en œuvre du programme à l'horizon 2030 », les actions ont porté essentiellement sur l'organisation de formations pour les acteurs du Partenariat et l'appui à la gestion des finances publiques.
- Pour les 11 projets financés par le Fonds Européen de Développement sur les 64 actions répertoriées dans la présente revue, 2 seront terminés en 2020, 2 en 2021, 2 en 2022, 2 en 2023, 2 en 2024 et 1 en 2025. L'échéance de l'Accord de Cotonou a été prorogée jusqu'au 30 novembre 2021. Depuis septembre 2018 des négociations ont été entamées pour établir un [nouvel Accord de Partenariat](#). Ce dernier, conclu en avril 2021, entre l'Union européenne et l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP, anciennement groupe des Etats ACP) est fondé sur les 6 domaines prioritaires suivants : (1) Droits de l'homme, démocratie et gouvernance au sein de sociétés axées sur les personnes et fondées sur les droits, (2) Paix et sécurité, (3) Développement humain et social, (4) Durabilité environnementale et changement climatique, (5) Croissance et développement économiques inclusifs et durables et (6) Migration et mobilité. Il se compose d'un socle commun à tous les pays qui définit les valeurs et les priorités, que de trois protocoles régionaux (Afrique, Caraïbes, Pacifique), adaptés aux besoins et à la dynamique de chaque région. De plus, il renforcera la capacité de l'OEACP et de l'UE d'agir ensemble pour relever les défis en matière d'environnement et de changement climatique. Cela vaut également pour d'autres questions de dimension mondiale, telles que la migration et la mobilité, mais aussi la paix et la sécurité, pour lesquelles une coopération renforcée est nécessaire. Enfin, il constituera un outil puissant pour faire progresser le programme des Nations Unies à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD). Concernant spécifiquement le futur protocole Afrique-UE, les principales thématiques retenues sont les suivantes : (1) la croissance et le développement économique inclusifs et durables, en accordant une attention particulière à l'amélioration du capital humain et des compétences, au climat d'investissement, à la propriété intellectuelle, à l'économie bleue, aux industries extractives et à la transformation des ressources minières ; (2) le développement humain et social, mettant désormais davantage l'accent sur la lutte contre les inégalités et sur la cohésion sociale, et soulignant la nécessité de garantir un travail décent. La poursuite de la promotion des droits des femmes, des filles et des enfants, de l'égalité en matière de Genre, des valeurs et des connaissances culturelles, ainsi que l'aide aux personnes handicapées, figurent également parmi les priorités ; (3) l'environnement, la gestion des ressources naturelles et le changement climatique, en mettant l'accent sur l'amélioration de la gestion des terres, le maintien et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes, l'amélioration de la gouvernance des océans ainsi que l'économie circulaire ; (4) la paix et la sécurité avec la coopération régionale et multilatérale au cœur du partenariat avec des engagements pris pour ce qui est d'œuvrer ensemble à la résolution pacifique des conflits et de lutter contre la criminalité organisée, le terrorisme, l'extrémisme violent et la menace croissante que représente la cybercriminalité ; (5) les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance, en particulier l'égalité entre les hommes et les femmes, l'état de droit, la justice et la gouvernance financière et (6) la migration et la mobilité constituent une question essentielle, revêtant davantage d'importance que par le passé, en tenant compte

de la migration légale et de la mobilité, de la diaspora et des envois de fonds, de la lutte contre la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains.

La présente revue du Partenariat UE-RIM présente les principaux chiffres clés tirés des différentes actions mises en œuvre en 2020, la liste des actions financées par instruments, les fiches action classées selon les cinq axes du nouveau consensus européen pour le développement, le détail des chiffres clés par thématiques et actions et les sigles.



LES PRINCIPAUX CHIFFRES CLÉS DE 2020

LUTTE CONTRE LA PANDEMIE DE LA COVID-19

Un appui à la stabilité économique du pays

20, 375 Millions €
Appui budgétaire

Versé en deux décaissements en juillet et novembre pour contribuer à l'atténuation de l'impact économique de la crise et financer les activités du ministère de la santé

Des équipements fournis

- 1 machine PCR à extraction automatique pour 96 échantillons en 45 minutes avec des consommables nécessaires pour 32.000 tests (dotation faite au laboratoire national – INRSP)
- Des kits de désinfection, de protection et d'isolement (y compris des dispositifs de lavage des mains et divers articles de quincaillerie) pour le personnel de santé distribués à 358 postes de santé et 67 centres de santé et 11 postes frontières (Wilayas de Nouakchott, de l'Assaba, du Brakna, du Guidimakha, du Gorgol et du Trarza) en partenariat logistique pour la distribution avec un consortium d'ONG (Croix-Rouge française et tête de file)
- 18 incinérateurs (type Montfort) pour les structures sanitaires de Nouakchott
- Des équipements pour le personnel de santé pour la prise en charge des malades



Des formations dispensées

270
Personnes
formées

Formations d'un pool de formateur + personnels de santé dans 9 Wilayas (environ 150 personnes) sur le thème de la surveillance épidémiologique, connaissance COVID et capacité prélèvements (AI-PASS)

Formations de 120 personnes par le volet AI-PASS sur le thème de la prise en charge des patients COVID. Ces formations sont à destination des médecins chefs et du personnel de santé des 3 wilayas de Nouakchott (AI-PASS)

Des actions de sensibilisation / prévention effectuées

- Production (par les élèves de la formation professionnelle et distribution de 50.000 masques de protection et 60 dispositifs de lavage de mains pour tous les élèves des établissements de Formation technique et professionnelle de la Mauritanie (PECOBAT avec co-financement AFD)

Des outils d'information/communication élaborés ou pris en charge

- Prise en charge de la reprographie d'affiches officielles et autres outils de communication (formulaires sanitaires de passage, formulaires de notification de cas de suspects...) pour le Ministère de la santé
- Affiches de sensibilisation distribuées dans les structures de santé
- Chanson et clip vidéo « Veydak Lakdar » (le destin est entre nos mains) dans 5 langues (hassanya, français, wolof, puular et soninke) et avec 5 artistes mauritaniens à succès (sortie en juillet 2020, elle comptabilisait en décembre 2020 plus de 250.000 vues cumulées sur les réseaux sociaux Youtube et Facebook)
- 500 guides de bonnes pratiques distribués sur l'utilisation des EPI par les formations sanitaires (PM)
- Campagnes d'information sur les ondes radio
- Actions de sensibilisation et information sur la transmission Covid et les gestes barrières pour environ 250.000 jeunes (SAFIRE)



Des appuis financiers aux plus démunis

- Des transferts monétaires
- Des distributions d'aliments bétail
- Des distributions d'intrants vétérinaires
- Un dispositif d'appui-conseil pour soutenir la production agricole
- Des subventions pour des activités génératrices de revenus

Un plan de riposte G5 Sahel et une enquête

- 1 plan régional de riposte au COVID axé sur le renforcement des capacités des laboratoires bio sûreté dans les pays du G5 Sahel
- 1 enquête d'impact de la pandémie sur les activités de la pêche artisanale et les mesures d'atténuation



APPUI INSTITUTIONNEL AU GOUVERNEMENT

- Révision des lois sur la traite des personnes et le trafic illicite des migrants
- Mise à jour du plan d'action pour la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration
- Elaboration du plan national de formation à l'hygiène et à la qualité et du plan d'hygiène et de contrôle de la qualité pour les produits du secteur de la pêche artisanale
- Appui à la mise en œuvre de plusieurs politiques sectorielles (finances publiques, développement rural, justice, sécurité, migration, prévention et réponse aux crises alimentaires, santé, pêche artisanale et environnement).



1500
Fonctionnaires
formés

Dont 450 femmes dans plusieurs domaines : Loi Organique, méthode PEFA, cadrage macro-économique, normes comptables, contrôle interne, passation de marchés, gestion axée sur les résultats, sécurité, protection des enfants, santé, COVID-19, pêche....

AIDE HUMANITAIRE URGENCE (aide alimentaire et nutrition)

- 12 300 femmes enceintes et/ou allaitantes et à 228 000 enfants (0-59 mois) dans plusieurs Wilayas (Gorgol, Assaba, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh el Chargui, Tagant, Nouakchott, Brakna)
- 150 000 personnes ayant bénéficié de transferts monétaires

DEVELOPPEMENT DE COMPETENCES

- 540 personnes formées dans plusieurs secteurs professionnels dans l'optique de l'employabilité (couture, coiffure, teinture, aviculture, BTP, équipements des bâtiments, énergies renouvelables, transformation du poisson, etc.) dont 175 filles et femmes
- 860 personnes ayant acquis de nouvelles compétences individuelles : alphabétisation, entrepreneuriat, développement agricole, maraîchage et pastoral, chaînes de valeur de la pêche, pratiques agro-écologiques, concertation locale, gestion des déchets urbains, violence basée sur le genre, gestion des frontières, droit du travail

CREATION D'EMPLOI LORS DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION

711
Emplois créés en
2020 dans le cadre
de l'Accord de pêche

711 emplois créés pour des marins et des dockers dans le cadre de l'accord de pêche
6 espaces créés pour l'accueil et orientation des jeunes ont été ouverts avec 13 000 jeunes sensibilisés à l'emploi et l'entrepreneuriat, 1000 de ces jeunes accompagnés, 290 entreprises soutenues financièrement et la création de 824 emplois créés



DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE BASE

- **43 écoles primaires** construites
- **10 centres préscolaires** construits
- **Des adductions d'eau potable 2 forages et 1 château d'eau**
- **Equipement médical** (lits, lits d'accouchements, tables chauffantes, stéthoscopes, etc.) et matériel pour lutter contre la COVID-19 (masques, gants, combinaisons, thermomètres flash).
- **Equipement du centre de connectivité au camp de M'Berra.**

Au niveau de l'eau et de l'assainissement du camp MBerra

ACTIONS LIEES A L'ENVIRONNEMENT, AUX INFRASTRUCTURES INNOVANTES ET AUX ENERGIES RENOUVELABLES

- Plusieurs études menées : gestion Territoriale des Ressources Naturelles, situation des ressources naturelles dans les moughataas de Boghé, Bababé et MBagne, (iii) é pratiques communautaires chez les jeunes bergers à Nouakchott et dans les deux Hodh, diagnostics agraires rapides avec 18 nouveaux groupements/coopératives agricoles et validation de leur plan d'action, diagnostic Energie-Climat de Nouakchott, accès à l'énergie à Nouakchott
- 155 km de pare feu construits dans les régions de l'Assaba et du Hodh El Gharbi
- 80.000 plants d'Acacia Sénégal plantés dans les wilayas du Guidimakha et de l'Assaba



APPUI A LA PRODUCTION EN MILIEU RURAL ET EN MILIEU URBAIN

- 1 centre de tannage de peaux finies construit,
- Equipements et intrants aux aviculteurs, aux artisans peaux et cuirs et aux cueilleurs de gomme arabique
- Pour du maraichage, 99 hectares aménagés et 311 hectares clôturés pompes, fonds de roulement pour les intrants)
- 2 unités laitières installées
- 1 340 producteurs accompagnés pour la production de semences céréalières améliorées

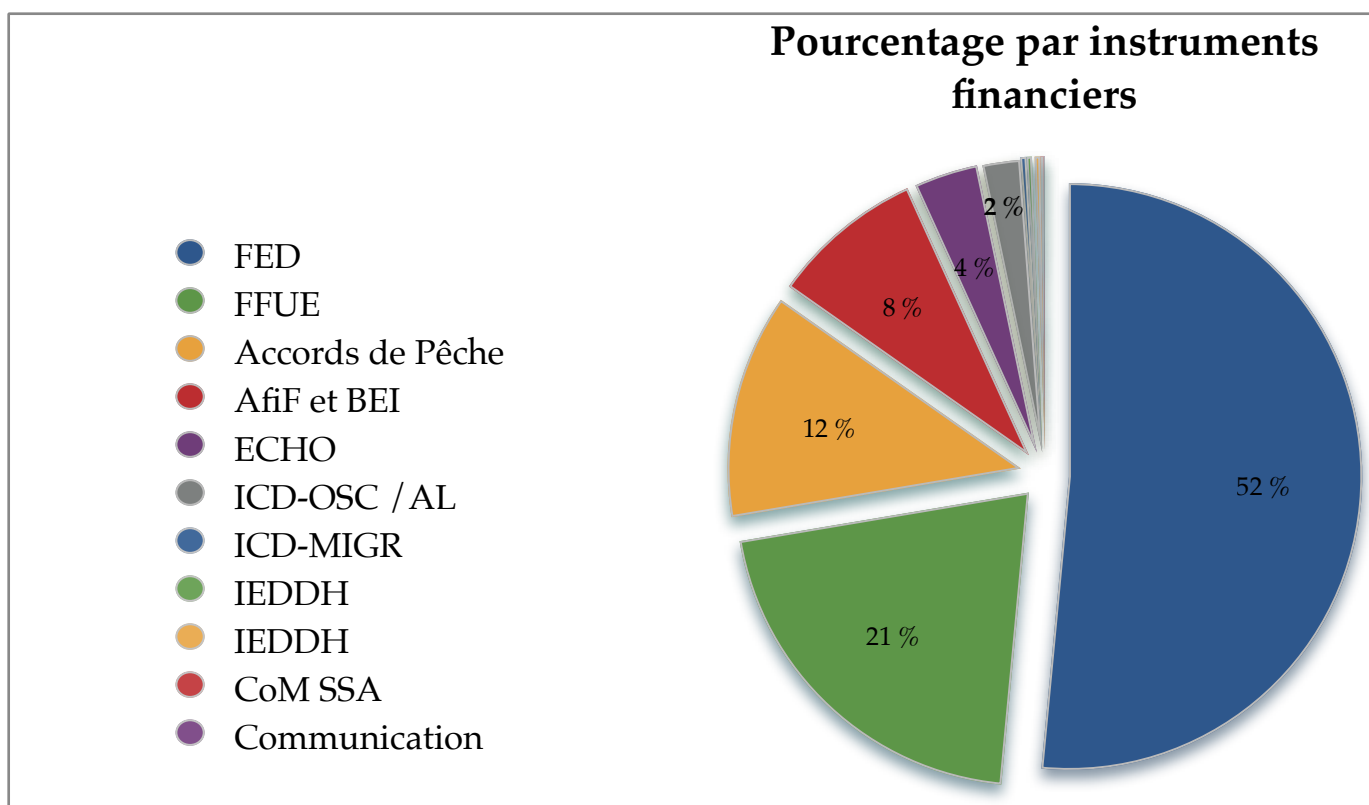
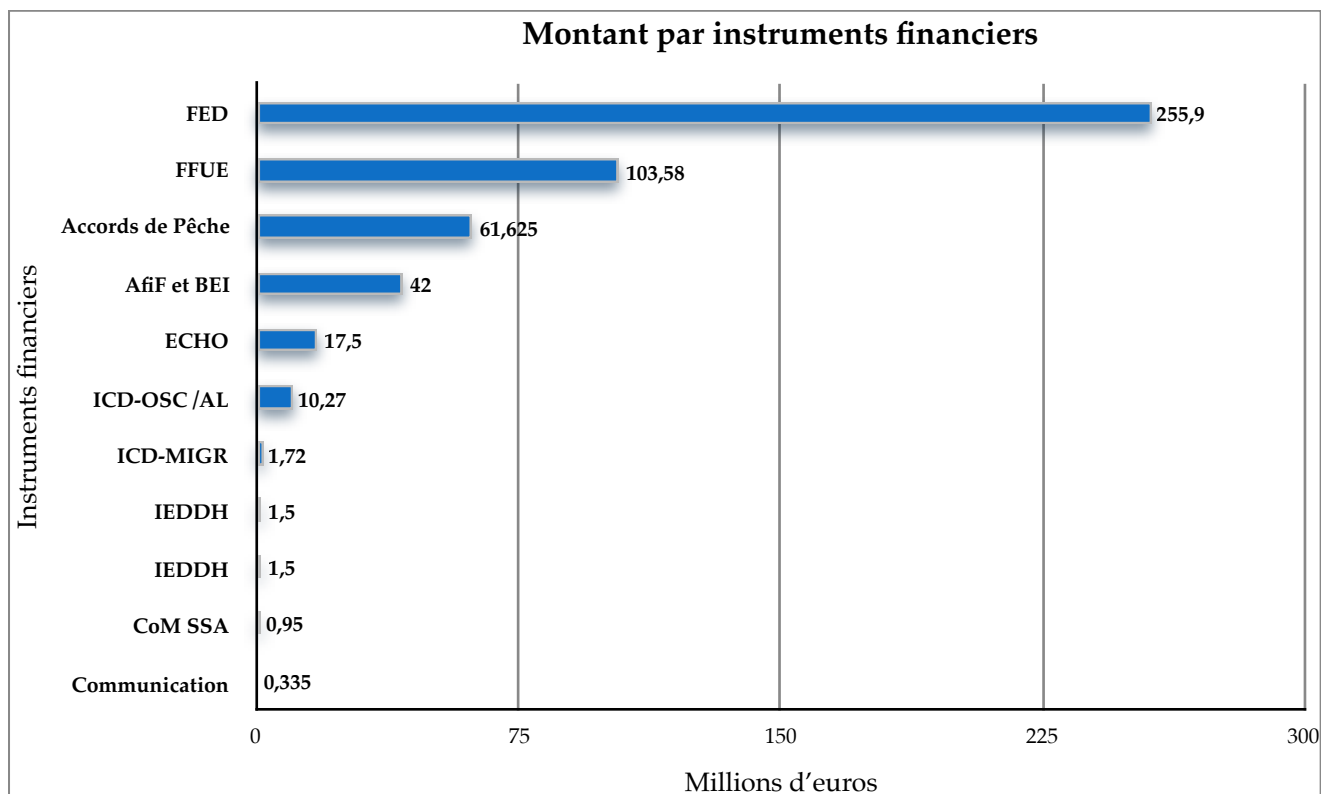
EGALITE ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

- Plusieurs expositions photos, 1 chanson, 1 clip avec des artistes mauritaniens à succès, 4 concerts avec 13500 participants
- 17 journalistes formés,
- 120 élèves informés
- 70 leaders religieux impliqués



LES FINANCEMENTS UE DES PROJETS MIS EN ŒUVRE EN 2020

- Montant total 496.575 millions d'euros





LES FINANCEMENTS DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2020

Pour chaque instrument financier, les différentes actions de développement et leur montant financé par l'Union européenne sont inscrites ci-dessous.

Fonds Européen de Développement (FED) – 255.9 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
10^{ème} FED et 11^{ème} FED	240.8
Reconstruction de la route Nouakchott Rosso, premier allotissement 03/06/2011-03/06/2023	74.8
Projet d'appui à la sécurité et au développement 15/12/2014-16/06/2021	13.0
Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11 ^{ème} FED y compris la composante d'appui à la gestion des finances publiques 21/10/2016-21/10/2022	14.0
Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale – RIMRAP (UE 25 M€ + AECID 1 M€ + GIZ 1 M€ = 27 M€) 02/12/2015-02/12/2020	25.0
Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales – RIMDIR (UE 35 M€ + EM UE 3 M€ = 38 M€) 30/06/2018-30/06/2023	35.0
Développement des Filières Agro-sylvo-pastorale aux niveaux familial et communautaire – RIMFIL 29/10/2019-29/10/2024	18.0
SEMAH - Projet prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel 29/10/2019 -29/10/2024	4.4
Programme d'Appui à la Réforme de la Justice - PARJ 30/06/2018-30/06/2025	12.6
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – PASS (UE 20 M€ + Etat 3,35 M€+ AFD 2M€) 12/06/2017-12/06/2024	20.0
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – PASS 2 08/04/2020 – 08/04/2026 (UE 24M€ dont 12M€ en Appui Budgétaire + Etat 1,175 M€)	24.0
11^{ème} PIR	4.0
Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie – PACAO 01/06/2019-30/06/2023	4.0
Facilité énergie 10^{ème} FED	5.2
Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables - PROGES-Lait 04/12/2014-03/03/2021	5.2
Programme Inter ACP	5.9
Programme Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique Mauritanie -Phase 2 02/01/2019-01/01/2023	5.9
Total	255.9

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE) – Actions nationales – 103.58 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
PECOBAT - Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction 01/11/2016-31/03/2022	3.2
Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite 14 /10/2016 –14/06/2020	3.0
Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali 01/07/2017-31/12/2020	4.9
Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants : Mauritanie 03/06/2017-02/09/2021	8.0
Promopêche BIT - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale 01/10/2017-30/09/2021	12.0
Promopêche GIZ - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale 01/10/2017-30/09/2021	2.0
Promopêche AECID - Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie 17/04/2017-16/04/2022	10.0
Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en République Islamique de Mauritanie 15/05/2017 – 31/08/2021	6.0
Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie –SAFIRE 01/03/2019-28/02/2023	10.0
L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie 29/03/2019-29/03/2023	25.0
Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel –Phase II 18/11/2020-17/11/2022	9.9
GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) 14/06/2019-30/07/2020	8.5
ARCHIPELAGO – Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie - BTP, énergies et femmes (Formaemploi) 01/12/2019 -31/06/2021	0.58
ARCHIPELAGO – Formation, Accompagnement et Insertion dans le domaine portuaire (FAIDOP) 15/09/2020 – 14/09/2022	0.5
Total	103.58

Accord de pêche bilatéral – 61.625 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
4 Tranches annuelles (T1 et T2 : 55 M ; T3 et T4 : 57,5 M €) 2015 – 2019, puis 2 extensions d'un an chacune (2 fois 57.5 M €) toutes ayant déjà été versées. Le montant de 57.5 M € représente le montant décaissé en 2020 au titre des droits d'accès	57.5
Appui sectoriel Tranche versée en 2020	4.125
Total	61.625

Facilité d'Investissement pour l'Afrique (don Union européenne), Banque Européenne d'Investissement (BEI - prêt) – 42.0 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
Construction du Pont de Rosso 03/01/2018 - 30/06/2024	42.0
Total	42.0

Aide humanitaire et la protection civile (ECHO) – 17.5 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
Appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants entre 6 et 59 mois et intégration du système de prise en charge nutritionnelle dans les Moughataas de Kiffa, Barkéol, Kankossa et Gerrou 01/06/2020 - 30/04/2021	0,75
Supporting the CSA in building a robust early warning, preparedness and response-planning mechanism to shocks affecting food security and nutrition in Mauritania, as part of an national Adaptive Social Protection system and as a contribution to an overall DRR scheme (PAM) 01/06/2018-31/05/2021	1.85
Provide unconditional assistance to vulnerable, food insecure Mauritanian households during the 2020 lean season 01/01/2020 - 30/11/2020	1.5
Providing critical support to food insecure Malian refugees in Mberra camp 01/01/2020 - 31/12/2020	2.0
Provision of Humanitarian Air Services 01/01/2019 – 31/12/2020	1.35
Appui à la prévention et prise en charge intégrée de la Malnutrition Aigüe Sévère et maladies associées au Brakna, Mauritanie 01/04/2019 - 29/02/2020	1.35
Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix 01/04/2019 - 31/03/2021	2.5

Projet de renforcement et d'intégration des activités de PEC de la MA des enfants de 0-59 mois et des femmes enceintes et allaitantes auprès des autorités sanitaires locales et des partenaires de mise en œuvre dans la Région du Gorgol 01/04/2020 - 01/04/2021	0.8
Contribuer à la sécurité nutritionnelle et à la résilience des populations vulnérables en Mauritanie à travers une approche multisectorielle intégrée 01/03/2020 - 28/02/2021	2.1
Assistance alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres dans les Wilayas de l'Assaba et Brakna en risque d'insécurité alimentaire sévère, pendant la période de soudure 2020 01/04/2020 au 31/03/2021	1.5
Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'approche cash plus et l'ancrage communautaire dans les régions du Gorgol et du Brakna 01/02/2020 - 31/12/2020	1.1
Renforcer la préparation et la réponse des communautés vulnérables et des autorités nationales au COVID-19 en Mauritanie 15/06/2020 – 14/03/2021	0.2
Donner aux populations mauritaniennes et au système de santé les moyens minimums pour lutter efficacement contre la COVID 19 01/05/2020 - 31/03/2021	0.5

Total	17.5
--------------	-------------

Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Avec son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL) – 10.27 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
Jeunesse et Pouvoir d'Agir 13/12/2016-13/06/2020	0.71
PRO-COOP Guidimakha – Projet de Renforcement des Coopératives de Guidimakha pour le développement durable 01/02/2019-31/01/2021	0.63
Projet d'appui à la culture, à l'artisanat et à la cohésion sociale dans le pôle d'activités de Boghé 01/12/2018-31/05/2022	0.67
Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz (PICODEV) 01/09/2018-31/12/2021	0.34
Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi pour favoriser la cohésion sociale et l'éducation à la citoyenneté d'hommes, femmes, jeunes et enfants 01/10/2018-30/09/2021	0.8
Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de Kiffa et alentours 21/12/2018-20/06/2021	0.47
Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott (GUDDRN) 01/01/2019-30/06/2021	0.5
Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux (MORSE) 01/02/2019-31/02/2022	0.49

Appui à la Coordination de OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar 29/02/2020-27/02/2023	0.5
Appui au renforcement de la société civile mauritanienne pour promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale, culturelles et citoyennes 27/02/2020- 26/08/2022	0.7
Appui à la région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et équitable (ARENDRE)	3.59
Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna 01/04/2020 – 31/03/2023	0.5
Projet d'appui à la consolidation des acquis de la contribution effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie 01/03/2020 - 28/02/2022	0.37
Total	10.27

DCI-MIGR : Instrument de Coopération au Développement – Asile et migration - 1.72 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
Projet de renforcement de la mobilité professionnelle en Afrique de l'Ouest: Coopération triangulaire au bénéfice des services de l'emploi du Cap Vert, du Ghana, de la Mauritanie, du Sénégal et du Togo (Migr'action) 02/01/2017 – 02/02/2021	1.72
Total	1.72

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH) – 1.5 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
Projet de Promotion des Comités des Droits des Détenus (CDD) 28/12/2019-27/06/2022	0.3
Stratégie Tripartite pour Eradiquer l'Esclavage en Mauritanie 28/12/2019-27/12/2021	0.37
Promouvoir un système intégral de prévention, de soins et de protection ainsi que la coordination des réseaux d'appui institutionnel, communautaire et familia pour les survivants de VBG y compris la MGF dans la Wilaya de Guidimakha et Nouakchott 01/09/2018-31/10/2020	0.5
Promouvoir un environnement protecteur des droits humains des enfants et des femmes victimes de violences, particulièrement de violences sexuelles dans les wilayas de Dakhlet Nouadhibou et du Hodh El Gharbi 29/12/2020-28/12/2023	0.33
Total	1.5

Parlement européen – 1.195 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
Extension de la couverture maladie universelle en Mauritanie PASS-ECMU 01/07/2020 - 01/07/2022	1.195
Total	1.195

Convention des maires en Afrique subsaharienne (CoM SSA) – 0.95 M€

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
Appui à la Résilience environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott (AREDDUN) 01/05/2017 – 29/07/2020	0,95
Total	0.95

**Global Allocation to support communication & visibility activities on the impact and
results of EU development cooperation in ACP countries – 0.335 M€**

Intitulé des actions financées par l'UE Durée de mise en œuvre	Montants UE en euros
Campagne de communication Genre et Santé en appui au PNDS 01/01/2019-31/12/2020	0.26
Communiquer sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) en période de pandémie COVID-19 01/10/2020-31/05/2021	0.075
Total	0.335



**LES ACTIONS FINANCÉES
PAR L'UE MISES EN ŒUVRE
EN 2020 PRÉSENTÉES PAR
AXE DU NOUVEAU
CONSENSUS EUROPÉEN**

LISTE DES ACTIONS PAR AXES ET LIENS AVEC LES ODD ET LA SCAPP

AXE HUMANITÉ - DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DIGNITÉ

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- Appuyer la mise en place d'un **système de santé solide**, résilient et de qualité en assurant un accès équitable aux services de santé et une couverture sanitaire universelle ;
- Soutenir un **système de protection sociale efficace, durable et équitable** afin de garantir un revenu minimum, d'éviter les retours à des situations d'extrême pauvreté et de renforcer les conditions de la résilience ;
- Garantir l'accès de tous à une **alimentation abordable, sûre, suffisante et nutritive**
- Améliorer la **protection des enfants** et leur participation aux décisions qui les concernent ;
- Promouvoir la **protection et le respect des droits des femmes et des filles** et coopérer avec tous les partenaires pour éliminer toutes les formes de violence et de discrimination à leur égard ;
- Garantir l'accès à une **éducation de qualité pour tous**, préalable à l'employabilité des jeunes et au développement à long terme.

Actions mises en œuvre en 2020 avec les montants UE en euros

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les actions avec leur montant de financement de l'UE sont les suivantes :

Intitulé	Montant UE en euros
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – PASS	20 000 000
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – Extension de la Couverture Maladie Universelle - PASS ECMU	1 195 000
Campagne de Communication genre et santé en appui au PNDS	260 000
Communiquer sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) en période de pandémie COVID-19	75 000
Donner aux populations mauritaniennes et au système de santé les moyens minimums pour lutter efficacement contre la COVID 19	500 000
Renforcer la préparation et la réponse des communautés vulnérables et des autorités nationales au COVID-19 en Mauritanie	200 000
Providing critical support to food insecure Malian refugees in Mberra camp	2 000 000
Promouvoir un système intégral de prévention, de soins et de protection ainsi que la coordination des réseaux d'appui institutionnel, communautaire et familial pour les survivants de VBG y compris la MGF dans la Wilaya de Guidimakha et Nouakchott	500 000
Provision of Humanitarian Air Services	1 350 000
Provide unconditional assistance to vulnerable, food insecure Mauritanian households during the 2019 lean season	1 500 000
Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de leurs capacités de résilience dans les régions du Gorgol et du Brakna	1 100 000
Appui à la prévention et prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère et maladies associées au Brakna	1 350 000

Assistance alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres avec femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et /ou enfants de moins de 5 ans en situation d'insécurité alimentaire sévère, pendant la période de soudure 2019	1 500 000
Supporting the CSA in building a robust early warning, preparedness and response-planning mechanism to shocks affecting food security and nutrition in Mauritania, as part of an national Adaptive Social Protection system and as a contribution to an overall DRR scheme	1 850 000
Appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants entre 6 et 59 mois et intégration du système de prise en charge nutritionnelle dans les Moughataas de Kiffa, Barkéol, Kankossa et Gerrou	750 000
Projet d'intégration des activités de PEC de la MA des enfants de 0-59 mois et des femmes enceintes et allaitantes aux partenaires de mise en œuvre dans la région du Gorgol	800 000
Promouvoir un environnement protecteur des droits humains des enfants et des femmes victimes de violences particulièrement de violences sexuelles dans les wilayas de Dakhlet Nouadhibou et du Hodh El Gharbi	328 390
Programme d'appui au secteur de la santé 2 - PASS2	24 000 000
Réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère, améliorer la couverture des besoins alimentaires et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie	2 100 000
TOTAL 19 Actions	61 358 390

Objectifs de Développement Durable et Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée

Pour les actions de cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les données relatives aux ODD et à la SCAPP sont les suivantes :

			Nombre d'actions
ODD	ODD 2	Faim « Zéro » Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'industrie durable	8
	ODD 3	Bonne santé et bien-être Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous en tout âge	11
SCAPP	LEVIER 2	Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base	19
	CHANTIER 5	Chantier stratégique d'amélioration des conditions d'accès <ul style="list-style-type: none"> ▪ Améliorer la Gouvernance du secteur de la santé aux services de santé ▪ Améliorer les prestations du secteur de la santé 	7
	CHANTIER 7	Chantier stratégique d'une meilleure résilience des couches les plus vulnérables <ul style="list-style-type: none"> ▪ Protection sociale, égalité genre, enfance et famille 	12

AXE PLANÈTE

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- Appuyer la Mauritanie dans la **lutte contre le réchauffement climatique**, en contribuant à l'amélioration et à la mise en œuvre des stratégies relatives au changement climatique et au développement durable ;
- Soutenir **la conservation ainsi que la gestion durable des ressources naturelles**, de même que la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité et des écosystèmes ;
- Contribuer au **développement de la production d'énergies renouvelables** et à une meilleure intégration de ces sources d'énergie dans le mix-énergétique du pays ;
- Intégrer les **considérations environnementales dans tous les secteurs du Partenariat**, notamment par des actions préventives.

Actions mises en œuvre en 2020 avec les montants UE en euros

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les actions avec leur montant de financement de l'UE sont les suivantes :

Intitulé	Montant UE en euros
Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott (GUDDRN)	495 000
Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de Kiffa et alentours	467 037
Programme Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique Mauritanie Phase 2	5 900 000
Appui à la Résilience environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott (ARREDUN)	950 000
Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz (PICODEV)	342 293
Appui à la région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable (AREDDRE)	3 586 657
Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux (MORSE)	490 000
TOTAL 7 Actions	12 230 987

Objectifs de Développement Durable et Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée

Pour les actions de cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les données relatives aux ODD et à la SCAPP sont les suivantes :

			Nombre d'actions
ODD	ODD 11	Villes et communautés durable Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	4
	ODD 13	Lutte contre les changements climatiques Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	1
	ODD 15	Vie terrestre Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres	1
SCAPP	LEVIER 2	Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base	2
	CHANTIER 6	Chantier stratégique d'une meilleure résilience des couches les plus vulnérables <ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantir l'accès à l'électricité et un approvisionnement en hydrocarbures, notamment à travers la promotion des Energies renouvelables et le développement de l'hybridation pour couvrir les besoins énergétiques des zones isolées 	2
	LEVIER 3	Gouvernance dans toutes ses dimensions	4
	CHANTIER 6	Chantier stratégique d'une meilleure gouvernance environnementale, de gestion rationnelle des ressources naturelles et de réduction des risques de désastres <ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique intégrée d'exploitation durable des écosystèmes ▪ Préservation et valorisation des ressources naturelles 	4

AXE PROSPÉRITÉ - CROISSANCE ET EMPLOIS INCLUSIFS ET DURABLES

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- Renforcer les capacités en vue d'une **production alimentaire locale et régionale diversifiée**, garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et accroître la résilience des plus vulnérables ;
- Contribuer à la **création d'emplois**, notamment des jeunes, des femmes et des plus vulnérables pour parvenir à une croissance inclusive et durable ;
- Soutenir des mesures pratiques et innovantes visant à associer davantage les micros, petites et moyennes entreprises à la mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain ;
- Soutenir l'**agriculture durable** ainsi que la **pêche**, secteurs indispensables pour garantir la sécurité alimentaire ; soutenir les exploitants agricoles familiaux et les éleveurs, qui contribuent de manière substantielle à la sécurité alimentaire ainsi qu'à la lutte contre l'érosion des sols et la perte de biodiversité, tout en créant des emplois ;
- Développer des **marchés et des chaînes de valeur agricoles** qui bénéficient aux pauvres et encourager l'agro-industrie à créer des emplois et de la valeur ajoutée ;
- Contribuer à la **diversification de l'économie**, notamment dans les filières de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage ;
- Soutenir la conception, la construction et l'exploitation **d'infrastructures routières** permettant une meilleure mobilité des biens et des personnes ;
- Promouvoir le **commerce et l'intégration régionale**.

Actions mises en œuvre en 2020 avec les montants UE en euro

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les actions avec leur montant de financement de l'UE sont les suivantes :

Intitulé	Montant UE en euros
Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le Développement Durable en Mauritanie (PRO COOP)	630 000
Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie –SAFIRE	10 000 000
Promopêche - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale – Composante GIZ	2 000 000
Promopêche - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale – Composante BIT	12 000 000
Promopêche - Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie - AECID	10 000 000

PECOBAT : Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction	3 200 000
Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie - PACAO	4 000 000
Archipelago – Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes) - Formaemploi-Mauritanie	577 000
Projet de renforcement de la mobilité professionnelle en Afrique de l'Ouest : Coopération triangulaire au bénéfice des services de l'emploi du Cap Vert, du Ghana, de la Mauritanie, du Sénégal et du Togo	1 717 200
Projet d'Appui à la Contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie	372 713
Jeunesse et Pourvoir d'agir (JPA)	714 284
Construction du Pont de Rosso	42 000 000
Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale – RIMRAP	25 000 000
Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales – RIMDIR	35 000 000
Reconstruction de la route Nouakchott Rosso, premier allotissement	74 816 000
Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables - PROGES-Lait	5 209 735
Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM	61 625 000
Développement des filières agro-sylvo-pastorale aux niveaux familial et communautaire – RIMFIL	18 000 000
Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna	500 000
ARCHIPELAGO – Formation, Accompagnement et Insertion dans le domaine portuaire (FAIDOP)	499 320
TOTAL 20 Actions	307 861 252

Objectifs de Développement Durable et Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée

Pour les actions de cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les données relatives aux ODD et à la SCAPP sont les suivantes :

		Nombre d'actions
ODD 2	Faim « Zéro » Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	1
ODD 8	Travail décent et croissance économique Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	18
ODD 14	Vie aquatique Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	1
LEVIER 1	Croissance forte et inclusive	18
CHANTIER 1	Chantier stratégique de promotion d'une croissance plus diversifiée des secteurs porteurs <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion d'une agriculture à la fois productive, compétitive et durable ▪ Accroissement des retombées du secteur de l'élevage 	12
CHANTIER 3	Chantier stratégique de renforcement des infrastructures de soutien à la croissance <ul style="list-style-type: none"> ▪ Garantir la disponibilité de services énergétiques notamment les énergies propres à un coût abordable aux unités économiques 	3
CHANTIER 4	Chantier stratégique de relèvement de l'accès et de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle <ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer la formation technique et professionnelle 	2
CHANTIER 6	Chantier stratégique de l'emploi pour tous et de promotion de la jeunesse, de la culture et du sport <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion de l'emploi productif et du travail décent pour tous 	1
LEVIER 2	Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base	2
CHANTIER 6	Chantier stratégique de l'emploi pour tous et de promotion de la jeunesse, de la culture et du sport <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion de l'emploi productif et du travail décent pour tous 	2

AXE PAIX - SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET INCLUSIVES, DÉMOCRATIE, INSTITUTIONS EFFICACES ET RESPONSABLES, ÉTAT DE DROIT ET DROITS DE L'HOMME POUR TOUS

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- Promouvoir les valeurs universelles de **démocratie, de bonne gouvernance et d'État de droit ainsi que les droits de l'homme** pour tous parce qu'ils sont la condition préalable au développement durable et à la stabilité ;
- Promouvoir un **système judiciaire efficace**, transparent, indépendant, ouvert et responsable qui favorise l'accès à la justice pour tous ;
- Renforcer les **capacités des forces de sécurité et la stabilité du pays** ;

- Promouvoir des actions qui tiennent compte de l'interdépendance entre le développement durable, l'action humanitaire, la paix et la sécurité ;
- Prévenir la radicalisation qui conduit à l'extrémisme violent ;
- Lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière ;
- Soutenir les organisations de la société civile et des dialogues spécifiques sur les droits de l'homme.

Actions mises en œuvre en 2020 avec les montants UE en euros

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les actions avec leur montant de financement de l'UE sont les suivantes :

Intitulé	Montant UE en euros
L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	25 000 000
Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali	4 893 000
Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale (pôle d'activ. de Boghé)	671 208
SEMAH - Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel	4 400 000
Projet de Promotion des Comités des Droits des Détenus (CDD)	297 610
Programme d'Appui à la Réforme de la Justice (PARJ)	12 600 000
Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Interventions au Sahel (GAR-SI Sahel)	8 500 000
Projet d'appui à la sécurité et au développement	13 000 000
Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi pour favoriser la cohésion sociale et l'éducation à la citoyenneté d'hommes, femmes, jeunes et enfants	800 000
Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel – PAGES –Phase II	9 998 500
Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite	3 000 000
Éducation et protection des enfants en RIM comme facteur de construction de leur résilience et de la paix	2 500 000
Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants : Mauritanie	8 000 000
Stratégie tripartite pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie	374 000
Appui à la coordination des OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la SC dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar	500 850
Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en en RIM de Mauritanie	6 000 000
Appui au renforcement de la SC mauritanienne pour promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale, culturelles et citoyennes	700 000
TOTAL 17 Actions	101 235 167

Objectifs de Développement Durable et Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée

Pour les actions de cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les données relatives aux ODD et à la SCAPP sont les suivantes :

		Nombre d'actions
ODD 16	Paix, justice et institutions efficaces Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable	17
LEVIER 3	Gouvernance dans toutes ses dimensions	17
CHANTIER 8	Chantier stratégique de la Gouvernance Politique, la cohésion sociale, la paix et la sécurité <ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de la gouvernance politique ▪ Renforcement des moyens des forces de défense et de sécurité ▪ Construction durable de la paix et de la cohésion sociale ▪ Protection des jeunes contre la radicalisation et l'extrémisme violent 	16
CHANTIER 9	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion des migrations Chantier stratégique de la consolidation de l'Etat de droit, des droits humains et de la justice <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de la justice ▪ Développement des droits humains 	1

AXE PARTENARIATS - L'UNION EUROPÉENNE EN TANT QU'ACTEUR DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME À L'HORIZON 2030

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- En réponse aux défis mondiaux, l'Union européenne et ses États membres continueront à améliorer la façon dont ils mènent leur **coopération**, y compris grâce à une meilleure **collaboration**, en tenant compte de leurs avantages comparatifs respectifs ;
- L'Union européenne et ses États membres élaboreront et coordonneront, au sein des enceintes internationales, des positions communes sur les questions en rapport avec la **politique de développement**. Cela renforcera leur influence collective et contribuera à une plus grande efficacité des discussions multilatérales ;
- Au niveau national, l'Union européenne et ses États membres renforceront la **programmation conjointe en matière de coopération au développement**, afin d'accroître leur impact collectif en mettant en commun leurs ressources et capacités.

Action mise en œuvre en 2020 avec le montant UE en euros

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, l'action avec son montant de financement de l'UE sont les suivantes :

Intitulé	Montant UE en euros
Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre du 11 ^{ème} FED, y compris l'appui à la gestion des finances publiques	14 000 000
TOTAL 1 Action	14 000 000

Objectifs de Développement Durable et Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée

Pour cette action de cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les données relatives aux ODD et à la SCAPP sont les suivantes :

		Nombre d'actions
ODD 17	Partenariats pour la réalisation des objectifs	1
LEVIER 3	Gouvernance dans toutes ses dimensions	17
CHANTIER 12	Chantier stratégique de la transformation de l'administration publique <ul style="list-style-type: none"> ▪ Optimisation de l'administration publique ▪ Coordination de l'action de l'administration 	17
CHANITER 13	Chantier stratégique d'une meilleure gouvernance économique et financière <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion des finances publiques ▪ Lutte contre la corruption et renforcement de la transparence ▪ Gouvernance économique ▪ Environnement des affaires 	

FICHES ACTION DE L'AXE HUMANITE – DEVELOPPEMENT HUMAIN ET DIGNITE

Intitulé	Pages
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – Composante PASS AI	
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – PASS Composante subvention au Ministère de la Santé	
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – Extension de la Couverture Maladie Universelle - PASS ECMU	
Campagne de Communication genre et santé en appui au PNDS	
Donner aux populations mauritaniennes et au système de santé les moyens minimums pour lutter efficacement contre la COVID 19	
Renforcer la préparation et la réponse des communautés vulnérables et des autorités nationales au COVID-19 en Mauritanie	
Providing critical support to food insecure Malian refugees in Mberra camp	
Promouvoir un système intégral de prévention, de soins et de protection ainsi que la coordination des réseaux d'appui institutionnel, communautaire et familial pour les survivants de VBG y compris la MGF dans la Wilaya de Guidimakha et Nouakchott	
Provision of Humanitarian Air Services	
Provide unconditional assistance to vulnerable, food insecure Mauritanian households during the 2019 lean season	
Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de leurs capacités de résilience dans les régions du Gorgol et du Brakna	
Appui à la prévention et prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère et maladies associées au Brakna	
Assistance alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres avec femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et /ou enfants de moins de 5 ans en situation d'insécurité alimentaire sévère, pendant la période de soudure 2019	
Supporting the CSA in building a robust early warning, preparedness and response-planning mechanism to shocks affecting food security and nutrition in Mauritania, as part of a national Adaptive Social Protection system and as a contribution to an overall DRR scheme	
Appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants entre 6 et 59 mois et intégration du système de prise en charge nutritionnelle dans les Moughataas de Kiffa, Barkéol, Kankossa et Gerrou	
Projet de renforcement et d'intégration des activités de PEC de la MA des enfants de 0-59 mois et des femmes enceintes et allaitantes aux partenaires de mise en œuvre dans la région du Gorgol	
Promouvoir un environnement protecteur des droits humains des enfants et des femmes victimes de violences particulièrement de violences sexuelles dans les wilayas de Dakhlet Nouadhibou et du Hodh El Gharbi	
Réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère, améliorer la couverture des besoins alimentaires et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie	

Programme d'Appui au Secteur de la Santé - PASS – Composante appui institutionnel



Instrument de financement : 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 53
Montant contribution UE en € : 6 000 000
Montant total en € : 7 751 000 (UE+AFD+Enabel)
Date début – Date fin : 22/08/2017-22/12/2021

Objectif global : Contribuer à la réduction de la pauvreté en Mauritanie en donnant aux individus les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge

Mise en œuvre par : Enabel, Agence belge de développement

Ministère partenaire : Santé

Wilayas d'intervention : National, avec un intérêt particulier aux Wilayas de Nouakchott Nord et du Brakhna

Contact : Dr. Veronica Trasancos Buitrago, Responsable du Projet AI-PASS – veronica.trasancos@enabel.be

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'Appui Institutionnel (AI-PASS) s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS) en Mauritanie financé par l'Union européenne sur le 11^{ème} FED. Le PASS s'insère dans la stratégie sectorielle du Ministère de la Santé et dans la stratégie de suivi du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS). Le PASS a deux modalités d'exécution : (i) Un appui institutionnel qui se concentre sur l'amélioration de la gouvernance du secteur et la création du Fonds Couverture Santé Universelle exécuté par une Convention de délégation avec l'Agence Belge de Développement (Enabel), (l'action concernée par la présente fiche) ; et, (ii) une subvention au Ministère de la Santé pour la mise en œuvre du PNDS (cf. fiche ad hoc dans la présente Revue). La logique d'intervention dans le secteur de la santé est focalisée sur la mise en place de l'approche sectorielle et se caractérise, en premier lieu, par une intervention structurante sur la programmation et la gouvernance du secteur sanitaire et, en deuxième lieu, sur l'offre et la demande du secteur et les filets sociaux. L'appui à la réalisation et à la mise en œuvre de la politique sectorielle et du PNDS est envisagé, avec un cadre de référence inclusif, mesurable et budgétisé.

Cet appui institutionnel est complété d'une démarche scientifique de recherche-action encadrée par l'Institut de Médecine Tropicale (IMT) d'Anvers par un appui dit 'opérationnel' à des initiatives innovantes.

Activités principales menées en 2020

- Lancement du programme « Caisses Régionales de Solidarité Santé (CRESS) » du Ministère de la santé
- Appui à la mise en place du Fonds commun santé
- Appui à l'évaluation du PNDS 2017-2020 et à l'élaboration du nouveau PNDS
- Appui à la réalisation du Bilan 2019 et la Planification budgétisée du Ministère de la santé 2020
- Appui pour établir le processus de planification annuelle, en appuyant la planification stratégique avec l'outil EQUIST et en appuyant la planification opérationnelle, ateliers régionaux et interrégionaux
- Appui à l'élaboration de la carte sanitaire horizon 2030
- Appui à l'élaboration de la nouvelle tarification du secteur de la santé public et privé
- Accréditations des écoles de santé
- Elaboration des normes de laboratoire
- Finalisation de l'étude PZT, prime de zone et technicité dans le cadre de RH santé
- Appui multisectoriel pour l'élaboration de la Nouvelle Stratégie de financement de la santé
- Appui à l'élaboration des comptes de santé
- Relance du système des supervisions intégrées par niveau du secteur santé
- Élaboration du plan de formation continue pour le niveau central
- Élaboration des instructions opérationnelles et mise en œuvre de ses actions, pour un modèle d'équipe cadre et d'offre de soins ainsi que pour la pharmacie
- Suivi de l'appui au Système National d'information Sanitaire (migration vers la plateforme DHIS2)
- Appui à la révision pour la validation des normes de gestion du système de santé, normes prestation de services, en ressources humaines, infrastructures
- Appui opérationnel à la formation continue et pratique des agents de santé des districts sanitaires

Actions liées à la lutte contre la COVID-19

- Participation pour appui technique aux comités (piliers) de la mise en œuvre du Plan de riposte Covid-19
- Appui à la DISSE (Direction de l'Information Sanitaire et la Surveillance Épidémiologique), à travers le recrutement de 2 consultants médecins, l'un spécialiste en santé publique et l'autre en épidémiologie
- Participation active au comité de supervision des sites prise en charge des patients atteints de la Covid-19
- En étroite collaboration avec l'UCPASS, soutien à l'INRSP (Institut National de recherche en Santé Publique)
- Dans les zones d'intervention plus spécifiques, la Moughataa de Bababé et Dar Naim, dotation de matériel de protection, formation en PEC et en PCI, sensibilisation, appui à l'organisation des services et du triage dans les structures de santé et la surveillance épidémiologique communautaire.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Programme « Caisses Régionales de Solidarité Santé (CRESS) » du MS lancé
- Carte sanitaire élaborée, en attente de l'arrêté officiel
- Etude sur le coût réel par prestations de soins réalisée
- Proposition de tarification des prestations de soins élaborée
- Processus d'accréditations des écoles de santé mise en œuvre
- Processus de planification du système de santé appuyé (produit : PAO budgétisé/validé 2018, 2019 et 2020)
- Au niveau national, toutes les DRAS et MCM formées sur le Système d'information géographique (SIG) pour appuyer la réalisation de la carte sanitaire de façon active
- Cadre normatif pour les procédures du SNIS pour migration vers la nouvelle plateforme DHIS2 produit
- Profil Pays en RH santé et PDSRH élaborés
- Référentiel des supervisions intégrées par niveau révisé et supervisions du niveau central vers le niveau régional débutées
- Formation en supervision pool de superviseurs centraux réalisée
- Formation supervision équipes DRAS Dar Naim Nord et Brakhna et des Equipes cadres réalisée
- Etat des lieux pharmacies niveau moughataa réalisé
- Diagnostic approfondi du système local de santé des moughataas de Bababé et de Dar Naim réalisé et atelier organisé pour élaborer une théorie de changement dans les deux moughataas
- Protocoles de Recherche-Action élaborés et validés dans les 2 moughataas d'intervention
- Instructions opérationnelles produites pour les équipes cadres de moughataa, pour l'offre de soin et la pharmacie
- Diagnostic architectural des structures de santé réalisé, comme prélude pour l'investissement en infrastructures prévu dans la subvention du PASS
- Etude sur la gratuité des soins et diagnostic du financement de la santé en vue de l'élaboration de la nouvelle stratégie de financement de la santé réalisés

Perspectives pour l'année 2021

- Mise en œuvre du programme CRESS
- Mise en œuvre d'un Fonds Commun Santé
- Elaboration de la nouvelle politique de financement de la santé pour aller vers la CSU
- Amélioration de l'offre de soins
- Finalisation des dossiers RH
- Standardisation et régulation des normes à tous les niveaux de la pyramide sanitaire et l'appui au SNIS.
- Appui à la mise en œuvre des réformes indispensables et de nouvelles approches créatives
- Capitalisation des connaissances existantes et des pratiques appliquées et partage des expériences nouvelles nées de la mise en œuvre
- Poursuite du soutien au MS dans la mise en œuvre du plan de cohabitation avec la COVID-19

Documents produits en 2020

- Plan d'action du MS année 2020 - Mars 2020
- Programme Caisses Régionales de Solidarité Santé - CRESS
- Manuel de normes des laboratoires de biologie médicale en Mauritanie - Août 2020
- Etude de tarification harmonisée de tous les actes offerts dans les structures publiques et privées du secteur de la santé en Mauritanie - Décembre 2020 - Manuel de qualité des écoles de santé - Mai 2020 - Plan d'accréditation des écoles de santé - Mai 2020
- Etude évaluation PZT - Novembre 2020 - Plan de formation continue 2020
- Plan d'action qualité des écoles de santé - Mai 2020 -Rapport final Comptes Nationaux Santé 2016-2017

Extension de la couverture maladie universelle en Mauritanie PASS–ECMU



Instrument de financement : Parlement Européen
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 53
Montant contribution UE en € : 1 195 000
Date début – Date fin : 01/07/2020 – 01/07/2022

Objectif global : Contribuer à la réduction de la pauvreté en Mauritanie en donnant aux individus les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge

Mise en œuvre par : Ministère de la santé (au travers de l'Unité de Coordination UC-PASS)

Wilayas d'intervention : National

Contacts : Ba Halima Yaya - Secrétaire générale du Ministère de la santé – bhyaya@sante.gov.mr

Amadou Tidjane Diallo – Chargé de Programme UC PASS – dialloamadoutidiane5@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS) en Mauritanie financé par l'Union européenne sur le 11ème FED a pour objectif spécifique d'améliorer et de rendre plus équitable l'accès aux soins de santé de qualité en ligne avec les objectifs du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) et de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS).

Le PASS est structuré autour de 5 résultats : (R1) Les capacités du Ministère de la Santé (MS) pour piloter et gérer le secteur santé d'une manière efficace, transparente, décentralisée et adéquatement régulée, y compris le secteur privé qui doit être renforcé (Gouvernance); (R2) L'accès équitable à des services de santé de qualité au niveau communautaire, primaire et secondaire. Cet accès doit être augmenté pour la population (L'offre de soins) ; (R3) L'accès à des médicaments et consommables essentiels de qualité est amélioré à tous les niveaux selon les normes nationales (Médicaments et consommables); (R4) Une meilleure gestion des ressources humaines en santé contribue à un personnel de santé plus motivé, de qualité, disponible d'une façon plus équitable et pérenne (RHS); (R5) Le MS dispose d'un modèle de financement pour une couverture sanitaire universelle (CSU) plus complet et opérationnel

Le PASS est mis en œuvre d'une part par Enabel (cf. fiche ad hoc) pour l'appui institutionnel et l'appui à des initiatives innovantes à Dar Naim et à Bababé et d'autre part par le MS à travers une subvention (décrite par la présente fiche). Cette subvention permet de financer des actions précises pour la mise en œuvre du Programme National de Développement Sanitaire (PNDS).

Activités principales menées en 2020

- Présentation de l'étude diagnostic réalisée sur le circuit des médicaments et des intrants a eu lieu réunissant les différents acteurs et partenaires impliqués
- Organisation d'un atelier de lancement de groupes thématiques pour l'évaluation du nouveau PNDS réunissant 50 participants à Nouakchott.
- Organisation d'une formation de formateurs sur l'hygiène PCI (Prévention et Contrôle des Infections) et la gestion des déchets biomédicaux au profit des personnels responsables d'hygiène de 210 structures de santé situées dans 4 wilayas
- Organisation de 4 ateliers interrégionaux permettant l'élaboration à la planification 2020 (Guérou, Aleg, Adrar, Nouakchott), d'une durée de 5 jours chacun
- Organisation d'un atelier à Aleg (Brakna) sur la thématique de gestion des déchets bio-médicaux
- Mise en œuvre d'un plan prioritaire de formation continue

Activités d'appui au Plan de riposte Covid-19 du Ministère de la Santé

- Courant mars 2020, organisation d'une série de formations à l'intention des équipes régionales sanitaires à Nouakchott dans le domaine du renforcement des capacités de la surveillance épidémiologique, ainsi que la prise en charge, la prévention et le contrôle de l'infection (150 personnes).
- Organisation d'une formation sur la supervision formative dans les régions de Nouadhibou Dakhlet, Tiris Zemour et Trarza (150 personnes)
- Duplication d'outils de communication du MS sur la pandémie (formulaires sanitaires de passage, formulaires de notification de cas de suspects, définition de cas, affiches épidémie COVID-19...)

- Acquisition de consommables pour la COVID-19 (kits de désinfection, protection, d'isolement et articles divers de quincaillerie) pour 72 CS, 413 PS, ainsi que 11 postes frontières dans 8 Wilayas (Nouakchott, Assaba, Brakna, Guidimakha, Gorgol et Trarza)
- Réalisation d'un inventaire des consommables et des équipements de l'INRSP (Institut National de recherche en Santé Publique) afin d'appuyer l'Institut dans sa réponse à la crise sanitaire
- Achat d'une machine PCR (Polymerase Chain reaction) à extraction automatique ainsi que des consommables nécessaires pour 30 000 tests au profit de l'INRSP
- Réalisation d'un clip vidéo de sensibilisation au Covid-19 pour la population mauritanienne (+ de 250.000 vues sur les réseaux sociaux) Veydak Leybhar

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 57 médecins chefs et points focaux pour les Moughataas des Wilayas de l'est, du nord, Nouadhibou et Nouakchott formés à l'utilisation du DHIS2
- Gestion des déchets médicaux et de l'hygiène dans les structures de santé par la DHP évalués dans 134 structures des wilayas du Tagant et du Trarza
- 210 kits d'équipements et matériels d'hygiène fournis au personnel de 160 formations sanitaires de Tagant, Traza, Brakna et Nouakchott (combinaisons, bottes, lunettes, gants, masque, poubelles, brouette, balais etc)
- 18 incinérateurs d'élimination finale de DBM pour l'élimination de déchets d'activités de soins à risque infectieux installés dans les Wilaya de Nouakchott, Trarza, Tagant et Brakna
- 1 étude réalisée auprès de 26 structures de Santé identifiées par le MS dans les zones prioritaires afin d'effectuer l'inventaire des équipements disponibles et de recueillir les besoins en équipements médicaux
- 105 personnes (responsables d'hygiène, médecins chef de CS et Infirmiers Chef de Poste) formés en matière de traitement des déchets biomédicaux et comportement des superviseurs, à Aleg, Rosso et Tidjikja
- 1 étude réalisée sur « le circuit des médicaments et consommables essentiels » dans les structures pilotes (CS Dar Naïm, CS de Tab Salam et PS El Mohssinine), dans la pharmacie de la DRAS de Nouakchott Nord) et dans la commune de Bababé
- 1 étude réalisée sur la mise en place d'un système d'archivage des documents du MS
- 1 étude réalisée portant sur la programmation architecturale de 10 CS/PS de Nouakchott
- 1 étude diagnostic réalisée participant à l'élaboration du document stratégique de financement orienté vers la couverture sanitaire Universelle (CSU) en Mauritanie
- Appui apporté à la validation des données de la carte sanitaire de la Mauritanie 2020
- 15 DRAS fournies en équipements informatiques et mobiliers de bureau
- Restitution organisée de l'étude sur la mise en place d'un système d'archivage des documents du MS
- 57 ordinateurs livrés au profit des médecins chefs, et plus particulièrement au service de l'information sanitaire au niveau des Moughatas afin de permettre la mise à l'échelle du DHIS2 au niveau national
- Processus d'accréditation des écoles de santé publiques validé
- 1 atelier de consolidation organisé à Nouakchott permettant la validation de la planification 2020

Perspectives pour l'année 2021

- Acquisition des kits de protection au profit du personnel des structures sanitaires des wilayas d'Adrar, Gorgol, Inchiri et Tiris Zemmour
- Réhabilitation de l'INRSP et achat d'équipements
- Réhabilitation des structures de stockage des médicaments des Moughataas
- Mise en place d'un système d'archivage pour le MS
- Construction et réhabilitation des 10 centres et Postes de Santé à Nouakchott.
- Mise en place d'un Fonds Commun Santé

Documents produits en 2020

- Evaluation du PNDS
- Guide de gestion des déchets (GDBM)
- Rapport provisoire concernant la carte sanitaire
- Note conceptuelle concernant la mise en œuvre du Fonds Commun
- Rapport d'étude concernant les travaux de réhabilitation/construction et extension des 10 centres de santé
- Etude diagnostic réalisée sur le circuit des médicaments et des intrants dans les différentes structures, y compris le dépôt régional de pharmacie (DRAS)
- Etude d'évaluation de la stratégie des primes de zones et de technicité (PZT)

Programme d'Appui au Secteur de la Santé – PASS Composante subvention au Ministère de la Santé



Instrument de financement : 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 53
Montant contribution UE en € : 13 400 000
Montant total en € : 16 750 000 (Etat : 3 350 000)
Date début – Date fin : 18/10/2018-17/10/2021

Objectif global : Contribuer à atteindre la couverture sanitaire universelle en Mauritanie

Mise en œuvre par : Enabel, Agence belge de développement

Ministère partenaire : Santé

Wilayas d'intervention : National, avec un intérêt particulier aux wilayas de Nouakchott Nord et du Brakhna

Contacts : Dr. Veronica Trasancos Buitrago - Responsable programme du Projet AI-PASS et PASS-ECMU -

veronica.trasancos@enabel.be

Agathe Simonin - Experte Santé Publique et Assurance Maladie PASS-ECMU -

agathe.simonin@enabel.be

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le PASS-ECMU est à considérer comme une extension géographique à la Moughataa de Sebkhah du Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS). Ce dernier est financé par l'Union européenne sur le 11^{ème} FED. La composante Appui Institutionnel (AI) du PASS est exécutée par Enabel (AI-PASS1). L'actuel projet doit être lu dans cette perspective et l'action comprise dans ce sens. Le contexte décrit dans l'action AI-PASS reste ainsi le contexte de référence pour le PASS-ECMU et l'actuel chapitre 1 « Contexte » se limitera donc aux nouveaux éléments par rapport au dossier AI-PASS.

La décision de financement de cette action fait suite à une visite d'une délégation du parlement européen, qui a souhaité appuyer la mise en œuvre de la couverture maladie universelle (CMU) en Mauritanie, et plus spécifiquement à la Moughataa de Sebkhah, par l'octroi d'un financement spécifique de la Commission européenne, en dehors des financements FED.

Activités principales menées en 2020

Résultat 1 - L'offre de soins est améliorée au niveau des structures sanitaires de la Moughataa de Sebkhah

- Appui au centre de santé (CDS) et postes de santé (PS) de Sebkhah dans la mise en place et activation de leur Comité de Santé (COSAN) : discussion avec la Mairie, étude des documents du COSAN inactif
- Diagnostic sur la qualité des soins au niveau des structures publiques de la Moughataa
- Préparation d'une remise à niveau de l'hygiène (formation, nettoyage)
- Activités de routine mises en place : suivi quotidien de l'ATN au CS Sebkhah, organisation de réunions mensuelles de l'équipe cadre et inventaire des médicaments et consommables de la pharmacie du CS Sebkhah
- Lutte contre la COVID 19 : dotation d'un important lot de produits d'hygiène et de matériels au CS de Sebkhah, au PS de Basra et au PS de Kouva pour appuyer la riposte de la 2^{ème} vague de COVID 19, mise en place d'un dispositif de triage et de lavage des mains du CS Sebkhah et des PS de Basra et de Kouva
- Rédaction d'un cahier des charges pour la mise en place d'un système (digitalisé) de gestion
- Amélioration du plateau technique : lancement du processus de marché pour la réalisation des travaux de réhabilitations, commande d'équipements et matériels médicaux (marché international), ainsi que pour l'acquisition de la bureautique, du matériel d'hygiène et le grand nettoyage du CS Sebkhah

Résultat 2 - Un mécanisme d'assurance maladie professionnalisée, adapté à toutes les catégories de population de la Moughataa de Sebkhah, conçu et démarrant en phase expérimentale avec l'implication de la communauté

- Appui à la mise en place de la CRESS Nouakchott et de l'antenne CRESS à la Moughataa de Sebkhah
- Participation aux formations en Assurance Maladie Volontaire avec le personnel de l'UPG, le personnel cadre du ministère de la Santé, du ministère des Finances et du MASEF
- Participation à l'atelier sur la tarification
- Appui pour les recrutements du personnel des CRESS
- Recherche d'une solution informatique CRESS et rédaction des termes de référence pour l'acquisition du logiciel CRESS

Résultat 3 : L'implication de la communauté dans l'information et les processus d'adhésion de la population, la gestion de l'assurance maladie, la défense des droits des patients et le contrôle de la qualité de l'offre

- Réalisation de focus group avec les chefs de familles à Sebkhā afin de préciser la propension à payer des personnes vivant à Sebkhā

Résultat 4 - Un travail continu de capitalisation, de systématisation et de modélisation de l'expérience réalisé tout au long du projet

- Réalisation de recherche-action et documentation tout au long du projet (rapports mensuels, CR, rapport de diagnostic)

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

R1 : L'offre de soins est améliorée au niveau des structures sanitaires de la Moughataa de Sebkhā

- Nouveau président de COSAN identifié
- Diagnostic sur la qualité des soins au niveau des structures publiques de la Moughataa réalisé
- Pour la lutte contre la COVID-19 : important lot de produits d'hygiène et de matériels fourni au CS de Sebkhā, au PS de Basra et au PS de Kouva ; dispositif de triage et de lavage des mains du CS Sebkhā et des PS de Basra et de Kouva mis en place

R2 : Un mécanisme d'assurance maladie professionnalisée, adapté à toutes les catégories de population de la Moughataa de Sebkhā, conçu et démarrant en phase expérimentale avec l'implication de la communauté

- Personnel UPG, personnel cadre du ministère de la Santé, du ministère des Finances, du MASEF et du PASS ECMU formés en Assurance Maladie Volontaire

Perspectives pour l'année 2021

- Mise en place de l'assurance maladie
- Mise en place d'une qualité des soins (offre de qualité) en parallèle du système assurantiel (assurance solvable)

Campagne de Communication genre et santé en appui au PNDS



Instrument de financement : Global Allocation to support communication & visibility activities on the impact and results of EU development cooperation in ACP countries

Pilier du consensus européen : Humanité

ODD : 2

SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 5

Montant contribution UE en € : 260 000

Montant total en € : 260 000

Date début – Date fin : 01/01/2019 - 31/12/2020

Objectif global : Mener à bien une campagne nationale média et hors média qui sensibilise le grand public et en particulier les jeunes sur la problématique de genre liée à la santé sexuelle et reproductive (SSR) et violence basée sur le genre (VBG)

Mise en œuvre par : Médicos del Mundo

Ministères partenaire(s) : Santé, Affaires Sociales-Enfance-Famille, Culture-Artisanat-Relations avec le Parlement, Emploi-Jeunesse-Sports

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Assaba

Contact : Elodie Quentel – Coordinatrice campagne de communication Santé/Genre - communication.mauritanie@medicosdelmundo.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

En Mauritanie, le taux de mortalité maternelle est de 582 pour 100 000 naissances vivantes (CSLP 2015). 35,2% des filles sont mariées avant 18 ans. Seulement 8,5% des jeunes de 15 à 25 ans identifient correctement les moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH. Aussi, 66,6% des femmes de 15-49 ans déclarent avoir subi une forme de Mutilations Génitales Féminines (MGF) et 36% approuvent cette pratique. Concernant l'égalité des genres, la Mauritanie occupe la 150^e position sur un total de 162 pays dont l'indice d'inégalité de genre est disponible. Face à ces constats, et en appui au Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2012-2020) du Ministère de la Santé, il a été estimé nécessaire d'appuyer les actions menées sur le terrain par des actions de communication auprès de la population.

Financée par l'Union européenne et mise en œuvre par Médicos del Mundo, cette campagne de communication vise à sensibiliser la population et en particulier les jeunes, sur la problématique de genre liée à la Santé, qui englobe la Santé Sexuelle et Reproductive (dont le planning familial, la protection contre les maladies sexuellement transmissibles...), les Violences Basées sur le Genre (particulièrement les mariages précoces, les mutilations génitales féminines (MGF) et les violences sexuelles) et d'une manière plus sous-jacente, les perceptions de genre : féminité et masculinité. Elle a également pour objectif de faire connaître et diriger les victimes vers les Unités de Prise en Charges des Victimes de Violences Basées sur le Genre (USPEC) ouvertes en 2017 à Nouakchott, 2019 à Sélibaby, et 2020 à Nouadhibou.

La campagne multicanaux « Alach'Ça ? » (qui signifie « Pourquoi Ça » en hassanya) a débuté ses activités le 25 Novembre 2019, Journée Internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et a duré quatre mois effectifs en activités et événements liés mais l'impact de la campagne s'est poursuivi et perdure au travers des outils diffusés (affiches, vidéos, chanson...).

Activités principales menées en 2020

- Création de supports de communication et de sensibilisation (affiches de sensibilisation, capsules vidéos, livre de conte, spot radio, photographies).
- Mise en place du Plan média radio – télévision
- Entre le 3 janvier et le 21 mars 2020, organisation de 6 expositions/sensibilisations dans de 15 jours chacune dans des lieux de Nouakchott dédiés aux jeunes
- Les 27 et 28 janvier 2020, formation VBG & SSR de 26 journalistes issus de différents médias
- Organisation de trois concerts le 1er février 2020 à Sélibaby (Guidimakha), le 8 février 2020 à Kiffa (Assaba) et le 29 février 2020 à Aioun (Hodh El Gharbi)
- 6 mars 2020, vernissage de l'exposition Alach'ÇA SSR au Musée National (10 jours) et fermeture de la campagne

Actions liées à la lutte contre la COVID-19

Prévues initialement jusqu'en avril 2020, les activités de sensibilisation de la campagne de communication ont dû être suspendues avec l'arrivée de la COVID-19 en Mauritanie mi-mars 2020. Des activités de sensibilisation aux gestes barrières COVID-19 et de vulgarisation des Unités de Prise en Charge des Victimes de Violences Basées sur le Genre (USPEC) ont été mises en place, à Nouakchott et dans le Guidimakha, en priorité dans les boutiques et pharmacies, ainsi que via des voitures haut-parleurs.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 12 événements culturels réalisés, dont :
- 4 concerts, rassemblant plus de 12500 personnes
- 2 expositions photos «Alach'ÇA?» au Musée National, sur le thème des Violences Basées sur le Genre (601 visiteurs) ; et sur le thème de la Santé Sexuelle et Reproductive (240 visiteurs)
- 6 expositions photo de 15 jours et plus, organisées dans des lieux de Nouakchott fréquentés par les jeunes
- 5 canaux de communication médias utilisés: affichage, radio, télévision, presse web, réseaux sociaux, dont 45 passages du spot radio, 10 passages télévision, 96735 vues des publications Facebook durant les 4 mois de campagne
- 4 formations aux VBG et à la SSR organisées pour 78 journalistes, artistes et prestataires
- 7 ateliers de sensibilisations organisés pour 185 élèves de Nouakchott
- 38 Organisations de la Société Civile et associations de jeunes impliquées dans la campagne (2 à Nouakchott, 17 à Selibaby, 10 à Kiffa, 9 à Aïoun)
- Plus de 9000 dépliant de sensibilisation et de 6000 goodies (tee-shirts, casquettes, stylos, porte-clefs) à l'effigie de la campagne diffusés
- 79941 vues des publications facebook Alach'ÇA ? pour le 25 Novembre 2020 et les 16 jours d'activisme contre les Violences basées sur le Genre et plus de 400000 vues web de la bannière animée créée pour l'occasion

Perspectives pour l'année 2021

A travers un nouveau financement de l'Union européenne, une deuxième phase de la campagne de communication Alach'ÇA, adaptée au contexte COVID-19, pourra débuter en 2021. Elle devra permettre de continuer la sensibilisation sur les thématiques VBG et SSR, et en particulier informer sur les mécanismes de signalement, d'assistance et de prises en charges des victimes de violences sexuelles, face à la recrudescence de violences en période de pandémie. Un livre sur les droits à la santé (en particulier VBG) dédié aux adolescents doit voir le jour en 2021.

La lutte contre les VBG continuent par ailleurs en 2021, notamment avec l'ouverture d'une USPEC à Kiffa, et d'une seconde à Nouakchott ; à travers divers projets et financements :

- Promotion d'un système intégral de prévention, de soins et de protection pour les survivants-es de VBG dans la Wilaya de Nouakchott et dans le Guidimakha sous financement de l'Ambassade de France
- Prévention et protection des survivants.es de VBG à Nouadhibou (Financement de l'AECID)
- Projet de renforcement du continuum des soins de santé sexuelle, reproductive et infantile et lutte contre toutes formes de violences basées sur le genre (financement Expertise France)
- Renforcement de la continuité des soins de santé sexuelle, reproductive et infantile et de la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre (VBG) à Nouakchott (Financement de l'AECID)

Documents produits en 2020

- Médicos del Mundo - Vidéos : capsule de sensibilisation Santé Sexuelle et Reproductive – 3 montage vidéos de la tournée de concert à l'intérieur du pays – un film de capitalisation
- Médicos del Mundo - 40 photographies sur le thème de la SSR, et des reportages photos sur les événements/activités organisés
- Médicos del Mundo - Affichage : 4 affiches de sensibilisation en français et arabe, dédiées aux structures de santé
 - On peut en parler
 - Masculinité positive
 - Parcours de prise en charge VBG
 - Le sais-tu ?
- Médicos del Mundo - Un livre de conte « Toutou est-elle têtue » en français et arabe

Donner aux populations mauritaniennes et au système de santé les moyens minimums pour lutter efficacement contre la COVID 19



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 500 000
Montant total en € : 500 000
Date début – Date fin : 01/05/2020 - 30/03/2021

Objectif global : Contribuer à maîtriser et limiter la propagation de l'épidémie COVID-19 en Mauritanie et particulièrement dans la zone du Gorgol

Mise en œuvre par : Croix-Rouge française (CRF)

Ministère partenaire : Santé

Wilayas d'intervention : Gorgol, Nouakchott Nord et Sud

Contact : Soazic Dupuy – Cheffe de délégation – hod-mauritanie.frc@croix-rouge.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet mené par la CRf/CRm (Croissant-Rouge mauritanien) au cours des derniers mois s'inscrit en complémentarité avec la stratégie de riposte du Ministère de la Santé contre la COVID-19, en s'appuyant sur les deux clés de voûte pour lutter contre la pandémie, à savoir la communauté et le système de santé. Toutes les activités ont été mises en œuvre en concertation régulière avec les autorités sanitaires régionales.

Au niveau des communautés, la CRf/CRm a mené des activités de sensibilisation et d'information afin de s'assurer que les populations aient des connaissances élémentaires sur la COVID-19 (symptômes, complications potentielles, modes de transmission, mesures protectrices...) et qu'un dialogue soit maintenu pendant toute la durée du projet afin de permettre aux populations d'exprimer leurs questions et leurs peurs vis-à-vis du virus. La CRf a également appuyé la mise en place de mesures et gestes barrières dans les structures publiques et dans les lieux à risques.

Au niveau du système de santé, l'accent a été mis sur la formation en Prévention et Contrôle des Infections (PCI) de l'ensemble des personnels de santé au niveau de la région, le relèvement du niveau de PCI des structures sanitaires, incluant l'accès à l'eau courante, la gestion des déchets médicaux et biomédicaux et la mise en place d'un système de triage au niveau des Centres/Postes de santé à forte affluence. Tous ces aspects sont essentiels pour prévenir la propagation de la pandémie et surtout assurer le continuum des soins.

Activités principales menées en 2020

Dans la communauté

- Formation des volontaires sur la COVID-19, le soutien psychosocial et les techniques de communication
- Vulgarisation des messages de compréhension autour de la pandémie
- Sensibilisations dans les FOSA (Formations sanitaires)
- Installation de kiosques d'informations ambulants et de dialogue de proximité dans les lieux de forte affluence, animés par des volontaires du CRm formés au préalable
- Sensibilisations et discussions orientées avec les commerçants et les transporteurs, personnes susceptibles d'être vecteurs de transmission
- Appui à la gestion des lieux publics et privés à fort risque de contamination pour la mise en place et le respect des mesures protectrices
- Nettoyage et désinfection des établissements publics
- Organisation d'entretiens individuels, groupes de paroles et activités de détente dans 3 CPISE (Centre de Protection et d'Insertion Sociale) de Nouakchott pour le soutien psychosocial des personnes vulnérables

Dans les structures sanitaires

- Décontamination au niveau des structures de santé (positionnement dans les structures ciblées de matériel de décontamination, produits d'hygiène, EPI (équipement de protection individuelle), dispositifs de lavage des mains) et ravitaillement en eau pour les 26 Postes de Santé sans eau courante
- Formation en cascade PCI pour les agents de santé
- Travaux de raccordements pour l'accès à l'eau courante dans des structures ciblées
- Appui à la mise en place d'un système de triage au niveau du CHK (Centre Hospitalier de Nouakchott) et des CS/PS (Centre de santé/Poste de santé) ciblés

- Appui à la DRAS (Direction Régionale à l'Action Sanitaire) pour la gestion des flux aux points d'entrée

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 173 volontaires ayant bénéficié d'une formation approfondie sur la COVID-19
- 3 612 mères sensibilisées lors des journées CRENAS (Centre de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire)
- 16 432 personnes sensibilisées à travers les 8 kiosques d'informations répartis entre Kaédi, Lexeiba et Maghama, Monguel et Mbout
- 12 084 commerçants et transporteurs sensibilisés dans les gares et les marchés de 4 Moughataas
- 94 enfants ayant bénéficié d'un soutien psychosocial dans les CPISE et des groupes de paroles sur la gestion de la colère et du stress
- 225 personnels de santé formés sur la COVID-19 et la PCI

Perspectives pour l'année 2021

- Appropriation des activités communautaires par les volontaires du Croissant Rouge Mauritanien à travers la poursuite de la décontamination et la désinfection des lieux publics et de la sensibilisation dans les lieux publics selon les besoins
- Construction des zones à déchets dans les structures sanitaires
- Poursuite des raccordements des structures sanitaires en eau
- Poursuite des activités Wash/PCI dans les structures sanitaires touchées, par un bon usage des infrastructures mis à leur disposition par le Projet Echo COVID-19

Renforcer la préparation et la réponse des communautés vulnérables et des autorités nationales au COVID-19 en Mauritanie

Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 200 000
Montant total en € : 200 000
Date début – Date fin : 15/06/2020 - 14/03/2021

Objectif global : Soutenir les autorités nationales et les communautés isolées dans l'atténuation de la propagation de la COVID-19 en Mauritanie

Mise en œuvre par : Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Ministère partenaire : Santé

Wilayas d'intervention : Dakhlet Nouadhibou, Hodh Ech Chargui, Nouakchott

Contact : Nicolas Hochart – Head of Programme Support Unit- nhochart@iom.int

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Renforcer les capacités des autorités à répondre à la pandémie. La première étape consiste à renforcer les capacités des autorités locales à dépister, orienter et isoler les cas suspects de la COVID-19 à la frontière et à prendre correctement en charge les individus isolés. De plus, les communautés de migrants et frontalières sont particulièrement vulnérables à cette crise en raison du manque de canaux d'information, de services de santé et d'exposition à des mouvements désorganisés à la frontière - ce qui nécessite de renforcer la préparation des agents frontaliers au COVID-19. Les autorités nationales en charge de la gestion des frontières, de la sécurité nationale et de la santé seront mieux équipées pour répondre à la COVID-19 - y compris dans les zones frontalières. Il est également important que ces communautés ne soient pas négligées dans la réponse et que leurs besoins soient entendus et inclus dans le plan de réponse du gouvernement et dans le plan d'appui des Nations Unies. Les communautés vulnérables seront mieux protégées du COVID-19 grâce à une plus grande inclusion dans la réponse.

Par ailleurs, le projet contribue à pouvoir soutenir les autorités locales dans leur réponse aux débarquements d'urgence de migrants échoués ou arrêtés le long des côtes mauritaniennes dans leur route vers les Îles Canaries. Ce second résultat a été ajouté pour la période allant de mi-décembre 2020 à mi-mars 2021.

Activités principales menées en 2020

Dans la communauté

- Formations auprès des leaders communautaires dédiées à mieux sensibiliser les populations migrations et hôtes aux risques de la pandémie de COVID-19 ainsi qu'aux bonnes mesures à prendre pour en limiter la propagation
- Assistance directe pour les migrants débarqués le long des côtes mauritaniennes, notamment de ceux échoués. L'assistance consiste en une évaluation et triage médical, une aide médicale d'urgence en cas de besoins et la provision d'un kit NFI

Dans les structures sanitaires

- Formations pour les agents en poste aux frontières sur les procédures opérationnelles standardisées en matière de prévention de la pandémie de la COVID-19, d'accueil des patients et de coopération avec les postes frontières et autorités locales
- Donation d'équipement de protection (masques, gants, combinaison, etc.) et de lavage de mains

Auprès des autorités

- Formations pour les agents en poste aux frontières sur les procédures opérationnelles standardisées en matière de prévention de la pandémie de la COVID-19, d'accueil des voyageurs dans des conditions optimales d'hygiène et de référencement de potentiel cas auprès des autorités sanitaires
- Donation d'équipement de protection (masques, gants, combinaison, etc.) et de lavage de mains

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 124 leaders et relais communautaires formés
- 84 agents aux frontières formés
- 43 staffs des centres de santé formés
- 12 communautés touchées

- 6 postes frontières et 2 centres de santé équipés
- 6620 bénéficiaires indirects, sensibilisés par les leaders communautaires
- 18735 passagers positivement affectés par les bonnes mesures prises dans les points d'entrée (période juin – décembre 2020)

Perspectives pour l'année 2021

- Fin de projet prévu en mars 2021

Providing critical support to food insecure Malian refugees in Mberra camp



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 2
SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7
Montant contribution UE en € : 2 000 000
Montant total en € : 12 075 000
Date début – Date fin : 01/01/2020 – 31/12/2020

Objectif global : Contribuer à fournir une assistance vitale aux réfugiés maliens du camp de Mberra afin d'améliorer la consommation alimentaire des bénéficiaires ciblés en 2020

Mise en œuvre par : Programme Alimentaire Mondial

Ministère partenaire : Commissariat à la Sécurité Alimentaire

Wilaya d'intervention : Hodh el Chargui

Contact : Damien Vaquier - Responsable du Programme - damien.vaquier@wfp.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

En 2020, la situation des réfugiés maliens est entrée dans sa huitième année et les conditions de sécurité au Mali restent instables, ce qui se traduit par un afflux de réfugiés continu vers la Mauritanie. Le pays continue d'accueillir le premier plus grand nombre de réfugiés maliens en Afrique de l'Ouest avec 62 655 réfugiés enregistrés fin décembre 2020.

Il est peu probable que la plupart des réfugiés retournent chez eux dans un avenir proche et ils restent fortement dépendants de l'aide internationale comme principale source de revenus et/ou de nourriture. Les récentes réductions de l'aide ont entraîné l'adoption de stratégies de survie négatives, notamment une diminution de la consommation et de la qualité des aliments, et une exposition accrue aux risques de protection.

L'épidémie de COVID-19 a durement frappé le pays, et les mesures restrictives mises en place pour contenir la pandémie en mars 2020 ont aggravé les retombées sociales et économiques d'années de sécheresse et de saisons de soudure exceptionnellement longues. Les régions frontalières, dont le Hodh el Chargui, qui est déjà l'une des régions les plus vulnérables du pays, ont été particulièrement touchées par la fermeture des frontières. Selon les systèmes de surveillance de la sécurité alimentaire - FSMS (septembre 2020), une augmentation significative de l'insécurité alimentaire a été observée, avec 33,6 % de la population touchée. Le camp de Mberra a été la première zone du pays à être confinée.

Activités principales menées en 2020

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

La pandémie de COVID a conduit le PAM et le HCR à convenir conjointement d'un réajustement des opérations, principalement :

- Interruption temporaire du processus de ciblage basé sur la vulnérabilité
- Extension exceptionnelle des distributions de produits alimentaires aux réfugiés des groupes 4 (partiellement retiré de l'assistance en 2019) et 5, 6 (complètement sortis de l'assistance en 2019) en mai et juin
- Adaptation des procédures de distribution pour minimiser le risque de contamination (doubles-distributions couvrant 2 mois d'assistance, circuit spécifique incluant lavage de mains et prise de température ; respect des distances sociales ; mise en place de posters de sensibilisation ; distribution de masques, gants et gel hydroalcoolique pour le personnel) ;
- Suspension des cantines scolaires suite à la fermeture des écoles entre mars et octobre 2020
- À partir de mars 2020, tenue des réunions préparatoires virtuellement (et non face à face) et partage régulier d'informations par courrier électronique. En revanche, tenue des réunions de réconciliation des données après chaque distribution ont face à face mais en petits groupes et dans le respect des mesures barrières

Autres activités

- Mise en œuvre d'activités préparatoires aux distributions : réunions d'information/sensibilisation entre les acteurs humanitaires, les dirigeants et chefs de blocs de réfugiés et l'ONG Fédération luthérienne mondiale, réponses aux appels du numéro vert du PAM (1020)
- Mise en place par le PAM, le HCR et le CSA d'un comité de plaintes lors des distributions.
- Distribution de transferts monétaires pour un montant d'environ USD 6 millions pour une moyenne mensuelle de 9,51 USD en espèces par ménage

- Augmentation de la fréquence des évaluations pour avoir, en temps réel, une compréhension des effets de la pandémie et des mesures restrictives mises en place pour adapter la mise en œuvre en conséquence
- Sous la direction du CSA, participation aux réunions de coordination préparatoires avant chaque distribution afin de partager les enseignements tirés de la distribution précédente et de planifier le cycle suivant, ainsi qu'après chaque distribution pour la réconciliation générale.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Assistance à un nombre de réfugiés plus élevé que prévu initialement liée à la pandémie COVID-19 et à un afflux de nouveaux réfugiés venant du Mali, avec pour conséquence une réduction des rations mais cela a permis au PAM d'éviter toute interruption totale de l'aide alimentaire et monétaire et de contribuer à la stabilisation générale de la situation alimentaire des réfugiés
- 99 % des fonds prévus de transferts monétaires distribués aux bénéficiaires, soit environ USD 6 millions
- 60 000 réfugiés ayant bénéficié d'une assistance inconditionnelle
- 73% des besoins en kcal couverts par le PAM
- Au niveau du numéro vert, 39 plaintes enregistrées entre les distributions de septembre et octobre (48 % des plaignants des hommes et 52 % des femmes)

Perspectives pour l'année 2021

- Pour le processus de ciblage, appui du centre de ciblage commun PAM/HCR requis pour (i) la reprise et la finalisation du processus (de manière à inclure les réfugiés nouvellement enregistrés dans le camp et hors du camp) et (ii) l'appui au déploiement de filets de sécurité nationaux dans le camp
- Introduction du programme filet de sécurité Tekavoul pour les réfugiés avec appui au démarrage du programme du gouvernement prévu d'ici mi-2021 et repositionnement de l'aide humanitaire dans le camp pour assurer la complémentarité (ajustement de la valeur des transferts et la couverture pour éviter une potentielle duplication de l'assistance)
- Elaboration du Plan de contingence 2021 : suite à l'analyse de la détérioration du contexte sécuritaire au Mali, établissement d'un scénario prévoyant un afflux potentiel de plus de 10 000 nouveaux réfugiés tout au long de 2021 (1 700 personnes en moyenne par mois, avec une probabilité de 60-80%) et une nouvelle opération d'urgence nécessitant des ressources supplémentaires (y compris des kits COVID-19)

Documents produits en 2020

- PAM - 3 rapports d'analyse des marchés 2020 - Janvier-mars ; avril-juin ; juillet septembre
- PAM - 2 Post Distribution Monitoring - Avril, juillet 2020
- PAM - 2 Beneficiary Contact Monitoring : - Jjuin, septembre 2020
- PAM - 2 Food Basket Monitoring:-: Janvier, février 2020
- PAM - UNHCR rapid survey - Juillet 2020 "Results of a sampling survey on the impact of COVID-19 on the socio-economic and protection situation of refugees in the Mberra refugee camp"
- PAM - Rapport des plaintes 2020

Promouvoir un système intégral de prévention, de soins et de protection ainsi que la coordination des réseaux d'appui institutionnel, communautaire et familial pour les survivants des violences basées sur le genre (VBG) y compris la MGF dans la Wilaya de Guidimakha et Nouakchott



Instrument de financement : Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH)
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 2
SCAPP Pilier et Chantier : 2- 5
Montant contribution UE en € : 500 000
Montant total en € : 666 666
Date début – Date fin : 01/09/2018-31/10/2020

Objectif global : Contribuer à la défense des droits humains des femmes, adolescent/es et des enfants dans une approche de couverture de santé universelle et d'équité de genre dans l'accès à une prise en charge intégrale des victimes de violences basées sur le genre en Mauritanie

Mise en œuvre par : Médicos del Mundo en partenariat avec l'ONG ACTION et l'Association Mauritanienne de Santé de la Mère et de l'Enfant (AMSME)

Ministères partenaires : Santé (à travers la Direction Régionale de l'Action Sanitaire du Guidimakha et de trois provinces de Nouakchott), Affaires Sociales-Familiales (MASEF), Intérieur-Décentralisation

Wilayas d'intervention : Nouakchott - Guidimakha

Contact : Emilia Noël - Coordinatrice Pays en Mauritanie - mauritania@medicosdelmundo.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

En Mauritanie, le phénomène des violences basées sur le genre (VBG) est insuffisamment documenté et n'est pas traité comme un problème de santé publique et une violation des droits humains. Cependant, certaines enquêtes nationales font ressortir des données concernant les mutilations génitales féminines (MGF) (prévalence de 66.6% au niveau national) et le mariage des enfants (27.8% de filles mariées en 2015 l'étaient entre 15 et 19 ans). Les violences sexuelles sont un phénomène encore moins visible puisque tabou. Les organisations de la société civile estiment qu'une grande proportion de femmes et de filles sont victimes de violences sexuelles. Médicos del Mundo, en partenariat avec les centres hospitaliers et le Programme National de La Santé Reproduction (PNSR) / Service de Santé Maternelle, Néonatale, Infantile et des Adolescent-es (SSMNIA), a ouvert deux Unités Spéciales de Prise en Charge des victimes de violences sexuelles (USPEC). La première unité a été implantée au sein du Centre Hospitalier Mère et Enfant (CHME) en juin 2017. 1 142 personnes ont été accueillies depuis le début du Projet. La deuxième, ouverte en décembre 2018 à Sélilaby, a accueilli 38 personnes.

Activités principales menées en 2020

- Prise en charge médicale et psychosociale de 450 victimes de VBG à l'USPEC de Nouakchott et 15 à l'USPEC de Sélilaby (janvier – octobre 2020)
- Formation de 118 relais communautaires sur le genre et les VBG dans le Guidimakha. Formation de 34 leaders religieux sur le genre et les VBG dans le Guidimakha (janvier 2019 – décembre 2020)
- Sensibilisations en milieu scolaire à Nouakchott dans les établissements ciblés. Cela a permis de toucher 689 élèves (41% de garçons et 59% de filles) (mai 2019 – mars 2020)
- 162 prestations de théâtre communautaire ont été effectuées et ont touché environ 37 080 personnes (février 2019 – avril 2020)
- Organisation de caravanes de sensibilisation communautaire sur les VBG au niveau avec la participation leaders locaux (janvier 2020)
- Formation sur le genre, les VBG et la Santé sexuelle et Reproductive (SSR) de 20 journalistes des médias à Sélilaby (janvier 2020)
- 26 personnels sanitaires ont été formés sur le Protocole National de Prise en charge des victimes de violences sexuelles (janvier 2020)
- Mars 2020 : Organisation par l'association ACTION de séances de formations professionnels en couture, coiffure et teinture pour 40 survivantes.
- Organisation d'une mission conjointe avec le DRAS du Guidimakha afin de vulgariser l'USPEC dans les structures sanitaires de la région (juillet 2020)
- Réalisation d'un court reportage vidéo de 20 minutes sur les VBG avec un angle de capitalisation du projet et des initiatives innovantes mises en œuvre pendant la période de référence (octobre 2020)
- Atelier de capitalisation de fin de projet (27 octobre 2020)

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Equipement des salles de prise en charge (dispositif de lavage des mains, gel hydro-alcoolique, masques, blouses, masques lavables, produits d'hygiène et ménagers).
- Déménagement de l'USPEC vers la maternité afin de libérer un espace pour l'établissement d'une Unité COVID-19 décidé par la Direction du centre hospitalier Mère-Enfant. Ce déménagement a nécessité des réaménagements afin de garantir un environnement adéquat de prise en charge.
- Suite à la fermeture des écoles (mars à septembre 2020), réorientation des activités de sensibilisation prévues en milieu scolaire vers des activités de sensibilisations sur les risques des VBG en contexte de COVID-19 et les gestes barrières dans les rues, les écoles, les pharmacies, les salons de coiffure et le porte à porte.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Protection des victimes

- 2 Unités spéciales de prise en charge des victimes de violences basées sur le genre fonctionnelles à Nouakchott et Sélibaby. Prise en charge gratuite et intégrale des victimes (médicale, psychosociale, juridique) grâce à un partenariat avec les OSC (AMSME et AFCF). 1 411 victimes en charge depuis le début du projet (septembre 2018) dont 465 en 2020
- Personnel sanitaire, relais communautaires et leaders religieux formés sur le genre les VBG et les protocoles de prise en charge

Prévention des VBG

- Au niveau communautaire, dans les établissements scolaires, et auprès de publics cibles comme le personnel de santé, formations et sensibilisations organisées sur les VBG, le genre et la santé sexuelle et reproductive de journalistes à travers des théâtres communautaires, des caravanes de sensibilisation communautaire. L'intervention de Médicos del Mundo s'attaque aux causes des violences basées sur le genre en amenant à réfléchir sur l'équité de genre et la masculinité positive afin de prévenir la violence avant qu'elle n'apparaisse.

Plaidoyer et coordination

- Un Protocole National de Prise en Charge médicale des Victimes de Violences Sexuelles, validé par le Ministre de la Santé (mai 2019) et intégré aux Politiques, Normes et Procédures de la Santé de la Reproduction, finalisé en janvier 2020
- Un Protocole National de Prise en Charge Holistique des Mutilations Génitales Féminines proposé
- Une table ronde organisée en septembre 2020 sur le thème des VBG en contexte de Covid19 et les gestes barrières

Perspectives pour l'année 2021

Le projet a été clôturé en octobre 2020. Les activités continuent à travers d'autres projets et financements :

- Promouvoir un système intégral de prévention, de soins et de protection pour les survivants-es de VBG dans la Wilaya de Nouakchott et dans le Guidimakha sous financement de l'Ambassade de France
- Prévention et protection des survivants.es de VBG à Nouadhibou. Financement de l'AECID
- Projet de renforcement du continuum des soins de santé sexuelle, reproductive et infantile et lutte contre toutes formes de violences basées sur le genre sous financement d'Expertise France
- Campagne de communication nationale sur les violences basées sur le genre et la santé sexuelle et reproductive. Financement de l'Union européenne
- Renforcement de la continuité des soins de santé sexuelle, reproductive et infantile et de la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre (VBG) à Nouakchott. Financement de l'AECID

Documents produits en 2020

- Médicos del Mundo – Protocole National de Prise en charge des victimes de violences sexuelles – Médicos del Mundo – Janvier 2020
- Marta Alonso Cabré – Etude qualitative socio-anthropologique comparative sur les VBG à Nouakchott et Guidimakha – Mars 2020
- María Luisa M. del Burgo et Laura Tuéry – Etude d'analyse des coûts de la prise en charge des victimes de violences sexuelles – Août 2020
- Dr Deh – Proposition pour un Protocole National de Prise en Charge Holistique des Mutilations Génitales Féminines, Complications et Séquelles – Octobre 2020
- Médicos del Mundo – Reportage vidéo de 20 minutes sur les VBG avec un angle de capitalisation du projet et des initiatives innovantes mises en œuvre pendant la période de référence – Octobre 2020
- Médicos del Mundo – Soumission d'un projet d'accord tripartite (Direction Générale de la Sûreté Nationale, Secrétariat Général du Ministère de la Santé, et MDM) permettant d'encadrer le référencement de l'ensemble des cas de VBG vers les hôpitaux régionaux dans lesquels se trouvent des USPEC – Octobre 2020

Provision of Humanitarian Air Services



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 2
SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7
Montant contribution UE en € : 1 350 000
Montant total en € : 4 508 220
Date début – Date fin : 01/01/2019 – 31/12/2020

Objectif global : Appuyer la réponse humanitaire en permettant l'accès aux populations dans le besoin grâce au maintien du service de transport aérien humanitaire

Mise en œuvre par : Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Ministères partenaires : Affaires Etrangères-Coopération-Mauritaniens de l'Extérieur, Equipement-Transport

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Gorgol, Assaba, Hodh el Gharbi, Hodh el Charghi

Contact : Martin Nseke - Responsable du Service Humanitaire Aérien - martin.nseke@wfp.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

En Mauritanie, les longues distances et les infrastructures limitées rendent le transport routier particulièrement difficile et limitent l'accès aux bénéficiaires. Dans ce contexte, UNHAS (Service Aérien Humanitaire des Nations unies) joue un rôle crucial dans l'effort humanitaire global en permettant l'accès aux populations fragiles. Ce service reste aussi vital pour les évacuations médicales et sécuritaires.

En septembre 2019, les opérations aériennes vers Bassikounou ont été suspendues en raison de la dégradation de la piste d'atterrissage. L'aéroport de Bassikounou a été fermé en raison de la détérioration des conditions de la piste d'atterrissage. Les vols ont alors été détournés vers Néma (à trois heures de route de Bassikounou), impliquant une escorte de protection pour arriver à destination.

Activités principales menées en 2020

- Organisation de transport de passagers des organisations affiliées
- Organisation du transport de cargo léger
- Organisation d'évacuations médicales d'urgence (Medevac)

Facteurs ayant impacté négativement le service

- Fermeture de la piste d'atterrissage de Bassikounou : travaux de réhabilitation de la piste d'atterrissage de Bassikounou effectués entre juillet 2020 et octobre 2020 et construction d'un aérodrome pour améliorer les conditions de voyage des passagers. Reprise des vols à destination et en provenance de Bassikounou fin novembre 2020, suite à la validation du comité de pilotage
- Pandémie de COVID-19 : suspension du transport aérien humanitaire du 20 avril au 7 juin 2020, conformément aux mesures gouvernementales visant à limiter la propagation du COVID-19, à savoir l'interdiction de la circulation interrégionale des personnes et des véhicules. Reprise des vols dans le respect strict des mesures préventives COVID-19, telles que l'obligation de porter un masque à bord de l'avion et la réduction du nombre de places disponibles de 19 à 13.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 8 destinations desservies pour 19 organisations (Nouakchott, Kiffa, Nema, Bassikounou, Kaédi (pour une évacuation médicale), Dakar (PAM Aviation/Service mondial/COVID-19), Banjul (PAM Aviation/Service mondial/COVID-19), Matam (Sénégal, vol spécial pour le bureau régional du PAM)
- 1 031 passagers transportés
- 4 tonnes de fret humanitaire transportées
- 90% des passagers satisfaits du service
- 3 évacuations médicales assurées dans les délais impartis, soit un taux de réponse de 100 %

La réhabilitation de la piste d'atterrissage de Bassikounou a été essentielle pour permettre à la communauté humanitaire d'accéder de nouveau rapidement au camp de Mbera, sans coût supplémentaire lié à l'escorte armée ni problème de sécurité potentiel. En effet, en 2020, 95 % des passagers de l'UNHAS ont voyagé depuis et vers Bassikounou.

UNHAS Mauritanie monitorise le trafic de passagers et de marchandises à l'aide de son outil de gestion des performances (PMT), qui permet de visualiser les tendances et de suivre les performances. Les horaires de vol et

la flotte opérationnelle seront ajustés si nécessaire grâce au retour d'information des utilisateurs lors des réunions du Comité des groupes d'utilisateurs et à l'enquête de satisfaction des passagers afin de s'assurer que UNHAS répond de manière adéquate aux besoins de la communauté humanitaire.

Perspectives pour l'année 2021

- En accord avec les résultats du questionnaire en ligne soulignant les besoins des utilisateurs UNHAS dans la zone sud de la Mauritanie, desserte des destinations de Kaédi, Aioun et Sélibaby en plus des destinations actuelles (suite à l'autorisation du Ministère des Affaires Etrangères obtenue en décembre 2020)
- Réalisation des travaux de sécurisation et de la maintenance régulière des nouvelles pistes conformément aux standards techniques, pour garantir la qualité et la continuité du service

Documents produits en 2020

WFP Aviation Special Focus COVID-19 (réalisations UNHAS 2020 au niveau global)

Provide unconditional assistance to vulnerable, food insecure Mauritanian households during the 2020 lean season



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 2
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 1 500 000
Montant total de l'action en € : 7 376 225
Date début – Date fin : 01/01/2020 - 01/12/2020

Objectif global : Fournir une aide inconditionnelle aux ménages mauritaniens vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure 2020

Mise en œuvre par : Programme Alimentaire Mondial et ses partenaires

Ministère partenaire : Commissariat à la sécurité alimentaire

Wilayas d'intervention : Guidimakha, Gorgol, Assaba, Tagant

Contact : Damien Vaquier - Responsable du Programme - damien.vaquier@wfp.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

En 2019, la Mauritanie a connu une nouvelle année de sécheresse, qui a conduit à une projection de 609,180 personnes en insécurité alimentaire (entre juin et août 2020) selon le Cadre harmonisé de novembre 2019, ainsi qu'à une période de soudure en 2020 beaucoup plus précoce que prévu. Sur ce nombre total, le groupe de sécurité alimentaire (GSA) et le secteur de la nutrition ont identifié 409,324 personnes ayant besoin d'assistance dans 23 départements prioritaires et ont élaboré le plan de réponse intégré pour 2020. Cette stratégie de réponse à la période de soudure a ensuite été intégrée dans le plan d'intervention COVID-19 du gouvernement, publié en mai 2020. La présente action a donc contribué à contrer les effets cumulés de la sécheresse de 2019 et des restrictions sévères imposées pour contenir la pandémie. Elle peut être considérée aussi comme une contribution directe au plan national d'intervention COVID-19. Au niveau opérationnel, des modalités harmonisées pour la priorisation géographique, le ciblage des ménages, la taille des rations, les outils de suivi et d'évaluation, la stratégie de communication ont été élaborées par les partenaires de la sécurité alimentaire et de la nutrition, avec une attention particulière aux questions liées au genre. Pour la deuxième année consécutive, le ciblage des ménages a été basé sur le registre social (SR) ainsi que sur un exercice de ciblage complémentaire, et les rations en espèces ont été fournies en fonction de la taille réelle des ménages. En outre, afin d'assurer la continuité des interventions d'aide alimentaire de manière sûre et conformément au contexte COVID-19, le GSA a également adopté en mars 2020 des mesures d'atténuation ad hoc concernant le ciblage des ménages, la distribution et les modalités de suivi. Ces mesures ont été dûment approuvées par ECHO avant leur mise en œuvre.

Activités principales menées en 2020

- Détermination de la liste des bénéficiaires dans les moughataas priorisées par le Cadre Harmonisé de novembre et le plan national de réponse 2020 au sein des wilayas de l'Assaba, du Gorgol, du Guidimakha et du Tagant par les CODEP (Comité Départemental de Développement). Ciblage couplé à un dépistage de la malnutrition pour orienter les enfants mal nourris vers le traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM) ou de la malnutrition aiguë sévère (SAM)
- Entre mai et juillet 2020, réalisation de plusieurs enquêtes baseline soit par le centre partenaire du PAM dans plusieurs régions (Guidimakha, Gorgol, Brakna, Assaba et Hodh El Charghi, Tagant)
- Fourniture d'une aide alimentaire inconditionnelle par le biais de transferts d'argent liquide combinés à un programme de prévention de la malnutrition dans la zone de couverture multi-donateurs pendant la période de soudure 2020
- Développement de stratégies d'information et de communication efficaces afin d'assurer l'efficacité de la fourniture d'informations en utilisant des outils et des canaux de communication appropriés et adaptés. Mise en place un centre d'appel avec un numéro gratuit (1020) avec 6 agents parlant les 4 langues locales assurent le fonctionnement du centre d'appel
- Renforcement de la coordination et de la collaboration des acteurs de la sécurité alimentaire avec (i) l'élaboration en février 2020 d'un plan d'intervention national pour répondre aux besoins des plus vulnérables pendant la période de soudure de 2020 ; (ii) l'élaboration d'un guide méthodologique pour la réponse expliquant l'ensemble du processus, de l'analyse des conséquences de la période de soudure à la préparation, la mise en œuvre et le suivi de la réponse elle-même ; (iii) le renforcement de la coordination étroite entre le PAM, les autorités nationales et les partenaires dans

le secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition ; et, (iv) l'organisation en décembre 2020 d'un atelier sur les leçons apprises

- Mise en œuvre d'un programme de prévention de la malnutrition adressé aux enfants vulnérables de moins de deux ans et aux femmes enceintes et allaitantes les régions de l'Assaba, du Gorgol, du Tagant et du Guidimakha

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Compte tenu du contexte COVID-19, introduction d'ajustements opérationnels ont pour s'assurer que les distributions d'aide alimentaire étaient effectuées dans le respect total des mesures de protection COVID-19, en combinaison avec des sessions de sensibilisation aux mesures de sécurité, notamment (i) réduction de la fréquence des distributions à une fréquence bimensuelle, (ii) organisation des sites de distribution pour assurer la distanciation sociale et la gestion des bénéficiaires en petits groupes, (iii) nettoyage systématique des mains avec du savon ou une solution hydroalcoolique pour les bénéficiaires avant et après les distributions, (iv) port obligatoire du masque pour tous personnel ; (v) dépistage nutritionnel par conduction à travers la communauté les médiateurs ; et (vi) suspension de l'utilisation du débit bancaire les cartes et les terminaux de paiement électronique comme mécanisme de distribution d'argent aux bénéficiaires
- Arrêt des missions de suivi mensuelles et des collectes de données en face à face entre Mars et juillet et remplacement par des enquêtes réalisées par téléphone par l'intermédiaire du centre d'appel partenaire
- Révision des processus, des outils et des procédures de suivi afin d'avoir, en temps, la compréhension des effets de la pandémie et les mesures restrictives mises en place pour s'adapter la mise en œuvre en conséquence ; avec, (i) réalisation d'études complémentaires et d'évaluations rapides ont sur la base des besoins exprimés par le gouvernement et en étroite collaboration avec les partenaires de la sécurité alimentaire (par exemple, PAM/FAO sur l'étude d'impact COVID-19) ; (ii) suivi des prix du marché sur une base mensuelle dans 5 régions du pays par le PAM et les partenaires du PAM dans les zones d'intervention (Tagant, Guidimakha, Assaba, Hodh El Charghi et Gorgol) ; et, (iii) production d'un bulletin de suivi des prix pour la période janvier-mars

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 128 064 personnes très/extrêmement pauvres, soit 128 % de l'objectif, touchées par les transferts en espèces mai à octobre 2020, dont 11 451 enfants et femmes ayant bénéficié d'un soutien nutritionnel, ce qui représente 114 % des chiffres prévus
- 5,9 millions d'USD de transferts en espèces effectués
- 207 MT de denrées alimentaires (116 % des prévisions) distribués
- 1 077 en 2019 à 2 050 en 2020 appels téléphoniques reçus, dont 84 % pendant la période de soudure (de juin à septembre 2020), 99,8 % des appels ayant reçu une réponse et 70 % des personnes ayant appelé étaient des femmes.
- 6,087 enfants et 5,364 femmes assistés dans les quatre régions de l'Assaba, du Gorgol, du Tagant et du Guidimakha dans le cadre du programme de prévention de la malnutrition adressé aux enfants vulnérables de moins de deux ans et aux femmes enceintes et allaitantes

Perspectives pour l'année 2021

- Assistance prévue à 70 000 personnes vulnérables dans les zones d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure 2021 pour une période de 4 mois (juin-septembre dans les zones agropastorales, avril à juillet dans les zones pastorales)
- Soutien du passage à des systèmes de filets de sécurité agiles et dirigés par le gouvernement à la mise en place d'un plan national de préparation et de réponse pour la sécurité alimentaire et la nutrition, en tenant compte aussi du plan d'intervention COVID du gouvernement

Documents produits en 2020

- PAM - Plan de réponse intégré 2020
- PAM - Matrice de priorisation (tableau de bord) pour la période de soudure 2020
- PAM - Méthodologie CODEP
- PAM - Amélioration des critères/filtres de ciblage du registre social
- PAM - Modèle harmonisé de PDM et 2 PDM
- PAM - Rapport sur les appels reçus par le centre d'appel du PAM en 2020
- PAM - 4 documents de baseline et 2 documents de endline
- PAM - Document de deux pages sur l'assistance de soudure

Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'approche cash plus et l'ancrage communautaire dans les régions du Gorgol et du Brakna



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 2
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 1 100 000
Montant total en € : 1 344 414
Date début – Date fin : 01/02/200 – 31/12/2020

Objectif global : Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'approche cash plus et l'ancrage communautaire dans les régions du Gorgol et du Brakna

Mise en œuvre par : Save the Children

Ministères partenaires : Santé, Affaires Sociales-Enfance-Famille, Commissariat à la sécurité alimentaire, Affaires économiques-Promotion secteurs productifs, Développement rural

Wilayas d'intervention : Gorgol, Brakna

Contacts : Sall Adama Ismaila – Chef de projet ECHO - adama.sall.mr@savethechildren.org
Antoine Vollet – Coordinateur des Opérations - antoine.vollet@savethechildren.org
Siw Dörte Diallo - Cheffe de Mission - siw.diallo@savethechildren.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La Mauritanie fait face à une double crise en 2020. La situation d'insécurité alimentaire récurrente depuis 2012 au Gorgol et l'émergence de la pandémie au coronavirus COVID-19 entraînant des restrictions de mouvements des populations et d'autres mesures prises par le gouvernement affectant les sources de revenus et rend ainsi difficile les conditions d'accès à la nourriture.

L'hivernage 2020 a été relativement précoce (juin) dans toutes les wilayas du pays exceptées celles du Nord donnant suite à une bonne répartition spatio-temporelle des pluies en majorité modérées voire fortes au début provoquant ainsi des inondations qui ont causé des pertes de superficies emblavées, des matériels et le ré-semis dans certaines wilayas du pays. Il s'en est suivi une baisse progressive des pluies jusqu'à mi-octobre accentuant ainsi les effets de la sécheresse impactant les moyens d'existence, notamment des agriculteurs et éleveurs.

Plusieurs cas de feux de brousses enregistrés au niveau des zones de surveillances pastorales de plusieurs wilayas notamment celle du Gorgol. On remarque l'émergence des cas isolés de Zoonose, de botulisme, de fièvre de la vallée de rift, de fièvre aphteuse et de pasteurellose dans ces mêmes wilayas (Bulletin de surveillance pastorale N°6 octobre-novembre 2020).

D'une façon globale, les marchés sont approvisionnés en denrées de première nécessité.

La situation nutritionnelle reste préoccupante en situation projetée. Les médianes de MAG issues de la série historique de soudure du SMART font ressortir un taux national de prévalence de la MAG de (12.0%) pour la prochaine période de soudure et plusieurs wilayas sont en situation nutritionnelle allant jusqu'à une situation de crise.

La situation alimentaire des populations est jugée calme mais sous pression à pire dans certaines Wilaya en raison surtout d'un faible score de diversité alimentaire et le recours à des stratégies de stress. La situation reste également soumise à des dégradations liées à la présence des ennemies des cultures (oiseaux, insectes).

Activités principales menées en 2020

- Renforcement de la résilience des ménages les plus vulnérables par le cash transfert, la distribution de complément alimentaire et la sensibilisation communautaire (via les vecteurs de changement au niveau communautaire avec implication des maris modèles et des grands-mères et femmes influentes dans les villages, mise en œuvre de l'approche "child to child" en créant des groupements de jeunes pour une bonne stratégie de la prévention de la malnutrition)
- Poursuite du partenariat avec l'ONG locale ESD avec la mise en place des activités de changement de comportement pour le renforcement de l'ancrage communautaire
- Pendant la période de soudure, organisation de deux doubles distributions de cash pour couvrir les déficits des besoins alimentaires des ménages très pauvres (TP) des doubles distributions de farine enrichie aux enfants de 6-23 mois et aux femmes enceintes et allaitantes au sein de ces ménages TP en respectant les mesures de prévention contre le COVID 19 édictées par le gouvernement et le circuit de distribution proposé par SC
- Renforcement de la dynamique de coordination et de plaidoyer entre les acteurs

- Renforcement de la stratégie communautaire par le partenaire local pour la prévention de la malnutrition (promotion de l'ANJE et de l'hygiène, activités psycho-sociales, dépistages) et des messages sur la COVID-19 avec des véhicules sonorisés
- Renforcement de l'approche PB famille en coordination avec les partenaires de la prise en charge de la malnutrition

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- A partir du 31 mars 2020, appui aux autorités régionales (Wilaya du Gorgol) par rapport aux sensibilisations sur les mesures barrières pour lutter contre la Covid-19 avec des véhicules sonorisés dans les Moughataas de Kaédi, Monguel et Maghama
- Le 24 novembre 2020, suite à l'appel du Wali du Gorgol, SC, à l'instar des autres partenaires, appuie aux Associations des jeunes pour la lutte contre la COVID-19
- Lors des missions terrain, sensibilisation avec des voitures sonorisées les communautés sur les messages de prévention contre la COVID-19, organisation de focus groupes de 8 à 10 personnes en respectant les mesures barrières contre la COVID-19, installation de Tippy-Tap (système de lavage des mains) systématisés pour les populations des régions d'intervention, distribution de masques et de gels hydro-alcooliques
- Dans les locaux du bureau de Save the Children, affiches portant sur les gestes barrières visibles, contrôle à l'entrée du bureau avec un thermo flash, port du masque chirurgical obligatoire pour tout le staff ainsi que les visiteurs et télétravail mis en place pendant les périodes pics de la pandémie

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Poursuite du partenariat avec ESD pour la deuxième année dans la Wilaya (région) du Gorgol avec la Moughataa (département) de Monguel renfermant 3 communes et dans la Wilaya (région) du Brakna avec la Moughataa (département) de Mbagne avec la commune d'Edebaye El Hejaj. Au total 102 villages dans la zone d'intervention
- 102 relais communautaires (1 relais par village) formés sur l'ANJE, les PFE et les rôles et responsabilités
- 2 036 ménages soutenus pendant la période de soudure avec 4 distributions de cash inconditionnel couplées deux à deux
- Distribution de farine enrichie effectuée à 1 075 enfants de 6 à 23 mois, 646 femmes enceintes et 282 femmes allaitantes des enfants de 0 de 6 mois pour une quantité totale de 39 936 kg de farine enrichie
- 9 220 personnes sensibilisées sur les thèmes alternant entre les PFE- ANJE et messages sur les mesures barrières de COVID-19 lors des sensibilisations ESD avec des véhicules sonorisés. Lors des distributions de farine enrichie, les séances de démonstrations culinaires ayant permis aux mamans des enfants et des FEFA d'être sensibilisées sur les bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène et les techniques de préparation
- 7 035 enfants de 6-59 mois au Gorgol et 1 168 enfants de 6-59 mois au Brakna ainsi que 1 809 FEFA dépistés au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference)
- 13 080 personnes dont 6 800 Femmes et 6 278 Hommes ayant bénéficié de distributions de Cash/ farine et des actions pour le changement de comportement dans toute la zone d'intervention

Perspectives pour l'année 2021

- Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'approche cash plus et l'ancrage communautaire dans les régions du Gorgol et du Brakna via le renforcement de la résilience des ménages les plus vulnérables par le cash transfert, la distribution de complément alimentaire et la sensibilisation communautaire. Mise en place de l'approche commune Ressourcing Families for Better Nutrition visant à réduire la sous-nutrition materno-infantile en combinant : (a) Cash au bénéfice des familles TP (2 000 ménages vulnérables ciblés) pour assurer l'accès financier aux produits alimentaires de base ; (b) Activités nutritionnelles (CCSC, santé et WASH, formations et distribution de farines). SC apportera un focus auprès des groupes vecteurs de changements (RC, jeunes, maris, et grands-mères) ; et, dépistage des enfants 6-59 mois et FEFA pour la mise en relation des familles avec les services de base materno-infantiles
- Renforcement des capacités des agents de santé communautaire en nutrition
- Renforcement de la coordination des acteurs étatiques et non-gouvernementaux en nutrition et sécurité alimentaire, tout en proposant l'amélioration du système de prévention de chocs grâce à un diagnostic de la situation des systèmes d'alerte précoce

Appui à la prévention et prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère et maladies associées au Brakna



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 1 350 000
Montant total en € : 1 390 000
Date début – Date fin : 01/04/2019 – 30/04/2021

Objectif global : Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité liée à la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans dans la région du Brakna à travers la prévention, prise en charge et l'appui à la résilience des enfants et FEFA des ménages très pauvres dans la région du Brakna

Mise en œuvre par : Federación de Asociaciones de Medicus Mundi España

Ministère partenaire : Santé

Wilaya d'intervention : Brakna

Contact : Cristina Orti Delegido – Coordinatrice pays – cristina.orti@medicusmundisur.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet mis en place dans l'année 2020 vise à renforcer l'efficacité réelle et la couverture en vue d'assurer la qualité et la gratuité de la PEC (Prise en Charge Malnutrition) MAS (Malnutrition Aigüe Sévère) et des maladies associées ainsi qu'à avancer sur le processus de désengagement responsable pour permettre une meilleure appropriation de la PCIMA (Protocole de Prise en Charge de la Malnutrition) par les autorités de santé. Medicus Mundi España (MMS) en coordination avec la DRAS (Direction Régionale à l'Action Sanitaire) du Ministère de la santé a mis en place des activités nutritionnelles et sanitaires en établissant les priorités d'intervention avec le MASEF (Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille) pour la partie communautaire. Tout en impliquant les autorités régionales en charge des questions liées à la malnutrition à travers des mécanismes de coordination sectoriels et des supervisions conjointes. Pendant les phases précédentes de transition, MMS a travaillé conjointement avec le DRAS et le MASEF en renforçant le suivi et l'accompagnement notamment dans la dernière phase. Des actions de résilience ont été renforcées dans cette phase d'autonomisation où le principal rôle de MMS a été le plaidoyer au niveau national et Wilaya pour améliorer les résultats communs.

Activités principales menées en 2020

- Mise en œuvre du paquet minimum Wash au niveau des CRENAS (Centre de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire)
- Appui au système d'approvisionnement des intrants
- Appui au système de reporting
- Prise en charge des enfants MAS
- Sensibilisation communautaire via de démonstrations culinaires, théâtres forums et visites de supervision
- Fourniture d'intrants pour la protection et la prévention du COVID-19 dans les services de santé

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 4.331 enfants 6-59 mois MAS (2.209 garçons et 2122 filles) dépistés et PEC, dont 303 MAS avec complication
- 112 personnels de santé des CRENAS et CRENI (Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif) formés sur la PCIMA (Protocole de Prise en Charge de la Malnutrition)
- Capacité de 70 facilitatrices du MASEF renforcées
- 568 nouvelles animatrices participantes à la mise en œuvre des activités de prévention formées en techniques de dépistage et communication, sensibilisation ANJE/PFE (Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant/ Pratique Familiale Essentielle) et PB (Périmètre Brachial) simplifié
- 22.702 mères/gardiennes d'enfants formées sur le dépistage précoce de la malnutrition et référence

- 134 personnel cadre et personnel DRAS et du MASEF ayant participé aux supervisions conjointes, aux réunions de coordination régionales et moughataa
- 155.956 enfants dépistés lors de deux campagnes de dépistage
- 11.434 FEFA (Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes) dépistées (4.556 FE et 6.877 FA) ciblés aussi par les activités de promotion de l'ANJE et PFE
- 65.791 personnes ciblées par les activités de sensibilisation et prévention
- Qualité de la prise en charge renforcée avec une approche de supervision formative de proximité
- Qualité de la prise en charge améliorée
- Services de prise en charge de la MAS au niveau de 85 CRENAS et 3 CRENI renforcés
- Intensification de la communication pour le changement de comportement social à travers les pratiques familiales essentielles réalisée avec les plates-formes habituelles de communication et de nouvelles approches pour toucher plus de populations (théâtre forum, sketch...)
- Renforcement du processus d'appropriation des activités appuyées par MMS aux autorités sanitaires réalisé

Perspectives pour l'année 2021

Fin de l'action prévue en avril 2021.

Assistance alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres avec femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et/ou enfants de moins de 5 ans en risque d'insécurité alimentaire sévère, pendant la période de soudure 2020



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 1 500 000
Montant total en € : 1 547 282,80
Date début – Date fin : 01/04/2020 – 31/03/2021

Objectif global : Contribuer à améliorer la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire des ménages très pauvres dans les Wilayas de Brakna et Assaba en Mauritanie.

Mise en œuvre par : Oxfam

Ministère partenaires : Commissariat à la sécurité alimentaire, Santé, Affaires sociales-Enfance – Famille

Wilayas d'intervention : Assaba, Brakna

Contacts : Dedeou Yahiya – Directeur pays - dedeou.yahiya@oxfam.org

Zeinabou Coulibaly - Directrice des programmes - zeinabou.coulibaly@oxfam.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Les Wilayas de l'Assaba et du Brakna sont parmi celles dont la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est particulièrement préoccupante depuis quelques années. Les campagnes agropastorales sont chroniquement déficitaires d'une année à l'autre avec des taux de malnutrition aiguë globale toujours croissants et dépassant souvent le seuil d'urgence.

Selon le bulletin des services de la météorologie parue en novembre 2019, la campagne a été marquée par une mauvaise répartition spatio-temporelle des précipitations avec des pauses pluviométriques assez longues (> 20 jours) au milieu de l'hivernage dans certaines zones du pays, occasionnant ainsi les échecs des semis. En termes de cumul saisonnier, la situation pluviométrique reste globalement déficitaire. En effet, près de 73 % des postes et stations suivis sont déficitaires, comparés à 2018 et la normale (1981-2010). Les cumuls pluviométriques enregistrés entre mai et octobre 2019, restent inférieurs par rapport à l'année 2018 à la même période.

Cette faible pluviométrie a induit une baisse de la production. Les denrées locales sont rares mais les marchés sont bien fournis grâce aux importations. Il est à noter que les prix ont cependant augmenté (hausse de prix de + 50%, + 25 % et + 15 % respectivement pour le riz, le blé et le mil) du fait de l'éloignement de la zone de provenance des produits, de la Mauritanie.

Les résultats de l'enquête SMART de juillet-août 2019 ont révélé une prévalence de malnutrition aiguë globale au niveau national de 11,20 %. Cinq (5) wilayas (dont Assaba et Brakna) dépassant le seuil d'urgence (MAG Malnutrition Aiguë Globale >15 et/ou MAS - Malnutrition Aiguë Sévère >2%) et dont les conséquences impacteraient le statut nutritionnel des ménages très pauvres pendant la soudure 2020.

Les résultats de l'analyse du Cadre Harmonisé montre que 609 180 personnes sont en phase 3 et plus et donc en insécurité alimentaire au cours de la période de soudure qui s'étend de juin à septembre 2020.

Activités principales menées en 2020

- Ciblage géographique et des ménages très pauvres bénéficiaires de Cash et des compléments alimentaires ;
- Distribution du cash inconditionnel aux ménages très pauvres
- Distribution des compléments alimentaires (farine enrichie) aux enfants de 6-23 mois et des FEFA (Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes) issus des ménages très pauvres, bénéficiaires de Cash
- Déroulement des activités MEAL – Monitoring-Evaluation (Base line, PDMs, End line, suivi des prix, suivi et gestion des plaintes)
- Formation des relais communautaire sur les techniques de dépistage et de sensibilisation puis accompagnement
- Formation des staffs d'Oxfam et des partenaires sur le thème « genre et nutrition »
- Dépistage et référencement des enfants MAS et MAM dans les centres de prise en charge nutritionnelle
- Suivi des référencement auprès des CRENAS (Centres de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire) et CRENAMs (Centre de Récupération Nutritionnelle pour la Malnutrition Aiguë Modérée)

- Accompagnement des réunions de coordination au niveau régional et national
- Formation puis animation sur le plaidoyer au profit des leaders de l'administration et locaux, des services techniques de l'Etat et des élus
- Sensibilisation des communautés sur l'ANJE (Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant) et (les PFE Pratiques Familiales Essentielles)
- Dotation en matériels et sensibilisation des communautés sur le mode de transmission et la prévention contre la COVID 19

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 2 517 ménages très pauvres ayant eu accès à une alimentation suffisante et diversifiée grâce à la distribution du cash pendant la période de soudure
- 800 enfants de moins de 6-23 mois et 400 FEFA issus des ménages très pauvres ciblés ayant eu un accès à une alimentation équilibrée, suffisante et diversifiée via la distribution du cash et l'utilisation des compléments alimentaire (farine enrichie)
- Au total, 16 535 personnes touchées par l'assistance alimentaire
- 104 relais communautaires dont 1 homme ayant acquis des connaissances en techniques de dépistage et de sensibilisation sur divers thèmes dont le genre
- 18 personnes parmi les staffs d'Oxfam et des partenaires ayant acquis des connaissances en matière de genre et nutrition
- 22 519 personnes touchées par la sensibilisation à travers les différents thèmes
- Deux (2) ateliers de plaidoyers animés
- Trois (3) enquêtes menées (Base line, PDM, End line)

Perspectives pour l'année 2021

Une assistance alimentaire sous financement d'ECHO est planifiée pour la soudure 2021. Il s'agira de faire :

- La distribution de Cash inconditionnel à 1250 ménages très pauvres de la Moughataa de Maghta Lahjar (Wilaya du Brakna)
- La distribution des compléments alimentaires (farine enrichie) au profit de 265 enfants de 6-23 mois
- La distribution des compléments alimentaires (farine enrichie) au profit de 151 FEFA
- Le dépistage actif et référencement des MAS et MAM dans les centres de prise en charge nutritionnelle
- La sensibilisation des communautés sur les bonnes pratiques familiales d'hygiène alimentaire et nutritionnelle, la COVID 19
- La réalisation des activités de suivi-évaluation

Supporting the CSA in building a robust early warning, preparedness and response-planning mechanism to shocks affecting food security and nutrition in Mauritania, as part of a national Adaptive Social Protection system and as a contribution to an overall DRR scheme



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 2
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 1 850 000
Montant total en € : 5 156 175,92
Date début – Date fin : 01/06/2018 - 31/05/2021

Objectif global : Mettre en place d'un système de Protection Sociale Adaptative (PSA)

Mise en œuvre par : Programme Alimentaire Mondial (PAM) en partenariat avec ACF (Action Contre la Faim) et Oxfam (Oxford Committee for Famine Relief)

Ministères partenaires : CSA (Commissariat à la sécurité alimentaire), Développement rural, Intérieur-Décentralisation

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Hodh El Charghi, Brakna, Gorgol et Guidimakha

Contact : Damien Vaquier - Responsable du Programme - damien.vaquier@wfp.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Dans un contexte caractérisé par une vulnérabilité structurelle et des chocs récurrents, et conformément aux priorités nationales, le PAM opère un changement stratégique en assumant un rôle de premier plan dans l'appui au gouvernement pour la mise en place d'un système de Protection Sociale Adaptative (PSA).

Plus précisément - et conformément aux orientations techniques du ECHO HIP 2019 – le PAM vise à soutenir les efforts du gouvernement pour mettre en place un dispositif national reliant l'alerte précoce, la préparation, la planification et la réponse aux chocs affectant la sécurité alimentaire et la nutrition. Un tel dispositif est une condition préalable essentielle pour rétablir le leadership du gouvernement et garantir que l'aide alimentaire et nutritionnelle puisse être fournie de la manière la plus cohérente, prévisible et opportune possible. La responsabilité de mise en œuvre incombe au Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) et à son bras technique, l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire (OSA), en collaboration étroite avec tous les départements ministériels concernés (MDR, MIDEDEC,...)

L'action - mise en œuvre par le PAM en partenariat avec ACF et Oxfam - vise à atteindre deux résultats complémentaires : Résultat 1 : Les capacités, les outils et les processus du CSA et d'autres institutions nationales en matière d'alerte précoce, de préparation et de planification de la réponse aux chocs affectant la sécurité alimentaire et la nutrition sont renforcés. Ceci est assuré en fournissant un cadre commun pour améliorer la pertinence, la réactivité et la cohérence des interventions des partenaires ; Résultat 2 : Les sites sentinelles communautaires du système d'alerte précoce et les mécanismes de surveillance pastorale sont conçus et progressivement pilotés, afin de garantir que les informations produites localement puissent être consolidées, circuler au niveau central et être dûment prises en compte pour éclairer les réponses nationales.

Activités principales menées en 2020

- Poursuite des activités pour améliorer la qualité des outils et des enquêtes de surveillance et d'alerte précoce existants en matière de sécurité alimentaire, ainsi que les capacités techniques de l'OSA à produire, traiter et analyser les informations (élargissement de l'échantillon de l'enquête sur le FSMS (Système de suivi de la sécurité alimentaire) au niveau départemental en plus du niveau régional, analyse des données au niveau Moughataa, suivi des prix du marché, reprise de la production des bulletins trimestriels de prix, élaboration d'un modèle de projection de l'insécurité alimentaire, étude sur les déclencheurs de réaction , etc.)
- Organisation du groupe de référence de l'OSA - rebaptisé "Comité d'analyse des Besoins" pour préparer les exercices du CH et examiner les bulletins régionaux de sécurité alimentaire.
- Préparation d'une table ronde de deux jours visant à entreprendre un examen, à l'initiative du gouvernement, de toutes les sources d'information existantes sur les SAP (FSMS, SMART, sites sentinelles, surveillance pastorale, etc.) afin d'évaluer la valeur ajoutée de chacune d'elles et d'indiquer clairement quelles informations sont requises, quand et de la part de qui.
- Préparation du guide méthodologique de la réponse et finalisation du premier draft en mars 2020
- Tenue de réunions du groupe de travail technique interministériel (GTT) pour l'application du système d'alerte précoce adopté en 2019
- Poursuite des réflexions par l'équipe de base composée des cadres du CSA issus du "Comité de réflexion » pour faire fonctionner efficacement le système d'alerte précoce, préparer et de planifier la

réponse aux besoins ; création du Comité d'analyse des besoins et du Comité de coordination de la réponse et identification du Secrétariat permanent et de sa cellule d'appui)

- Révision du cadre juridique existant lancée en février 2020, sous la direction et la supervision du GTT avec l'appui du PAM et de la Banque mondiale (Examen et analyse du cadre juridique existant en termes d'alerte précoce et de RRC, Formalisation de la structure globale du régime, Production des Projets de décrets institutionnalisant le régime et des Projets de décrets fixant les missions, la composition et les règles de fonctionnement du Secrétariat permanent et de ses organes complémentaires aux niveaux national et local)
- Déploiement de plus d'une centaine de sites sentinelles dans 40 communes et 15 départements. Collecte par les 1 260 membres des sites sentinelles (dont 45 % de femmes) des données mensuelles sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, elles-mêmes envoyées via des smartphones au niveau régional. Publication d'un bulletin régional trimestriel préalablement validé par le niveau national.
- En février 2020, formation ACF et Oxfam de 86 membres des services techniques locaux et les maires des municipalités sur l'importance de la mise en place d'un système d'alerte précoce en Mauritanie, sur les outils de collecte et d'analyse des données, ainsi que sur leur rôle dans la chaîne de transmission des informations du niveau local au niveau central.
- Au niveau du système de surveillance pastorale, dans les 4 wilayas d'intervention, (i) identification par ACF de relais de 17 "relais", 4 représentants du GNAP ("Groupement National des Associations de Pasteurs"), 7 Chefs des services du MDR et CSA engagés dans la surveillance pastorale ; collecte, traitement de l'information et production des bulletins trimestriels de surveillance pastorale (le 1er en avril 2020) et publication sur le site web de SIG Sahel ; (ii) organisation de sessions de cartographie participative (ACF, OIM, GNAP, CSA, MDR) dans les trois régions permettant de localiser les couloirs pastoraux et les principaux points d'eau existants, les pâturages dégradés, le bétail principal points de concentration/départ, les programmes de transhumance inégaux, les infrastructures essentielles pour le bétail, d'évaluer les ressources pastorales disponibles, d'estimer les taux et les causes de mortalité animale et de proposer des solutions pour l'identification précoce et l'atténuation de la crise pastorale. Ces sessions ont été organisées conjointement avec l'OIM (qui travaille sur la surveillance de la transhumance transfrontalière) et le GNAP, avec le soutien technique du CSA et du MDR.

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

Pendant la période de confinement à la suite des mesures de restrictions imposées par le gouvernement, le dialogue institutionnel a été considérablement ralenti. Les sites sentinelles de Guidimakha et du Hodh Charghi ont continué à fonctionner tout en respectant les gestes barrières et toute autre mesure, à travers la collecte des données mensuelles et transmission par les Point Focaux vers le niveau régional via les smartphones. Le respect des mesures liées à COVID 19 s'est caractérisé par la limitation du nombre des membres des sites sentinelles en passant de 12 à 3 personnes ressources. L'équipe du projet au niveau terrain a continué à appuyer régulièrement les sites à distance. La production des bulletins régionaux d'informations trimestrielles sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle a continué conformément au chronogramme, grâce aux données collectées mensuellement par les sites sentinelles. L'analyse se faisait par un groupe restreint ainsi que la validation régionale était assurée par le Wali. Quant à leur validation finale, elle se faisait via des réunions en vidéo conférence entre les partenaires techniques de mise en œuvre et le PAM, sous le leadership du Directeur de l'Observatoire à la Sécurité Alimentaire.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Deux exercices rigoureux et complets d'analyse des capacités du CSA entrepris en décembre 2018 par le bureau de pays du PAM Mauritanie avec l'appui du bureau régional avec les résultats des évaluations validés par le gouvernement
- Deux plans de soutien des capacités du CSA élaborés et validés en séance plénière en août 2019 et servant de base pour l'évaluation des progrès réalisés
- Au niveau du CSA, mécanisme pleinement opérationnel de planification de l'alerte précoce, de la préparation et de la réponse pour la sécurité alimentaire et la nutrition
- Par rapport au système d'alerte précoce, feuille de route adoptée le 14 mars 2019, groupe de travail technique interministériel (GTT) mis en place, mission d'étude visant à tirer les leçons des autres pays du Sahel ayant déjà des programmes de préparation et de réaction en place réalisée en avril 2019, nouveau système d'alerte précoce formellement approuvé en septembre 2019, consultations régionales organisées par le GTT en décembre 2019 dans tout le pays pour informer les acteurs locaux et revoir/affiner le niveau décentralisé du dispositif, comité de réflexion mis en place pour gérer le système, environ 100 personnes formés (services techniques locaux, maires, ect)
- Cadre juridique du système d'alerte précoce et du RRC révisé en 2020 avec des projets de décrets préparés institutionnalisant le régime d'une part et des projets de décrets fixant les missions, la composition et les règles de fonctionnement du Secrétariat permanent et de ses organes complémentaires aux niveaux national et local) d'autre part
- Plus d'une centaine de sites sentinelles déployées dans 40 communes et 15 départements
- 11 bulletins régionaux trimestriels sur la sécurité alimentaire et la nutrition ont été produits, examinés et validés aux niveaux régional et central entre juillet 2019 et juin 2020 : 4 au Hodh El Charghi, 3 au Guidimakha, 2 au Gorgol et 2 dans le Brakna

- Bulletin régional trimestriel sur la surveillance pastorale dans 4 Wilayas publié depuis avril 2020 et accessible sur le site web de SIG Sahel
- 1er Plan de Réponse aux urgences pour le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnel publié par le Gouvernement en mai 2020 avec l'appui du PAM
- Plans de renforcement pour le CSA et pour l'OSA élaborés, environ 70% des activités prévues réalisées, suivi des activités réalisées à travers le logiciel DACCS, logiciel développé par le siège du PAM pour superviser les programmes de renforcement des capacités, testé pour la première fois en Mauritanie.
- 1 100 000 personnes couvertes par le système d'alerte précoce
- 857 175 personnes couvertes par des plans d'action précoce/de contingence

Perspectives pour l'année 2021

- Au titre du résultat 1, (i) mise en place des outils et systèmes nécessaires au niveau national pour faire fonctionner le dispositif national de prévention et de réponse aux crises et (ii) accompagnement du gouvernement dans la mise en place officielle du programme (sensibilisation et assistance technique), ainsi que poursuite du déploiement du soutien aux capacités dans le cadre des plans de travail établis et initiés dans le cadre de la précédente action de DRR
- Au titre du résultat 2, collecte et analyse décentralisées de données d'alerte rapide (y compris les sites sentinelles communautaires)

Documents produits en 2020

- PAM - Draft du Projet des textes juridiques devant institutionnaliser le Dispositif National d'Alerte Précoce, de Prévention et de la préparation de la Réponse aux Chocs
- PAM - Draft du guide méthodologique de la réponse
- PAM - Draft de la stratégie de financement de la réponse
- PAM - Draft du Plan annuel de réponse

Appui à la prise en charge de la malnutrition aigüe sévère (MAS) des enfants entre 6 et 59 mois dans les moughaatas de Kiffa, Barkeol, Kankossa et Gerrou



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
1^{er} partie :
Montant contribution UE en € : 1 915 000
Montant total en € : 1 930 000
Date début – Date fin : 01/05/2018-31/07/2020
2^{ème} partie :
Montant contribution UE en € : 750 000
Montant total en € : 765 000
Date début – Date fin : 01/08/2020-30/06/2021

Objectif global : Contribuer à la réduction de la mortalité et de la morbidité liées à la MAS chez les enfants de moins de 5 ans et viser une autonomisation graduelle de la gestion de la PECIMA par les institutions sanitaires

Mise en œuvre par : Terre des hommes Italie

Ministère partenaire : Santé

Wilaya d'intervention : Assaba

Contact : Roturier Pierre – Délégué Pays – p.roturier@tdhitaly.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Les moughaatas de l'Assaba sont identifiées comme cibles prioritaires dans le cadre de la lutte contre la malnutrition infantile. Le taux de prévalence de la malnutrition aigüe sévère (MAS) y est très élevé (au-delà de 2% sur l'ensemble de la wilaya, jusqu'à 6% à Kankossa et 3.1% à Barkeol. De plus les faibles précipitations des années précédentes laissent craindre pour l'année 2020 une dégradation de la situation nutritionnelle ainsi qu'un fort risque d'insécurité alimentaire. Malgré la définition de protocole national, la mise en œuvre du PNDS (Plan National de Développement Sanitaire) et l'appui au système de santé des partenaires, des difficultés persistent et empêchent une prise en charge de qualité de la MAS : difficultés dans la gestion des ressources humaines (affectations de personnel compétents et absentéismes notamment), l'isolement de certaines structures sanitaires, éloignement des ménages, etc. A ces difficultés déjà identifiées, s'est ajoutée en 2020 la pandémie de COVID 19. Des nouveaux défis se sont alors présentés aux autorités sanitaires pour y répondre et assurer un continuum de santé

TDH IT a poursuivi en 2020 son appui à la DRAS (Direction régionale d'action sanitaire) de l'Assaba avant d'améliorer la prévention et la prise en charge de la MAS mais aussi pour mettre en œuvre le plan national de riposte face à la pandémie de la COVID- 19.

Activités principales menées en 2020

- Renforcement des capacités du personnel de santé : module de formation au bénéfice des élèves infirmiers de l'école de santé de Kiffa, mise à niveau du personnel nouvellement affecté, appui à l'organisation des supervisions formatives mensuelles, bimensuelles et trimestrielles organisées par les équipes cadre
- Soutien logistique à la DRAS : réunions de coordination, fournitures et matériel de bureau, mise à disposition de véhicules et carburant
- Appui à la gestion et aux transports des intrants nutritionnels et médicaux
- Mise en œuvre d'une campagne de dépistages de masse
- Appui à l'organisation de la campagne nationale de dépistage, déparasitage, vaccination et supplémentation en vitamine A
- Prise en charge des cas MAS avec complications (hospitalisation, analyse médicale, évacuation, accompagnants)
- Formation des pères et des mères à l'approche PB mère (Périmètre Brahial)
- Activités de sensibilisation communautaires (Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant -ANJE)
- Dépistage et suivi à domicile à travers un réseau de relais communautaire

- Réalisation d'une enquête CAP (Connaissances, Attitudes, Pratiques) sur la Moughataa de Kankossa
- Mise en place d'une campagne de stratégie avancée

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Mise en œuvre des formations PCI (Prévention et Contrôle des Infections) auprès du personnel soignant des moughataas de Kankossa et Barkeol (autres moughataa formées grâce à l'appui d'autres acteurs)
- Fourniture de matériel d'hygiène et de protection à 54 structures sanitaires de l'Assaba (en complément des distributions organisées par le programme d'appui au secteur de la santé 11ème FED – PASS de l'UE)
- Appui logistique au programme PASS pour la distribution de kit COVID à l'ensemble des structures sanitaires de l'Assaba
- Appui à la gestion et au suivi des stocks distribués
- Message de sensibilisation sur les mesures de prévention et de protection (Radio et 11 véhicules haut-parleur)

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 5925 enfants pris en charge, dont 286 par les stratégies avancées
- 586 enfants MAS avec complications hospitalisés et pris en charge dans les CRENI (Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif)
- 8087 mères et pères formés sur la mesure du périmètre brachiale
- 41129 enfants dépistés lors d'une campagne de dépistage de masse, dont 936 référés aux postes de santé
- 14389 personnes sensibilisées, dont 34% sont des femmes enceintes et/ou allaitantes
- 58 personnes formées sur le protocole national de prise en charge de la malnutrition, dont 16 travaillant dans les CRENI
- 50 Infirmiers chef de poste formés aux mesures de prévention et de contrôle contre l'infection COVID-19

Perspectives pour l'année 2021

- Appui technique aux CRENI
- Organisation d'une campagne de dépistage de masse
- Appui à la mise en œuvre des stratégies avancées
- Renforcement du tissu de relais communautaires pour la réduction du taux d'abandon
- Intensification des formations PB Mère
- Accompagnement des structures sanitaires pour une autonomie dans la prise en charge de la MAS
- Renforcement des capacités du personnel de santé à travers les supervisions formatives et formation des élèves de l'école de santé en dernière année
- Mise en place d'une campagne de stratégie avancée
- Réalisation d'une enquête squeac (Évaluation SemiQuantitative de l'Accessibilité et de la Couverture) dans la Moughataa de Kankossa

Documents produits en 2020

TdH Italie - Evaluation rapide « Enquête CAP » dans la Moughataa de Kankossa

Projet de renforcement et d'intégration des activités de PEC de la MA des enfants de 0-59 mois et des femmes enceintes et allaitantes auprès des autorités sanitaires locales et des partenaires de mise en œuvre dans la Région du Gorgol



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 3
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 800 000
Montant total en € : 832 879
Date début – Date fin : 01/04/2020 - 01/04/2021

Objectif global : Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité liée à la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et des FEFA dans la région du Gorgol

Mise en œuvre par : Croix-Rouge française

Ministère partenaire : Santé

Wilaya d'intervention : Gorgol

Contact : Soazic Dupuy – Cheffe de délégation – hod-mauritanie.frc@croix-rouge.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (DG ECHO) appuie la Croix-Rouge française (CRF) et le Croissant-Rouge mauritanien (CRM) depuis 2007 dans la prise en charge de la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes dans la région du Gorgol au sud de la Mauritanie. Le projet mis en œuvre depuis avril 2020 s'inscrit dans la continuité de la logique de réorientation stratégique à travers un processus d'autonomisation des acteurs de santé de la région.

C'est pourquoi cette année l'accent a été mis sur les besoins spécifiques de la DRAS (Direction Régionale à l'Action Sanitaire), afin de renforcer les capacités des acteurs de santé dans les moughataas ciblées en vue d'une meilleure appropriation et intégration des activités PCIMA (Protocole de Prise en Charge de la Malnutrition). En plus de l'appui de la CRF au niveau du CRENI (Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif) et des CRENAS (Centre de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire) de la région du Gorgol, le délégué « renforcement des capacités » de la CRF positionné au niveau de la DRAS accompagne la Direction Régionale dans certains processus (approvisionnement en médicaments, gestion des commandes...).

Le projet vise à renforcer les activités de prise en charge de la MAS (Malnutrition Aigüe Sévère) des enfants de moins de 5 ans et de prise en charge et suivi des FEFA (Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes), et à renforcer les capacités des structures de santé en matière de prévention de la MAS, grâce à la mise en place de l'approche CMAM Surge (Community-based Management of Acute Malnutrition) permettant au système de santé d'anticiper, de se préparer et de délivrer de meilleurs services de PEC (Prise en Charge Malnutrition) de la MA durant les périodes de demande de soins importantes. S'inscrivant dans une approche communautaire, le projet œuvre également afin de renforcer les capacités des communautés, via des sessions de sensibilisation sur l'ANJE (Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant), des formations à la stratégie PB-mère...

Activités principales menées en 2020

Dans la communauté

- Sensibilisation des populations sur l'ANJE et l'hygiène dans les structures de santé
- Extension de la stratégie PB mère et recyclage des FEFA
- Formations des tradipraticiens au dépistage/référencement des cas malnutris
- Organisation de sessions « cinéma-débat » dans la communauté sur des messages clés ANJE

Dans les structures sanitaires

- Appui à la prise en charge médico-nutritionnelle dans les CRENI/CRENAS
- Accompagnement des structures de santé dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement en intrants nutritionnels et produits de santé
- Suivi du paquet minimum WASH dans les CRENAS/CRENI
- Déploiement de l'approche Surge après des CS/PS concernés par les facteurs de surcharge
- Accompagnement des CS/PS à travers des plans de suivi et de renforcement
- Renforcement de capacités pour appuyer l'offre de soin en CPN, CPoN et accouchements assistés dans les structures sanitaires, appui à la PCIME

Auprès des autorités

- Mise à disposition de la DRAS d'un médecin spécialiste en santé publique pour le renforcement de capacité des équipes cadre DRAS et Moughataas, appui aux réunions de coordination de la DRAS et des Moughataas
- Formation et recyclage des infirmiers impliqués dans la PEC des MAS avec et sans complications
- Accompagnement des Moughataas et de la DRAS dans la gestion des intrants thérapeutiques

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

En raison de la pandémie de COVID-19, reprogrammation surtout adaptation de certaines activités :

- Dépistage de la MA au niveau communautaire via le PB et les tradipraticiens (supposition d'une possible augmentation de recours aux tradipraticiens)
- Pour le volet communication, remontée des informations au sein des CS/PS afin de transmettre les messages clés aux patients et faire remonter leurs inquiétudes
- Renforcement complémentaire des capacités des FOSA pour répondre à la crise sanitaire : appui au suivi du paquet minimum WASH dans les CRENAS/CRENI, un des piliers majeurs de prévention et de dissémination des maladies patients/accompagnants/communauté/personnel soignant.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 50 069 enfants de 6-59 mois dépistés lors de la campagne de dépistage sur 54 244 enfants ciblés, soit un taux de couverture de 92%
- 502 enfants MAS et 3 582 enfants MAM dépistés et référés dans les structures de santé. Sur les 502 MAS, 455 ont été admis dans les CRENAS, soit 97%
- 2 923 FEFA sensibilisées sur l'ANJE et sur le COVID 19 dans les CS/PS (au 30/09/20)
- 17 462 FEFA recyclées/formées sur l'approche PB-mère dont 16 977 lors des campagnes de dépistage de masse et 485 lors des séances de vaccination ou des consultations dans les CRENAS
- 16 115 MUAC distribués dont 13 925 lors de la campagne de dépistage de masse et 2 190 remis aux FEFA dans des structures de santé
- 20 tradipraticiens touchés dans le cadre des activités liées au contexte de COVID 19
- 2 789 enfants MAS pris en charge dans les CRENI/CRENAS (09/2020), soit un taux de couverture de 77%
- 73 infirmiers/points focaux des CS/PS appuyés dans la gestion des chaînes d'approvisionnement
- 1 304 FE ont fait une CPN4 et 758 FE ont fait une CPoN
- 218 personnes touchées par des supervisions formatives, dont 36 lors d'une supervision des équipes cadres des moughataas par l'équipe cadre de la DRAS ; 89 (dont 73 ICP) lors d'une supervision des équipes des postes de santé par les équipes cadres des moughataas ; 12 (dont les majors, médecins, MCM) lors d'une supervision du Médecin pédiatre de l'USN ; 81 (dont 73 ICP) lors d'une supervision des activités NUT et SR par les PF Moughataas

Perspectives pour l'année 2021

- Appui à l'appropriation des activités de santé-nutrition par les collectivités locales à travers l'intégration dans les plans développement communaux (PDC)
- Renforcement du plateau technique des formations sanitaires y compris les laboratoires
- Extension de l'approche HEALTH SURGE dans les 78 CS/PS
- Appui à la mise en place d'une organisation logistique pratique pour l'approvisionnement des Moughataas et des postes de santé en intrants nutritionnels et produits de santé dans une perspective de sortie
- Redynamisation des Comités de Santé (COGES) dans 6 postes de santé remplissant des conditions prédéfinies, pour une meilleure gestion des activités sanitaires
- Assistance psychologique auprès des personnes migrantes secourues lors des débarquements dans la région de Nouadhibou
- Appui au renforcement des centres/espaces d'écoutes et des organisations partenaires
- Référencement des cas nécessitant une prise en charge psychologique plus complète
- Formation des agents de santé des structures de l'Etat au mhGAP
- Formulation d'un nouveau projet pour continuer à renforcer les capacités des acteurs de mise en œuvre (DRAS, Moughataas et CS/PS) pour une reprise effective des activités de PECMAS et PCIME des enfants de moins de 5 ans dans les 78 formations sanitaires des 4 Moughataas du Gorgol et au Centre Hospitalier de Kaédi ; et ce à trois niveaux : communautaire (renforcement de la résilience des populations dans la perspective de retrait), technique (renforcement de la qualité des soins et services de PEC), structurel (redynamisation de la gouvernance du système de santé)

Promouvoir un environnement protecteur des droits humains des enfants et des femmes victimes de violences particulièrement de violences sexuelles dans les wilayas de Dakhlet Nouadhibou et du Hodh El Gharbi



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Humanité

ODD : 3

SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 3

Montant contribution UE en € : 328 390

Montant total en € : 454 791.73

Date début – Date fin : 01/2/2021– 30/01/2024

Objectif global : Contribuer à l'éradication, en Mauritanie, des comportements et attitudes qui contribuent à la prévalence des violences envers les femmes et enfants et mettre en place des mécanismes de prévention, réparation et soutien qui favorisent leur réinsertion familiale, scolaire et socioprofessionnelle

Mise en œuvre par : Association Mauritanienne pour la Santé de la Mère et de l'Enfant - ASME/section Défense des Enfants International en Mauritanie en collaboration avec le secrétariat international de DEI, Word Service Fondation en Belgique et l'ONG locale Agir pour le Bien Etre des Personnes Agées et Déficiantes (ABEPAD)

Ministères partenaires : Affaires sociales-Enfance-Famille, Santé

Wilayas d'intervention : Hodh el Gharby, Dakhlet Nouadhibou

Contact : Zeinebou Taleb Moussa - Présidente AMSME-DEI - amsme99@yahoo.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'action proposée participe à la réalisation de l'objectif général (ii) de l'appel à propositions relatif à la contribution à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'au respect de tous les droits humains et des libertés fondamentales. Elle est également en lien avec l'objectif spécifique et assigné au lot 3 et qui porte sur le soutien des actions proposées et mises en œuvre par les activistes de la démocratie et par les défenseurs des droits de l'homme, des droits civils, politiques, socio-économiques et culturels en Mauritanie, à travers : (i) l'éducation aux droits de l'homme, (ii) la protection de l'espace civique et démocratique et (iii) la protection et le renforcement des organisations de la société civile travaillant sur les questions des droits de l'homme.

Fondé sur une démarche intégrée et concertée, le projet s'inscrit en réponse aux problématiques liées aux atteintes multiformes des droits humains auxquelles sont confrontées certaines couches de la population particulièrement vulnérables, malgré les initiatives prises par les pouvoirs publics et de la société civile avec l'appui des partenaires au développement.

Son objectif vise ainsi, à apporter une prise en charge holistique aux enfants et femmes victimes de violences, singulièrement de violences sexuelles au niveau des wilayas de Dakhlet–Nouadhibou et du Hodh ElGharbi.

Activités principales menées en 2020

- Signature du contrat du projet le 20 décembre 2020

Perspectives pour l'année 2021

- Recrutement et mise en place l'équipe projet basé à Nouakchott et des 2 équipes régionales
- Accueil et l'accompagnement des victimes des VBG (Violence basée sur le genre) dans des centres d'accueil à Aioun et Nouadhibou
- Mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique aux enfants et aux femmes victimes de VBG
- Assistance aux victimes des VBG à plusieurs niveaux : psychologique, sociale, médicale, juridique
- Appui à l'alphabétisation, aux formations socioprofessionnelles et à l'insertion des victimes des VBG
- Appui en AGR (Activités génératrices de revenus) aux victimes des VBG et leurs familles

Réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère, améliorer la couverture des besoins alimentaires et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 2
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 2 100 000
Montant total en € : 2 501 573
Date début – Date fin : 01/03/2020 – 28/02/2021

Objectif global : Contribuer à la réduction de la mortalité et morbidité des enfants de moins de 5 ans dues à la malnutrition aiguë sévère et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie

Mise en œuvre par : Action Contre la Faim

Ministères partenaires : Santé, Commissariat à la Sécurité Alimentaire, Développement Rural

Wilaya d'intervention : Guidimakha, Hodh El Chargui

Contact : Jean Luc Lambert - Directeur Pays - jlambert@mr.acfspain.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La situation nutritionnelle de la Mauritanie est caractérisée par des crises récurrentes à l'image de plusieurs pays de la région du Sahel. L'année 2020 a été surtout marquée par la crise de la COVID-19 qui a mis à rude épreuve un système de santé déjà très fragile dans ses capacités à offrir des services de façon continue aux populations. Avec le soutien de la DG-ECHO, Action contre la Faim appuie le système de santé au niveau des Wilayas du Hodh El Chargui et Guidimakha. Malgré l'impact de la pandémie du Coronavirus, en 2020 on a noté une augmentation importante des admissions au niveau des centres de prise en charge de la malnutrition. Par ailleurs, toujours en 2020, compte tenu de la pandémie de la COVID, l'enquête SMART n'a pas eu lieu. Cependant selon les estimations basées sur les données antérieures et avec le « facteur Covid », il est attendu 36 233 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et 111 139 souffrants de malnutrition aiguë modérée pour l'année 2021 sur l'ensemble du pays.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, l'analyse du Cadre Harmonisé du mois de novembre 2019 fait ressortir que la population en insécurité alimentaire était estimée à 609 180 personnes en 2020. Les wilayas du Guidimakha et Hodh El Charchi sont parmi les zones les plus affectées avec respectivement 11% et 20% des ménages en phase 3 à 5 du CH.

Au camp de M'Berra, les besoins des réfugiés s'orientent vers l'autonomisation dans un contexte de crise prolongée. L'opération et la maintenance du réseau d'eau doivent être assurées sur l'ensemble du camp. 83% des fosses des latrines viabilisées en 2016 et 2017 sont déclarées à moitié pleines selon le suivi des latrines réalisé en avril 2019. Un système de distribution gravitaire d'eau sur l'ensemble du camp reste une des priorités majeures pour l'optimisation du cout de fonctionnement du réseau d'eau.

Activités principales menées en 2020

- Réalisation de 2 321 séances de sensibilisation (54 754 personnes dont 49 129 femmes et 5 625 hommes) dans le cadre de la Prévention de la malnutrition et la promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
- Réalisation de 5 campagnes de dépistage actif de la malnutrition (plus de 80% enfants de moins de 5 ans ont reçu au moins un acte de dépistage et 48 376 mamans formées dans le cadre de la stratégie PB ménage qui permet d'assurer la continuité du dépistage dans le contexte de la COVID-19)
- Mise en place de la stratégie iCCM+ qui permet d'assurer disponibilité de la PECMAS (Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Sévère) auprès de 160 structures sanitaires et 88 Unités de santé de Base
- Accompagnement de 233 accompagnant/e/s d'enfant avec des repas gratuits pendant l'hospitalisation de leurs enfants au CRENI (Centre de Récupération et d'Éducation Nutritionnelle Intensif), des examens médicaux remboursés au niveau des CRENI et des frais de transport
- Appui aux structures de santé dans la réponse COVID-19 (dotation en équipement de protection et produit d'hygiène pour renforcer la PCI - Prévention et Contrôle des Infections)
- Pour l'assistance alimentaire de soudure, distribution de 4 rations en deux phases via de transfert de cash adapté à la taille de ménages (juin à septembre au profit de 2 242 ménages bénéficiaires des 2 régions), soit 13 807 personnes et suivi régulier des prix des marchés, réalisé durant toute l'opération de distribution de cash
- Organisation d'un atelier de capitalisation des interventions d'assistance alimentaire de soudure (nov. 2020) avec l'ensemble des acteurs humanitaires et bailleurs (Etat, BM, UN et ONG). Poursuite

des activités de l'Alliance Cash Multisectoriel (ACMS) pour harmonisation des outils, capitalisation des acquis et bonnes pratiques, et formulation des nouvelles recommandations pour l'amélioration de l'assistance alimentaire

- Pour la WASH au camp de M'Berra, construction d'un 2ème château d'eau de 300m3. Renouvellement des pièces détachées et consommables pour le fonctionnement, entretien et maintenance du réseau d'eau
- Mise à disposition des Kits de nettoyage aux 42 comités d'EHA du camp et appui aux matériels de protection pour la vidange de 300 fosses de latrines pleines

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 6 968 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (3 693 Filles et 3 275 Garçons) pris en charge
- Besoins alimentaires de base de 2 242 ménages très pauvres (TP) couverts durant la période de soudure à travers des distributions de cash et de farine nutritionnelle
- Outils et approches d'intervention d'assistance alimentaire de soudure harmonisés ainsi que des outils de collecte de données
- Approvisionnement en eau potable assuré pour 62.546 réfugiés (ratio moyen variant entre 12 et 16 litres/personne/jour)
- Deuxième château d'eau mis en service - Distribution gravitaire d'eau effectif sur l'ensemble du camp de M'Berra
- Accès sécurisé et digne aux latrines hygiéniques assuré pour 47 879 personnes, soit 84,5% du camp de M'Berra
- 20 membres de VRPC (Volontaire Réfugiés pour la Propreté du Camp), dont 10 femmes formés sur les techniques de vidange manuelle et la sécurité des fosses des latrines

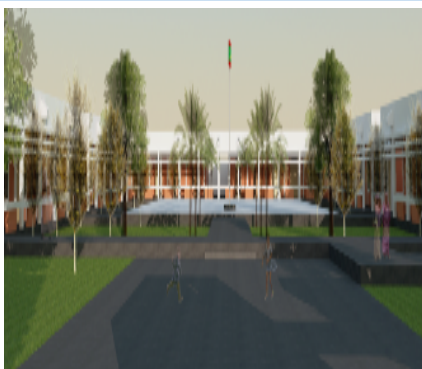
Perspectives pour l'année 2021

- Promotion et vulgarisation de l'approche ICCM+ qui permet d'assurer le continuum des soins dans le contexte de la COVID-19
- Au Guidimakha, poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de retrait progressif d'Action Contre la Faim à travers un renforcement de capacités des OSC locales pour qu'elles puissent continuer à appuyer les autorités locales et la DRAS (Direction régionale de l'action sanitaire) dans la prise en charge de la malnutrition
- Au Hodh El Chargui, continuité des activités car malgré les appuis depuis 2015, le système de santé a encore besoin d'un accompagnement rapproché
- En 2021, poursuite des activités d'assistance alimentaire aux ménages vulnérables durant la période de soudure, 2021 et poursuite de l'harmonisation des outils, de l'approche d'intervention et de la collecte de données en lien avec l'assistance alimentaire
- Concernant l'accès à l'eau à M'Berra : Fin du financement ECHO pour ce secteur en 2020. Capitalisation des leçons apprises, et transfert progressif de la gestion, opération et maintenance aux services techniques étatiques. Renforcement des capacités des structures communautaires pour leur autonomisation totale et participation au suivi de la gestion et pérennisation des actions WASH dans le Camp. Renforcement de la disponibilité et la capacité des ouvrages hydro-agro-pastoraux et le renforcement de la promotion de la santé publique au niveau communautaire

FICHES ACTIONS DE L'AXE PLANETE

Intitulé	Pages
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – Composante PASS AI	
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – PASS Composante subvention au Ministère de la Santé	
Programme d'Appui au Secteur de la Santé – Extension de la Couverture Maladie Universelle - PASS ECMU	
Campagne de Communication genre et santé en appui au PNDS	
Donner aux populations mauritaniennes et au système de santé les moyens minimums pour lutter efficacement contre la COVID 19	
Renforcer la préparation et la réponse des communautés vulnérables et des autorités nationales au COVID-19 en Mauritanie	
Providing critical support to food insecure Malian refugees in Mberra camp	
Promouvoir un système intégral de prévention, de soins et de protection ainsi que la coordination des réseaux d'appui institutionnel, communautaire et familial pour les survivants de VBG y compris la MGF dans la Wilaya de Guidimakha et Nouakchott	
Provision of Humanitarian Air Services	
Provide unconditional assistance to vulnerable, food insecure Mauritanian households during the 2019 lean season	
Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de leurs capacités de résilience dans les régions du Gorgol et du Brakna	
Appui à la prévention et prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë sévère et maladies associées au Brakna	
Assistance alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres avec femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et /ou enfants de moins de 5 ans en situation d'insécurité alimentaire sévère, pendant la période de soudure 2019	
Supporting the CSA in building a robust early warning, preparedness and response-planning mechanism to shocks affecting food security and nutrition in Mauritania, as part of an national Adaptive Social Protection system and as a contribution to an overall DRR scheme	
Appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants entre 6 et 59 mois et intégration du système de prise en charge nutritionnelle dans les Moughataas de Kiffa, Barkéol, Kankossa et Gerrou	
Projet de renforcement et d'intégration des activités de PEC de la MA des enfants de 0-59 mois et des femmes enceintes et allaitantes aux partenaires de mise en œuvre dans la région du Gorgol	
Promouvoir un environnement protecteur des droits humains des enfants et des femmes victimes de violences particulièrement de violences sexuelles dans les wilayas de Dakhlet Nouadhibou et du Hodh El Gharbi	
Réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère, améliorer la couverture des besoins alimentaires et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie	

Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott (GUDD-RN)



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Avec son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen : Planète
ODD : 11
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 15
Montant contribution UE en € : 495 000
Montant total en € : 550 000
Date début – Date fin : 01/03/2020 - 28/02/2022

Objectif global : Contribuer au développement durable et à l'amélioration des conditions de vie des populations de Nouakchott

Mise en œuvre par : Région de Nouakchott

Ministère partenaire : Intérieur-Décentralisation

Wilayas d'intervention : Nouakchott

Contact : Mariam Mangane – Chef de projet – manganemariam7@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'action proposée s'inscrit dans le cadre du Programme de support aux activités des organisations de la société civile et des autorités locales pour le développement, soutien à la consolidation de la démocratie et au respect des droits humains. Le projet GUDDRN vise à renforcer la gouvernance des autorités locales de Nouakchott par une meilleure implication des acteurs locaux dans la planification et la gestion de leur territoire, la prise en compte de la dimension du développement durable pour une meilleure adaptation aux effets du changement climatique afin d'assurer un meilleur accès des populations aux services urbains. Il s'inscrit dans la dynamique des actions entreprises par la région de Nouakchott, à savoir : (i) l'adoption, en 2015, d'une politique de développement durable par le conseil urbain de la Région de Nouakchott qui vise à définir et mettre en œuvre une stratégie de croissance économique, sociale et spatiale de la ville fondée sur un développement durable participatif, inclusif et solidaire prenant en compte la vulnérabilité de la ville de Nouakchott ; et, (ii) suite de la mise en œuvre du projet d'Appui à la Résilience Environnementale et au Développement Durable (ARREDUN) et du schéma directeur d'aménagement urbain de la ville de Nouakchott (SDAU).

Activités principales menées en 2020

- Au niveau du CCU : rédaction des termes de référence, sélection des membres et formation des membres
- Elaboration du plan de développement régional et concerté à l'échelle de la ville de Nouakchott
- Appui à la Région de Nouakchott pour l'intégration de la problématique des déchets biomédicaux dans l'action communale et intercommunale
- Sensibilisation et conscientisation des comités de concertations communaux sur la problématique des déchets biomédicaux
- Formation des formateurs de la santé parmi le personnel sanitaire en matière de déchets biomédicaux
- Achat et mise en place de matériel pour la gestion des déchets biomédicaux (incinérateurs, bacs et seaux pour les déchets, matériel de protection individuelle pour le personnel)
- Appui à la coordination des acteurs concernés par la gestion des déchets biomédicaux

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Cadre de concertation régional (CCR) mis en place et fonctionnel
- Plan de développement et concerté à l'échelle de la ville de Nouakchott (PDR) élaboré
- Coordination des acteurs concernés par la gestion déchets biomédicaux mise en place
- Formateurs de la santé formés sur la gestion des déchets biomédicaux
- Matériel pour la gestion des déchets biomédicaux (incinérateurs, bacs et seaux pour les déchets, matériel de protection individuelle pour le personnel) acheté
- Travaux de réhabilitation de l'école Thierno Souleymane Bal de la commune de Sebkhia effectués

Perspectives pour l'année 2021

- Organisation d'un forum sur le plan de développement régional
- Organisation de formations sur la gestion des déchets biomédicaux
- Inauguration de l'école Thierno Souleymane Bal de la commune de Sebkhia
- Evaluation du projet

Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de KIFFA et alentours



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Planète

ODD : 11

SCAPP Pilier et Chantier : 2- 7

Montant contribution UE en € : 467 037

Montant total en € : 713 657

Date début – Date fin : 01/07/2019 – 01/10/2022

Objectif global : Mettre en place les équipements nécessaires à une gestion efficace et durable des déchets solides de la ville de KIFFA et des municipalités les plus proches, mais également d'organiser et former les acteurs locaux à une exploitation et une gestion durable de ce service dans un souci d'autofinancement de cette activité

Mise en œuvre par : Collectif Régional des Maires de l'Assaba (CRMA)

Ministère partenaire : Intérieur-Décentralisation

Wilaya d'intervention : Assaba

Contact : Jemal Keboud- Président du CRMA) - jemalkeboud@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La ligne budgétaire de l'UE à partir de laquelle le projet intitulé « Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de KIFFA et alentours » est financé vise la contribution des Autorités locales à encourager la gouvernance et le développement territorial en vue d'améliorer l'accès aux services publics de qualité et la création d'emplois. Porté par le Collectif Régional des maires de l'ASSABA a pour objectifs (i) d'organiser et équiper à la Municipalité de KIFFA un dispositif de gestion des déchets solides de la ville, (ii) de créer de l'ordre de 80 emplois pérennes dont au moins la moitié réservé aux femmes, (iii) de mobiliser et sensibiliser les populations aux nécessités de contribuer (y compris financièrement) au bon fonctionnement du service et (iv) in fine, d'améliorer les conditions sanitaires de vie des populations de la ville.

Activités principales menées en 2020

- Acquisition d'un bulldozer et démarches d'exemption de TVA et de droits de douane auprès du Ministère des Finances
- Construction de la clôture du centre d'enfouissement technique des ordures
- Pour la réalisation des quais de transfert : soumission de la demande officielle d'autorisation d'occupation des sols auprès du Wali, réalisation du dossier technique et choix et identification des prestataires pour la consultation à venir
- Pour la mise à disposition de 2 camions AMPLIROL : définition des critères techniques identification des prestataires pour la consultation à venir
- Mise en place d'un « Compte dédié » et procédures de gestion du compte : Consultation auprès de la Direction Générale des Collectivités Territoriales

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Suite à un changement de municipalités, modifications organisationnelles du projet adoptées telles, telles que préconisées par le Comité technique
- Organes d'encadrement du projet (Comité de pilotage et Comité Technique) mis en place et réunions tenues régulièrement
- Procédures d'achat de matériel rédigées et certains engins achetés et fonctionnels sur le site (exemple chargeuse)
- Pour une première fois, décharges sauvages de la ville de KIFFA assainies
- Emplacement du centre d'enfouissement technique ainsi que les limites des 9 quartiers définis et validés par le Wali,
- Emplacement des 14 quais de transfert définis et en attente d'autorisation d'occupation du sol par le Wali
- Concertations réalisées pour recherche de complémentarité avec le programme « Villes propres » mis en place par le Gouvernement mauritanien et avec le « projet Moudoun » mis en place par le Ministère de l'Economie et de la Promotion des Secteurs Productifs ayant aussi la ville de Kiffa comme cible d'intervention

Perspectives pour l'année 2021

- Définition de la répartition du rôle du projet et de celui de Moundoun
- Appui à l'organisation des services municipaux pour la gestion des déchets
- Appui à la mobilisation des populations et ses composantes pour assurer la durabilité d'exploitation du dispositif mis en place

Programme Alliance Mauritanienne Contre le Changement Climatique Mauritanie - Phase 2



Instrument de financement : Programme Inter ACP
Pilier du consensus européen : Planète
ODD : 13
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 15
Montant contribution UE en € : 5 900 000
Montant total en € : 6 965 682,80
Date début – Date fin : 02/01/2019 - 01/01/2023

Objectif global : Renforcer de manière durable la résilience des systèmes naturels et les services écosystémiques au bénéfice des populations les plus vulnérables.

Mise en œuvre par : Assistance Technique (Bureau Eptisa) + 3 Consortiums d'ONG menés par GRDR, Caritas et Concordis

Ministère partenaire : Environnement-Développement Durable

Wilayas d'intervention : Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Assaba

Contact : Pascal Maes – Chef de mission de l'AT - pascalmaes@hotmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

En septembre 2007, l'Union européenne lançait l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC) afin de lutter contre le changement climatique dans les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables à ce phénomène. Vers la fin de 2011, la plupart des pays les moins avancés (PMA) étaient associés à l'AMCC. La Mauritanie a obtenu un financement, en Septembre 2014 pour la première phase de son Programme National (AMCC 1) (Alliance Mauritanienne contre le Changement Climatique). L'AMCC 2 constitue la deuxième phase du Programme Alliance Mauritanienne contre le Changement Climatique. Sa formulation s'appuie sur les expériences de la première phase et s'inscrit notamment en complémentarité des interventions du premier secteur de concentration du 11ème FED en Mauritanie : « sécurité alimentaire et l'agriculture durable ».

L'AMCC 2 s'articule autour de 2 axes : i) un renforcement institutionnel exécuté par une AT de l'entreprise espagnole Eptisa ; et ii) un soutien à des initiatives locales d'adaptation au changement climatique des systèmes agro-sylvo-pastoraux visant la restauration des ressources naturelles, exécuté par trois consortiums d'ONG ayant comme chefs de file : le GRDR, Caritas et Concordis. Les appuis de terrain de ces ONG sont mis en œuvre dans les wilayas du Trarza, du Brakna, du Gorgol, du Guidimakha, et de l'Assaba.

Cette année 2020 a été marquée par la pandémie de la Covid-19 et les contraintes résultantes, avec, maintenant, des conséquences qui commencent à déborder du seul cadre des possibilités de déplacement et de rassemblement locaux.

Activités principales menées en 2020

Au niveau de l'AT

- Appui institutionnel au MEDD
- Coordination et suivi de l'ensemble des interventions
- Mise en place/renforcement d'une plateforme de dialogue inclusive de GTRN en Co-lead avec le RIMRAP
- Communication et partage des connaissances
- Appui au MEDD pour l'organisation
- Mise en place de la stratégie de communication du MEDD
- Contribution à l'organisation de journées nationales thématiques (océans, désertification, arbre, biodiversité)

Au niveau des 3 Consortiums d'ONG

- Mise en place de bonnes pratiques de gestion durable des terres dans des écosystèmes agricoles et pastoraux
- Élaboration des plans locaux intégrant le CC
- Élaboration et diffusion d'outils d'aide à la décision pour prendre les mesures appropriées et durables en terme de lutte contre le changement climatique
- Réalisation de campagnes de communication participatives axées sur les enjeux climatiques du projet
- Formation des OPA et des villageois à la prise d'image aérienne avec le drone, sur la méthodologie de la prospective territoriale et sur le commerce du bétail en Afrique de l'Ouest
- Formation des membres des CCCI, OSC, médiateurs locaux, facilitateurs régionaux aux techniques de médiation et de résolution des conflits et à la gestion et suivi écoresponsables des projets communautaires

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Appui de populations bénéficiaires à travers une formation sur la couture et la mise à disposition de machines à coudre pour la confection de masques de protection contre la COVID-19 au niveau des localités cibles

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Au niveau de l'AT

- Note consolidée fournie sur l'état des lieux de l'environnement
- Note de propositions produite pour le renforcement des capacités du MEDD
- Note conceptuelle sur le programme de restauration des écosystèmes produite
- 24 réunions de coordination organisées avec les ONG et 4 missions de terrain réalisées
- Mission Court Terme réalisée pour le « Plan de Communication du MEDD et Stratégie et Plan de Communication et de visibilité du Programme AMCC 2 » et Plan de Communication élaboré intégrant le plan de sensibilisation environnementale 2020-2022
- Plateforme de dialogue inclusive GTRN géré avec le RIMRAP
- Mise en application appuyée des plans de communication et de sensibilisation
- MEDD appuyé pour l'organisation d'une série d'événements dans le cadre des Journées Mondiales de l'Environnement
- Dans le cadre de l'appui fourni au plan de sensibilisation 2020-2022 du MEDD, collaboration mise en place avec l'Institut Pédagogique National (IPN) pour des travaux d'intégration de sensibilisation environnementale dans le manuel scolaire "Éveil et Éducation civique "
- Avec le MEDD et rimrural.org, documents techniques et stratégiques partagés sur la Mauritanie et fiches de lectures rédigées pour 25 de ces documents
- 1er Comité Technique de Suivi Opérationnel (CTSO) organisé au MEDD (19 novembre 2020)

Au niveau des 3 Consortiums d'ONG

Formation/Sensibilisation et Renforcement des capacités : Bénéficiaires directs : 427 (dont 182 femmes)

- OPA formées en gestion des Ressources Naturelles
- Parcelles de démonstration de pratiques agro-écologique et de gestion de RN aménagées
- Bénéficiaires formés et sensibilisés sur les sujets en lien avec la durabilité des systèmes ruraux sahéliens : adaptations des pratiques agropastorales aux changements climatiques, sécurisation foncière et prévention des conflits, gouvernance environnementale
- Actions collectives et concertées réalisées pour la gouvernance environnementale locale pour la cohésion sociale autour de la sécurisation foncière

B. Aménagement ou restauration d'écosystèmes agricoles et pastoraux pour lesquels de bonnes pratiques de gestion durable des terres mises en place : Bénéficiaires directs : 966 (569 H et 397 F) - Superficie totale: 1189 ha

B.1 Agroécologie et aménagement : 133 ha

- 6 périmètres maraîchers réhabilités
- 20 AGLC mobilisées pour la fixation des dunes et de lutte contre l'ensablement et préserver et restaurer des sites pour une gestion durable de leur écosystème
- 30ha/165ha aménagés en partie autour de la mare de Wompou (digues mixtes : gabion et pierres libres, demi-lunes agricoles et forestières, diguettes filtrantes et cordons pierreux)

B.2 Régénération agropastorale et gestion forestière : 1056 ha

- 3 forêts classées (Dakla, Lopel, Walaldé)
- Alentours de la mare de Wompou reboisés
- Dispositif local de gestion impliquant villageois et STD mis en œuvre pour la gestion d'espaces d'action de préservation environnementale et d'exploitation des produits non ligneux
- Mise en défens rotatif et temporaire d'espace de forêt pour favoriser sa régénération
- Comités villageois de surveillance réactivés
- GIE de jeunes constitués pour des emplois verts et de la sensibilisation

C. Activités Génératrices de Revenus

- 57 coopératives formées aux pratiques agro-écologiques à travers des AGR
- Filière doum développée avec l'appui de coopératives de femmes au Guidimakha
- 6 périmètres maraîchers réhabilités et appuyés
- 5 GIE de jeunes constitués pour la production agricole durable pour les stimuler par des actions rémunératrices
- 5 coopératives formées en technique et gestion d'exploitation, dans le domaine du maraichage ou de la riziculture
- Parcelles de démonstration et d'expérimentation de pratiques agro-écologique et d'adaptation au changement climatique aménagées permettant d'augmenter les quantités transformées et les revenus (42 coopératives)
- 15 ateliers de couture et de confection de masques anti-covid mis en place

D. Renforcement du dispositif institutionnel du point de vue de sa gestion des enjeux liés au changement climatique

- 22 plans locaux intégrant le CC : 2 Plans de Développement Communautaire, 3 Plans environnementaux intercommunaux, 17 Plans d'Action Villageoise

Perspectives pour l'année 2021

- Exécution de la MCT « Mise en place d'un dispositif de Suivi/Évaluation » à partir du mois de début mars
- Développement de synergies entre AMCC2 et le projet PNA pour la mise en œuvre des actions de transversalisation du CC aux autres départements et la finalisation des TdR pour la MCT "Évaluation des risques climatiques"
- Mise en place du COPIL du programme AMCC2 et validation des différents cadres logiques actualisés des interventions du programme.
- Mise en application des recommandations effectuées lors du CTSO de novembre 2020
- Relance et animation du groupe de travail Gestion Territoriale de Ressources Naturelles (GTRN)
- Poursuite et amélioration de la qualité du suivi et de la coordination des 3 Consortiums d'ONG et appui à l'adoption de bonnes pratiques d'adaptation et de gestion durable des systèmes agro-sylvo-pastoraux

Documents produits en 2020

- AT - Plan de Communication du MEDD (intégrant le plan de sensibilisation environnementale 2020-2022) et Stratégie et Plan de Communication et de visibilité du Programme AMCC2 - études et plans produits par les 3 consortiums d'ONG
- Hilde Baele - Manuel scolaire "Éveil et Éducation civique"

Appui à la Résilience environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott (AREDDUN)



Instrument de financement : La Convention des maires en Afrique subsaharienne
Pilier du consensus européen : Planète
ODD : 11
SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 3
Montant contribution UE en € : 950 000
Montant total en € : 1 210 054
Date début – Date fin : 01/05/2017 – 29/07/2020

Objectif global : Contribuer au Développement Urbain durable, inclusif et résilient aux changements climatiques de la ville de Nouakchott en améliorant sa capacité dans le domaine de la planification, de la protection de l'environnement et de la fourniture d'énergie durable aux populations démunies habitants des quartiers périphériques

Mise en œuvre par : Région de Nouakchott

Ministères partenaires : Environnement-Développement Durable, Pétrole-Mines-Energie

Wilayas d'intervention : Nouakchott

Contacts : Fatimetou Boukhreiss – Chef de projet - boukhreiss.fatimetou@gmail.com

Saleck Ould Moulaye – Directeur des Etudes, Projets et de la Coopération de la Région de Nouakchott – oudmoulayes@yahoo.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Consciente de l'importance de la problématique environnementale depuis quelques années, la Région de Nouakchott (ex-communauté Urbaine de Nouakchott) s'est lancée depuis 2013 dans un processus de réflexion théorique et stratégique sur le développement urbain durable. Le projet s'inscrit dans le cadre des efforts menés par la Région de Nouakchott pour faire face aux risques liés aux changements climatique qui ne cessent d'augmenter avec le développement spatial de la ville.

Ces objectifs sont clairement d'asseoir une approche de planification urbaine inclusive, participative et durable. Le mode d'intervention de la Convention des Maires cadre parfaitement avec ces objectifs et offre à la ville de Nouakchott la dimension concrète et opérationnelle nécessaire pour structurer son intervention locale.

L'année 2020 a été l'année de clôture du projet avec une attention particulière sur l'aboutissement du Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat (PAAEDC) et de ses études préliminaires.

Activités principales menées en 2020

- Restitution de l'inventaire des Gaz à effet de serre pour développer un diagnostic Energie-Climat de Nouakchott en étudiant les consommations énergétiques, la production d'énergie renouvelable et les émissions de gaz à effet de serre
- Etude sur l'accès à l'énergie à Nouakchott
- Elaboration du PAAEDC de Nouakchott
- Réalisation d'un film d'animation pour communiquer sur les résultats du projet AREDDUN
- Vulgarisation des résultats du projet et en particulier sur le PAAEDC en imprimant des brochures, flyer, les études, le PAAEDC en français et en arabe

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Une étude de la vulnérabilité de la ville de Nouakchott face au changement climatique réalisée
- Un audit énergétique de quelques bâtiments et un inventaire des émissions de gaz à effet de serre réalisés
- Un inventaire des gaz à effet de serre a été élaboré pour Nouakchott
- Une étude sur l'accès à l'énergie à Nouakchott a été réalisée
- Un Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat a été élaboré
- 120 élus, techniciens et membres de la société civile formés sur le changement climatique
- Une étude de faisabilité pour une unité de recyclage des batteries réalisée et restituée
- 153 lampadaires d'éclairage public solaire installés dans les quartiers périphériques de Nouakchott
-

Perspectives pour l'année 2021

/

Documents produits en 2020

- ICARE - Inventaire des gaz à effet de serre de la ville de Nouakchott – Février 2020
- ACTERRA et ICARE - Etude d'accès à l'énergie à Nouakchott – Juin 2020
- ACTERRA et ICARE - Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat (PAAEDC) – Juillet 2020

Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz (PICODEV)



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Planète

ODD : 15

SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 15

Montant contribution UE en € : 342 293

Montant total en € : 380 265

Date début – Date fin : 01/09/2018-31/12/2021

Objectif global : Contribuer au développement durable des Oasis d'Atar et de Tawaz par la sauvegarde et la valorisation des ressources naturelles, économiques et sociales, à travers le renforcement des acteurs locaux et leur articulation avec les acteurs oasiens au niveau régional, national et international

Mise en œuvre par : Tenmiya

Ministère partenaire : Développement Rural

Wilaya d'intervention : Adrar

Contact : Mohamed Tourad – Directeur – mohamed_tourad@yahoo.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'action proposée par le consortium Tenmiya, le Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI) et l'association El Velah vise à soutenir les actions des organisations de la société civile et des autorités locales concourant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations des Oasis des communes d'Atar et de Tawaz. Depuis plus de 15 ans, Tenmiya et le CARI, et plus récemment l'association El Velah, viennent en appui aux organisations de la société civile dans la région de l'Adrar, notamment dans le cadre du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD0) et ses Programmes d'Actions Concertées dans les Oasis (PACO). Ces interventions ont été l'occasion pour les promoteurs de l'action d'identifier, d'évaluer et d'échanger avec les organisations de la société civile oasienne et les autorités locales sur leurs besoins en renforcement des capacités, leur autonomisation et leur participation aux cadres de concertation.

L'enjeu principal est de contribuer au développement durable des Oasis d'Atar et de Tawaz par la sauvegarde et la valorisation des ressources naturelles, économiques et sociales, à travers le renforcement des acteurs locaux et leur articulation avec les acteurs oasiens au niveau régional, national et international.

Activités principales menées en 2020

- Intégration au RADD0
- Appui à la mise en place de la plateforme des acteurs oasiens
- Appui aux communes pour la mise en place des CCC (Cadre de Concertation Communale)
- Diagnostic participatif pour l'élaboration de la stratégie communale de développement oasien
- Elaboration, restitution et validation de la stratégie communale de développement oasien

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Conventions de partenariat élaborées et signées entre les partenaires
- Equipement du projet acquis (Equipement de bureau et Véhicule du projet)
- Stratégie de communication définie
- Recensement des OSCs d'Atar et de Tawaz réalisé
- Atelier de lancement organisé
- Risques et menaces environnementaux, phytosanitaires, sociaux et économiques identifiés lors d'un atelier participatif organisé à l'endroit des acteurs (oasiens, AGPO - Associations de Gestion Participative des Oasis, Communes et STD)
- Risques et menaces identifiés, catégorisés et des réponses idoines apportées
- Membres des AGPO sensibilisés sur les risques et menaces de l'économie oasienne et sur les réponses
- Pour chaque menace et risques, des outils de mitigation élaborés
- Conseils municipaux des communes d'Atar et Tawaz formés et informés sur la mise en place d'un cadre communal de concertation citoyenne pour chaque commune
- 20 membres des associations Oasiennes formés sur les techniques de gestion administrative, financière et réseautage

- 20 personnes, membres des associations oasiennes, des services techniques décentralisés et des communes sensibilisées sur la nécessaire gestion concertée de la problématique locale de développement
- Plateforme des acteurs oasiens mise en place et intégrée au RADD0
- Diagnostic participatif pour l'élaboration d'une stratégie communale de développement des oasis réalisé

Perspectives pour l'année 2021

- Organisation d'un atelier de présentation de l'appel à proposition : Canevas, éligibilité, grille de notation
- Réception des appels à proposition et évaluation
- Signature des conventions avec les AGPOs et UAGPOS bénéficiaire des fonds destinés au financement des microprojets
- Mise en œuvre des microprojets sélectionnés (20 microprojets).
- Organisation d'un atelier final
- Rédaction d'un rapport narratif final du projet
- Audit final et évaluation finale du projet

Documents produits en 2020

- Mohamed Fadel - Diagnostic et stratégie de développement des Oasis dans les communes d'Atar et Tawaz - Octobre 2020

Appui à la région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable (ARENDRE)



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement
Pilier du consensus européen : Planète
ODD : 11
SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 7
Montant contribution UE en € : 3 586 657,17
Montant total en € : 3 775 428,60
Date début – Date fin : 01/09/2020 – 31/08/2024

Objectif global : Contribuer au développement urbain durable, équitable et résilient en améliorant les conditions de vies des populations des quartiers périphériques de Nouakchott

Mise en œuvre par : Région de Nouakchott

Ministères partenaires : Transports-Equipement, Environnement-Développement Durable, Pétrole-Mines-Energie

Wilaya d'intervention : Nouakchott

Contacts : Fatimetou Boukhreiss – Coordinatrice du projet - boukhreiss.fatimetou@gmail.com

Saleck Ould Moulaye – Directeur des Etudes, Projets et de la Coopération de la Région de Nouakchott – oudmoulayes@yahoo.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La ville de Nouakchott a connu un accroissement rapide et incontrôlé de sa population depuis des années, dû à un exode rural massif. Ceci a des conséquences néfastes sur l'accès aux services de proximité, mettant au défi les départements de l'État concernés qui sont engagés à les relever, chacun dans ses compétences. Dans ce contexte, la région de Nouakchott travaille sans relâche afin de contribuer, dans le cadre de ses compétences, à résoudre et surmonter les difficultés des citoyens dans divers domaines.

En conséquence, et vu les problèmes dont souffre la capitale, plus particulièrement dans les domaines du transport urbain et de l'éclairage public, et leurs graves répercussions sécuritaires sur la vie des citoyens, la région de Nouakchott à travers le projet Appui à la Région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable (ARENDRE) travaille sur la création des lignes de transport urbain avec des systèmes intelligents dans des zones périphériques dont l'accès est difficile pour le transport public et privé. Pour réaliser ce projet, la Région de Nouakchott s'appuie sur ses partenaires : le Grand Paris Sud (GPS), le Centre International d'Études pour le Développement Local (CIEDEL) et le Fonds Mondial de Développement des Villes (FMDV).

Activités principales menées en 2020

- Mise en place de l'équipe de projet et des relations avec les codemandeurs
- Atelier de lancement du projet
- Préparation de l'atelier de diagnostic du transport : visites des partenaires, enquêtes terrain, ...

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

/ Phase de démarrage

Perspectives pour l'année 2021

- Organisation de l'atelier sur le diagnostic du transport urbain à Nouakchott avec les collectivités locales membres du Réseau des Collectivités pour la Participation Citoyenne des Territoire (RECOPACTE) constitué de la commune V de Bamako, de la ville de Dakar, de la ville d'Évry, de GPS, de la Communauté Urbaine de Kayes, de la Région de Nouakchott et de l'Association Mauritanienne des Communes du Sud
- Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour le recrutement du prestataire en charge de l'élaboration du Plan de Mobilité Urbaine Durable (PMUD) de Nouakchott
- Début des activités du PMUD après le choix du bureau
- Préparation de l'atelier de diagnostic de l'éclairage public et sa réalisation
- Conception de différents modèles économiques pour la gestion des lignes de transport public

- Conception d'un système de gestion intelligent des bus et de l'éclairage public
- Organisation d'un cadre de concertation de dialogue entre les acteurs sur le transport
- Mise en place de l'Unité de Transport Urbain et de l'Eclairage Public (UTUEPS)

Documents produits en 2020

- ARENDDRE - Fiche de présentation du projet - Octobre 2020

Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux (MORSE)



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Prospérité

ODD : 11

SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 7

Montant contribution UE en € : 490 000

Montant total en € : 538 767

Date début – Date fin : 01/02/2019 – 31/02/2022

Objectif global : Contribuer à la croissance verte et inclusive par l'amélioration de la bonne gouvernance des communes mauritaniennes

Mise en œuvre par : Association Mauritanienne des Communes du Sud

Ministères partenaires : Intérieur-Décentralisation, Habitat—Urbanisme-Aménagement

Wilayas d'intervention : Trarza, Brakna

Contacts : Ibrahima Niang – Chef de projet – amcsgps@yahoo.com

Boushab Ethmane – Adjoint chef de projet – ethmane.mr@gret.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'action proposée s'inscrit dans le cadre du Programme thématique pour les Organisations de la société civile et les Autorités locales (OSC-AL) et l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) qui visent à favoriser la contribution des Autorités (AL) aux processus inclusifs et participatifs de formulations et de mise en œuvre des politiques publiques. Cela participe à permettre aux citoyens de structurer et de relayer leurs positions collectives, à encourager la transparence, la gouvernance et le développement territorial local, à lutter contre toutes les formes d'injustice et d'inégalité, améliorer l'accès à des services publics de qualité et profiter de la création de richesse et d'emploi.

L'action s'inscrit en continuité et en complémentarité du programme intercommunal de renforcement des communes dans la maîtrise d'ouvrage et la gestion des services locaux (PIROG) et des démarches de renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale menées précédemment dans le Trarza et le Brakna (projet AICHA, ALADIN, RAP).

Activités principales menées en 2020

Maîtrise d'ouvrage communale renforcée par un dispositif mutualisé d'appui

- Démarrage des études des diagnostics des services environnementaux ;
- Rédaction des documents de planification
- Elaboration de l'Acte réglementaire du dispositif mutualisé d'appui

Dynamique de concertation pérennisée au sein et entre les communes de l'AMCS

- Accompagnement des cadres de concertation
- Organisation de la première réunion réunissant les dix communes de l'AMCS (Association Mauritanienne des Communes du Sud) et ses partenaires en date du 27/07/2020
- Définition du règlement intérieur du fonds d'investissement et sa validation par les maires
- Création du fonds d'investissement

Cadre de vie des populations avec accès à des services publics environnementaux optimisés

- Diagnostic sur la situation des services publics environnementaux
- Production de document de planification des études et des projets prioritaires
- Production des rapports des études

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Maîtrise d'ouvrage communale renforcée par un dispositif mutualisé d'appui.

- Etude de diagnostic de la maîtrise d'ouvrage des communes et des besoins de renforcement réalisée
- Plan de formations des agents et des élus élaboré
- Documents de planification ;
- Acte réglementaire du dispositif mutualisé d'appui

Dynamique de concertation pérennisée au sein et entre les communes de l'AMCS

- Instances du CCC renouvelées
- Réunions des instances de l'AMCS organisées conformément aux statuts
- Un fonds d'investissement est créé pour les 6 communes

Cadre de vie des populations avec accès à des services publics environnementaux optimisés

- Diagnostic sur la situation des services publics environnementaux réalisé
- Document de planification des études et des projets prioritaires produit
- Rapport des études validé

Perspectives pour l'année 2021

Maîtrise d'ouvrage communale renforcée par un dispositif mutualisé d'appui.

- Achèvement des formations (plan de formation)

Dynamique de concertation pérennisée au sein et entre les communes de l'AMCS

- Organisation de réunions régulières des instances de concertation
- Mise en place du réseau des instances de concertation

Cadre de vie des populations avec accès à des services publics environnementaux optimisés

- Réalisation de travaux

Enseignements et pratiques du projet capitalisés et diffusés au sein de l'AMCS, au niveau national et international

- Publication d'un livrable de capitalisation est publié
- Réalisation d'un atelier de capitalisation
- Organisation d'un séminaire international

FICHES ACTIONS DE L'AXE PROSPERITE

Intitulé	Pages
Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le Développement Durable en Mauritanie (PRO COOP)	
Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie –SAFIRE	
Promopêche GIZ - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale	
Promopêche BIT - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale	
Promopêche AECID- Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie	
PECOBAT : Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction	
Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie - PACAO	
Archipelago – Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes) - Formaemploi-Mauritanie	
Projet de renforcement de la mobilité professionnelle en Afrique de l'Ouest : Coopération triangulaire au bénéfice des services de l'emploi du Cap Vert, du Ghana, de la Mauritanie, du Sénégal et du Togo	
Projet d'Appui à la consolidation des acquis de la contribution de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie	
Jeunesse et Pourvoir d'agir (JPA)	
Construction du Pont de Rosso	
Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale – RIMRAP	
Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales – RIMDIR	
Reconstruction de la route Nouakchott Rosso, premier allotissement	
Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM	
Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna	

Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le Développement Durable en Mauritanie (PRO COOP)



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Prospérité

ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 1

Montant contribution UE en € : 630 000

Montant total en € : 840 889,68

Date début – Date fin : 01/02/2019 – 30/04/2021

Objectif global : Contribuer au développement et professionnalisation des organisations de la société civile en Mauritanie

Mise en œuvre par : Action Contre la Faim

Ministères partenaires : Développement Rural

Wilaya d'intervention : Guidimakha

Contact : Jean Luc Lambert - Directeur Pays - jlambert@mr.acfspain.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Démarré en mars 2019, le projet mis en œuvre par Action contre la Faim en Collaboration avec l'Union des Coopératives Féminines de Guidimakha (UCFG), vise à appuyer la structuration de ces dernières afin de favoriser leur intégration dans le processus du développement régional. La cible prioritaire du projet est l'UCFG, couvrant l'ensemble des coopératives féminines de la région, mais qui ne parvenait pas à les structurer et à les fédérer autour du développement de la région. L'objectif général recherché est de contribuer au développement et la professionnalisation des organisations de la société civile en Mauritanie, à travers les objectifs spécifiques suivants : (i) Les coopératives de la région du Guidimakha, en tant qu'organisations de la société civile, sont dynamiques, organisées et fédérées autour du développement local, (ii) l'Union des Coopératives féminines du Guidimakha est renforcée et opérationnelle dans l'accompagnement des OSC de base.

En mars 2020, après 12 mois de mise en œuvre du projet, le pays a été frappé par la pandémie de la covid-19 imposant l'état mauritanien à prendre des mesures draconiennes permettant ainsi de limiter la propagation du virus. Parmi les mesures prises dans ce sens nous pouvons citer, la fermeture des mosquées, des écoles, fermeture partielle des marchés, interdiction des rassemblements, la restauration du couvre-feu et interdiction des voyages inter régions pour ne citer que cela. Les organisations nationales et internationales étaient dans l'obligation du respect de ces mesures décrites par l'état à travers le ministère de la santé. Les mesures décrites dans ce sens ont duré environ 4 mois et commenceront à être allégées petit à petit jusqu'à nos jours.

Activités principales menées en 2020

- Sélection des coopératives de différents secteurs (maraichage 33, AGR-Activité Génératrice de Revenu 27)
- Formation des 60 coopératives sélectionnées sur les thématiques suivantes :
 1. Organisation, gestion administrative et financière (60 coopératives)
 2. Organisation d'une formation sur l'entretien des moulins (12 bénéficiaires)
 3. Techniques culturelles et maraichères (60 bénéficiaires)
 4. Techniques de transformation et conservation des légumes (60 bénéficiaires)
- Subvention des 60 coopératives sélectionnées
- Accompagnement vers la mise en œuvre des 60 microprojets subventionnés (180 accompagnements réalisés)
- Mise en place et exécution d'un plan de suivi des coopératives subventionnées
- Organisation d'un voyage d'échange au profit de l'UCFG et 2 coopératives

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Diagnostic organisationnel et participatif de l'UCFG réalisé au début, à mi-parcours et à la fin du projet
- Synergies régionales développées et UCFG intégrée dans les instances régionales gouvernementales (relations de collaboration développées entre ACF, UCFG et MDR, missions de supervisions conjointes, ateliers de partage d'information organisés, délégation du MDR mise au cœur du projet et en intégrant l'UCFG au sein du développement local)
- Diagnostic des coopératives réalisé ayant permis d'identifier les besoins en renforcement des membres dans un premier temps, coopératives préparées en amont de la réception de la subvention en deuxième temps grâce à la mise en place du processus de formation
- Subventions des coopératives sélectionnées octroyées
- Mise en œuvre des microprojets subventionnés à hauteur de 180 000€ accompagnée
- Programme de suivi des coopératives subventionnées exécuté

Perspectives pour l'année 2021

- Poursuite de l'accompagnement de la mise en œuvre des microprojets subventionnés (surcreusage et réhabilitation des puits, installation des pompes solaires, achat et donation des motopompes)
- A cause de la Covid-19, adaptation de deux activités avec l'utilisation des fonds pour augmenter la capacité des coopératives à travers l'achat de semences, de réfrigérateur solaire et de matériel hydro agricole
- Réalisation de l'Enquête Endline
- Organisation de l'atelier de capitalisation du projet
- Réalisation de l'évaluation finale du projet

Documents produits en 2020

- ACF – Appel à proposition - 16 Décembre 2019
- ACF – Manuel de procédure 18 janvier 2020
- ACF – Rapport narratif annuel DU 01 Février 2019 au 31 Janvier 2020

Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie – SAFIRE (Sécurité Alimentaire Formation Insertion Résilience et Emploi)



Instrument de financement : Fonds Fiduciaire d'Urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité

ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 1

Montant contribution UE en € : 10 000 000

Montant total en € : 10 526 527 (cofinancement ONG)

Date début – Date fin : 01/03/2019 - 28/02/2023

Objectif global : Contribuer à la stabilité nationale à travers le renforcement des liens urbains-ruraux, de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la création d'opportunités économiques et d'insertion socioprofessionnelle pour les populations les plus vulnérables

Mise en œuvre par : un Inter consortia porté par Oxfam et 3 consortia portés par le Gret, CRf et Oxfam comprenant 14 ONG au total

Ministères partenaires : Emploi-Jeunesse et Sports, Education nationale-Formation professionnelle-Réforme, Développement rural, Affaires Sociales-Enfance-Famille, Economie-Industrie, Intérieur-décentralisation

Wilayas d'intervention : 3 Wilayas de Nouakchott, Trarza et Brakna, Gorgol, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh Ech Chargui

Contact : Ibrahima Ndao – Coordonnateur Inter-consortia - ibrahima.ndao@oxfam.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'exode rural est un phénomène important en Mauritanie depuis les grandes sécheresses des années 1970-80. Les migrations peuvent être saisonnières ou de longue durée, internes ou transfrontalières, vers les villes, les pays de la sous-région et l'Europe. Les migrations saisonnières concernent particulièrement les zones d'agriculture pluviale du fait de la saisonnalité des activités culturales et concernent plutôt les hommes jeunes. Les migrants entretiennent généralement un lien économique et social important avec leur territoire d'origine, même si celui-ci tendrait à se distendre avec les difficultés économiques auxquelles ils peuvent être confrontés (chômage, précarité).

La ville de Nouakchott a connu une croissance démographique exponentielle depuis sa création en 1957. Sa population est ainsi passée de 500 habitants en 1960 à plus d'1 million aujourd'hui, soit plus d'un quart de la population totale. Le secteur informel ne représenterait que 30% de l'économie de la capitale, mais serait la source de revenu principal de près de 80% des habitants. L'emploi est aujourd'hui la principale préoccupation des jeunes et des moins jeunes.

Le programme SAFIRE (Sécurité Alimentaire Formation Insertion Résilience et Emploi) a pour objectif l'augmentation de l'insertion professionnelle et sociale à travers l'appui à la formation professionnelle, l'accompagnement des jeunes et des femmes vers l'emploi, le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la promotion des complémentarités économiques et sociales entre territoires urbains et ruraux et les opportunités liées aux dynamiques migratoires.

En lien avec le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, SAFIRE est mis en œuvre par trois consortia regroupant 14 ONG :

- OXFAM avec Action Contre la Faim, Terre des Hommes Lausanne, ARDM, AFCF, AMAD, ODZASAM
- Croix Rouge Française avec GRDR, ECODEV, Terre des Hommes Italie, Croissant Rouge Mauritanien
- GRET avec Caritas Mauritanie

Activités principales menées en 2020

- Accompagnement socioprofessionnel des jeunes et des femmes : formation professionnelle, accompagnement vers l'emploi, insertion sociale
- Formation d'agriculteurs et de maraîchers et accompagnement à la mise en place de leurs propres périmètres agricoles ou maraîchers
- Appui à l'entrepreneuriat et mise en relation avec les IMF (Institution de Micro finance)
- Accompagnement des ASP (Agro-sylvo-pasteurs) dans le cadre du renforcement de leur résilience
- Appui aux groupements ASP
- Activités ANJE (Accueil du Nourrisson et du Jeune Enfant) et PFE (Pratiques Familiales Essentielles)
- Formation des équipes des deux Hodhs sur l'approche Chaîne de valeurs

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Accompagnement de groupements de femmes (club de mères) pour la production de savons, la diversification nutritionnelle et la mise en place de caisses de résilience
- Formation des jeunes pour produire des kits de lavage des mains et des masques
- En liens avec les autorités et les communes d'intervention, sensibilisation des populations et des bénéficiaires aux gestes barrière et distributions de kits de lavage des mains et de masques

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 5 espaces jeunes mis en place (équipement, réhabilitation et animation) en partenariat avec les services déconcentrés du MEJS et l'ANAPEJ dans les zones d'intervention des consortia Oxfam et CRF : El Mina, Arafat (avec antennes à Sebkhia et Toujounine), Kaédi, Aioun et Néma.
- 13296 jeunes et femmes sensibilisés à l'employabilité, dont 6217 accueillis et orientés au niveau des espaces jeunes appuyés par SAFIRE, et 1082 bénéficiant déjà d'un accompagnement concret vers l'emploi
- 437 jeunes et femmes vulnérables bénéficiant d'une formation professionnelle
- 290 porteurs de projets bénéficiant d'un appui financier à la création d'entreprise
- 824 emplois créés dont 66% occupés par des femmes et 72% par des jeunes (hommes et femmes)
- 279 micro, petites et moyennes entreprises créées ou appuyées, dont 49% dirigées par des femmes et 38% par des jeunes
- 134380 personnes sensibilisées sur la nutrition, la santé, l'hygiène et les soins (ANJE, démonstrations culinaires, COVID-19, etc.)
- Stratégie et des outils SEAR mis en place
- Activités de formation et d'appui à la production des ASP réalisées
- Groupements féminins accompagnés et activités de sensibilisation nutritionnelle et de résilience réalisées
- Réunions périodiques de coordination de l'inter consortia tenues (Diagnostic des secteurs porteurs, Baseline, recherche de synergies, etc.)
- Atelier de renforcement des capacités et d'harmonisation des approches en matière d'appui à l'entrepreneuriat organisé le 28/01/2020 : approches liées à l'entrepreneuriat harmonisées (atelier organisé par l'Inter Consortia, suite au constat des difficultés des acteurs au niveau des outils et approches) et outils E&J des Consortia harmonisés
- Atelier de renforcement des capacités en Communication organisé : équipes des 2 Hodhs formées sur l'utilisation des outils de communication de SAFIRE (charte graphique, logos, respect des normes communication d'Oxfam et de l'UE...)
- Mission auprès des diasporas Mauritaniennes en France réalisée permettant de faire connaître SAFIRE en France et de mettre en place des partenariats
- Comité de pilotage (COPIL NATIONAL) SAFIRE en place

Perspectives pour l'année 2021

- Reprise ou finalisation des activités de formation reportées ou arrêtées en 2020 du fait de la pandémie de la COVID-19
- Intensification des financements des activités économiques suspendues en 2020 du fait de la pandémie ou du fait de projets de création qui n'étaient pas encore aboutis
- Mise en œuvre des recommandations d'études complémentaires sur les secteurs porteurs
- Réactivation des missions d'appuis des sièges de certaines ONG (reportées du fait de la COVID)
- Finalisation de l'ouverture de 4 Espaces Jeunes dans la zone d'intervention du Gret
- Mise en œuvre des Leads thématiques au niveau de l'appui aux groupements et GRN notamment
- Formation des équipes sur la communication, la visibilité du bailleur et le respect de la charte graphique
- Appui des consortia sur la mise en œuvre effective du volet « complémentarités économiques entre territoires ruraux et urbains » et valorisation des dynamiques migratoires via des missions « diasporas », foires, « double espace »
- Mise à jour et harmonisation du dispositif SEAR via des missions terrain sur les 3 zones du projet
- Partage des recommandations du 1er COPIL National et préparation des équipes à l'évaluation à mi-parcours de SAFIRE via des missions terrain sur les 3 zones du projet
- Collecte des évidences du programme sur les 3 zones par un cabinet externe
- Evaluation à mi-parcours de SAFIRE
- Organisation du COPIL national sur le terrain avec une visite des réalisations

Documents produits en 2020

- Baseline de SAFIRE
- Etudes complémentaires sur les secteurs porteurs d'emplois
- Etudes sur les dispositifs de formation dans le Gorgol
- Etudes sur le maraîchage et les jardins hydroponiques à Nouakchott

Promopêche GIZ - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale



Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité

ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 1

Montant contribution UE en € : 2 000 000

Montant total en € : 7 025 500 (Composante GIZ 2.000.000 UE + 5.025.500 BMZ)

Date début – Date fin : 18/01/ 2018 - 31/05/2022

Objectif global : Promouvoir la création d'emplois dans le secteur de la pêche pour accroître les opportunités économiques des jeunes et potentiels migrants et stabiliser la population au niveau local

Mise en œuvre par : GIZ

Ministère partenaire : Pêches-Economie Maritime

Wilaya d'intervention : National

Contact : Dominique Anouilh – Coordinatrice GIZ – dominique.anouilh@giz.de

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La filière de consommation locale et sous-régionale des produits de la pêche artisanale en Mauritanie reste très peu valorisée alors qu'elle constitue un potentiel d'apport nutritionnel, de revenu et d'emploi pour la population mauritanienne. Si les poissons petits pélagiques, dits « poissons du pauvre », sont les plus accessibles en termes de prix pour les populations mauritaniennes, ils restent essentiellement exploités pour la production de farine et d'huile de poisson destinée à l'exportation avec une très forte pression exercée sur cette ressource. En accord avec la stratégie nationale de gestion responsable pour un développement durable des pêches et de l'économie maritime, la composante GIZ du Promopêche contribue à améliorer la qualité et la valeur des produits de la pêche artisanale, en ciblant prioritairement ces petits pélagiques. L'action vise à en réduire les pertes post-captures, à augmenter la disponibilité de ce poisson pour les populations et à encourager sa transformation pour mieux le valoriser et créer de l'emploi sur cette filière. Elle met en place les conditions techniques pour accroître la part des captures destinées à la consommation humaine et améliore la qualité des produits tout au long de la chaîne de valeur afin de protéger les consommateurs. Elle contribue enfin à lutter contre la pêche INN et à assurer une gestion durable de la ressource « petits pélagiques ».

Activités principales menées en 2020

- Lancement d'une enquête de référence pour l'évaluation du niveau de consommation nationale des produits de la pêche en Mauritanie
- Elaboration et début de l'introduction des innovations techniques pour réduire les pertes post captures et améliorer la qualité des petits pélagiques débarqués destinés à la consommation humaine à Nouakchott et Nouadhibou
- Lancement d'un plan de formation en Hygiène et Qualité national des groupes cibles, acteurs de la chaîne de valeur de la pêche artisanale aux « petits pélagiques » (620 bénéficiaires ciblés)
- Digitalisation du certificat de première vente de l'ONISPA (Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et l'Aquaculture) pour une meilleure traçabilité des produits
- Amélioration des connaissances et du suivi du système d'exploitation de l'IMROP (Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches en mer) et pour les embarcations et formation de sept inspecteurs
- Equipement du centre de transformation La Sirène avec des tables de séchage et de filetage en inox et tout l'équipement nécessaire et pilotage des tests pour la production de produits à base de poisson pour les cantines scolaires en coopération avec le PAM (Programme Alimentaire Mondial)

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Analyse des impacts actuels et post COVID-19 sur la sécurité alimentaire à travers l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire en collaboration avec le PAM et la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)
- Construction et distribution de 50 fontaines de lavage des mains au Marché au Poisson de Nouakchott ainsi que des masques et du gel hydro alcoolique aux institutions partenaires (MPN, ONISPA etc.)

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Etat des lieux de l'hygiène et qualité de la chaîne de valeur de la pêche artisanale aux petits pélagiques réalisés
- 42 agents inspecteurs sanitaires et laborantins de l'ONISPA formés sur 8 thèmes centraux pour l'hygiène et la qualité des produits de la pêche artisanale destinés à la consommation locale
- Certificat de première vente avec l'ONISPA introduit et digitalisation de ce certificat réalisé
- Les modèles pour les innovations sur les pirogues ont été développés de manière participative et sont maintenant introduits
- 2 missions de capitalisation au Sénégal et au Maroc organisées en partenariat avec l'ONISPA ; résultats de ces missions compilés sur les bonnes pratiques et les normes adoptées en matière d'hygiène et de qualité dans la sous-région
- Plan de contrôle en hygiène et qualité pour le niveau national élaboré et réalisé avec l'ONISPA
- 3 prototypes de tables de séchage, d'égouttage et de filetage en inox finalisés
- Stratégie de communication élaborée et des produits comme des vidéos réalisés

Perspectives pour l'année 2021

- Diffusion d'une campagne de communication nationale pour valoriser le secteur de la pêche et augmenter la consommation des poissons en Mauritanie
- Publication de l'étude nationale sur la consommation de poisson en Mauritanie
- Réalisation de Test avec 50 capitaines des innovations techniques pour réduire les pertes post captures et améliorer la qualité des petits pélagiques débarqués destinés à la consommation humaine
- Réalisation de la phase pilote de la production et de farine de poisson pour la consommation humaine et son introduction dans des cantines scolaires du PAM
- Mise en œuvre du plan de formation en Hygiène et Qualité national des acteurs de la chaîne de valeur de la pêche artisanale aux « petits pélagiques » (620 bénéficiaires ciblés)
- Elaboration d'un plan de mise aux normes en hygiène et qualité du Marché au poisson de Nouakchott
- Définition d'un plan d'aménagement durable de la pêche aux petits pélagiques

Documents produits en 2020

- FAO/PAM/GIZ - Analyse des impacts actuels et post COVID-19 sur la sécurité alimentaire à travers l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement alimentaire - Octobre 2020
- 9 supports didactiques pour la formation sur les bonnes pratiques en hygiène et qualité (BPH) des acteurs de la chaîne de valeur de la pêche artisanale aux « petits pélagiques » : « Instruction anti-COVID-19 » - « Sensibilisation au monde microbien » - « Infection et maladies alimentaires » - « Hygiène personnelle » - « Test interactif sur les BPH » - « Utilisation de la glace » - « Nettoyage et désinfection » - « BPH Mareyeurs » - « Les BPH relatives au transport des produits de la pêche »
- Promopêche GIZ SEWOH, Fiche Focus sur le plan de contrôle - Septembre 2020 - https://mcusercontent.com/a3db9b20cc0806eaf53adf8b3/files/ed6e425c-4eb9-43da-bdb8-f38cc46f8c84/focus_fr_septembre.pdf
- Promopêche GIZ SEWOH, Vidéo Capsule : Traceability in Mauritanian fisheries: Digitization of first sale certificates Promopêche GIZ SEWOH, Vidéo Capsule : Consumer protection in Mauritania's small pelagic fish value chain- <https://www.youtube.com/watch?v=Yt6KgKF778>
-

Promopêche BIT - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale



Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité

ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 1

Montant contribution UE en € : 12 000 000

Montant total en € : 12 000 000

Date début – Date fin : 01/10/2017 - 30/09/2021

Objectif global : Promouvoir la création d'emplois durables et décents dans le secteur de la pêche artisanale pour accroître les opportunités économiques des jeunes des régions littorales, de Nouakchott et Nouadhibou en Mauritanie

Mise en œuvre par : Bureau International du Travail

Ministères partenaires : Pêches-Economie Maritime, Emploi-Jeunesse-Sports, Education nationale-Formation professionnelle-Réforme

Wilayas d'intervention : Trarza, Nouakchott, Dakhlet Nouadhibou

Contact : Federico Barroeta – Point focal du BIT coordinateur du projet – barroeta@ilo.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire, la Mauritanie accuse des déficits considérables en matière de développement social : un indice de développement humain assez bas (161^{ème} rang sur 187 pays), des taux de pauvreté (40%) et d'analphabétisme (48%) élevés, et une prépondérance d'emploi vulnérable dans l'économie informelle (67%). Dans le document de stratégie d'intervention dans les pays à revenu intermédiaire (PRI) du BIT Afrique, la Mauritanie occupe le 20^{ème} rang parmi les 28 PRI africains et est considéré comme un pays affecté simultanément par des déficits économiques, sociaux et de gouvernance.

A travers le projet Promopêche, le BIT vise à améliorer l'accès à des emplois décents et la consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale. Il intervient dans les régions littorales de la Mauritanie, essentiellement dans les régions du Trarza et de Nouadhibou Dakhlet. Le projet focalise principalement sur (i) l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur de la pêche artisanale, (ii) l'amélioration des conditions du travail dans le secteur, (iii) le soutien aux petites et moyennes entreprises, (iv) la formation et l'insertion au travail des jeunes et (v) le développement d'infrastructures au niveau des Points de Débarquements Aménagés (PDA).

Plus particulièrement, le projet propose d'améliorer les opportunités d'emplois décents dans le secteur de la pêche artisanale à travers une approche de développement global de la « chaîne de valeur » halieutique, et d'améliorer la gestion durable de la ressource halieutique et la bonne gouvernance du secteur.

Activités principales menées en 2020

- Formation pour 24 participants (dont 2 femmes) incluant des cadres du MPEM (4), de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (1), des OSP (Organisation Socio Professionnelle) de la pêche (11) et des organisations syndicales (8) pour consolider leurs connaissances sur les droits des travailleurs
- Renforcement des capacités des formateurs de l'Académie Navale et des partenaires sociaux en sécurité et santé au travail (15 personnes)
- Formation des médecins habilités à la procédure de la visite d'aptitude médicale des pêcheurs sur la nouvelle liste des maladies professionnelles et sur la procédure de détermination des Incapacités Partielles Permanentes (IPP) (10 personnes)
- Formation des opérateurs sur la sécurité et la santé au travail et les conditions minimales requises pour le travail à bord des navires de pêche (15 personnes)
- Appui au CQFMP (Centre de Qualification et de Formation aux Métiers de la Pêche) par une équipe de 3 experts internationaux formateurs dans le secteur de la pêche sur le volet formation technique des formateurs : formation de 47 formateurs et tuteurs du CQFMP dont 9 formatrices dans les métiers de la transformation des produits halieutiques au niveau de l'antenne de Nouakchott
- Organisation d'un atelier de concertation et d'échanges pour l'expérimentation de la VAE (validation des acquis de l'expérience) avec les acteurs institutionnels, les organisations des travailleurs et les organisations des employeurs
- Accompagnement à l'insertion professionnelle et de l'entrepreneuriat en équipe (Teampreneurship) pour 20 jeunes : formation portant sur des séances d'équipe pour développer la proactivité des jeunes et appuyer de façon pratique la formation pour créer des idées de projet (apprentissage individuel, leadership, travail en équipe, gestion des équipes, etc.)

- Réalisation d'études de faisabilité pour la construction d'infrastructures et la fourniture d'équipement dans les sites de débarquement
- Formation de 240 acteurs de la pêche à Nouakchott en éducation financière en utilisant le guide illustré en éducation financière développé par le BIT
- Développement d'un produit financier le « MOOL » pour la pêche artisanale
- Constitution de 15 AVEC (Association Villageoise d'Epargne et de Crédit) composées chacune de 25 personnes issues du secteur de la pêche artisanale
- Réalisation de la seconde session de formation de formateurs SAE (Services d'Appui aux Entreprises) sur les différents chapitres du guide du formateur sur les services d'appui aux entreprises dans le milieu de la pêche artisanale (15 thématiques SAE enrichies d'illustrations et incluant les aspects de méthodologie et pédagogie du formateur)

Actions pour la lutte contre la COVID-19

- Sensibilisation de 1200 acteurs de la pêche artisanale (dont 307 femmes, mareyeurs, pêcheurs, vendeurs de poisson, armateurs, femmes transformatrices de poisson) sur les mesures barrières et de distanciation physique et distribution de kits d'hygiène (masques, eau de javel, savon, etc...) pour freiner la progression de la pandémie dans diverses localités du littoral (Legweichich, Mhajjeratt, Nouakchott, Tiwilit)
- Réalisation d'une enquête d'impact de la pandémie sur les activités de la pêche artisanale et les mesures d'atténuation. Suite à cela, adaptation des les activités en cours de réalisation et définition de nouvelles activités en appui des acteurs affectés par la crise dans les zones du littoral

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 102 jeunes (dont 24 femmes) ayant bénéficié d'un perfectionnement technique dans leurs profils respectifs de formation initiale sur le chantier de réhabilitation de la piste en terre du PK 93 longue de 16 km entre la localité de Tiguint et le village des pêcheurs de Legweichich (Commune de Tiguint), notamment en conduite d'engins de chantier, topographie routière, terrassement et travaux polyvalents
- Dans la wilaya du Trarza, 110 jeunes sélectionnés pour suivre une formation initiale dans les métiers du BTP, dans l'antenne de l'EEFTP Rosso, pour la construction de 2 infrastructures sociales (une école primaire et un poste de santé) au village des pêcheurs de Legweichich suivant la modalité « chantier école
- 47 formateurs et tuteurs du CQFMP (dont 9 formatrices) formés dans le domaine des pêches, de la transformation des produits halieutiques, de la santé, de l'hygiène et de la sécurité
- 16 km de piste en terre entre Tiguint et le village des pêcheurs Legweichich, dont un tronçon expérimental de 400 m réalisés et achevés suivant la technologie « Do-nou », adaptée au contexte des pistes en zones inondables
- 22 formateurs (dont 8 femmes) formés par les experts du BIT en éducation financière
- Capacités de 17 bénéficiaires en comptabilité et en calcul des coûts renforcées
- 15 AVEC de 25 personnes créées et ayant bénéficié d'un appui sur l'organisation et la gestion des caisses
- Produit financier, le « MOOL », créé, adapté au financement des activités de la pêche artisanale et mis en place au niveau des PDA et à Nouakchott (plus de 200 acteurs de la pêche artisanale sensibilisés)
- Capacités de 06 formateurs en éducation financière renforcées avec la méthodologie d'animation et de conduite de sessions de formation aux bénéficiaires finaux
- Connaissances de 72 femmes (6 classes de 12 femmes) renforcées en éducation financière sur la base du manuel de l'éducation financière adapté à la pêche artisanale
- Guide SAE élaboré composé de 15 thématiques destinés aux futurs formateurs SAE ; et, 24 formateurs formés issus des différents partenaires du BIT (dont 14 formateurs certifiés pour former et accompagner les micros entrepreneurs et les acteurs vulnérables dans le secteur de la pêche artisanale)
- 70 micro entrepreneurs formées et encadrées (2 groupes de 10 femmes transformatrices de poisson et 5 groupes de 10 femmes mareyeuses et vendeuses de poisson sur l'entreprenariat)
- 73 acteurs de la pêche artisanale alphabétisés en langues hassanya et en wolof (22 transformatrices et 51 femmes mareyeuses et vendeuses de poisson)
- 6 groupes de femmes transformatrices et mareyeuses vendeuses de poisson accompagnées dans le processus d'acquisition d'intrants et de mutualisation de service
- 20 femmes transformatrices de produits halieutiques formées sur les techniques de transformation suivant des normes d'hygiène et de qualité au niveau du centre la Sirène de Nouakchott, avec l'appui de la GIZ, ONISPA et le CQFMP
- 500 adultes et 250 jeunes acteurs de la pêche artisanale sensibilisés sur les thématiques de la santé et la sécurité au travail, sur l'environnement/ la gestion et valorisation de déchets et sur la réglementation des associations en Mauritanie
- 1 projet de gestion et de valorisation des déchets issus de l'activité de la pêche artisanale et des ménages mis en place en collaboration avec la commune de Tiguint et les populations locales au niveau de PK-93

- Centre de formation de la Sirène réhabilité et équipé en petits matériels, en claies de séchage et en tables d'égouttage ; femmes transformatrices formées sur les techniques de transformations des produits halieutiques, en collaboration avec la GIZ, l'ONISPA (Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et l'Aquaculture) et le CQFMP ; 1 fiche de descriptive de l'activité à la sirène élaborée ; 1 guide sur les métiers de la pêche artisanale rédigé
- 111 jeunes formés dans les métiers liés au BTP au travers de la modalité chantier école au Trarza en partenariat avec les centres de formation professionnelle publics
- 472 jeunes formés dans les métiers de la pêche artisanale à Nouakchott et au Trarza en partenariat avec les centres de formation professionnelle publics
- 1 Bureau Mauritanien de l'Insertion mis en place et 111 jeunes accompagnés pour leur insertion au Trarza
- 1 programme de coaching Teampreneurhip pour la promotion de la l'entrepreneuriat chez les jeunes mis en place
- 8 organismes socioprofessionnels de protection sociale dans le domaine de la pêche artisanale renforcés techniquement et en organisation
- 1 stratégie de redynamisation du Comité National de Dialogue Social dans la Pêche (CNDSP) élaborée afin d'approfondir et renforcer le dialogue social
- Formateurs de l'Académie Navale et des partenaires sociaux formés dans la connaissance de droits des travailleurs et de la sécurité et santé au travail
- Pêcheurs et les acteurs du secteur formés pour améliorer leur connaissance sur les droits des travailleurs
- Opérateurs formés sur la sécurité et la santé au travail et les conditions minimales requises pour le travail à bord des navires de pêche
- 1 répertoire des métiers et le référentiel des formations de métiers de la pêche élaborés constituant la base de la structuration des interventions sectorielles
- Compétences de 11 syndicats et organisations socioprofessionnelles (tout au long de la chaîne de valeur) renforcées au niveau organisationnel et technique pour leur participation dans le dialogue social
- 10 curricula de formation mis en place ou améliorés en collaboration avec le CQFMP

Perspectives pour l'année 2021

- Poursuite du renforcement des compétences organisationnelles et techniques des syndicats et organisations socio professionnelles tout au long de la chaîne de valeur pour leur participation dans le dialogue social et comme acteur du secteur
- Mise en place d'un cadre de concertation et de dialogue social et d'une plateforme Dialogue Public-Privé dans le secteur de la pêche artisanale, en assurant l'implémentation des recommandations de l'étude diagnostique sur le CNDSP. Organisation d'un atelier national de concertation sur le Dialogue social et le Dialogue Public- Privé dans le secteur de la pêche artisanale
- Réalisation d'une étude sur l'extension de la protection sociale aux pêcheurs et la faisabilité de la mise en place d'une caisse de solidarité des gens de mer
- Formation des pêcheurs et des acteurs du secteur pour améliorer leur connaissance sur les droits des travailleurs, en assurant un renforcement des connaissances des formateurs, et le déploiement de séances d'information dans les zones des PDA
- Appui pour la mise en place d'un mécanisme pilote d'accès aux soins dans les PDA
- Pilotage d'une campagne de sensibilisation sur la santé et sécurité au travail, suivi de la mise en place du Plan d'action SST, défini avec les acteurs du secteur, lors de la formation des formateurs en SST de septembre 2019
- Réalisation d'une étude prospective des besoins actuels et futurs des entreprises de pêche
- Démarrage des formations en chantier école sur le site du village des pêcheurs de Legweichich (PK 93) pour une durée de 7 mois, au profit de 110 bénéficiaires âgés de 16 à 35 ans
- Lancement de l'étude relative aux modalités de gestion des PDA incluant l'élaboration d'une stratégie environnementale de gestion des PDA
- Lancement de l'atelier sur la gestion et la valorisation des déchets

Documents produits en 2020

- Lamine Diakité, Miguel Gatão - Guide du Formateur sur les services d'appui aux entreprises – 2020
- Simon Algis -Guide métiers de la pêche artisanale - 2020
- Gilles Cols - Répondre en urgence pour garantir la protection des travailleurs, consolider l'emploi et réduire l'impact du COVID-19 -2020
- Gilles Cols - Renforcement des services d'appui aux entreprises en Mauritanie - Créer des services de qualité et de proximité pour un développement économique local durable et inclusif (Rapport de capitalisation SAE)-2020
- Sarah-Djikké – FNPA - Proposition d'une note de réorientation des activités du consortium en faveur de l'atténuation de l'impact du Covid-19 sur les activités de la pêche artisanale-2020

Promopêche AECID - Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie



Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité

ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 1

Montant contribution UE en € : 10 000 000

Montant total en € : 10 000 000

Date début – Date fin : 17/04/2018 – 16/04/2022

Objectif global : Prévenir la migration irrégulière et les déplacements forcés et faciliter la gestion de la migration ainsi que les retours

Mise en œuvre par : AECID, Tragsa Mauritanie, ONG Ennajah

Ministère partenaire : Pêche – Economie maritime

Wilaya d'intervention : Dakhlet Nouadhibou

Contact : Gemma Pérez Arroyo - Coordinatrice du projet - gpa@tragsa.es

Hamdy Mbareck - responsable d'Ennajah - hamdy.mbareck@cbd-habitat.com

Hugue Toko - chargé de projet à l'AECID - hugue.toko@aecid.es

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Cette action, qui fait partie du programme Promopêche avec les composantes mises en œuvre par le BIT et la GIZ, vise à contribuer à la promotion de l'emploi et à améliorer les conditions de vie et de travail de la population la plus vulnérable de la partie nord de Mauritanie, qui comprend principalement les jeunes pêcheurs artisanaux et les femmes travaillant dans la transformation du poisson de la zone de Nouadhibou. Actuellement, la structure économique existante dans cette région dans le secteur de la pêche fait que les bénéficiaires de l'activité se concentrent sur un petit nombre d'entrepreneurs et exportateurs. L'action envisage une meilleure distribution de la richesse tirée des ressources de la pêche pour réduire la pauvreté et intervenir sur les causes profondes de la migration.

La stratégie du changement de l'action est basée sur le maintien de la capacité génératrice d'emploi du secteur de la pêche artisanale à Nouadhibou par le biais de, non seulement la promotion des pratiques qui garantissent sa durabilité et employabilité mais aussi du renforcement des activités complémentaires qui l'accompagnent et qui contribuent à la chaîne de valeur du secteur.

Activités principales menées en 2020

- Modification des chariots de transport dans l'EPBR (Établissement Portuaire de la Baie Du Repos Nouadhibou) pour le transport de produits halieutiques frais
- Organisation d'une journée de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène et de qualité dans le transport de produits halieutiques dans l'EPBR
- Aménagement d'une salle informatique pour l'ISSM (Institut Supérieur des Sciences de la Mer) avec 45 postes de travail
- Livraison de 10 moteurs hors-bords avec finalités pédagogiques pour le CQFMP (Centre de Qualification et de Formation aux Métiers de la Pêche)
- Formation de 15 élèves (jeunes hommes) en réparation de moteurs hors-bords
- Formation de 25 jeunes filles en transformation de poisson, avec 2 mois de stage en usines de la ville
- Formation de 250 personnes en hygiène et qualité des produits halieutiques (244 vendeuses et 6 vendeurs de poisson de Nouadhibou)
- Appui en matériel et infrastructures et dotation de matériels et équipement pour les acteurs de la chaîne de valeur (blousons, gants et sacs avec 3 bouteilles de savon, 3 serviettes et 2 éponges pour 250 bénéficiaires du cours de formation en H&Q)
- Signature d'une convention avec l'IMROP (Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches) pour l'amélioration du système de suivi de la pêche artisanale et côtière (SSPAC) et démarrage du travail des consultants
- Réalisation d'une étude technique et économique des produits de poisson et analyses des nouvelles opportunités du marché
- Participation des écoliers aux programmes éducatifs conçus : activités en classe et visites au RSCB (Réserve Satellite du Cap Blanc) et Baie de l'Étoile (1206 écoliers)

- Participation de la Direction Régionale de l'Éducation nationale (DREN) à toutes les actions destinées aux enseignants et aux écoliers.
- Réalisation et émission de 2 annonces de radio sur les espaces marins protégés et son impact sur la pêche, et sur l'importance des arrêts biologiques.
- Dessin et émission de 2 programmes de radio « Histories de la mer » sur l'importance de l'éducation environnementale dans le cadre scolaire et sur le rôle des femmes dans le secteur halieutique
- Rediffusion de quatre (4) annonces conçues sur des thèmes de la pêche responsable et soutenable (produites en 2019).
- Conception d'illustration pour les matériels destinés aux élèves (casquettes, T-shirt, sac à dos, etc.) avec la phrase gagnante : « La mer est une amie généreuse »
- Production de 3 500 sacs à dos et 3 500 bouteilles d'eau pour les écoliers

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Fourniture de matériel de protection contre la COVID19 lors d'activités d'éducation environnementale (masques et gel hydro alcoolique) et des formations à l'ACNAV (Académie Navale) (masques)

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Des professionnels formés sur des compétences transversales (250 personnes formées en hygiène et qualité : 244 femmes et 6 hommes)
- De nouvelles jeunes filles formées pour travailler dans le secteur du traitement de poissons (25 jeunes filles formées en transformation de poisson)
- De nouveaux jeunes pêcheurs formés sur des compétences techniques dans le secteur de la pêche artisanale (15 jeunes formés en réparation de moteurs hors-bords)
- 1 salle informatique aménagée avec 45 ordinateurs fixes complets (onduleur y compris), 45 chaises et 45 bureaux
- 100 plateaux en inox et 300 caisses livrés au port artisanal de Nouadhibou (EPBR) pour améliorer le transport des produits halieutiques
- 10 moteurs hors-bords livrés au CQFMP comme appui à leurs activités pédagogiques (formation pêcheurs).
- Matériels et équipements fournis pour les acteurs de la chaîne de valeur (blouson, gants et sac avec 3 bouteilles de savon, 3 serviettes et 2 éponges pour 250 bénéficiaires du cours de formation en H&Q)
- 1206 élèves participant aux activités des programmes éducatifs de la Réserve Satellite du Cap Blanc et Baie de l'Étoile (662 filles et 544 garçons)
- 6 annonces et 3 programmes de radio « Histories de la mer » sur une pêche responsable et durable diffusés
- Matériels destinés aux élèves produits : 3 500 sacs à dos et 3 500 bouteilles d'eau avec le design "la mer est une amie généreuse"

Perspectives pour l'année 2021

- Amélioration du système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière (SSPAC)
- Réalisation d'une étude sur la durabilité de 6 pêcheries mauritaniennes selon les standards MSC
- Rénovation et récupération de 3 marchés/poissonnerie dans la ville de Nouadhibou
- Formation de vendeuses sur la vente et transformation de poisson (étêté, éviscéré, filetage, etc.)
- Formation des 450 nouveaux jeunes pêcheurs sur des compétences techniques dans le secteur de la pêche artisanale (formation de base pour jeunes pêcheurs, formation en réparation et construction des engins de pêche artisanale et ramendage)
- Formation des professionnels sur des compétences transversales (500 personnes formées en hygiène et qualité)
- Formation des nouvelles jeunes filles pour travailler dans le secteur du traitement de poissons (25 jeunes filles formées en transformation de poisson)
- Formation des nouveaux jeunes pêcheurs sur des compétences techniques dans le secteur de la pêche artisanale (15 jeunes formés en réparation de moteurs hors-bords)
- Formation pour la construction et réparation des engins de pêche artisanale
- Formation de 50 mareyeurs déjà en activité
- Formation en économie de base et alphabétisation pour les acteurs de la chaîne de valeur des produits halieutiques (vendeuses et vendeurs de poisson, mareyeurs et pêcheurs artisanaux)
- Poursuite des cours de langues pour les enseignantes de l'Académie Navales : Espagnol et Anglais
- Appui formatif aux enseignantes du CQFMP en construction et réparation des engins de pêche artisanale
- Appui en infrastructures et dotation de matériels et équipement pour les acteurs de la chaîne de valeur des produits halieutiques (vendeuses et vendeurs de poisson, mareyeurs et pêcheurs artisanaux)
- Appui aux PME (Petite Moyenne Entreprise) de la production du Sel de Nouadhibou

- Réalisation de deux journées de sensibilisation pour la promotion de la consommation des produits halieutiques en Nouadhibou
- Appui à l'ONISPA (Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et l'Aquaculture) pour la surveillance de la qualité des produits de la pêche artisanale
- Continuation des programmes éducatifs de RSCB et la Baie de l'Etoile (visites des écoliers et activités en classe)
- Fourniture d'équipements didactique au CQFMP (construction d'une piscine d'eau de mer pour améliorer les conditions de sécurité des pêcheurs artisanales)
- Construction et équipement du hangar pour l'ISSM destiné à la réalisation d'une conserverie de sardines fraîches et d'un hangar pour le CQFMP destiné à la formation en transformation artisanale de poisson (salé, séché, etc.)
- Programme d'activités du club environnement
- Formation des professeurs des écoles primaires sur les programmes éducatifs de la Réserve Satellite du Cap Blanc et Baie de l'Etoile (3 cours)
- Renouvellement du contrat avec Radio Mauritanie pour la diffusion de nouveaux contenus sur la pêche responsable et durable
- Préparation et diffusion de nouvelles annonces et programmes de radio sur une pêche responsable et durable
- Elaboration de matériel technique et de sensibilisation destinés aux pêcheurs
- Peinture murale du port et affiches interprétatives
- Elaborations des modules adaptés pour la sensibilisation sur la pêche soutenable
- Elaboration de matériels de sensibilisation pour les écoliers (cahier élèves, casquettes, T-shirt, sac à dos, etc.)
- Réalisation d'une vidéo sur les valeurs écologiques de la Baie de l'Etoile et les activités réalisées avec les écoliers
- Création de classes vertes (8) pour réaliser des activités d'éducation environnementale centrées sur la conservation du milieu marin et ses ressources
- Amélioration des structures et des moyens d'éducation environnementale de la Réserve Satellite du Cap Blanc
- Participation à des événements qui poursuivent les objectifs du programme Promopêche (festivals, semaine des océans et de l'environnement et exposition itinérante)

Documents produits en 2020

- Promopêche AECID - Analyse de la pêche artisanale céphalopodière de la Zone nord : cas du poulpe
- Promopêche AECID - Ligne de base du projet. Analyses du secteur lié à la pêche artisanale à Nouadhibou
- Promopêche AECID - Plan de communication du projet

PECOBAT - Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction



Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 6

Montant contribution UE en € : 3 200 000

Montant total en € : 6 700 000 (cofinancement AFD)

Date début – Date fin : 01/11/2016 - 31/03/2022

Objectif global : Dynamiser l'économie et développement local à partir de l'exploitation des ressources locales dans les régions de Brakna, l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha

Mise en œuvre par : Bureau international du Travail

Ministères partenaires : Fonction publique-Travail Modernisation de l'administration, Education Nationale, Formation Professionnelle et Réforme, Emploi-Jeunesse-Sports

Wilayas d'intervention : Brakna, Assaba, Gorgol et Guidimakha, Nouakchott

Contact : Sidi Mohamed Ould Cheikh– Coordinateur National du projet – Cheikh@ilo.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire, la Mauritanie accuse des déficits considérables en matière de développement social : un indice de développement humain assez bas (161ème rang sur 187 pays), des taux de pauvreté (40%) et d'analphabétisme (48%) élevés, et une prépondérance d'emploi vulnérable dans l'économie informelle (67%). Dans le document de stratégie d'intervention dans les pays à revenu intermédiaire (PRI) du BIT Afrique, la Mauritanie occupe le 20ème rang parmi les 28 PRI africains et est considéré comme un pays affecté simultanément par des déficits économiques, sociaux et de gouvernance.

Les zones d'intervention du projet PECOBAT sont les Wilayas de Brakna, de l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha, ainsi que Nouakchott dans le contexte des impacts socioéconomiques de la COVID-19. Ce sont des zones considérées comme extrêmement pauvres. Plus particulièrement, le Guidimakha et l'Assaba qui ont un taux de pauvreté supérieur à 40% selon l'Office Nationale de la Statistique (2014). Ces zones sont caractérisées par une forte prédominance de population jeune et de l'emploi précaire, ce qui a des effets directs sur les migrations en Mauritanie.

La stratégie du projet s'appuie sur les trois piliers suivants : (i) la formation professionnelle et l'insertion, (ii) la création d'infrastructures, et (iii) la promotion d'activités économiques pour dynamiser le processus de développement local dans le Brakna, le Gorgol, l'Assaba et le Guidimakha. Le projet inclue donc des actions concrètes sur le terrain, portant principalement sur la création d'emploi à travers des projets d'infrastructures publiques ainsi qu'à travers la promotion de création de petites et moyennes entreprises et le renforcement des entreprises déjà existantes, favorisant l'insertion socio-économique des jeunes à long terme. Le projet met ainsi l'accent sur le développement et la création d'opportunités d'emploi, en prêtant un regard attentif aux secteurs porteurs vecteurs de développement local.

Activités principales menées en 2020

- Formation diplômante de 41 jeunes entre 16 et 35 ans en maçonnerie terre à Kankossa lors de la formation duale en Chantier école dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa
- Formation de 44 jeunes entre 16 et 35 ans en maçonnerie terre à Sani lors de la formation duale diplômante en Chantier école dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa
- Formation duale diplômante (partie théorique) de 50 jeunes entre 16 et 35 ans en Chantier école sur les métiers de la construction de pistes routières, dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa. Parmi ces jeunes, 20 en cursus de maçonnerie générale, 10 en topographie, 10 en coffrage, et 10 en terrassement
- Formations qualifiantes de 36 jeunes en énergies renouvelables (13), en plomberie sanitaire (12), et en réparation de Motopompes/GMP(11) à Boghé (Brakna)
- Inauguration des écoles de Dar Salam (Kaédi) et Sélibaby, les 5 et 6 février 2020
- Sélection de 75 jeunes pour bénéficier de la formation en développement d'entreprise, à raison de 25 par site, sur des modules tels que l'économie sociale et solidaire, l'éducation financière, le marketing etc.

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

Réorientation des interventions de l'ensemble de projets du BIT en Mauritanie, conformément à la demande du gouvernement mauritanien et des bailleurs du projet (AFD et UE). Pour ce qui concerne le PECOBAT, cette réorientation a abouti à ce qui suit :

- Elaboration et partage d'une note conceptuelle et d'un plan d'action avec les bailleurs du projet pour validation. Mise en œuvre d'actions initiées et validées avec le Ministère en charge de l'emploi concernant l'appui à des professions d'insertion pour les jeunes durant cette période de pandémie à travers des formations/production, en étroite collaboration avec les centres de formations publics. Métiers concernés : couture, soudure et construction en matériaux locaux pour apporter des réponses rapides à la crise sanitaire via la confection de masques, blouses, dispositifs de lavage des mains etc.
- Elargissement des zones d'interventions du projet en incluant la Wilaya de Nouakchott
- Elaboration d'un guide/fiches intitulé « Plan de Continuité des Activités dans les Chantiers du BTP en période d'épidémie de Coronavirus » à l'intention des PME
- Identification d'entreprises pour la diffusion des informations relatives au guide ci-dessus en incluant les mandants du BIT
- D'octobre à novembre 2020, mise en place avec l'EEFTP de Nouakchott et à travers le Teampreneurship d'une formation au profit de tailleurs et soudeurs professionnels et/ou jeunes sortant des centres de formation professionnels issus de deux quartiers périphériques de Nouakchott (El Mina et Dar Naim).
- Formation de 27 jeunes en couture en vue de produire des masques de protection
- Formation de 25 jeunes en soudure en vue de produire des dispositifs de lavage des mains
- Production de 40.000 masques par les jeunes formés à la couture et de 60 dispositifs de lavages des mains par les jeunes formés en soudure
- Distribution de près de 9000 masques et de 34 dispositifs de lavage des mains à des centres de formations dans 11 wilayas

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Avec la modalité Chantier-Ecoles à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO), 4 infrastructures de Développement Local construites (4 écoles primaires) et 3 autres en construction (2 collèges, 1 piste routière) avec 392 jeunes de 15 à 35 ans mobilisés en Assaba (Kankossa, Sani), au Brakna (Mbagne), au Gorgol (Dar Salam) et au Guidimakha (Gouraye)
- En partenariat avec les centres de formation professionnelle publiques, 526 jeunes de 16 à 35 ans formés dans les métiers liés au BTP (392 jeunes en formation HIMO au travers de la modalité chantier école en Assaba (Kankossa, Sani), au Brakna (Mbagne), au Gorgol (Dar Salam), au Guidimakha (Gouraye) et 134 jeunes de 16 à 35 ans formés en énergies renouvelables à Nouakchott
- 41 jeunes entre 16 et 35 ans ayant reçu une formation diplômante en maçonnerie terre à Kankossa, lors de la formation duale en Chantier école dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa
- 44 jeunes entre 16 et 35 ans formés en maçonnerie terre à Sani, lors de la formation duale diplômante en Chantier école dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa
- 50 jeunes entre 16 et 35 ans ayant bénéficié de la partie théorique de la formation duale diplômante en Chantier école sur les métiers de la construction de pistes routières, dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa. Parmi ces jeunes, 20 ayant suivi le cursus de maçonnerie générale, 10 en topographie, 10 en coffrage, et 10 en terrassement.
- 36 jeunes ayant reçu des formations qualifiantes en énergies renouvelables (13), en plomberie sanitaire (12), et en réparation de Motopompes/GMP(11) à Boghé (Brakna)
- 75 jeunes sélectionnés pour bénéficier de la formation en développement d'entreprise, à raison de 25 par site, sur des modules tels que l'économie sociale et solidaire, l'éducation financière, le marketing etc.
- Centres de formation publics en Assaba, au Brakna, au Gorgol, au Guidimakha et à Nouakchott appuyés techniquement et financièrement pour le développement de formations adaptées aux besoins du marché du travail local. En partenariat avec l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle en Mauritanie (INAP-FTP), 3 curricula de formation dans les métiers de BTP revus avec mise à niveau des formateurs sur ces curricula
- Bureau Mauritanien de l'Insertion mis en place pour améliorer l'employabilité des jeunes. 152 jeunes formés dans le cadre de ses activités en Assaba, au Brakna, au Gorgol, au Guidimakha, et à Nouakchott insérés. Un programme de coaching Teampreneurship mis en place pour la promotion de la l'entrepreneuriat chez les jeunes
- 88 professionnels (80 hommes 8 femmes) du secteur du BTP formés sur des thématiques liées à la conception et construction des bâtiments en terre (ADE 2017, ADE 2018, ADE 2019)
- 52 personnes (45 hommes 7 femmes) œuvrant dans le secteur du BTP formées en Écoconstruction sur le développement durable, l'innovation, et l'urbanisation dans le secteur du BTP
- 22 jeunes (dont 7 femmes) formés sur les techniques de construction de briques en terre compactée (BTC) à Nouakchott
- Ecoles de Dar Salam (Kaédi) et Sélilaby inaugurées les 5 et 6 février 2020

Perspectives pour l'année 2021

- Inauguration officielle des écoles primaire de M'bagne et de Gouraye
- Finalisation de deux collèges à Sani et Kankossa
- Construction de piste rural sous la modalité chantier école
- Lancement des formations professionnelles dans les métiers en lien avec l'éco-construction favorisant le développement économique local
- Réhabilitation d'une école à Sebkha sous la modalité chantier-école

Documents produits en 2020

- Equipe projet - Plan de Continuité des Activités dans les Chantiers du BTP en période d'épidémie de Coronavirus-2020

Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest - Volet Mauritanie (PACAO)



Instrument de financement : PIR 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 8
SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 1
Montant contribution UE en € : 4 000 000
Montant total en € : 4 000 000
Date début – Date fin : 01/06/2019 - 30/06/2023

Objectif global : Contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour assurer la croissance, la création d'emplois qualifiés et durables ainsi que l'augmentation des revenus à travers une approche filière

Mise en œuvre par : COOPI

Ministères partenaires : Emploi-Jeunesse-Sports, Développement Rural, Artisanat-Culture-Relations avec le Parlement, Commerce-Artisanat

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Guidimakha, Assaba

Contact : Souleymane Bassole – Chef de projet - pm.pacao.mauritanie@coopi.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le Programme Indicatif Régional (PIR) 11^{ème} FED Union européenne – Afrique de l'Ouest fait de l'intégration économique régionale et de l'aide au commerce un de ses domaines prioritaires d'intervention. Dans ce cadre, le Projet Compétitivité Afrique de l'Ouest -Volet Mauritanie a pour objectif global de contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour assurer la croissance, la création d'emplois qualifiés et durables ainsi que l'augmentation des revenus. Le Projet permettra d'améliorer la compétitivité et l'intégration commerciale des filières suivantes : Aviculture, Peaux et cuirs et Gomme arabique. Il est attendu d'une part une amélioration des chaînes de valeur de ces 3 filières et d'autre part une amélioration de la production, de la transformation et de la commercialisation locales.

Activités principales menées en 2020

- Renforcement technique des trois Filières à travers des formations
- Structuration des Acteurs en association, GIE et Coopératives
- Ingénierie sociale pour le reboisement de gommerais
- Promotion de la gomme arabique dans le marché national
- Elaboration de document de capitalisation
- Composante Normalisation : Elaboration d'un plan d'actions avec le Ministère du Commerce pour la normalisation des trois Filières
- Activité d'appui des acteurs pour l'accès aux marchés

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Volet Peau et Cuir

- 25 femmes leaders issues de 10 Coopératives Artisanes en Gestion formées selon l'approche GERME
- 180 femmes issues de 10 Coopératives Artisanes et Tanneuses formées en gestion coopérative et associative afin de redynamiser les Coopératives et faciliter leurs élargissements aux jeunes femmes
- Plan d'actions élaboré pour la production de peaux tannées finies traditionnelles en collaboration avec la Direction de l'Artisanat
- Centre de Tannage moderne construit et réceptionné à El Mina pour la production de peaux colorées finies selon la méthode traditionnelle
- Convention avec la Direction de l'Artisanat signée dans la perspective de la venue Formatrices Artisanes et Tanneurs du Maroc pour apprendre à faire des peaux finies et manufacturer des articles de qualité pour une meilleure compétitivité sur le marché national puis international plus tard
- 10 Coopératives Artisanes et Tanneuses accompagnées pour élargir leurs membres avec de plus jeunes femmes
- Règlements intérieurs et les statuts des coopératives élaborés
- 05 des 10 Coopératives ne disposaient pas d'agrément accompagnées pour la régularisation et l'obtention d'agrément
- Etat des lieux de la Filière disponible et posté sur la Plateforme Rim-rural
- Manuel de gestion d'une coopérative élaboré en arabe et en français pour les leaders et membres des organisations

Volet aviculture

- 27 Chefs d'Exploitations Avicoles formés sur « la conduite de l'exploitation avicole » et un suivi technique réalisé par les formateurs durant 35 jours pour chaque exploitation (un cycle de production de poulet de chair)
- 20 jeunes intéressés par l'aviculture (émergeants) identifiés et des conventions avec les exploitations pour leurs formations pratiques de 70 jours signées
- 10 acteurs de commercialisation de volaille dotés de tricycles pour une facilitation d'enlèvement des volailles des exploitations vers les points de vente, formés sur la conduite et ayant obtenu le permis de conduire « A »
- 20 chefs d'exploitations et 10 transporteurs de volailles formés sur la gestion financière selon l'approche GERME, pour améliorer la gestion financière des activités et faciliter la bancarisation des acteurs auprès des institutions de Microfinance
- GNAM (Groupement National des Aviculteurs de Mauritanie) ayant bénéficié d'accompagnement pour l'élaboration d'un plan d'action et d'un budget
- GNAM appuyé pour le renouvellement des instances et la tenue de réunion avec les exploitations avicoles afin d'élargir sa base de membres
- Un plan d'action est élaboré avec la Direction de la Normalisation pour la formation des acteurs sur les normes et sur la normalisation des intrants
- 09 points de ventes pilotes (01 par commune), retenus et accompagnés avec un système de gestion des déchets et d'hygiène afin de respecter les normes sanitaires et d'installation, suite aux fermatures de plusieurs points de ventes de volailles par le Ministère en charge des infrastructures / urbanisme
- Etat des lieux de la Filière disponible et posté sur la Plateforme Rim-rural
- Manuel de l'aviculteur rédigé en français et en arabe au profit des Chefs d'Exploitations et des Jeunes en création d'entreprise.

Volet Gomme Arabique

- 10 Conventions de gestion locale des gommerais appliquées (AGLC et Associations de jeunes).
- 80 000 plants de gommerais reboisés et entretenus.
- 10 Groupements de Pépiniéristes impliqués et formés
- 09 brigades de protection fonctionnelles
- 02 entreprises privées de transformation et d'exportation de la gomme encadrées
- 01 Cadre de concertation sur la gomme arabique fonctionnel dans le Guidimakha

Coordination PACAO

- Présence effective de l'équipe du PACAO à plusieurs réunions : Comité de Pilotage de SAFIRE en Novembre 2020, deux réunions de concertation avec RIMFIL pour harmoniser nos approches sur les Filières, une rencontre avec le Ministre du Développement Rural pour orienter les actions du Programme, une réunion de cadrage avec la Direction des Filières Animales, plusieurs activités du RIMRAP (restitution de l'étude sur le conseil d'exploitation, Bilan des activités et clôture de la présente phase de RIM-Rural)
- PACAO ayant participé à la mission d'évaluation des actions de la DUE en Mauritanie à travers un entretien avec les Consultants et le partage de documents programme avec la mission

Perspectives pour l'année 2021

Volet Peau et Cuir

- Sensibilisation d'éleveurs pour la préservation de la santé animale et pour la conservation des peaux
- Formation des bouchers aux techniques de dépouille des animaux
- Diagnostic des 5 tanneries pour leur mise à niveau technique et environnementale
- Sensibilisation de 250 jeunes à la création de micro-entreprises
- Formation de 250 femmes tanneuses
- Organisation d'un atelier d'échanges avec des professionnels venus du Maroc pour l'amélioration des peaux tannées
- Signature d'une Convention avec le Ministère de l'Artisanat pour le transfert de la gestion du Centre de Tannage traditionnel moderne en appui aux coopératives
- Organisation d'un voyage d'études pour les cadres du Ministère en charge de l'Artisanat au Maroc (Fès, Casablanca) pour s'imprégner de la gestion et de l'organisation des sites et des acteurs dans le domaine de l'Artisanat
- Exposition des produits cuir et peaux à la foire, aux centres culturels de la Ville de Nouakchott avec une couverture médiatique.

Volet aviculture

- Appui financier à des éleveurs à travers un dispositif de financement permettant d'améliorer/créer des ateliers avicoles

- Mise en place d'un groupe de travail Aviculture avec la participation de la Direction des Filières, de PRODEFI, des Acteurs (GNAM et fournisseurs d'intrants) et de RIMFIL avec PACAO comme Chef de File
- Opérationnalisation du Plan d'actions pour la mise en place du groupe de travail Aviculture avec RIMFIL et la Direction des Filières

Volet Gomme Arabique

- Formation de groupements au traitement de la gomme, échanges d'expérience avec les producteurs de gomme au Tchad ou au Soudan, campagnes de sensibilisation sur la consommation locale de gommes, production d'outils de promotion de la gomme « Produite en Mauritanie ».
- Construction de magasins de stockage de gomme arabique
- Sélection d'une institution de microfinance (Djiké) pour faciliter l'inclusion financière des acteurs de PACAO
- Opérationnalisation du Plan d'Action pour la Normalisation

Documents produits en 2020

- Manuel de l'aviculteur
- Manuel d'utilisation de la gomme arabique
- Etude diagnostique de la filière Gomme arabique
- Etude diagnostique des filières Peau et Cuir et Aviculture

ARCHIPELAGO – Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes) - Formaemploi-Mauritanie



Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE) – Programme ARCHIPELAGO
Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 8
SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 4
Montant contribution UE en € : 577 000
Montant total en € : 577 000
Date début – Date fin : 01/12/2019 -31/06/2021

Objectif global : Améliorer les compétences formatives et répondre à la demande de main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs BTP (bâtiment et travaux publics) et de l'énergie renouvelable afin de renforcer l'employabilité de jeunes mauritaniens

Mise en œuvre par : Cámara Oficial de Comercio, Industria, Servicios y Navegación de España – Espagne, en partenariat avec la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de Mauritanie (CCIAM)

Ministère partenaire : Enseignement secondaire-Formation professionnelle

Wilaya d'intervention : Nouakchott

Contact : Carmen Ayllon – Coordinatrice - carmen.ayllon@camara.es

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet vise à accroître les opportunités d'emploi des jeunes et des femmes de Mauritanie sur base de l'analyse des déficits de compétences dans les entreprises de la zone urbaine de Nouakchott des secteurs du bâtiment et travaux publics (BTP) et des énergies renouvelables (énergie solaire). Le projet développe des modules de formation professionnelle en alternance et de formation à l'entrepreneuriat.

Activités principales menées en 2020

- Lancement du projet le 2 mars 2020 en présence d'une cinquantaine de personnes (autorités locales et petites et moyennes entreprises)
- Organisation du premier comité de suivi du projet
- Réalisation d'une enquête sur les besoins de compétences des métiers dans le BTP, l'énergie solaire et la maintenance navale (68 réponses sur 102 questionnaires envoyés aux entreprises)
- Dispense d'une formation ON LINE pour 7 formateurs mauritaniens en entrepreneuriat travaillant dans le secteur public et dans le secteur privé

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 1 enquête sur les besoins de compétences des métiers dans le BTP, l'énergie solaire et la maintenance navale réalisée
- 7 formateurs en entrepreneuriat formés pendant 25 heures (1 femme et 6 hommes)

Perspectives pour l'année 2021

- Formation de 150 femmes à l'entrepreneuriat
- Formation de 300 jeunes (stage) sur plusieurs filières métiers (réseaux d'eau bâtiment, réseaux d'électricité bâtiment, énergie solaire, maintenance des unités de froid)

Documents produits en 2020

Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie - Enquête sur les besoins de compétences des métiers dans le BTP, l'énergie solaire et la maintenance navale - 2020

Projet de renforcement de la mobilité professionnelle en Afrique de l'Ouest : Coopération triangulaire au bénéfice des services de l'emploi du Cap Vert, du Ghana, de la Mauritanie, du Sénégal et du Togo



Instrument de financement : Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI)

Pilier du consensus européen : Prospérité

ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 6

Montant contribution UE en € : 1 717 200

Montant total en € : 2 146 500

Date début – Date fin : 02/01/2017 – 02/02/2021

Objectif global : Soutenir l'organisation des migrations professionnelles légales au niveau régional

Mise en œuvre par : Pole emploi France, Anapec Maroc, Aneti Tunisie, Arbetsformedlingen Suède

Ministère partenaire : Emploi-Jeunesse-Sports

Wilaya d'intervention : Nouakchott

Contact : Yves-Thomas Lundy – Chef de projet – yves.lundy@pole-emploi.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet Migr'Actions, piloté par Pôle emploi (le Service public de l'emploi en France), en partenariat avec 3 autres Services publics de l'emploi (Suède, Maroc, Tunisie) au profit de cinq pays bénéficiaires (Mauritanie, Sénégal, Togo, Ghana, Cap Vert) a pour objectif général de soutenir l'organisation des migrations professionnelles légales au niveau régional, en prenant appui sur l'organisation et l'offre de services au sein des Services publics de l'emploi de ces pays. Il est structuré en trois composantes : 1) Opérationnalisation des offres de services à la mobilité internationale ; 2) Consolidation des systèmes d'information sur le marché du travail ; 3) Renforcement des liens migration/développement et projets alternatifs à la migration-Actions pilotes innovantes. Les différentes activités mises en œuvre dans le cadre de cette Action visent à répondre aux besoins spécifiques de la Mauritanie et de manière plus opérationnelle à instaurer un pilotage opérationnel au sein du service public d'emploi mauritanien dans le but de promouvoir la circulation légale des travailleurs migrants dans la sous-région. La mission de l'ANAPEJ, l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes, consiste à contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi dans un cadre de concertation entre l'Etat, les organisations professionnelles des employeurs et travailleurs et la société civile. Pour y parvenir, l'agence dispose d'un effectif de 100 agents et 70 agents d'appui dont 40 conseillers emploi. En janvier 2019, la fusion de l'ANAPEJ avec le dispositif Cap Insertion a permis d'améliorer le maillage territorial par l'ajout de 3 autres agences à Nouakchott.

Activités principales menées en 2020

Action de développement numérique

- Mise en place d'un nouveau système d'information de l'ANAPEJ intégrant un portail mobilité internationale
- Lancement en décembre 2020 du processus de création de 3 MOOCs (Massive Open Online Course - formation en ligne ouverte à tous) :
 - MOOC pour accompagner les migrants de retour dans leur réintégration (créer son entreprise en Mauritanie)
 - MOOC pour accompagner les candidats au départ « Travailler son projet professionnel pour la mobilité internationale »
 - MOOC « Travailler en Mauritanie »

Accompagnement au développement RH

- Réalisation d'un autodiagnostic RH des agents de l'ANAPEJ (conseillers et managers)
- Réalisation un entretien d'évaluation des capacités à distance pour 70 agents de l'ANAPEJ (conseillers, managers)

Actions de formation

- Formation des agents de l'ANAPEJ à l'appropriation des nouvelles fonctionnalités du nouveau SI et du portail mobilité professionnelle (30 agents)

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Audit organisationnel de l'ANAPEJ réalisé
- Audit RH compétences de l'ANAPEJ réalisé
- Nouvel organigramme fonctionnel de l'ANAPEJ mis en place
- Nouveau schéma d'agence cible de l'ANAPEJ mis en place
- Formation et équipement d'une équipe mobilité professionnelle créée
- Nouvelle offre de service mobilité internationale créée
- Nouveau système d'information – SI - (guichet unique d'inscription) pour l'ANAPEJ mise en place
- Outils numériques (MOOCs) pour accompagner les bénéficiaires finaux de l'action créés

Perspectives pour l'année 2021

- Livraison des matériels informatiques à l'équipe mobilité de l'ANAPEJ
- Livraison des 3 MOOCs à l'ANAPEJ
- Livraison d'un nouveau système d'information SI (guichet unique de l'emploi au niveau national)
- Soumission du Rapport audit RH compétences
- Clôture du projet Migr'Actions

Documents produits en 2020

- Pôle emploi - Rapport de développement SI- Système d'information

Projet d'appui à la consolidation des acquis de la contribution effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Avec son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 8
SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 1
Montant contribution UE en € : 372 713
Montant total en € : 414 126
Date début – Date fin : 01/03/2020 - 28/02/2022

Objectif global : Contribuer à consolider la participation de la société civile à la gouvernance et au développement durable de la pêche artisanale maritime et continentale en Mauritanie.

Mise en œuvre par : ASSPCI - Association pour la Sauvegarde Sociale et la Promotion de la Culture Imraguen

Ministère partenaire : Pêches - Economie Maritime

Wilayas d'intervention : Nouadhibou, Nouakchott Trarza, Brakna, Inchiri, Gorgol

Contacts : Ahmedou Abderrahmane - Président de l'ASSPCI

Ibrahima Ba - Coordinateur - Chefdeprojetasspci@gmail.com

Ahmed Salem Saleck, - Administrateur – asspci@yahoo.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Comme feuille de route d'accompagnement et de contrôle de la stratégie des pêche 2020-2024, la Fédération Nationale de la Pêche Artisanale (FNPA) a renforcé sa participation à la gouvernance en adoptant un nouveau plan stratégique 2018-2022, définissant en détail la nature de la contribution que la société civile. Ce plan s'articule sur trois axes : a) l'appui à la structuration institutionnelle et organisationnelle des acteurs de la pêche artisanale et côtière (PAC), b) le support dans la fourniture des biens publics essentiels pour la mise en valeur des chaînes de valeur de la PAC et c) la promotion du développement du secteur privé productif. L'action ici proposée constitue l'un des volets opérationnels des axes 1 et 2, contribuant ainsi à l'atteinte de l'objectif global du plan. Pour sa conception, appel a été fait à la collaboration synergique avec les acteurs du secteur à savoir les adhérents des Bureaux Régionaux de la FNPA, les personnes ressources du secteur et le comité de cogestion des pêches de Nouakchott et des acteurs intervenants dans le secteur. Le pilotage de la mise en œuvre est en revanche confié à ASSPCI, qui depuis six ans assume le rôle de promoteur et leader du développement du sous-secteur pêche artisanale en Mauritanie dans ses dimensions, institutionnelles, économiques, sociales, environnementales et culturelles.

Activités principales menées en 2020

- Renforcement des capacités des membres de la FNPA
- Renforcement des capacités et la consolidation des acquis des commissions thématiques de la FNPA (professionnel, environnement, juridique/social, recherche & développement)
- Organisation des journées de réflexions sur les enjeux et le suivi/évaluation de la stratégie de la FNPA 2018-2022
- Diagnostic organisationnel et de besoins en formation visant à établir un manuel de procédures administratives et financières au niveau de la FNPA
- Renforcement et consolidation des équipements du bureau national de la FNPA à Nouakchott
- Formation et équipement de 15 capitaines-pêcheurs pilotes et recyclage de 30 capitaines formés dans le cadre du précédent projet cofinancé par l'UE, pour le renforcement du système de contrôle et surveillance (SCS) communautaire.
- Renforcement des capacités et mentorat des présidents des bureaux régionaux de la FNPA basés à Nouadhibou, Nouamghar, Nouakchott, N'Diago, Boghé, Mheyjeratt et Fouggleita, notamment en ce qui concerne les services du guichet unique
- Renforcement de services essentiels pour le développement responsable et durable des filières à travers les guichets de service de la FNPA
- Renforcement et consolidation des équipements des bureaux régionaux FNPA de Mheyjeratt et Fouggleita et le renforcement ceux de Nouadhibou, Nouamghar, Nouakchott, N'Diago, Boghé
- Identification, recrutement, formation et rétribution des relais communautaires en charge d'INFO-PECHE (15 relais affectés auprès des Bureaux Régionaux de la FNPA)

- Mise en place de 10 associations villageoises d'épargne et de crédit dans les localités de Belawakh, Lemcid, Cheikh Allal et Nouamghar

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Mise en œuvre par l'ASSPCI et la FNPA d'une campagne de sensibilisation pour le respect des gestes barrières au profit des acteurs de la pêches artisanale et côtière au niveau des zones de pêches et des villages du littoral et ceux du continental (Tiwili, Mahyajeratt, PK93, PK 28, Mamghar, Boghé, Fouggleita et Nouakchott) – Informations et initiations aux mesures préventives et d'hygiène à observer en vue d'enrayer la propagation du coronavirus.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 4 sessions de formation organisées au profit des instances de gouvernance de la FNPA
- 4 sessions d'information et de renforcement des acquis des commissions stratégiques de la FNPA organisées
- 2 journées de réflexions organisées sur le suivi-évaluation des enjeux de la stratégie de la FNPA comme outils de contrôle et de participation à la gouvernance du secteur de la pêche artisanale et côtière
- 45 capitaines d'embarcations artisanales et côtières formés et recyclés pour le fonctionnement du système de suivi et de contrôle environnemental communautaire
- Présidents des bureaux régionaux de la FNPA accompagnés
- Plateau technique du bureau national renforcé et 2 nouveaux bureaux régionaux équipés (Fouggleita et Mhayjeratt)
- 10 association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) suivies au niveau du littoral nord
- 15 relais Info-Pêche affectés auprès des Bureaux Régionaux de la FNPA
- 276 femmes formées et accompagnées dans le cadre du développement de la micro finance locale (AVEC)

Perspectives pour l'année 2021

- Consolidation des capacités des membres de la FNPA
- Consolidation des acquis des commissions thématiques de la FNPA (professionnel, environnement, juridique/social, recherche & développement) et préparation de la planification stratégique d'une nouvelle stratégie de la FNPA 2023-2027
- Organisation des sessions des études, de concertation entre les acteurs de la société civile de la pêche artisanale
- Organisation d'un atelier de restitution et de concertation sur le système SCS (Suivi, contrôle et surveillance)
- Recyclage de 45 capitaines pour la consolidation de l'opérationnalisation du SCS et alimentation de la base de données
- Organisation d'un atelier de formation en faveur du staff exécutif FNPA sur le fonctionnement d'info-pêche et préparation d'un plan opérationnel pour sa répliation en Mauritanie, y compris le système de centralisation, gestion, capitalisation, diffusion des données au niveau central
- Mise en place de 35 nouvelles associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) au sud du littoral et la partie continentale (fleuve Sénégal et barrage de Fouggleita)

Jeunesse et Pouvoir d'agir (JPA)



Instrument de financement : Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Humanité

ODD : 4

SCAPP Pilier et Chantier : 2 - 6

Montant contribution UE en € : 714 284

Montant total en € : 952 379

Date début – Date fin : 13/12/2016 – 13/06/2020

Objectif global : Renforcer les capacités des associations et groupes de jeunes dans leurs actions en faveur de la cohésion sociale, au travers de leur implication citoyenne, l'insertion et l'emploi

Mise en œuvre par : GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural)

Ministère partenaire : Emploi-Jeunesse-Sports

Wilayas d'intervention : Gorgol, Assaba, Nouakchott

Contact : Léonard Thomas – Coordinateur GRDR – thomas.leonard@grdr.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet se saisit de la problématique de l'emploi et de l'insertion professionnelle chez les jeunes en s'appuyant sur leurs initiatives associatives en matière d'entreprenariat et de nouvelles technologies et en promouvant leur esprit de citoyenneté et de dialogue à l'échelle locale pour les impliquer davantage à la vie de leur territoire. L'enjeu était de démontrer que le tissu associatif peut être porteur de métiers et d'emplois, et ainsi contribuer à la cohésion sociale en Mauritanie.

Le projet s'est fixé trois objectifs plus spécifiques : (i) l'optimisation de la gouvernance interne des OSC de jeunes et leur participation accrue dans la vie citoyenne ; (ii) la mise en réseau des OSC de jeunes ; (iii) l'appropriation des enjeux de l'insertion professionnelle et des valeurs de l'économie sociale et solidaire comme vecteur de cohésion sociale par les OSC de jeunes. Il cible trois communes en particulier : Kaédi, Kiffa et Nouakchott. Il s'aligne sur la Stratégie nationale de l'emploi (SNE) et sur la stratégie nationale de la jeunesse (SNJ) et plus particulièrement aux niches porteuses d'emplois, notamment, les NTIC et l'agro écologie. Ainsi, la majorité des microprojets financés par JPA sont dédiés à ces filières porteuses, notamment, les projets réalisés par 3 OSC marraines (HadinaRIMTIC, InnovRIM et « Je m'engage »), et une quinzaine d'OSC de base. De même, en s'appuyant sur la MFR de Kaédi, le projet a voulu être en cohérence avec l'objectif 3.1., et l'activité 3.1.3 de la SNPE : « améliorer les transitions entre l'école et la formation professionnelle en développant un programme d'enseignement-apprentissage ». Sur la base de l'approche de pédagogie de l'alternance propre aux MFR (Maison familiale rurale), cette OSC marraine a créé des fermes de métiers et a formé deux promotions de 25 jeunes.

Activités principales menées en 2020

- Réalisation des 3 séries de films venant capitaliser le projet JPA (sur « les initiatives porteuses » (5 vidéos), « les leaders associatifs » (5 vidéos) et « les valeurs positives portées par des jeunes » (4 vidéos))
- Organisation de deux « Journées de la Jeunesse » qui ont accueilli plus de 300 jeunes, pour célébrer le potentiel de la jeunesse mauritanienne : à Nouakchott (mairie de Riyadh) le 20 février 2020 et Kaédi (lycée de Kaédi) le 29 février 2020
- Atelier d'échanges et de partage des bonnes pratiques entre les CCJ (Conseil communal de Jeunesse) de Kaédi, Kiffa, Sebkhia et Riyadh dans la salle de réunion de la commune de Kaédi, le 3 mars 2020
- Clôture des projets des 34 OSC de base et des 5 OSC marraines
- Accompagnement continu des 34 OSC de base et des 5 OSC marraines
- Mission d'évaluation finale du projet (mars-avril 20)

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

En ce qui concerne la COVID-19, le premier cas a été notifié en Mauritanie le 13 mars 2020, ce qui a amené les autorités à prendre des mesures drastiques pour limiter la propagation du virus dans le pays : couvre-feu, fermeture des écoles, fermeture des commerces non essentiels, suspension des prières dans les mosquées, mise en quarantaine de la ville de Kaédi, interdiction de déplacements interrégionaux et fermeture des frontières. Ces mesures ont entraîné une baisse de la vie économique des certains microprojets bénéficiaires des subventions du programme JPA.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Travail d'enquête réalisé au niveau des trois communes-cibles (Kaédi, Kiffa, Riyad) avec l'identification de 151 dynamiques locales portées par les OSC de jeunes. 66 OSC actives répertoriées dans le répertoire numérique du projet JPA via l'application Open Street Map
- 3 Conseils Communaux de Jeunesse mis en place au niveau des trois communes-cibles. Ces 3 CCJ accueillent 111 OSC de jeunes qui portent des actions en lien avec les Plans de Développement Communaux
- 5 OSC marraines et 34 OSC de base subventionnées et accompagnées : 12 voyages d'échange organisés entre les OSC marraines et les OSC de base
- 5 Plans d'accompagnement personnalisés et d'Évaluation des Performances à destination des 5 OSC marraines élaborés
- 5 formations en Vie & Gouvernance associative organisées : Éducation à la Géographie et Identité Communale - Montage et à la gestion de projet - Création d'entreprises et à l'épargne - Economie Sociale et Solidaire ;
- 614 jeunes formés, en stage ou insérés dans le tissu économique local grâce aux OSC de jeunes ciblées
- 3 rencontres organisées (Nouakchott, Bamako et Paris) avec mise en lien de 53 OSC, à la fois au niveau national, sous-régional et international
- 3 séries de films réalisés sur les initiatives portées par les jeunes, les leaders associatifs et les valeurs positives portées par des jeunes
- 2 « Journées de la Jeunesse » organisées pour célébrer le potentiel de la jeunesse mauritanienne : une à Nouakchott à la mairie de Riyadh le 20 février 2020, et une à Kaédi au lycée de Kaédi le 29 février 2020 - plus de 300 jeunes participants
- Atelier d'échange et de partage des bonnes pratiques organisé entre les CCJ de Kaédi, Kiffa, Sebkhah et Riyadh
- Rapport d'évaluation finale du projet disponible

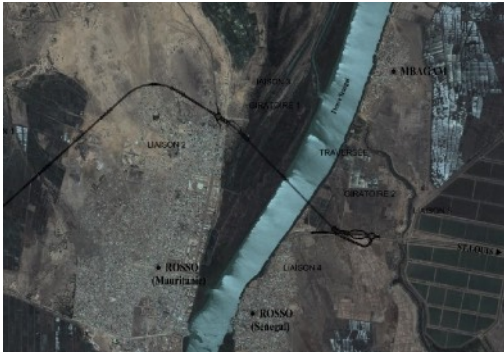
Perspectives pour l'année 2021

Le projet est clôturé depuis le 12 juin 2020.

Documents produits en 2020

- GRDR - Le répertoire des associations engagées sur les questions d'insertion professionnelle en Mauritanie : <http://assojeunes-mauritanie.org/>
- GRDR - Série vidéo : « Les valeurs positives des jeunes » – Réalisation Mohamed Adbou
- GRDR - Série vidéo : « Les initiatives porteuses »
- GRDR - Série vidéo : « Les leaders associatifs »

Construction du Pont de Rosso



Instrument de financement : Facilité d'Investissement pour l'Afrique (don Union européenne), Banque Européenne d'Investissement (BEI)

Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 3

Montant contribution UE en € : 20 000 000 (AfIF), 22 000 000 (prêt BEI)

Montant total en € : 88 000 000

Date début – Date fin : 03/01/2018 - 30/06/2024

Objectif global : Améliorer le niveau de service sur l'axe Nouakchott - Dakar en vue d'accroître et d'améliorer les échanges commerciaux sur les axes routiers transafricains

Mise en œuvre par : / (marchés en cours d'attribution au 31/12/2020)

Ministères partenaires : Equipement et Transports (Mauritanie), Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement (Sénégal)

Wilayas d'intervention : Trarza (Mauritanie), Région de Saint-Louis (Sénégal)

Contacts : Ebuye Mayive – Directeur Général des Infrastructures de Transport Routier - emmayive@gmail.com, Mohamed EL Abass Wade – m.a.wade@afdb.org, Amadou Samba Sow : Coordinateur UGP (Rosso Mauritanie) – ugp.pcpr@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le secteur du transport joue un rôle très important dans les économies de la Mauritanie et du Sénégal. La contribution du secteur à la formation de la valeur ajoutée dans le PIB en Mauritanie est de l'ordre de 7%. Au Sénégal, elle est de 4% en moyenne, alors que sa part dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire est de 9% en moyenne. Le transport routier a un rôle prépondérant dans la mobilité des personnes et des biens à travers les deux pays et dans la sous-région. Il assure en moyenne 90% des mouvements des marchandises et plus de 80% des déplacements des personnes.

Le pont constituera un maillon important de l'infrastructure d'intégration et de développement des échanges entre les pays de l'Union du Maghreb Arabe, de l'Afrique de l'Ouest et au-delà. Sa construction permettra de développer les activités de transport le long des corridors transafricains notamment celui devant relier Tanger – Nouakchott – Dakar - Lagos et des routes d'interconnexions. Le projet est financé par la Banque Européenne d'Investissement (prêt – 22 M€), la Facilité d'Investissement pour l'Afrique (don Union européenne – 20 M€), la Banque Africaine de Développement (prêt – 40,75 M€) qui assure également la gestion des fonds européens via une convention de contribution, les gouvernements mauritaniens et sénégalais (1,04 et 3,5 M€ respectivement).

Activités principales menées en 2020

Processus de libération des emprises et d'indemnisation des personnes impactées

- Réévaluation des compensations pour les personnes impactées sur l'emprise du pont et de ses voies d'accès, par les travaux d'aménagements connexes

Passation de marchés (en cours) pour :

- Contrôle des travaux de construction du pont et de ses voies d'accès
- Exécution des travaux d'Adduction d'Eau Potable à Rosso Mauritanie
- Réalisation de l'étude du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) de la ville de Rosso en Mauritanie
- Elaboration du Plan de communication et visibilité

Travaux connexes en Mauritanie

- Travaux d'aménagement connexe à Rosso (gare routière, complexe social, marché)
- Travaux de réhabilitation et de construction de certains axes dans la ville de Rosso (7km)
- Château d'eau, extension du réseau d'eau potable (21 km)

Travaux connexes au Sénégal

- Construction en cours de 65 km de pistes rurales côté Sénégal
- Construction et de réhabilitation en cours d'infrastructures d'appui aux femmes, jeunes et personnes vulnérables ainsi que de réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires
- Signature de la convention fiscale pour le projet par les Ministres des Finances des deux pays

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Ensemble des conventions signé entre les partenaires et les deux pays, relatives au financement du projet et à sa gestion
- Unité de Gestion de Projet (UGP) mise en place, sise à Rosso Mauritanie et ses équipements acquis
- Déclaration d'utilité publique et de cessibilité de l'emprise côté Sénégal signée
- Commission régionale en charge de la libération des emprises en Mauritanie mise en place
- Convention fiscale entre les deux pays, relative au régime fiscal applicable au projet signée et ratifiée
- Etude d'évaluation des impacts environnementaux et sociaux des divers travaux coté Mauritanie préparée
- Séances de concertation avec les élus locaux et les communautés autour des mesures de sauvegarde sociale
- Contrat des travaux de construction du pont attribué
- Contrat relatif au Suivi Evaluation du projet attribué
- Contrat relatif à l'Etude des Postes de contrôles Frontaliers attribué
- Contrat relatif à la Sensibilisation sur la Zone d'influence du Projet attribué
- Contrats des travaux d'aménagements connexes coté Mauritanie (réhabilitation de voiries et infrastructures sociaux) attribués
- Contrats relatifs à l'acquisition de véhicules et mobilier de bureau pour l'UGP attribués
- Contrats relatifs à l'actualisation du PAR et l'élaboration du PEPP et le plan de gestion des afflux attribués
- Au Sénégal, 70% des infrastructures socio-économiques et 50% des pistes rurales au 30/09/2020 réalisées

Perspectives pour l'année 2021

- Signature du contrat de la mission de contrôle.
- Signature du contrat relatif l'élaboration du plan stratégique de communication et sa mise en œuvre
- Paiement des indemnisations des personnes impactées par le projet et libéralisation des emprises
- Démarrage des travaux de construction du pont et de ses voies d'accès
- Relance du DAO des travaux connexes côté Mauritanie : renforcement du système d'AEP de Rosso
- Finalisation des travaux connexes côté Sénégal : 65 km pistes rurales, réhabilitation de 4 écoles élémentaires, réhabilitation/construction de 3 postes de santé, gare routière, marché
- Notification de tous les contrats cités ci-dessus et démarrage des activités y afférentes

Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale - RIMRAP



Instrument de financement : 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 2
SCAPP Pilier et Chantier : 1-1
Montant contribution UE en € : 25.000.000
Montant total en € : 27.000.000
Date début – Date fin : 02/12/2015 - 01/08/2022

Objectif global : Renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie

Mise en œuvre par : 10 ONG Internationales et 8 ONG Nationales – 2 Etats Membres UE – 1 consortium de 3 bureaux d'études

Ministère partenaire : Développement rural

Wilayas d'intervention : Assaba – Guidimakha – Hodh El Gharbi – Hodh Echargui - Nouakchott

Contacts : Franck Müller - Chef de mission - rimrapfranckmuller@gmail.com

Hamzate Kane - Expert suivi et évaluation - hamzate.kane@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le RIMRAP (27 millions d'euros) est un programme structurant qui mobilise 25 structures de l'Etat, des Etats membres de l'UE et des ONG et qui vise à renforcer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources dans le contexte du changement climatique. Il se pose comme le 1^{er} volet du 1^{er} secteur de concentration du 11^{ème} FED dénommé SANAD (Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et Agriculture Durable) – représentant globalement 78 M€.

Les résultats attendus du programme se déclinent selon les trois grands axes : (1) Le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des acteurs publics et privés du secteur ; (2) Une meilleure gouvernance de l'accès aux ressources naturelles pour les populations rurales ; et, (3) Un renforcement et une amélioration de la coordination des systèmes d'information relatifs à la production agropastorale et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN).

Le programme se déroule au niveau national (Nouakchott, établissements de formation & recherche dépendant du Ministère du Développement Rural (MDR) et dans les quatre wilayas de l'Assaba, du Guidimakha, du Hodh el Gharbi et du Hodh El Chargui en se concentrant sur la résilience des populations vulnérables des domaines de l'agriculture pluviale et de l'élevage pastoral.

Activités principales menées en 2020

- Poursuite de l'appui pour la chaîne de Planification, de programmation, de budgétisation et de suivi-évaluation (PPBSE)
- Finalisation de 4 sujets par la plate-forme de dialogue sectoriel (Lait local, Hydraulique Pastorale, Infrastructures Rurales, Gestion Territoriale des Ressources Naturelles)
- Animation, alimentation et promotion large du site internet du secteur rural (<https://www.rim-rural.org>) à travers un appui à l'IPAR qui reprend le flambeau
- Communication : Une capitalisation finale de la phase 1 (<https://rim-rural.org/capitalisation-rimrap>) avec une cartographie des actions et un bilan complet des productions du programme
- Lancement du projet COPCO (COvid – Post COvid) pour un montant de 2,6 M€ composé de :
 5. Une action d'urgence COVID (cash, aliment bétail et santé animale) – août 2020/février 2021
 6. Une action de renforcement des capacités productives maraîchère et fourragères - Idem
 7. Un appui institutionnel au Ministère du Développement rural (renforcement de capacités, chaîne PPBSE, Suivi et Evaluation)
 8. Un appui à la DUE dans la mise en synergie de ses programmes de développement rural
- Clôture de la phase 1 du programme (notamment actions prioritaires et urgence des ONG)

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Un partenariat solide avec le Ministère du Développement Rural (Central et Régional)
- Un appui permanent à la DUE sur tous les programmes & stratégies liés au secteur
- Des besoins en renforcement de capacités transversales identifiées

- Le Ministère du développement rural appuyé sur l'optimisation de ses plans d'investissement pluriannuels et de la chaîne PBSE
- Des Systèmes de Suivi et Evaluation solides
- Des modules de recherche et de formations dans les domaines de l'agriculture pluviale et de l'élevage pastoral disponibles
- Un dispositif rapide de réponse à des urgences locales mis en place
- Des actions prioritaires de résilience découlant des diagnostics et servant d'amorce aux autres programmes de l'UE (RIMDIR, RIMFIL) réalisées
- La promotion du secteur rural à travers une collection d'outils de communication : Système d'information participatif sur le monde agropastoral à travers la promotion d'initiatives locales (clips, films), la mise en place d'un espace de dialogue sectoriel (plate-forme) et la mise en ligne d'un centre de ressources (<https://www.rim-rural.org>) développé
- Une capitalisation finale du programme réalisée

Perspectives pour l'année 2021

- Le RIMRAP dans sa phase 1 s'est achevé en décembre 2020. La convention de financement a été prolongée jusqu'en juillet 2022 afin de mettre en œuvre deux projets :
- La poursuite des actions GIZ, d'une part sur les modules de formation et de recherche et d'autre part pour la formation d'agents forestiers en faveur du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- La mise en œuvre d'un nouveau projet (le COPCO : COvid – PostCOvid) mené par l'IRAM à travers :
 1. Des actions de reconstitution des moyens d'existence et de production agricoles et pastorales
 2. Le lancement des appuis de renforcement des capacités productives
 3. Le lancement des appuis institutionnels en direction du MDR et des acteurs locaux
 4. L'appui à la DUE dans la mise en synergie de ses programmes de développement rural

Documents produits en 2020

- Baldo – BAREC - Etat des lieux sur les infrastructures rurales en Mauritanie – Mars 2021
- GRDR/En Haut - Guidimakha, Diagnostic terroir Garfa - Mai 2021
- GRDR/En Haut - Guidimakha, Diagnostic terroir Hassi Cheggar - Mai 2021
- GRDR/En Haut Guidimakha, Diagnostic terroir Melgué - Mai 2021
- GRDR/En Haut Guidimakha, Diagnostic terroir Sagne Diery - Mai 2021
- Magnani/Fall – IRAM - Note d'orientation stratégique pour la filière Lait local en Mauritanie - Septembre 2021
- El Ghassem Traduction arabe du PNDE - Novembre 2021
- El Ghassem Traduction arabe du PNDA - Novembre 2021
- GRDR - Atlas GRDR : Histoires de résilience agro-pastorales - Novembre 2021
- Dia – Consultant - Préparation à l'évaluation de la SDSR - Novembre 2021
- YO.Mkhaytir/WVI - Atlas socio-foncier de l'Assaba et cartographie des ressources naturelles critiques - Novembre 2021
- O.Sonko/WVI - Compilation des plans d'actions prioritaires pour la résilience au niveau régional - Novembre 2021
- S.O. Jereib/WVI - Stratégie régionale de Développement de l'Assaba - Novembre 2021
- B.O.Bennahi/WVI - Plan d'aménagement des bassins versants de l'Assaba - Novembre 2021
- Touyer/Rhizome - Etude GTRN, Appui à l'élaboration d'une stratégie nationale - Décembre 2021
- Rigourd & Al - IRAM/GIZ - Etude CAP, Diagnostic préliminaire & feuille de route - Décembre 2021
- C4D, AT RIMRAP - Capitalisation RIMRAP – Les chemins de la résilience - Décembre 2021

Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales – RIMDIR



Instrument de financement : 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 8
SCAPP Pilier et Chantier : 1- 3
Montant contribution UE en € : 35 000 000
Montant total en € : 39 000 000 (UE+AFD)
Date début – Date fin : 30/06/2018 – 30/06/2023

Objectif global : Renforcer de manière durable la résilience des systèmes naturels et les services écosystémiques au bénéfice des populations les plus vulnérables.

Mise en œuvre par : Enabel (Agence belge de développement), AFD (Agence Française de Développement), SOMELEC (Société Mauritanienne d'Electricité)

Ministère partenaire : Développement Rural

Wilayas d'intervention : Assaba, Guidimakha, Hodh el Gharbi, Hodh el Chargui

Contacts : Daniel Binart – Intervention manager RIMDIR - daniel.binart@enabel.be
Charles Debeugny – Chargé de projets à l'AFD – debeugnyc@afd.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le programme indicatif du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) en Mauritanie dédie 49% de son enveloppe globale à la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable (SANAD). L'objectif général de ce premier secteur de concentration est de renforcer la résilience des populations vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'approche pour ce secteur est conçue comme un ensemble complémentaire d'interventions afin d'améliorer la gouvernance (première intervention, le RIMRAP 2016-2020), et de renforcer les investissements productifs et permettre l'accès à l'énergie renouvelable (seconde intervention, le RIMDIR) préalables au travail sur les chaînes de valeur agricoles et pastorales (troisième intervention, le RIMFIL démarré début 2020).

Le RIMDIR est mis en œuvre par deux entités distinctes : d'une part, Enabel (Agence belge de développement), chargée du renforcement institutionnel et de l'amélioration de l'accès à l'eau, du désenclavement et de la sécurisation des ressources au travers d'actions relatives aux investissements productifs ; et, d'autre part, l'Agence Française de Développement qui a confié à la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC), le développement de services d'accès à l'énergie renouvelable au travers de la construction de mini-réseaux hybrides solaire/batterie en délégation de service public et de l'accompagnement des acteurs concernés.

Activités principales menées en 2020

Volet infrastructures rurales

- Etudes diagnostics filières (lait, maraîchage, cultures de décrue) dans les wilayas d'intervention
- Etudes de faisabilité technique et études d'impact environnemental et social relatives aux sites retenus pour la construction/réhabilitation d'IRP (Infrastructure Rurale Productive)
- Démarrage des travaux de construction / réhabilitation d'IRP sur 11 sites (actions pilotes)
- Identification participative de sites potentiels d'intervention en IRP pour une seconde phase de travaux
- Accompagnement des communautés à la gestion des IRP (ingénierie sociale)
- Appui au MDR (Ministère du développement rural) pour la réalisation de l'inventaire des IRP dans les wilayas d'intervention
- Mise en place en cours d'un système base de données en lien avec l'inventaire des IRP
- Elaboration en cours d'un référentiel technico-économique des principales IRP
- Coaching du service d'agro météorologie de la DAR (Direction de l'Aménagement Rural) du MDR
- Elaboration d'un plan de renforcement des capacités des services techniques du MDR (en relation avec les IRP)
- Démarrage d'une prestation d'appui au MDR pour la finalisation du cadre légal en lien avec la LOAP (Loi d'Orientation Agropastorale) et la proposition de principes et modalités pour la mise en œuvre des investissements en IRP

Volet énergie

- Réalisation d'une étude complémentaire pour préciser la demande en électricité dans les zones et le dimensionnement du projet au semestre 2 de 2020

- Mise en place et sécurisation des financements d'une unité de gestion propre au sein de la SOMELEC
- Préparation d'un manuel des opérations et des procédures pour l'unité de gestion (UGP)
- Préparation du recrutement de l'AT à la SOMELEC
- Préparation recrutement des délégués privés : études économiques et financières
- Animation d'un comité sectoriel Energie en Mauritanie pour la coordination /mutualisation des actions
- Esquisse d'un plan de communication

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Volet infrastructures rurales

- Identification participative des zones prioritaires (9) et des pôles de développement potentiels (17) pour l'accueil des activités dans les quatre wilayas d'intervention réalisées
- Diagnostics filières (lait, maraîchage et cultures de décrue) réalisés
- Identification participative de sites d'intervention (16) pour des travaux de construction ou réhabilitation d'infrastructures rurales productives (IRP) réalisée
- Etudes de faisabilité technique sur 11 sites réalisées
- Etat des lieux des IRP en Mauritanie (étude) réalisé
- Inventaire des IRP dans les wilayas de l'Assaba, du Hodh el Gharbi et du Hodh el Chargui réalisé
- Renforcement des capacités (services publics, communautés rurales) effectué

Volet énergie

- Identification des zones et des besoins en infrastructures dans les Wilayas du projet réalisée
- Phase de recrutement de l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage réalisée
- Mise en place d'une unité de gestion de projet à la SOMELEC effectuée

Perspectives pour l'année 2021

Volet infrastructures rurales

- Réception provisoire de travaux d'IRP (11 sites)
- Réalisation des études de faisabilité sur les sites de la seconde phase et démarrage des travaux
- Réalisation des activités d'ingénierie sociale en lien avec chaque infrastructure/intervention concernée
- Accompagnement du MDR dans la réalisation de l'inventaire des IR dans la wilaya du Guidimakha
- Mise en place d'un système de base de données pour gestion des informations sur IRP
- Elaboration et diffusion des référentiels technico-économiques des principales IRP, élaboration et diffusion de manuels sur la maintenance des IRP
- Renforcement des capacités des personnels du MDR et appui pour l'amélioration au sein du MDR de la coordination des interventions IRP
- Amélioration du cadre légal relatif aux IRP
- Précision de la problématique foncière en lien avec les IRP
- Schéma d'aménagement pastoral pilote dans l'Assaba

Volet énergie

- Signature de la convention de rétrocession tripartite : finalisation des formalités administratives
- Opérationnalisation de l'unité de gestion de projet à la SOMELEC (MOP, recrutement)
- Recrutement de l'assistant technique pour la SOMELEC
- Revue et mise à jour de l'APD étude détaillée de faisabilité, arbitrage et partage avec les partenaires
- Préparation et validation de l'étude préalable et de soutenabilité budgétaire
- Préparation et lancement de la procédure de pré qualification pour le recrutement du délégué
- Etude du mécanisme de paiement de la contribution d'équilibre
- Préparation des actions de communication

Documents produits en 2020

- Institutions & Développement - Diagnostic filières et chaînes de valeur au sein des pôles de développement et identification des interventions potentielles en infrastructures rurales – Filières maraîchage et cultures de décrue - Mars 2020
- Institutions & Développement - Diagnostic filières et chaînes de valeur au sein des pôles de développement et identification des interventions potentielles en infrastructures rurales – Filière lait - Mars 2020
- BA-REC Consulting - Etat des lieux sur les infrastructures rurales en Mauritanie - Mars 2020
- SHER Ingénieurs-Conseils - Dix études en vue de la réalisation / réhabilitation des ouvrages de mobilisation des eaux dans les quatre wilayas d'intervention / APD – Mémoire technique - Juillet 2020
- BURGEAP/GRET - Etude de faisabilité détaillée du projet d'électrification rurale au sud-est de la Mauritanie - Août 2020

Reconstruction de la route Nouakchott Rosso, premier allotissement



Instrument de financement : 10 et 11^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Prospérité

ODD : 8

SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 3

Montant contribution UE en € : 74 816 000

52.816.000 10^{ème} FED et 22.000.000 11^{ème} FED)

Montant total en € : 87 686 000 (UE + Etat : 12 870 000)

Date début – Date fin : 03/06/2011-03/06/2023

Objectif global : Etendre les réseaux des infrastructures, développement du sous-secteur routier afin d'assurer la mise en valeur et l'exploitation des potentialités économiques et le désenclavement des zones limitrophes

Mise en œuvre par : Entreprise SOGEA-SATOM (travaux), Egis International / Alpha Consult (contrôle)

Ministère partenaire : Equipement -Transports

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Trarza et Brakna

Contact : Ebuye Mayive – Directeur Général des Infrastructures de Transport Routier - emmayive@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet de reconstruction de la route nationale RN2 entre Nouakchott et Rosso (192 km) s'inscrit dans le cadre stratégique des efforts engagés par la Mauritanie pour assurer son désenclavement interne et favoriser l'intégration régionale en aménageant les axes transafricains d'ouverture vers les pays voisins. Cette reconstruction entre parfaitement dans le cadre de l'appui de l'Union européenne accordé au secteur des transports. Celui-ci réserve une part importante aux infrastructures d'intégration régionale. La route Nouakchott - Rosso est un maillon important des axes transafricains Tanger - Lagos et Alger – Nouakchott – Dakar en ligne directe avec la construction du pont de Rosso reliant la Mauritanie et le Sénégal. La réhabilitation de cette route est divisée en deux tronçons : Nouakchott-Bombri, financé par l'Union européenne et le Gouvernement mauritanien et Bombri-Rosso, financé par la Banque Mondiale et le Gouvernement mauritanien (78,40% et 21,60% respectivement). La reconstruction de la route Nouakchott-Rosso du point kilométrique 25 (PK25) au PK145 du tronçon Nouakchott Bombri a été attribuée à l'entreprise SOGEA SATOM le 12 octobre 2017. Le commencement des travaux a été fixé pour le 23 février 2018 avec une livraison prévue au 08 décembre 2020.

Le contrat de travaux pour un montant de 60.190.856,69 EUR est financé par l'Union européenne sur les ressources du 10^{ème} et 11^{ème} FED à concurrence de 100% du montant total hors toutes taxes et droits. Les travaux consistent en l'élargissement, le renforcement, et la reconstruction de l'ensemble de la structure de chaussée, ainsi que la reconstruction d'ouvrages d'assainissement transversaux et la mise en place de la signalisation horizontale et verticale. La route a une largeur de revêtement de 7m et une vitesse de référence de 80 km/h. L'ensemble des travaux prévoit l'application des mesures environnementales et sociales.

Activités principales menées en 2020

- Réalisation de la couche de fondation et élargissement (38 km)
- Réalisation du recyclage pour couche de fondation (69 km)
- Réalisation de la couche de base en Grave-bitume de 9 cm d'épaisseur (69 km)
- Réalisation de la couche de roulement en Béton Bitumineux de 5 cm d'épaisseur (81 km)
- Réalisation des ouvrages d'assainissement (44%)
- Réalisation de l'enduit superficiel bicouche sur les accotements (117 km)
- Organisation de la réception provisoire prononcée le 09 décembre 2020

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Réception provisoire prononcée le 09 décembre 2020 signalant que tous les travaux objet du marché du tronçon de 120 km ont été achevés ; démarrage de la période de garantie de 12 mois
- Valeur des travaux réalisés au 31 décembre 2020 s'élevant à 58,36 millions d'euros

Perspectives pour l'année 2021

- Levée des réserves constatées lors de la réception provisoire
- Réalisation des travaux supplémentaires qui doivent être achevés lors de la période de garantie qui prend fin le 09 décembre 2021

Accord de Partenariat de Pêche UE-RIM



Instrument de financement : Budget de l'UE
Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 14
SCAPP Pilier et Chantier : 1- 1
Montant contribution UE en € : 61 750 000
Montant total en € : 80 200 000
Date début – Date fin : 16/11/2015 – 15/11/2021

Objectif global : Améliorer la gouvernance des pêches et permettre l'accès des flottes européennes aux stocks halieutiques excédentaires non capturés par les flottes locales

Mise en œuvre par : Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime

Wilayas d'intervention : National

Contacts : Eric Lunel – Attaché pêche à la délégation de l'UE – eric.lunel@eeas.europa.eu

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'accord de partenariat de pêche UE – RIM est un accord international permettant, selon un cadre strict, à des bateaux européens de pêcher dans la zone de pêche de la Mauritanie. Il est mis en œuvre selon un protocole d'application de 4 ans (2015 – 2019), récemment, et pour la seconde fois, prolongé d'un an (2020 – 2021).

Il s'agit d'un outil de gouvernance des océans, transparent, cohérent et mutuellement bénéfique qui renforce la gouvernance de la pêche pour une exploitation, un approvisionnement en produits de mer et un développement durable du secteur de la pêche.

Comme les autres accords du même genre, il ne vise que les stocks excédentaires que le pays partenaire n'est pas disposé ou n'est pas en mesure de pêcher. Il est encadré par des avis scientifiques solides, notamment émis par un comité scientifique conjoint. L'objectif est la conservation des ressources et la durabilité environnementale, en garantissant la mise en œuvre des lois et des principes de l'UE.

En contrepartie, l'UE paie une redevance pour le droit d'accès aux zones de pêche de la Mauritanie, ainsi qu'un appui financier sectoriel, destiné à la mise en œuvre d'une partie de la politique nationale du secteur (surveillance maritime et lutte contre la pêche illégale, infrastructures de développement du secteur, recherche scientifique, protection des zones marines et côtières). Les armateurs UE paient également à l'occasion de la prise des licences et en fonction des volumes capturés. Ils contribuent également en cédant 2 % des captures de petits pélagiques.

En 2019, l'évaluation ex-ante et ex-post a été conduite et publiée, et les négociations pour le renouvellement du protocole (et de son accord cadre) ont débuté (juillet). En parallèle, le protocole a été prolongé une première fois à l'identique d'une année (2019 – 2020) afin de pouvoir bénéficier de suffisamment de temps aux négociations de renouvellement. Mais en raison de la pandémie mondiale, la négociation a enregistré en 2020 des retards conséquents qui ont empêché les deux parties d'aboutir.

Côté mauritanien, le Gouvernement a validé sa nouvelle stratégie sectorielle 2020 – 2024.

Activités principales menées en 2020

- Tenue de 2 commissions mixtes (février, décembre)
- Négociations pour le renouvellement du protocole et de l'accord cadre : 1 réunion techniques (octobre) + 3 tours de négociations (février, juillet, décembre)
- Dans le cadre de l'appui sectoriel aux politiques publiques, les actions de soutien à la surveillance et au contrôle des pêches, à la recherche scientifique, à la protection et à la conservation des ressources marines et côtières, aux infrastructures de développement ont été menées, conformément à la programmation conjointe.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Etude d'évaluation ex-ante publiée (<https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/08e725d1-5a8f-11e9-9151-01aa75ed71a1>)
- Comités Scientifiques conjoints annuels tenus depuis 2016 (ci-joint le compte rendu du dernier comité en date, celui de juin 2019 (https://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/publications/report-jsc-mauritania-2019-06_fr.pdf).
- Depuis 2016, les navires européens ont utilisé les proportions suivantes des quotas et tonnages négociés dans le cadre du protocole de pêche en cours :

Catégories		2016	2017	2018	2019	2020
cat 1	Crevettes	18.7%	26.8%	49.5%	18.4%	26.0%
cat 2	Merlu frais	100.5%	103.2%	115.9%	101.8%	85.4%
cat 2 bis	Merlu congelé	-	96.9%	232.9%	107.1%	100.0%
cat 3	poissons démersaux	92.9%	88.3%	71.3%	99.9%	77.0%
cat 4	Thonniers senneurs	44.5%	110.2%	101.7%	171.4%	47.0%
cat 5	Thonniers canneurs et palangriers de surface	43.8%	66.8%	33.1%	67.1%	37.7%
cat 6	Petits pélagiques	54.9%	33.3%	50.8%	36.9%	18.9%
UTILISATION TOTALE des quantités négociées		54.2%	40.2%	56.4%	46.2%	23.8%

- Commissions mixtes annuelles tenues.
- Appui sectoriel aux politiques publiques 2015 - 2019 :
- Travaux de construction du port de Tanit achevés
- Anciens locaux de l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et de Pêches (IMROP) remise en état, navire de recherche de l'IMROP réparé et équipé
- Simulateurs de navigation pour l'école supérieure des officiers de l'Académie navale acquis
- Au niveau des Gardes côtes, le « patrouilleur Awkar » réparé et l'infrastructure informatique THEMIS renouvelée
- Au niveau du Parc National du Banc d'Arguin (PNBA), construction des logements pour le personnel du parc achevée, divers travaux de génie civil réalisés, véhicules livrés (minibus pour le transport du personnel, quads...), bulldozer chargeur fourni, chantier naval traditionnel pour la construction de lanches rénové et élargi
- Au niveau du Parc National du Diawling (PND), programme d'éducation environnementale élaboré, population locale formée sur la pêche à la crevette dans le parc, SIG et base de données pour l'Observatoire du PND installés, Observatoire du parc équipé, véhicules et quads acquis, atelier d'entretien du parc automobile installé, couverture végétale dans les bassins réduite et maîtrisée (lutte manuelle contre l'envahissement par le typha)
- Au niveau du Fonds Fiduciaire du Banc d'Arguin et de la Biodiversité Côtière et Marine (BACOMAB), fond fiduciaire pour la gestion de la biodiversité en Mauritanie alimenté
- Matrice conjointe d'appui sectoriel 2019 – 2020 validée

Perspectives pour l'année 2021

- Au niveau du Ministère des Pêches et de l'Economie maritime, évaluation de sa stratégie sectorielle 2015 - 2019, avec pour objectif de définir une stratégie renouvelée pour la période 2020 - 2024
- Aboutissement du processus de négociation pour le renouvellement du protocole de pêche et de l'accord cadre.
- Tenue de 2 réunions du comité scientifique conjoint et d'une ou deux commissions mixtes
- Appui sectoriel aux politiques publiques :
- IMROP : poursuite des travaux de remise en état des laboratoires, livraison d'équipements scientifiques, viabilisation du terrain IMROP de Nouakchott, poursuite de l'équipement du navire de recherche, formation des utilisateurs des nouveaux équipements
- Garde côtes mauritanienne : acquisition d'une vedette de surveillance et de véhicules de services, de divers équipements de sauvetage et de surveillance, finalisation de l'installation de la plateforme informatique pour recevoir les données de captures des navires UE
- Académie navale : livraison, installation de 3 simulateurs de navigation et formation des utilisateurs
- PNBA : poursuite et achèvement des travaux lancés en 2019
- PND : élaboration d'un tableau de bord pour la gestion du parc, poursuite de la lutte manuelle contre l'envahissement par le typha, cofinancement de l'approvisionnement en eau potable des villages situés dans le parc, poursuite du cofinancement de l'étude sur les services économiques et écologiques rendus par le PND, acquisition de quads, formation du personnel du parc, installation d'un atelier d'entretien et formation d'un agent pour l'entretien du parc automobile du parc, accompagnement de la démarche visant une inscription du PND sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO
- BACOMAB : Contribution à la capitalisation au fonds, à hauteur de 1,2 M EUR

Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 8
SCAPP Pilier et Chantier : 1 - 1
Montant contribution UE en € : 500 000
Montant total en € : 500 000
Date début – Date fin : 01/07/2020 – 01/07/23

Objectif global : Soutenir les actions des organisations de la société civile concourant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations

Mise en œuvre par : AMAD, GRET, APHG

Ministères partenaires : Développement rural, Affaires Sociales-Enfance-Famille

Wilayas d'intervention : Guidimakha, Gorgol, Brakna

Contact : Elhaj Mamadou Ba, Président ONG AMAD – ongamad1@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Dans un contexte de décentralisation et de développement local, les acteurs associatifs de manière générale doivent se constituer en partenaires des collectivités locales et de manière spécifique renforcer leur participation dans le développement politique, socio-économique et culturel des communes, des régions et du pays et jouer leur rôle de contrôle citoyen de l'action publique. Dans le même ordre d'idées, l'action doit permettre l'émergence d'organisations représentatives de la société paysanne qui soient réellement autonomes, efficaces dans les services qu'elles rendent à leurs membres, et porteuses des demandes de leurs bases afin de pouvoir dialoguer avec les pouvoirs publics.

Les cibles de cette action sont constituées de 15 Mini-laiteries situés dans les zones du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha, de 40 coopératives maraîchères du Guidimakha et du Gorgol, de 10 groupements paysans du Guidimakha (cultures pluviale et décruée), d'un groupement paysan du Gorgol (cultures irriguée, pluviale et décruée) et d'un groupement paysan du Brakna (cultures irriguée, pluviale et décruée). Bien qu'étant des acteurs de premiers plans dans le développement local, ces acteurs sont très souvent faiblement organisés et sans orientation claire. Ils sont aussi peu informés, peu formés et peu outillés sur des politiques et stratégies sectorielles pour assurer leur pleine citoyenneté.

En 2020, le contexte sanitaire lié au COVID- 19 a aggravé la situation économique des bénéficiaires rendant le système organisationnel plus vulnérable.

Pour pallier à ces difficultés, l'action cherche à améliorer la situation des groupes cibles à travers une série d'activités de renforcement organisationnel et institutionnel (mise en réseaux, définition de leur mandat et mode de gouvernance), d'informations et de formations sur des politiques et stratégies et plans nationaux (notamment : Plan National de Développement agricole 2015-2025, Plan National de Développement de l'élevage 2018-2025, Stratégie Nationale pour le Développement du Maraichage, Engagements de Maputo en 2003, Stratégie Nationale d'institutionnalisation du Genre).

Activités principales menées en 2020

- Mise en place de l'équipe du projet dans les wilayas du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha
- Prise de contacts avec les autorités administratives, communaux, services étatiques et des projets dans les wilayas du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha
- Tenue de réunions de cadrage et d'échange avec le GRET dans la wilaya du Gorgol
- Elaboration et validation guide diagnostic dans la wilaya du Gorgol
- Identification et diagnostic des groupes cibles dans les wilayas du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha
- Sensibilisation relative à la COVID 19 dans les wilayas du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Activités liées au démarrage du projet réalisées (équipes du projet installées au Gorgol et au Guidimakha, autorités administratives et communales informées, cadrage du projet réalisé entre l'AMAD et le GRET, diagnostic validé, groupes cibles identifiés, diagnostic des groupes cibles effectué)
- 13 groupements sensibilisés à la prévention de l'épidémie la COVID-19

Perspectives pour l'année 2021

- Organisation d'un atelier de lancement pour la restitution des résultats globaux du diagnostic aux groupements cibles
- Organisation de plusieurs formations (gestion administrative et financière d'une Association, gouvernance interne d'une association, techniques de communication et techniques de plaidoyer, genre, réseautage, etc.)
- Mise en place de 3 réseaux et organisation des Assemblées constitutives
- Organisation d'une série d'ateliers d'information et sensibilisation sur les différentes stratégies du pays
- Elaboration d'un mapping des potentiels acteurs du secteur privé au niveau urbain et rural

Documents produits en 2020

AMAD - Guide de diagnostic

FICHES ACTIONS DE L'AXE PAIX - SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET INCLUSIVES, DÉMOCRATIE, INSTITUTIONS EFFICACES ET RESPONSABLES, ÉTAT DE DROIT ET DROITS DE L'HOMME POUR TOUS

Intitulé	Pages
L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	
Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali	
Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé	
SEMAH - Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel	
Projet de Promotion des Comités des Droits des Détenus (CDD)	
Programme d'Appui à la Réforme de la Justice (PARJ)	
Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Interventions au Sahel (GAR-SI Sahel)	
Projet d'appui à la sécurité et au développement	
Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi pour favoriser la cohésion sociale et l'éducation à la citoyenneté d'hommes, femmes, jeunes et enfants	
Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel – PAGES –Phase II	
Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix	
Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants : Mauritanie	
Stratégie tripartite pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie	
Appui à la coordination des OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar	
Appui au renforcement de la société civile mauritanienne pour promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale, culturelles et citoyennes	

L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie



Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique
Pilier du consensus européen : Paix
ODD : 16
SCAPP Pilier et Chantier : 3- 13
Montant contribution UE en € : 25 000 000
Montant total en € : 25 000 000
Date début – Date fin : 29/03/2019 – 29/03/2023

Objectif global : Promouvoir une croissance inclusive, renforcer la gestion des finances publiques et améliorer la gouvernance sécuritaire, sur terre et sur mer, dans une logique de redevabilité

Mise en œuvre par : Ministère des Finances, Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, Expertise France, FIIAPP (la Fundación Internacional e Iberoamericana es una institución dedicada a la cooperación internacional en materia de administración y políticas públicas), OIM (Organisation internationale pour les migrations).

Ministères partenaires : Affaires économiques-Promotion des secteurs productifs, Finances, Intérieur-Décentralisation, Défense, Pêche-Economie maritime, Santé, Justice, Affaires sociales-Enfance- Famille, Fonction publique-Travail-Modernisation de l'Etat, Affaires Etrangères-Coopération-Mauritaniens de l'Extérieur

Wilayas d'intervention : National

Contacts : Kenza Bennani – Chef de projet Expertise France – kenza.bennani@expertisefrance.fr
Farnós Buesa Mario – Directeur du Projet FIIAPP – mario.farnos@fiiapp.es
Laura Sisniega Crespo – Chargée de protection OIM - lsisniega@iom.int

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Suite à la résurgence début 2018 des flux d'immigration irrégulière via la Mauritanie vers l'Europe, en particulier par voie maritime, les autorités mauritaniennes ont formulé une demande d'appui à l'UE pour y faire face tant pour la gestion et prévention de ces migrations par les forces de sécurité, par voie terrestre ou maritime, que pour la prise en charge des migrants recueillis.

Pour cela, la mise en œuvre de cette action est réalisée à travers un appui budgétaire de type général favorisant un dialogue permanent avec les autorités du pays sur la réforme des finances publiques et sur les politiques sécuritaires. Des appuis techniques complémentaires sont apportés par (i) Expertise France pour l'appui à la coordination, au pilotage et à la conduite des réformes du Ministère des Finances, l'appui à la réforme budgétaire, l'appui à la réforme comptable, l'appui à la comptabilité patrimoniale de l'Etat en vue de la mise en œuvre de la LOLF, le renforcement du système de contrôle et le soutien au système de mobilisation des ressources intérieures ; (ii) la FIIAPP pour la définition et l'opérationnalisation d'une stratégie dans le domaine de la surveillance et de la sécurité maritime ; et (iii) l'OIM pour la protection des migrants en situation de vulnérabilité à travers les acteurs de la société civile et des droits humains et pour l'amélioration de la gouvernance de la migration basée sur les données et le respect des droits des migrants.

Pour permettre à l'Etat de mener des actions pour la lutte contre les effets socio-économiques de la pandémie de la COVID-19, en 2020 un avenant à la décision de cette action a été effectué pour permettre de verser le 2^{ème} paiement de l'appui budgétaire en une seule tranche fixe.

Activités principales menées en 2020

Appui budgétaire

- Réalisation d'un avenant à la convention de financement et décaissement d'un montant de 8 375 000 Euros en juillet 2020 avec l'analyse et l'approbation des 4 critères d'éligibilité (politiques publiques, macro-économie, gestion des finances publiques, transparence et contrôle du budget)

Appui à la gestion des finances publiques (Expertise France)

- Poursuite des activités du programme d'appui à la gestion des finances publiques financé par le 11^{ème} FED (composante du PAMO FED11) à partir de juillet 2020 avec la permanence des 4 experts long terme en appui à la DPRE (Direction de la Prévision, des Réformes et des Etudes), DGB (Direction Générale du Budget), DGTCP (Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique), DGI (Direction Générale des Impôts) et organes de contrôles

Appui à la surveillance et à la sécurité maritime (FIIAPP)

- A cause de la COVID-19, retard de 6 mois pour le démarrage des activités pour le renforcement des capacités transversales pour le pilotage de la sécurité et du lien sécurité-migration et pour le

renforcement des capacités opératives des services dans le domaine de la sécurité maritime et la coordination entre les institutions impliquées

- Mise en place de la structure du projet et implantation des mécanismes de coordination et de gestion du projet (octobre 2020)

Appui à la gestion de la migration et le traitement des migrants dans le respect des droits de l'homme et des conventions internationales applicables (OIM)

- Mise en place d'un groupe de travail et organisation de réunions pour la rédaction des POS (procédures d'opérations standards) et Code de conduite pour la prise en charge et la protection des droits des migrants interceptés ou sauvés en mer
- Démarrage du processus du MIDEDEC avec l'appui de l'OIM pour la mise à jour du plan d'action de la stratégie nationale de gestion de la migration : nomination des chefs de file et points focaux par ministère, organisation de 4 réunions plénières et réunions par axe, production du draft du plan d'action
- Production complétée de la cartographie des OSC travaillant dans le domaine de la protection des migrants à Nouadhibou, Nouakchott, Rosse et Sélibabi
- En partenariat avec la Croix Rouge Française (CRF), mise en place d'un mécanisme de triage médical à Nouadhibou pour assister les migrants interceptés ou sauvés en mer. Assistance à 785 migrants rescapés avec des soins d'urgence médicaux et psychologiques
- En partenariat avec la Croix Rouge Française, mise en place de deux espaces d'écoute pour les migrants à Nouakchott et Nouadhibou
- Signature d'un accord de collaboration entre l'OIM et l'ONS (Office National des Statistiques) et lancement de la première enquête pilote

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Montant de l'appui budgétaire décaissé en totalité : 11.625 millions d'euros en décembre 2019 et 8.375 millions d'euros en juillet 2020
- Rapport annuel de la mise en œuvre de la SCAPP produit ainsi que les rapports thématiques annuels
- Cadres du Ministère des Finances informés/formés sur la LOLF (Loi Organique relative aux Lois de Finances) et le PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability)
- DGB renforcée : cadres formés au cadrage macro-budgétaire, nomenclature budgétaire établie, textes d'application proposés, nouvel organigramme de fonctionnement soumis, applications informatiques développées, direction sécurisée, instruction générale relative au plan comptable élaborée, modules de formation en comptabilité générale disponible, plan d'action relatif à la comptabilité patrimoniale conçu
- DGCTP renforcée: cartographie des risques de la Direction élaborée, applications informatiques développées
- Capacités des membres de l'inspection Générale des Finances renforcées
- Capacités de l'Unité de gestion des risques de la DGI renforcées
- Mécanisme de triage médical des migrants interceptés ou sauvés en mer à Nouadhibou opérationnel et 785 migrants ayant reçu des soins médicaux et psychologiques d'urgence
- Groupe de travail mis en place et fonctionnel pour la rédaction du Code de Conduite et des POS pour la prise en charge et la protection des droits des migrants interceptés ou sauvés en mer et premier draft de POS produit
- Draft final du plan d'action de la stratégie nationale de gestion de la migration produit dans un processus participatif piloté par le MIDEDEC
- Accord de partenariat signé entre l'OIM et l'ONS pour la réalisation des enquêtes conjointes sur le profil de migrants à Nouakchott et Nouadhibou

Perspectives pour l'année 2021

Appui à la gestion des finances publiques (Expertise France)

Transversal

- Maintien de l'appui au suivi du plan d'action du Ministère des Finances
- Appui à la modernisation des différents systèmes d'informations du Ministère des Finances : système d'information de planification et d'exécution du programme d'audit du MF et de la Cour des Comptes, système d'information de la DGTCF, de la DGB, de la DGI et de la Direction de la comptabilité patrimoniale
- Appui au Ministère de la fonction publique : formations des cadres, gestion des emplois et des compétences, appui à la rédaction des textes normatifs, etc
- Appui au secrétariat général du gouvernement dans le pilotage des politiques publiques

Thématiques

- Appui à l'organisation du comité des normes de la comptabilité publique

- Appui à la mise en place des budgets programmes et du cadre de performance des programmes
- Appui à l'amélioration de la crédibilité et de la prévisibilité du budget de l'Etat et l'élaboration des budgets sectoriels pluriannuels
- Formation des contrôleurs financiers
- Appui la réforme des fonctions de solde et des pensions
- Adoption et élaboration des textes normatifs pour la DGTCP
- Préparation du bilan d'ouverture de l'Etat
- Promotion de la démarche de gestion des risques
- Appui la consolidation du compte unique du trésor
- Renforcement du contrôle parlementaire et citoyen ainsi que l'appui à la cour des comptes
- Appui à la réforme de la comptabilité patrimoniale
- Appui à la réforme de la DGI : appui à la Direction des Grandes Entreprises, appui à la cellule de gestion des risques, formation, lancement TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool), etc

Appui à la surveillance et à la sécurité maritime (FIIAPP)

- Elaboration d'une Stratégie d'Action de l'État en Mer et appuis à la création d'un bureau de coordination pour la systématisation des données relatif à la surveillance des frontières et à la gestion des flux migratoires
- Organisation de formations techniques générales, en natation et au renforcement de la surveillance et l'intervention fluviale
- Mise en place d'équipements en matière de surveillance, d'intervention et de sécurité nautique

Appui à la gestion de la migration et le traitement des migrants dans le respect des droits humains et des conventions internationales applicables (OIM)

- Finalisation et approbation du code de conduite et des POS pour la prise en charge et la protection des droits des migrants interceptés ou sauvés en mer
- Finalisation et approbation du plan d'action de la stratégie nationale de gestion de la migration, approbation d'un budget pour la mise en place d'un mécanisme de coordination pour la mise en œuvre et le suivi du plan
- Assistance de première urgence aux migrants sauvés ou interceptés en mer à travers le mécanisme de triage médical
- Renforcement des capacités de la société civile venant en appui aux migrants en transit ou bloqués et en situation de vulnérabilité pour leur santé et leurs moyens de base
- Renforcement des capacités de la société civile et les structures de santé pour faire face aux besoins en santé mentale des migrants
- Publication des résultats de l'enquête pilote et réalisation et publication de deux enquêtes OIM-ONS à Nouadhibou et Nouakchott pour la mise à jour du profil des migrants
- Elaboration d'un profil des enfants migrants en Mauritanie, y compris dans les mahadras

Documents produits en 2020

- Ministère des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs - Rapport Annuel de Mise en Œuvre du plan d'action de la SCAPP pour l'année 2019 – Septembre 2020
- Kanzy Consulting - Cartographie et identification des besoins des OSC mauritaniennes œuvrant dans la protection des droits des migrants - Novembre 2020 -102 pages

Renforcement de la résilience des populations déplacées par l'instabilité au Nord du Mali et soutien à la coexistence pacifique entre communautés



Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Paix

ODD : 16

SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8

Montant contribution UE en € : 4 893 000

Montant total en € : 5 243 000

Date début – Date fin : 01/07/2017 – 30/06/2021

Objectif global : Contribuer à la réduction des facteurs d'instabilité et de vulnérabilité à travers la création d'opportunités socio-économiques pour les populations réfugiés et leurs communautés d'accueil tout en facilitant les retours volontaires des réfugiés dans la sécurité et la dignité

Mise en œuvre par : UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés)

Ministère partenaire : Intérieur-Décentralisation

Wilaya d'intervention: Hodh El Chargui

Contacts : Ziad Ayoubi – Représentant Adjoint UNHCR – ayoubi@unhcr.org

Jessica Somé – Administratrice chargée des relations extérieures – somei@unhcr.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Malgré l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015, la situation sécuritaire dans le Nord du pays a continué à se détériorer, avec des incidents sécuritaires répétés dans la région du Centre du Mali (Mopti et Ségou). En 2020, le HCR a effectué l'enregistrement de 5 220 réfugiés maliens au camp de Mberra.

Cette instabilité et les difficultés rencontrées pour apporter les garanties minimales d'un retour sûr pour les réfugiés maliens dessinent la perspective d'un exil prolongé en Mauritanie. De ce fait, le HCR cherche à trouver des solutions locales et promeut l'autonomisation à travers l'amélioration des moyens d'existence des réfugiés et de la communauté d'accueil dans une région chroniquement vulnérable et sujette à des crises alimentaires récurrentes, ainsi que l'envisage le Pacte mondial sur les réfugiés.

Le HCR coordonne la réponse humanitaire, comme le requiert le modèle de coordination pour les réfugiés, et fournit, en collaboration avec les autres partenaires sur le terrain, les services essentiels, la protection et l'assistance à 63 863 personnes, dont 54% de filles et de femmes et 46 % de garçons et d'hommes.

Activités principales menées en 2020

- Poursuite et redéfinition des modalités du profilage socio-économique des ménages réfugiés enregistrés au camp de Mberra en collaboration avec le PAM
- Mise en œuvre de 541 nouvelles activités génératrices de revenus (AGR) mises en œuvre pour les réfugiés et la population locale
- Contribution à l'autonomisation de 300 réfugiés à travers des activités de maraichages
- Formation professionnelle de 256 jeunes (hommes et femmes) réfugiés et de la communauté hôte en «Chantier Ecole»
- Réception par 28 étudiants réfugiés maliens de bourses afin de poursuivre leurs études universitaires à Nouakchott
- Conduite de séances de sensibilisation pour encourager la gestion pacifique des conflits auprès de 1300 réfugiés et membres de la communauté hôte
- Lancement de projets de coexistence pacifique avec l'ONG RET sur la coexistence pacifique dans la moughataa de Bassikounou (maraichage, reboisement, gestion de la transhumance, PME vertes) et construction d'infrastructures structurantes répondant aux besoins identifiés par les populations en partenariat avec le BIT (centre de transformation agro-alimentaire, maison des artisans, digue, revêtement de la piste d'accès au camp de Mberra)

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Intégration des campagnes de sensibilisation à la pandémie aux séances de sensibilisation sur la coexistence pacifique auprès des réfugiés et de la communauté hôte
- Impression de 2250 affiches et dépliants de sensibilisation en appui au plan national de réponse à la pandémie pour diffusion dans le Hodh El Chargui

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Profilage socio-économique des ménages réfugiés du camp de Mberra réalisé
- Méthodologie CARI+ pour le ciblage de l'assistance alimentaire distribuée aux ménages réfugiés tenant compte de la sécurité alimentaire et des dimensions de protection des ménages appliquée
- Etude d'analyse des chaînes de valeur pour identifier les opportunités économiques dans la région pour les réfugiés et les communautés hôtes réalisée
- 893 AGRs en partenariat avec COOPI, SOS Désert et World Vision développés au camp et dans la communauté hôte
- Séances de sensibilisation relatives à la gestion pacifique des conflits entre les réfugiés et la communauté hôte organisées
- 1.809 réfugiés dont 1.346 femmes autonomisés à travers l'exploitation de périmètres maraîchers
- Bourses octroyées à 75 étudiants réfugiés pour la poursuite de leurs études universitaires à Nouakchott
- 256 jeunes du camp de Mberra formés au sein d'écoles-chantiers dans le secteur des BTP en partenariat avec le BIT
- Diagnostic de l'impact socio-économique de la présence des réfugiés sur les populations hôtes et des mesures de mitigations répondant aux besoins de celles-ci réalisé
- Rapatriement volontaire de 2 742 personnes facilité

Perspectives pour l'année 2021

Au cours de la dernière année du projet, le HCR continuera de suivre les AGR mises en place tout au long du projet, au camp et dans la communauté hôte. Les projets à impact rapide visant au renforcement de la résilience et l'autosuffisance de la population hôte et des réfugiés ainsi qu'à la cohabitation pacifique entre les deux communautés (infrastructures structurantes, activités de reboisement et PME vertes), seront poursuivis et finalisés. De plus, le HCR poursuivra en partenariat avec Save the Children les activités inclusives visant à la réduction des conflits en zones urbaines et autour du camp sur la base des leçons apprises en 2020.

En vue de la clôture du projet, le HCR s'attachera notamment à assurer la durabilité des activités menées (AGR, maraichage, formation professionnelle) en dotant les bénéficiaires des outils nécessaires et en favorisant les synergies avec d'autres projets. De même, l'appropriation par les autorités locales, notamment des infrastructures ayant été identifiées par ces derniers comme essentielles, constituera un élément clé de la finalisation du projet. Également, le HCR continuera de faciliter les retours volontaires des réfugiés maliens dans la sécurité et la dignité, lorsque la demande en est faite et si la situation sanitaire le permet. Enfin, le HCR s'attachera à tirer les leçons apprises de ce projet et à les diffuser auprès des intervenants dans la région du Hodh El Chargui afin de capitaliser sur ces apprentissages.

Projet d'Appui à la Culture, à l'Artisanat et à la Cohésion Sociale dans le pôle d'activités de Boghé



Instrument de financement : Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits Humains (IEDDH)
Pilier du consensus européen : Paix
ODD : 17
SCAPP Pilier et Chantier : 3
Montant contribution UE en € : 671 207,97
Montant total en € : 894 943,96
Date début – Date fin : 01/12/2018- 31/5/2022

Objectif global : Soutenir les actions des organisations de la société civile et des autorités locales, en tant qu'acteurs de gouvernance, concourant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations

Mise en œuvre par : World Vision Deutschland e.V. et Tenmiya

Ministères partenaires : Développement rural, Culture-Artisanat

Wilaya d'intervention : Brakna

Contact : Samuel Ndikumana - Coordinateur régional des programmes Afrique World Vision Deutschland e.V. - samuel.ndikumana@wveu.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

World Vision en consortium avec l'ONG nationale « Tenmiya » à travers un financement de l'Union européenne dans le cadre de la mise en place du projet d'appui à la culture, à l'artisanat et à la cohésion sociale dans le pôle d'activités de Boghé, vise à appuyer 60 Organisations de la Société Civile (OSC) actives dans les domaines de la Culture, de l'Artisanat et de l'agriculture. Ces OSC sont réparties dans 13 communes de la région du Brakna. Actuellement les 60 organisations ont déjà bénéficié de plusieurs formations (voir section 2) les disposant à recevoir et à mettre en œuvre les micro-projets qui seront retenus pour le financement en cascade à la suite de leur évaluation en cours.

Activités principales menées en 2020

La situation sanitaire a entraîné la suspension de la mise en œuvre de toutes les activités terrain du projet pendant 4 mois (du 11 mars au 30 juin 2020). Pendant cette période de confinement, les tâches suivantes ont été accomplies :

- Elaboration et validation des TDR des principales activités programmées (visites d'échanges des OSC, formations en réseautage et en élaboration de micro-projets des OSC, formation des élus locaux sur la planification et l'intégration des activités socio-culturelles)
- Enclenchement des procédures de services pour éviter d'autres retards
- Prise de contact avec les bénéficiaires et suivi de l'évolution de l'état de la COVID-19 dans la zone du projet
- Partage des informations sur la situation du projet aux partenaires et à la Délégation de l'UE

Par la suite, des activités terrain ont pu être menées avec au préalable des activités de sensibilisation sur la COVID-19 et l'application de différentes mesures (distanciation, port du masque, lavage des mains à l'eau et au savon ou du gel hydro-alcoolique) :

- Organisations des visites d'échanges et de partage d'expériences entre les OSC de la culture et de l'artisanat du projet avec d'autres OSC travaillant dans le même domaine
- Renforcement des capacités sur les techniques/approches de réseautage des OSC
- Renforcement des capacités des élus locaux sur la planification et l'intégration des activités socio-culturelles dans les communes
- Renforcement des capacités des OSC en rédaction pratique des micro-projets
- Préparation des 60 OSC bénéficiaires pour le financement de leurs micro-projets en cascade : dispense de formations, encadrement pour l'identification et l'élaboration des fiches projets

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- « % des OSC qui disposent d'instances de prise de décisions (assemblée générale, bureau exécutif, réunions extraordinaires, ...) fonctionnelles » qui cible 48 des OSC en 2020. De 40% (soit 24 OSC) en année de référence (Nov. 2017), ce taux est passé à 80% (48 OSC)
- % des communes ciblées par le projet qui incluent des OSC intervenant dans les secteurs de l'artisanat, la culture, la cohésion sociale et la citoyenneté au niveau des CCC (Cadre de Concertation Communaux) qui cible 80% des communes de la zone d'intervention du projet. De 0% en année de référence, il est passé à 100% à la fin de la deuxième année
- « % des OSC financées (financement en cascade) qui ont mis en œuvre au moins un projet de développement et atteints les objectifs définis à un niveau acceptable. Quatre-vingt-sept (87%) des 60 OSC bénéficiaires ont soumis leurs propositions de projets pour demande de financement

Perspectives pour l'année 2021

- Octroi des financements en cascades à 50 OSC
- Suivi et soutien des OSC dans la mise en œuvre des micro-projets
- Accompagnement des OSC dans la communication et les échanges
- Appui aux OSC à la rédaction des rapports narratifs et financiers des micro-projets mis en œuvre
- Evaluation à mi-parcours du projet

SEMAH - Projet de prévention des conflits et de promotion du dialogue interculturel



Instrument de financement : 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Paix
ODD : 16
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8
Montant contribution UE en € : 4 400 000
Montant total en € : 4 400 000
Date début – Date fin : 29/10/2019-19/10/2024

Objectif global : Contribuer à prévenir l'extrémisme violent, désamorcer les conflits communautaires et promouvoir l'interculturalité en Mauritanie

Mise en œuvre par : Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports

Ministères partenaires : Affaires Islamiques-Enseignement Originel

Wilayas d'intervention : 15 Wilayas

Contact : Mohamed Salem Boukhreiss – Coordinateur-Régisseur – boukhreiss67@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet « SEMAH - Prévention de conflits et promotion du dialogue interculturel » financé par le 11^{ème} FED se situe dans un contexte national de conflictualité sociale et culturelle latente, alimentée surtout en milieu juvénile par de rapides transformations sociales et par la vulnérabilité aux chocs économiques et aux courants et pensées religieuses radicales. D'autres facteurs contribuant à ces transformations sont le contexte sous-régional et l'ouverture à la mondialisation et aux médias sociaux. Il a pour objectif général de contribuer à prévenir l'extrémisme violent, désamorcer les conflits communautaires et promouvoir l'interculturalité en Mauritanie, conformément aux stratégies en la matière de l'Etat mauritanien et notamment du Ministère de l'emploi, de la jeunesse et des sports. Les objectifs spécifiques sont au nombre de deux : OS1 - Appuyer l'amélioration et l'augmentation de l'offre de services adressée aux jeunes, et OS2 - Appuyer la mise en œuvre et le plaidoyer des organisations de la société civile opérant avec les jeunes dans les domaines de la prévention des conflits et de la radicalisation violente. Au niveau de la mise en œuvre, il consiste en la consolidation et la continuité des activités menées dans le cadre du projet pilote « Prévention de conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie », financé par le 10^{ème} FED, en s'appuyant sur les leçons apprises et les bonnes pratiques et avec l'objectif d'en élargir le champ d'action de tir sur six autres wilayas pour couvrir toute l'étendue du territoire mauritanien à savoir dans toutes les wilayas du pays.

Activités principales menées en 2020

Mise en œuvre du devis-programme de démarrage avec les activités suivantes :

- Installation du projet
- Identification des besoins de la jeunesse, des Directions de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports (DREJS) et des communes dans les 6 nouvelles wilayas d'intervention
- Etude préalable pour la réalisation d'infrastructures de proximité à vocation sportive, culturelle, civique et d'appui à l'emploi
- Création d'une plateforme du projet
- Concours de proposition d'un logo pour le pays
- Rédaction du devis-programme pluriannuel
- Désignation du comité de pilotage du projet

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Identification des besoins de la jeunesse et des DREJS
- Etablissement d'une situation de référence dans les nouvelles wilayas
- Mise en ligne de la plateforme du projet
- Sensibilisation sur le mode d'intervention du projet
- Réactivité de la page Facebook du projet

Perspectives pour l'année 2021

- Tenue du comité de pilotage
- Atelier de lancement

- Audit organisationnel des DREJS
- Renforcement des capacités d'action des DREJS
- Equipement des espaces de jeunesse des DREJS en matériel d'animation sportive et culturelle
- Renforcement des capacités des communes et appui aux initiatives portées par les CCJ
- Construction de l'Espace jeunes de la ville d'Aïoun El-Atrouss
- Organisation d'ateliers d'identification des acteurs émergents de la société civile jeunes dans les wilayas d'intervention
- Appui à la structuration des acteurs émergents de la société civile jeunes identifiés
- Renforcement des capacités des acteurs de la société civile en rédaction et gestion de cycle de projets
- Appels à manifestation d'initiatives dans 5 wilayas d'intervention selon les procédures flexibles de l'UE
- Attribution directe à des organisations d'envergure nationale actives en matière de volontariat, de promotion de la citoyenneté, de la culture et des sports
- Attribution directe aux associations et/ou consortiums d'associations d'envergure locale

Documents produits en 2020

- Projet SEMAH - Etude Préalable pour la réalisation d'infrastructures de proximité à vocation sportive, culturelle, civique et d'appui à l'emploi à Aïoun El Atrouss – Décembre 2020
- Projet SEMAH - Rapport Mission d'identification des besoins de la jeunesse – Décembre 2020

Promotion des Comités des Droits des Détenus



Instrument de financement : Instrument européen pour la Démocratie et les droits de l'Homme
Pilier du consensus européen : Humanité
ODD : 16
SCAPP Pilier et Chantier : 3-9
Montant contribution UE en € : 297 610
Montant total en € : 396 814
Date début – Date fin : 28/12/2019 – 27/06/2022

Objectif global : Contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'au respect de tous les droits humains et des libertés fondamentales

Mise en œuvre par : Fondation Noura

Ministères partenaires : Justice, Intérieur-Décentralisation, Affaires sociales-Enfance-Famille

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Nouadhibou, Aleg, Kaédi, Sélibaby, Rosso et Bir Moghrei

Contact : Alfred Mbemba – Directeur de la Fondation – mbembalfred@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'action consiste essentiellement à mettre en place et à promouvoir dans les établissements pénitentiaires de Nouakchott, Nouadhibou, Aleg, Kaédi, Sélibaby, Rosso et Bir Moghrein, les plateformes efficaces de participation des détenus appelés « Comités des Droits des Détenus (CDD) » dont les membres sont élus de façon démocratique par leurs pairs en vue de : (i) Identifier et documenter les réels besoins des détenus par les détenus ; (ii) Aider et faciliter l'accès aux droits/à la justice et à l'accomplissement des devoirs des détenus ; (iii) Renforcer l'accès aux services sociaux de base au profit des détenus ; (iv) Apaiser la vie carcérale ; et (v) Préparer les détenus à la réinsertion sociale.

Le contexte particulier de la pandémie de la Covid-19 a eu un effet sur la modification de la logique d'intervention, notamment dans la prise en compte en tant qu'activité imprévue des réponses pour la promotion des mesures barrières contre la pandémie, le changement de la chronologie des activités et l'anticipation de la mise en œuvre par l'administration pénitentiaire et l'ONUDC (Office des Nations unies contre les drogues et le crime), de l'activité sur la loi pénitentiaire qui a permis de changer l'Activité 5.2 : (Etudes, recherche....) du programme relative à la loi pénitentiaire, en une activité de renforcement des capacités de formation/ production des établissements pénitentiaires de Nouakchott pour favoriser leur autonomie. Ce changement d'activité s'inscrit dans le même ordre, orientation et objectifs poursuivis par le projet.

Les CDD élus ont été équipés et leurs capacités renforcées ainsi que celles des agents et gardes pénitentiaires. Tous les problèmes identifiés par les CDD ont été soumis au projet en termes de besoins et le projet a procédé aux réponses en termes d'accès aux services sociaux de base et à la justice. Les besoins dépassant les capacités de réponses du projet ont été soumis au Ministère de la justice en termes de plaidoyer.

Activités principales menées en 2020

- Elections des CDD et appui aux CDD dans la conception et l'adoption des plans d'actions
- Expression des besoins par les CDD et réponses aux besoins exprimés
- Renforcement des capacités des acteurs
- Activités de préparation à la réinsertion sociale

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

Mise en œuvre du Programme d'appui permanent au centre d'accueil des détenus Covid-19 positifs et au centre de transit/quarantaine de la DAPAP sur la lutte anti-infectieuse aux précautions standard (hygiène des mains, hygiène respiratoire, équipement de protection individuelle, nettoyage et désinfection, gestion des déchets et du linge) conformément aux procédures de nettoyage et de désinfection de l'environnement édictées par les exigences de l'OMS par rapport aux mesures de lutte contre l'infection et aux exigences relatives au contrôle de l'état de santé des cas suspects à la COVID-19

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 103 agents du personnel pénitentiaire formés en standards des Nations Unies pour la protection et le traitement des détenus
- 3000 guides du détenu conçus et imprimés et 1600 déjà distribués

- Fosse septique de la prison civile de Sélibabi réhabilitée
- Fosse septique, puits perdu et toilettes du CARSEC réhabilités
- Espace d'accueil des visiteurs à la prison civile de Nouadhibou construit
- Circuit électrique, des lumières et la distribution d'eau de la prison de Rosso et de Kaédi réhabilités
- Chambres conjugales et des lieux de visites à la prison centrale de Nouakchott réhabilités
- Etagères et système de ventilation de la cuisine de la prison centrale réhabilités
- Congélateurs fournis dans les prisons de d'Aleg, de Kaédi, de Rosso, de Sélibaby, de Nouadhibou et des femmes de Nouakchott réhabilité et équipée
- Salle de sport de la prison civile d'Aleg réhabilitée et équipée
- Infirmerie de la prison centrale réhabilitée
- Espaces de maraichage aménagés dans les établissements pénitentiaires de Nouakchott
- Système d'aération du Centre fermé pour mineurs d'El Minah aménagé
- Espace de formation / production en boulangerie et pâtisserie construit et équipé à la prison civile de Dar Naïm et à la prison des femmes
- 103 dossiers assistés judiciairement avec 15 libérations obtenues et 1 non-lieu
- Actions de plaidoyer menées pour la création des centres d'accueil des détenus COVID -19 positifs et de transit/quarantaine de la Direction des Affaires Pénales et de l'Administration Pénitentiaire (DAPAP)

Perspectives pour l'année 2021

- Poursuite de la mise en œuvre du programme de réponses à la COVID-19 et de santé mentale dans les prisons
- Dispense de formation aux détenus sur leurs droits et obligations
- Renforcement des capacités du personnel pénitentiaire
- Expression des besoins par les CDD et réponses aux besoins exprimés
- Promotion et vulgarisation du guide du détenu
- Réalisation d'activités de préparation, d'orientation et d'appui à la réinsertion sociale
- Suivi et évaluation

Documents produits en 2020

- Fondation Noura – Guide du détenu

Programme d'Appui à la Réforme de la Justice (PARJ)



Instrument de financement : 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Paix
ODD : 16
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 9
Montant contribution UE en € : 12 600 000
Montant total en € : 12 600 000
Date début : 30/06/2018-30/06/2025

Objectif global : Amélioration de l'état de droit via la promotion de la bonne gouvernance et la protection des droits humains en Mauritanie

Mise en œuvre par : UNICEF, Expertise France, Bureau d'études AESA

Ministères partenaires : Justice, Affaires Sociales-Enfance-Famille, Habitat-Urbanisme-Aménagement du territoire

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Trarza, Dakhlet Nouadhibou, Assaba, Brakhna

Contacts : Alimata Deme – Spécialiste Protection – ademe@unicef.org

Virginie Pagnon – Coordinatrice Projet – virginie.pagnon@expertisefrance.fr

François Boko – Régisseur / Chef de Mission PARJ - f.boko@at-aesa-parj.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'architecture judiciaire de la Mauritanie tire sa source de l'ordonnance n° 012/2007 du 8 février 2017 qui a consacré la mise en place d'un système judiciaire organisé autour de 15 tribunaux de Wilayas, répartis sur 4 Cours d'Appel. Au sommet de cette architecture judiciaire se trouve la Cour Suprême. Composée de 4 Chambres, elle est gardienne du droit qu'elle contribue à consolider grâce à la jurisprudence qu'elle émet. Dans le cadre de la modernisation du système judiciaire, la RIM s'est dotée d'une vision stratégique manifestée par : (i) l'adoption en 2016 de la SCAPP en son axe spécifique 3, (ii) la politique sectorielle justice (PSJ) adoptée en conseil des ministres en octobre 2019 et (iii) les 6 engagements présidentiels accompagnés très récemment de la déclaration de politique générale du gouvernement. Cette vision stratégique envisage des réformes audacieuses et structurantes pour lesquelles la convention de financement du programme d'appui à la réforme de la justice (PARJ) 11^{ème} FED, accompagne les autorités mauritaniennes. Aussi, la convention de financement, tenant compte du contexte sectoriel, a prévu 6 volets destinés à mieux prendre en compte les besoins qu'inscrivent les autorités mauritaniennes dans la dynamique de modernisation de la justice. De ce fait, et au-delà de l'objectif global poursuivi par le PARJ, chacun de ces volets se met en œuvre dans un contexte spécifique avec des enjeux précis.

Politique sectorielle du Ministère de la Justice (PSJ)

La faiblesse des directions en charge du pilotage de la PSJ contribue souvent à réduire la réforme de la justice à la simple et pourtant nécessaire expression et satisfaction des besoins en infrastructures judiciaires et pénitentiaires. Compte tenu de ce constat, le PARJ a inscrit son action dans le renforcement structurel, technique et logistique des directions impliquées dans la PSJ avec comme objectifs (i) favoriser une cohérence d'action entre la Cour Suprême, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et l'IGAJP dans la gestion du personnel magistrat dans le cadre de la consolidation de l'indépendance de la justice.

Justice pour mineurs en Mauritanie

La promulgation en 2005 de l'Ordonnance Portant Protection de l'Enfant (OPPE) et le décret sur les mesures alternatives avait été une étape importante dans la protection des droits des enfants qui sont en contact avec le système de justice. Cependant, malgré l'existence de ce cadre légal protecteur, certaines contraintes continuent de restreindre l'accès des enfants à une justice de qualité. Il faut, entre autres, noter une faible présence institutionnelle en dehors des deux grandes villes (Nouakchott et Nouadhibou), ainsi qu'une faible capacité technique des acteurs de la justice pour mineurs rendant la mise en œuvre efficace de l'OPPE plus ou moins sporadique dans le reste du pays. En effet, seules les trois régions de Nouakchott sont chacune dotées d'une brigade spéciale pour mineurs (BSCM) et seuls les tribunaux de Nouakchott et de Nouadhibou disposent des procureurs nommés pour s'occuper des affaires des mineurs. Il faut aussi souligner des conditions de fond de la privation de liberté parfois non-conformes aux normes nationales ou internationales car seules les régions de Nouakchott et Nouadhibou sont dotées d'un centre d'accueil et de réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi (CARSEC) et un seul centre fermé pour mineurs existe à Nouakchott. La direction de la protection judiciaire de l'enfant dont la mission est de veiller à l'application de l'OPPE, d'assurer un contrôle des procédures policières et judiciaires et la surveillance des centres de placement des enfants en conflit avec la loi, ne dispose pas d'antenne dans les régions. Cependant, en 2020, le Conseil Supérieur de la Magistrature a procédé à la nomination des présidents des cours criminelles pour enfant dans toutes les wilayas. Par ailleurs, la période de référence a été marquée par le ralentissement des activités du fait (i) de la survenue de la crise sanitaire causée par la pandémie de COVID-19 à la mi-mars 2020 qui a conduit les autorités à mettre rapidement en place des

mesures restrictives destinées à limiter la propagation du virus (ii) des changements institutionnels dont le remaniement ministériel en août 2020 qui a opéré un changement à la tête du Ministère de la Justice.

Ecole Nationale d'Administration du Journalisme et de la Magistrature (ENAJM)

L'ENAJM a entamé un chantier afin d'adapter la formation initiale aux exigences de professionnalisation des métiers de magistrats et des personnels de greffe en élaborant de nouveaux curricula et un guide des stages, mais la transformation doit être poursuivie. Cette école a besoin d'être accompagné dans ses efforts.

Direction des affaires pénales et de l'administration pénitentiaire (DAPAP) et amélioration des conditions de détention

La DAPAP dispose de très faibles moyens au regard de ses missions diverses et étendues et de faibles capacités de gestion des services pénitentiaires au regard des autres acteurs (garde nationale et ministère de l'urbanisme). Il paraît donc nécessaire de renforcer nettement son rôle dans ces compétences. La Mauritanie compte actuellement une population carcérale de 2023 détenus répartis sur 23 établissements pénitentiaires, mais dont l'essentiel se trouve sur les établissements pénitentiaires de Nouakchott. Ce système pénitentiaire souffre de surpopulation asymétrique, de l'absence d'un corps pénitentiaire spécialisé et d'une méconnaissance des standards internationaux en matière de droits de l'homme et conditions de détention.

Rationalisation de la chaîne pénale dans les 3 Wilayas de Nouakchott

De grands dysfonctionnements de la chaîne pénale caractérisés par (i) l'incapacité structurelle du parquet à jouer son rôle de filtre à l'entrée du circuit judiciaire, (ii) l'usage abusif et systématique du mandat de dépôt, (iii) la faible utilisation de la conciliation pénale et de la garantie de représentation durant les phases de poursuite et d'instruction, participent à l'engorgement de la chaîne pénale, à sa saturation et à la surpopulation carcérale.

Restructuration des professions judiciaires, développement de l'Assistance judiciaire (AJ) au pénal et subventions aux OSC pour faciliter l'accès à la justice

Les contraintes budgétaires et financières auxquelles fait face le secteur de la justice en RIM ne favorisent pas un égal accès au service public de la justice. Afin d'améliorer l'accessibilité à la justice, le PARJ entend accompagner la restructuration des professions judiciaires, le renforcement et l'amélioration de l'assistance judiciaire, en particulier au pénal, ainsi que les initiatives portées par les OSC en matière d'humanisation des conditions de détention et d'accès à la justice. Une attention particulière sera accordée dans cette restructuration à la promotion du genre dans lesdites professions.

Renforcement des infrastructures judiciaires et pénitentiaires

Le renforcement de la fonctionnalité, qualité, adaptabilité, durabilité, accessibilité et protection à la COVID des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ciblées fait partie des résultats attendus pour atteindre l'objectif général du PARJ.

Activités principales menées en 2020

Appui à l'amélioration du système de justice pour mineurs en Mauritanie - UNICEF

- Lancement du projet justice pour mineurs en janvier 2020
- Redynamisation du Comité de coordination de la justice juvénile et tenue d'une réunion en février 2020 sous la nouvelle présidence
- Dotation en équipement informatique pour les travailleurs sociaux de la DPJE (Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfant) et achats de deux voitures pour le suivi des enfants par la DPJE
- Assistance technique à la DPJE pour suivi de la situation des enfants détenus notamment au moment du pic de la pandémie ; forte coordination avec partenaires pour mener un plaidoyer et assurer la libération des enfants dans le contexte de la COVID-19
- Mise en place d'un paquet d'activités socio-éducatives et d'accès au soutien psychosocial au centre fermé pour les mineurs : aménagement et équipement d'ateliers de formation aux métiers de la menuiserie, aménagement d'un jardin potager, organisation de classes d'alphabétisation et de langues, consultations par un psychiatre spécialiste des addictions pour l'évaluation des capacités institutionnelles de la DPJE et des compétences des ressources humaines. Elaboration des modules de formation pour le personnel de la DPJE et pour la police
- Mise en place des comités régionaux de justice juvénile : organisations de missions dans les régions de Nouadhibou et Rosso pour informer les acteurs de la justice pour mineurs et préparer l'installation des comités.

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Dès le début de la crise sanitaire due à la COVID-19, mise en place de mesures de prévention et de dispositif de lavage des mains à la DPJE, dans les 3 brigades des mineurs, au CARSEC et au Centre Ferme pour Mineurs de Nouakchott. L'ONG Fondation Noura partenaire de l'UNICEF en charge de l'accompagnement des mineurs détenus a organisé la formation du personnel pénitentiaire, des enfants détenus et maintenu le lien avec les familles à travers les appels téléphoniques.

Renforcement des capacités, appui à l'ENAJM, restructuration de la DAPAP et amélioration des conditions de détention dans les 3 prisons de Nouakchott – Expertise France

- Missions de démarrage en mars 2020 sur chaque composante de l'action pour un ajustement de la programmation en lien étroit avec les bénéficiaires
- Recrutement du personnel national (assistant de projet et chauffeur) et achat d'un véhicule de projet
- Elaboration des TDR des premières activités à mener en lien avec les bénéficiaires

- Mise en œuvre de l'activité – Appui à l'expérimentation et l'évaluation du programme de formation initiale pour les personnels de greffe visant à accompagner l'expérimentation des nouveaux curricula des formations initiales magistrat et personnel de greffe, en assurer l'évaluation à différents stades de l'expérimentation afin de parfaire et de finaliser ces programmes de formation.
- A cause de la COVID-19, travail préparatoire à distance de missions reportées par l'élaboration et remise de questionnaires auprès de panels déterminés et par l'organisation d'entretiens en visioconférence

Rationalisation de la chaîne pénale dans les 3 Wilayas de Nouakchott

- Réalisation d'un audit sommaire du fonctionnement de la chaîne pénale permettant d'identifier les activités concourant à améliorer le fonctionnement de la chaîne pénale au niveau de chaque maillon à savoir (i) la police judiciaire, (ii) le parquet, (iii) les cabinets d'instruction, (iv) les sièges correctionnels et criminels, sans oublier (v) le traitement des recours en matière correctionnelle et criminelle dont le renforcement (parquet général, chambre d'accusation et chambres correctionnelle et criminelle) contribue à l'amélioration et à la fluidité du fonctionnement de la chaîne pénale.
- Poursuite de certaines activités du PADSC relatives au processus de traitement en temps réel des infractions

Restructuration des professions judiciaires, développement de l'AJ au pénal et subventions aux OSC pour faciliter l'accès à la justice

- Réalisation d'un diagnostic sommaire des trois professions judiciaires notamment la profession d'avocat, de notaires et d'huissier avec l'identification des principales tâches nécessaires à leur restructuration

Renforcement des infrastructures judiciaires et pénitentiaires

- Démarrage de l'étude préliminaire architecturale sur treize (13) infrastructures judiciaires ciblées ainsi que de leurs équipements, composée d'une première phase de diagnostic et une deuxième de proposition.

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Fonctions de contrôle sur les procédures policières et judiciaires assurées par la DPJE grâce à 36 missions de contrôle effectuées auprès du CFMN et du CARSEC et de 52 missions auprès des Brigades Spéciales Chargées des Mineurs (BSCM)
- 306 enfants ayant bénéficié lors de leur séjour d'un ou de plusieurs éléments du paquet d'activités suivantes : assistance judiciaire, contacts avec les familles, bilans médicaux, entretiens avec un psychologue, activités socio-éducative et apprentissage aux métiers, suivi par des assistants sociaux après leur libération
- Centre de recherche juridique et judiciaire (CRJJ) mis en place et Table Régionale de Protection de Nouadhibou et Rosso redynamisée
- 16 termes de référence de mission validés par les bénéficiaires dans le cadre de l'appui à l'ENAJM, à la restructuration de la DAPAP et à l'amélioration des conditions de détention dans les 3 prisons de Nouakchott
- Curricula des personnels de greffe évalués, programme de formation initiale des personnels de greffe adaptés aux spécificités et aux besoins de leurs fonctions et intégration d'une approche professionnalisant
- Programme de travail de l'assistance élaboré pour l'appui à la politique sectorielle, à la chaîne pénale, à la restructuration des professions judiciaires, au développement de l'AJ au pénal et à l'accès à la justice via des subventions aux OSC

Perspectives pour l'année 2021

Appui à l'amélioration du système de justice pour mineurs en Mauritanie

- Appui à la restructuration de la DPJE en vue de lui permettre de jouer pleinement ses missions de contrôle de toutes les institutions publiques et privées accueillant les mineurs en contact avec la loi
- Renforcement de la coordination et le partenariat entre les acteurs de la justice pour mineurs à travers le comité de coordination de la justice juvénile
- Elaborer et mettre en œuvre des plans de communication/sensibilisation sur les droits des enfants et sur la justice pour mineurs
- Assurer une formation appropriée des policiers des brigades spéciales pour mineurs et autres forces de l'ordre : un module de formation sera élaboré
- Renforcer l'action des assistants sociaux et la collaboration avec les autres acteurs de la justice pour mineurs : un module sera élaboré
- Elaborer et approuver un guide pour la détermination de l'âge de l'enfant pour pallier l'absence d'État civil.
- Renforcer les capacités des centres d'accueil et de réinsertion des enfants en conflit avec la loi (CARSEC et centres de détention)

- Renforcer le recours aux alternatives à la détention et aux options de justice réparatrice pour les enfants en conflit avec la loi.
- Renforcement de la capacité du MASEF à coordonner les systèmes de protection de l'enfance mis en place dans les régions cibles.

Renforcement des capacités, appui à l'ENAJM, restructuration de la DAPAP et amélioration des conditions de détention

- Renforcement du dispositif pédagogique et les compétences du département magistrature en matière d'ingénierie de formation
- Renforcement du centre de ressources documentaires de l'ENAJM
- Mise en œuvre d'une formation linguistique en français et une formation informatique pour les magistrats et personnels de greffe
- Identification des priorités à engager en formation continue et élaboration d'un plan de formation continue et un catalogue de formation tant pour les magistrats que les greffiers
- Organisation de formations thématiques dont la 1ère sur le management de juridiction
- Appui à la restructuration et au développement de la DAPAP (nouvel organigramme ...)
- Accompagnement pour la création d'un corps de surveillance dédié
- Appui à l'élaboration d'une directive en matière d'affectation des personnes détenues
- Elaboration d'un cahier des charges de construction d'un établissement pénitentiaire et définition d'une cartographie pénitentiaire

Appui au soutien aux MJ pour la mise en œuvre de sa politique sectorielle

- Appui au MJ pour (i) la conception et l'élaboration d'un schéma directeur informatique, (ii) l'établissement d'une comptabilité matière de toutes les infrastructures et équipement judiciaires et pénitentiaires et (iii) la réalisation d'une étude de faisabilité pédagogique et architecturale relative à la création d'une école de formation des magistrats
- Appui au renforcement des capacités de pilotage et de suivi-évaluation de la stratégie sectorielle du MJ
- Redynamisation de l'IGAJP et appui au fonctionnement du CSM
- Appui à la modernisation et à la dématérialisation des procédures de la Cour Suprême avec soutien logistique pour la mise en conformité des locaux de la Cour Suprême et de la salle d'audience de la Cour Constitutionnelle
- Appui à la modernisation du cadre juridique d'exercice de la justice avec (i) soutien à la commission de codification, (ii) soutien à l'élaboration des avant-projets de textes dans le cadre d'un marché de services et (iii) organisation d'une formation en légistique

Appui à la rationalisation de la chaîne pénale dans les 3 Wilayas de Nouakchott

- Appui au renforcement des capacités de la CA de Nouakchott dans le traitement des recours en matière pénale, avec (i) le soutien au Parquet général pour un meilleur contrôle hiérarchique sur les parquets d'instance des 3 wilayas de Nouakchott, (ii) soutien à la chambre d'accusations pour un meilleur traitement des recours contre les actes d'instruction, (iii) soutien à la chambre criminelle et à la chambre correctionnelle
- Appui aux parquets des 3 wilayas pour l'amélioration des procédures d'enquête et de poursuite
- Appui aux capacités des cabinets d'instruction
- Appui aux capacités des chambres criminelles et correctionnelles des 3 wilayas
- Appui au renforcement des capacités des greffiers des 3 wilayas dans le domaine pénal et pénitentiaire.

Appui à la restructuration des professions judiciaires, développement de l'AJ au pénal et subventions aux OSC pour faciliter l'accès à la justice

- Appui à la restructuration du Barreau et à la mise en œuvre d'une stratégie, facilitant l'installation des avocats dans les juridictions secondaires.
- Appui au renforcement des capacités des Notaires avec conception et mise en place d'une stratégie de formation continue pérenne
- Appui au renforcement des capacités des huissiers
- Appui au développement d'une assistance judiciaire au pénal et à la prise en charge des frais de procédures des prévenus indigents et vulnérables
- Subventions aux OSC dans le cadre d'appel à propositions pour soutenir les initiatives portées par les OSC dans le domaine de l'accès à la justice et de l'amélioration des conditions de détention

Appui au renforcement des infrastructures judiciaires et pénitentiaires

- Construction de 2 tribunaux de Wilaya à Nouakchott (Nouakchott Nord et Sud), d'un tribunal de Moughataa à Nouakchott : El mina, d'un tribunal de Moughataa à Boutilimit, de la Cour d'Appel d'Aleg, de la Cour d'Appel Commercial de Nouadhibou
- Rénovation de 7 tribunaux de Moughataa à Nouakchott : Teyaret, Ksar, Dar-Naim, Toujounine, Arafat, Riyad, Sebkha

Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Interventions au Sahel (GAR-SI Sahel)



Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Paix

ODD : 16

SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8

Montant contribution UE en € : 8.500.000 pour la Mauritanie du projet total de 82 000 000

Montant total en € : 8.500.000 pour la Mauritanie du projet total de 82 000 000

Date début – Date fin : 1^{ère} compagnie (9/03/2017-28/02/2019) -2^{ème} compagnie (14/06/2019-10/04/2021)

Objectif global : Contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation tant des pays concernés qu'au niveau régional, y inclus dans les zones isolées/reculées et transfrontalières, comme condition préalable pour leur développement socio-économique durable.

Mise en œuvre par : un Consortium dont le lead est assuré par la Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas -FIIAPP

Ministères partenaires : Défense, Intérieur-Décentralisation, Justice

Wilayas d'intervention : Hodh el Chargui, Hodh el Gharbi, Adrar Guidimaka, Assaba, Gorgol, Brakna, Trarza, Inchiri

Contacts : Colonel Eduardo Fernandez - Coordinateur national - efernandez-fiiapp@garsi-sahel.eu
Lieutenant-Colonel Francesco Dotto - Coordinateur Adjoint - fdotto-fiiapp@garsi-sahel.eu

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Face aux nombreux défis, le binôme sécurité et développement devient très important en tant qu'élément clé dans le Plan d'Action Régional 2015-2020 de la Stratégie de l'Union européenne pour la région du Sahel. Avec cette nouvelle perspective, la sécurité devient un facteur transversal de toute stratégie de coopération et de développement au Sahel puisque "sans un minimum de mesures de sécurité, un développement durable devient impossible".

Activités principales menées en 2020

Première compagnie

- Organisation de 5 mois de missions à l'Adrar
- Organisation d'une mission de mentorat en bilatéral par la Guardia Civil espagnole
- Participation des spécialistes de la Police Judiciaire (PJ) à l'exercice multinational FLINTLOCK 2020
- Formation de 13 cadres et 12 gendarmes en RIM

Deuxième compagnie

- Formation de 26 cadres et formateurs en Mauritanie
- Formation de 114 gendarmes et 20 spécialistes

Activités en lien avec la lutte contre la COVID 19 :

- 1^{ère} Compagnie : organisation de 3 missions de 70 jours à la frontière avec le Mali (70 km de responsabilité) pour la mise en vigueur de la fermeture de frontières
- 2^{ème} Compagnie : participation des cadres à la mise en vigueur du couvre-feu à Nouakchott
- Formation de deux Sections de la part de l'OIM en droits des migrants, genre et protection face à la Covid-19
- Livraison d'équipements de protection individuelle et collective face à la Covid19 donnés par l'OIM

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Première compagnie

- 31 cadres et formateurs formés en Espagne
- 41 cadres et formateurs formés en Mauritanie
- 114 personnels formés en Mauritanie
- 20 spécialistes formés
- Equipements livrés (2 562 253,99 €)
- Examen IOC (Capacité Opérationnelle Initiale) réussi

- Examen FOC (Capacité Opérationnelle Finale) réussi
- 11 mois de mentorat de l'équipe coordonné
- 14 missions mentorat de l'équipe coordonné
- 3 missions de mentorat d'experts réalisées
- 1 mission de mentorat bilatéral Guardia Civil réalisée
- Spécialistes PJ ayant participé au FLINTLOCK 2020
- 7 mois de mission sécurisation frontière Mali réalisés
- Doctrine de l'Unité élaborée et approuvée
- Arrêté de création de l'Unité adopté
- 13 missions de l'Unité à la frontière sud réalisées
- 4 missions spéciales de l'Unité réalisées
- 334 séances de formation continue réalisées
- Tests annuels de situation de l'Unité et des éléments passés
- 3 réunions du Comités de Pilotage et 1 du Comité de Pilotage général organisées
- 1 réunion de clôture 1ère phase tenue
- Opérationnalisation 1ère Compagnie achevée (400 jours en mission)

Deuxième compagnie

- Plan d'Action de la 2ème compagnie élaboré
- 26 cadres et formateurs formés en Mauritanie
- 114 gendarmes formés en Mauritanie
- 20 spécialistes formés
- 1 réunion du Comité de Pilotage organisée
- Equipements livrés pour un montant de 140 000 €

Perspectives pour l'année 2021

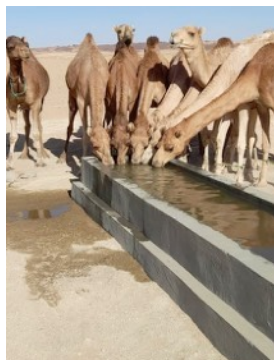
Première compagnie

- A disposition de l'EM de la GNM

Deuxième compagnie

- Livraison de matériels (2.000.000 €)
- Rédaction de l'Arrêté de création Groupement de plusieurs compagnies
- Organisation de l'Examen IOC
- Organisation de 2 mois de mentorat de l'équipe de coordination
- Organisation de 2 mentorats experts
- Organisation de l'Examen FOC
- Clôture de la 2ème phase du projet
- Mise à disposition de l'EM de la GNM
- Réalisation d'exercices et d'opérations d'Interopérabilité avec les GARSI Sénégal et Mali

Projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie



Instrument de financement : 10^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Paix
ODD : 16
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8
Montant contribution UE en € : 13 000 000
Montant total en € : 13 000 000
Date début – Date fin : 14/12/2014 – 14/02/2022

Objectif global : Contribuer au développement de la Mauritanie en appuyant les autorités dans leur stratégie de lutte contre le terrorisme et la grande criminalité

Mise en œuvre par : Forces Armées et de Sécurité appuyés par une assistance technique (Bureau SOFRECO)

Ministères partenaires : Défense, Intérieur-Décentralisation

Wilayas d'intervention : Hodh El Charghi, Tagant, Trarza

Contact : Bernard Fourcroy - Chef de mission AT SOFRECO – bfourcroy@gmail.com

Site web : <https://omnia.mr/>

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

S'inscrivant dans un contexte de mise en œuvre de la Stratégie Sahel de l'Union européenne, le projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie, OMNIA, interagit avec les enjeux sous régionaux, et spécifiquement ceux liés à pertinence du nexus entre sécurité et développement, tel qu'il est porté par le G5 Sahel. L'analyse des causes profondes du terrorisme au Sahel a en effet montré que les groupes armés terroristes profitent d'un défaut de gouvernance pour mettre en place des initiatives de remplacement de structures administratives, économiques et religieuses.

L'objectif global du projet est ainsi de contribuer au développement en mettant en place, de façon innovante et souple, une proposition de solutions aux différentes menaces terroristes. Résolument orienté vers la lutte contre le terrorisme, l'originalité de son approche tient en ce qu'il ne se limite pas qu'au renforcement capacitaire des forces armées et de sécurité en tant que réponse coercitive à la menace. Il entreprend aussi, au travers d'activités de développement planifiées et conduites par les forces armées et de sécurité, de renforcer la présence de l'Etat, à lutter contre les tentatives de subversion menées par les groupes armés dans les zones les plus enclavées, spécifiquement dans les Wilayas du Tagant et du Hodh El Charghi, à la frontière malienne.

Sécurité, accès à l'eau, santé et éducation sont les différents axes de développement sur lesquels œuvre OMNIA. Afin de pérenniser ces différents domaines d'intervention, la mise dans les conditions propices des Forces Armées et de Sécurité, chargées de cette mission est nécessaire. Pour ce faire, OMNIA contribue à l'agrandissement et la construction de centres de formation, la fourniture d'équipements adaptés à ces centres, et l'organisation de formations spécifiques et spécialisées.

Dans le contexte régional, l'eau potable est un enjeu de développement, mais également de sécurité. L'accès à l'eau potable contribuera à la sédentarisation et à la sécurisation des communautés de citoyens nomades et semi-nomades enclavées et leurs cheptels et contribuera à leur essor socio-économique.

C'est dans cette logique qu'OMNIA contribue au développement de plusieurs localités du Tagant et du Hodh el Charghi à travers la construction de réseaux d'adduction d'eau potable comprenant des bornes fontaines, abreuvoirs et des châteaux d'eau grâce à la fourniture d'équipements captant l'énergie solaire dans les villages de Touweyjinnit au Tagant (commune de Tichitt, à 60 km à l'est), de Ouad Chebbi, Bameiré, Tagourarett, Tarhiyatt, Ouad Nitti et Bir N'Ssara sur le Dhar Oualata et les villages à l'est de Nema d'Achemim et N'Beiket Leouach dans le Hodh El Charghi.

A partir de mars 2020, les activités ont été perturbées et ralenties par l'apparition de la pandémie de la Covid-19 et la CE a décidé, à la demande de l'Ordonnateur national, de prolonger d'un an la période d'exécution du Projet.

Activités principales menées en 2020

- Exécution de travaux d'ouvrages au sein de l'Ecole de formation de la Garde nationale à Rosso
- Réalisation et réception de la piste d'accès au futur centre d'entraînement inter-forces à Ouad Naga comprenant un centre de tirs adapté (CTA) et une tour de contrôle dont la construction est prévue en 2021

- Organisation du Cycle 1 de la formation des formateurs des Forces armées et de sécurité en Mauritanie (stagiaires officiers subalternes et supérieurs) au sein de la nouvelle Académie mauritanienne de la paix et de la sécurité
- Finalisation de la préparation des livraisons et formations pour la fourniture de matériels et équipement de communication et de transmission aux diverses forces de sécurité
- Réception des onze forages réalisés dans le Tagant et au Hodh El Gharghi dans la zone du Dhar Oualata et de la zone sédimentaire à Achemim et N'Beiket Leouach
- Elaboration des cahiers des charges concernant les réseaux d'adduction d'eau potable (AEP) à installer dans le Tagant et au Hodh El Charghi ; et, démarrage des travaux de construction des AEP
- Finalisation des avant-projets détaillés et du cahier des charges pour la construction du Centre d'instruction du Groupement nomade (sous tutelle de la Garde nationale) à Achemim
- Réception provisoire des travaux exécutés pour l'extension de l'École de formation de la Gendarmerie à Rosso
- Réception provisoire des travaux d'extension, dont un amphithéâtre de 100 places, à l'École militaire des services de santé à Nouakchott
- Livraison et réception d'un dernier lot de dromadaires équipés au bénéfice du Groupement nomade à Achemim
- Etablissement du cahier des charges et lancement de l'appel d'offres pour la fourniture d'équipements aéronautiques (ULM) équipés à l'Armée de l'Air
- Elaboration et finalisation d'une stratégie et plan de communication ; mise en ligne du site web (<https://omnia.mr>) ; animation des réseaux sociaux ; finalisation d'une stratégie de communication pour la plateforme UE-RIM.

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

L'hôpital mobile de campagne a été un centre de test Covid-19 de référence pendant la période de contamination à Nouakchott

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Démarche adoptée « nexus sécurité et développement » opérationnalisée. A la différence des actions de développement conventionnelles, il est maintenant établi, pour les Maîtres d'œuvre (Armée, Gendarmerie, Garde), que les activités de développement constituent des objectifs intermédiaires visant un résultat sécuritaire, ou plus précisément de lutte contre le terrorisme
- Un hôpital mobile de campagne (HMC) et une ambulance fournis au bénéfice des forces armées et de la population
- Une Ecole de formation de la Gendarmerie à Rosso fonctionnelle et ayant reçu ses premiers étudiants
- Des ouvrages appartenant à l'École de formation des services de santé de l'EMGA à Nouakchott réalisés permettant de former plus aisément un grand nombre d'étudiants
- Des forages réussis et réceptionnés dans le Tagant et le Dhar Oualata et dans la zone sédimentaire en ZRS – Zone à régime spécial (régions du Tagant et d'Hodh El Chargui) et des études de faisabilité réalisées permettant de débiter les travaux d'adduction d'eau potable au dernier trimestre 2020
- 250 dromadaires équipés livrés à la Garde nationale et plus particulièrement au bénéfice du Groupement nomade, lui permettant de reconstituer ses moyens de transport à travers la ZRS
- Une stratégie et un plan de communication efficaces rédigés et mise en œuvre permettent d'assurer une visibilité et une communication régulière auprès du grand public (essentiellement grâce à Facebook, plus de 670.000 personnes atteintes) et des publics institutionnels (site web).
- Des études diverses réalisées notamment sur la problématique de l'éducation et développement dans les régions des Dhar située en ZRS

Perspectives pour l'année 2021

- Exécution et fin des travaux au niveau de l'école de formation de la Garde nationale à Rosso
- Construction et finalisation du centre inter-forces à Ouad Naga comprenant un centre de tirs adapté (CTA)
- Mise en œuvre du cycle 2 de formation des formateurs (stagiaires officiers subalternes et supérieurs) au sein de l'Académie mauritanienne de la paix et de la sécurité
- Fourniture de matériels de communication et de transmission aux diverses forces de sécurité
- Organisation des formations auprès de la DGSN (Direction Générale de la Sécurité Nationale) et la DGSED (Direction Générale de la Sécurité Extérieure et de la Documentation)
- Construction et finalisation des réseaux d'adduction d'eau potable dans le Tagant et le Hodh El Charghi
- Construction du centre d'instruction méhariste à Achemim au bénéfice de la Garde Nationale
- Fourniture d'équipements aéronautiques (ULM) équipés à l'Armée de l'Air et organisation de la formation

- Fourniture de compléments d'équipements pour les différentes forces de sécurité (Gendarmerie : équipements pédagogiques pour l'Ecole de formation à Rosso, Garde nationale : équipements pédagogiques pour l'Ecole de formation à Rosso, Forces armées)

Documents produits en 2020

- Etudes techniques de faisabilité et cahiers des charges de 10 réseaux d'adduction potable et du centre d'instruction d'Achemim
- Assistance technique SOFRECO - Stratégie et plan de communication du projet proposant un nom nouveau pour le Projet. Ce « naming » proposé est "Omnia", résultat de la concaténation des mots arabes "sécurité" et "développement" (tanmia) أمن — تنمية (amn). Le mot résultant de cette concaténation est OMNIA. En arabe, ce mot signifie "souhait, demande, désir, psalmodie". Ce mot a été prononcé spontanément par les citoyens de Bir N'Ssara et Guelb Jmel lors d'une mission de terrain

Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 Communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi pour favoriser la cohésion sociale et l'éducation à la citoyenneté d'hommes, de femmes, jeunes et enfants



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)
Pilier du consensus européen : Paix
ODD : 16
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8
Montant contribution UE en € : 800 000
Montant total en € : 1 066 666,66
Date début – Date fin : 15/10/2018 - 15/09/2021

Objectif global : Contribuer à l'émergence des organisations communautaires de base, particulièrement les associations féminines, pour participer et influencer efficacement la mise en œuvre des politiques publiques au niveau local

Mise en œuvre par : ROSA - Réseau des Organisations sur Sécurité Alimentaire

Ministères partenaires : Affaires Sociales-Enfance-Famille, Intérieur-Décentralisation, Emploi-Jeunesse-Sports, Affaires Economiques – Promotion des Secteurs Productifs

Wilayas d'intervention : Brakna, Gorgol, Hodh El Gharbi

Contacts : Amadou Seidi Djigo – Coordinateur citoyen, Bonne gouvernance, influence - amadou.djigo@oxfam.org
 Coumba Diop – Coordinatrice technique du Projet OSC au ROSA – dcoumba94@yahoo.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Ce projet vise des organisations de faibles capacités. Il cible les 70 Organisations Communautaires de Base (OCB) comprenant des coopératives féminines, des associations de jeunes à caractère culturel, des associations villageoises à caractère social intervenant dans les communes de Boghé, de Kaédi et de Tintane. Ces groupes cibles sont des acteurs importants du développement local. La politique de décentralisation et de développement local initiée par le gouvernement vise à faire des acteurs associatifs de manière générale, des partenaires des collectivités locales et de manière spécifique à renforcer leur participation dans le développement politique, socio-économique et culturel des communautés et leur action dans le contrôle citoyen de l'action publique. Malheureusement, ces acteurs sont très souvent faiblement organisés et sans orientation claire. Ils sont aussi peu informés, peu formés et peu outillés sur des politiques et stratégies sectorielles pour assurer leur pleine citoyenneté.

L'action cherche à améliorer la situation des groupes cibles à travers une série d'activités de renforcement organisationnel et institutionnel (mise en réseaux, définition de leur mandat et mode de gouvernance), d'informations et de formations sur la politique de décentralisation et du développement local qui fixe le rôle des acteurs associatifs, sur la Stratégie Nationale de la Jeunesse, sur la Stratégie Nationale d'institutionnalisation du Genre, sur les contenus des Plans de développement des 3 communes d'interventions. L'action vise aussi le renforcement de leurs capacités techniques en termes de captation de fonds (comment élaborer un projet), de contrôle citoyen de l'action publique et de plaidoyer. Elle vise enfin, d'une part, l'environnement de la culture de la citoyenneté et de la cohésion sociale à travers les espaces de citoyenneté qui seront créés et d'autre part, l'accès des organisations communautaires au financement pour soutenir les actions qu'elles entreprennent sur le genre, sur la veille, sur le respect des droits des citoyennes et des citoyens et leur accompagnement, des activités culturelles.

Activités principales menées en 2020

- Célébration de la journée internationale de la femme (8 Mars)
- Formation sur le contrôle citoyen de l'action publique (CCAP)
- Organisation d'un atelier de formation sur le montage de projet
- Réalisation de l'auto-évaluation participative à mi-parcours du projet
- Elaboration de la stratégie de mise en œuvre des financements en cascades pour les microprojets
- Octroi des subventions aux OCB bénéficiaires de financements
- Cérémonie de lancement des microprojets financés
- Accompagnement et suivi des micros projets financés
- Célébration internationale des journées : 12 août (Jeunesse) : Au cours de cette journée, des conférences- débats et des séances de sensibilisations sur la Covid 19 ont été organisées au niveau des zones d'intervention du projet, des kits de protection (masques, gels hydro-alcooliques, savons, eau de javel) ont été distribués
- Actions de plaidoyer au niveau national
- Missions périodiques de suivi et d'évaluation de l'action à travers les activités du comité de pilotage

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 70 Organisations ciblées formées sur les aspects associatifs, techniques et de gestion et leur dynamique associative renforcée au sein des 3 communes d'intervention du projet
- 10 ateliers de formation techniques et d'informations organisés au profit de 706 personnes dont 394 femmes dans le but d'améliorer le système de gouvernance et de fonctionnement des OCB
- Une dizaine d'ateliers de formations organisés au profit de 345 personnes dont 198 femmes
- Compétences citoyenneté renforcées pour 425 personnes dont 216 femmes sous la forme d'ateliers d'information et de sensibilisation sur des thématiques en lien avec le Code de statut personnel, de la décentralisation
- Acteurs clés participant au niveau local pour la bonne exécution du projet à travers des comités de pilotages multi acteurs (autorités administratives, municipales, services techniques et bénéficiaires du projet)
- Collaboration effective entre les autorités administratives et communales (Hakems et Maires) des communes d'intervention du projet, les Coordinateurs régionaux du Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, du Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille, du Ministère des Finances et du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, les délégués régionaux de la Jeunesse au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi sont pour mise en œuvre correcte de l'action et au renforcement de la visibilité du projet et sa contribution dans le développement humain des différentes communes
- Espaces de citoyenneté multi acteurs fonctionnels dans les communes de Boghé, Kaédi et Tintane en tant que lieux de rencontres et d'échanges entre les citoyennes et les citoyens des différentes communes. Ces espaces ont permis de stimuler et favoriser l'esprit de cohésion sociale et de citoyenneté responsable.
- Ateliers d'information et de formation organisés sur des thématiques en lien avec la citoyenneté animée par les responsables régionaux des secteurs en lien avec les objectifs de l'action
- 29 organisations communautaires de base dont 9 à Tintane, 8 à Boghé et 12 à Kaédi financées en cascades pour un montant global de 14 952 000 MRU. Au total, 22 microprojets retenus pour une période de 6, 8 et 10 mois pour la mise en œuvre de leurs activités
- 70 OCB bénéficiaires au niveau des communes d'intervention mises en réseau.

Perspectives pour l'année 2021

- Accompagnement et suivi des micros projets financés
- Célébration internationale des journées : 8 mars (Journée internationale de la femme) et le 12 août 2021 (Jeunesse)
- Actions de plaidoyer au niveau national
- Organisation de visites d'échanges intercommunaux
- Organisation de causeries - débat sur différents thèmes liés aux OSC
- Organisation d'un concours de poésie
- Missions périodiques de suivi et d'évaluation
- Organisation d'un atelier de clôture et de capitalisation

Documents produits en 2020

- OXFAM - Rapport de formation sur le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP)
- OXFAM - Rapport de formation sur le montage de projets
- OXFAM - Rapport de formation sur le réseautage
- OXFAM - Rapports d'activités de la commémoration des journées : 8 mars, 12 août et 15 octobre

Programme d'Appui au G5 pour la Sécurité au Sahel – PAG5 –Phase II

Instrument de financement : Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Paix

ODD : 16

SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8

Montant contribution UE en € : 9 998 500

Montant total en € : 9 998 500

Date début – Date fin : 18/11/2019 – 17/11/2022

Objectif global : Contribuer à renforcer la sécurité des cinq Etats membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) et identifier les défis communs auxquels ils doivent faire face et les moyens d'y répondre dans une optique de coopération régionale

Mise en œuvre par : CIVIPOL – FIIAPP - GIZ

Wilayas d'intervention : Nationale

Contacts : Anne-Claire Zirnhelt – Cheffe de pôle CIVIPOL – zirnhelt.ac@civipol.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Depuis sa création, le G5 Sahel a connu une montée en puissance progressive de ses institutions et une maturation continue de son processus décisionnel. La répartition des rôles et des compétences entre les différents organes du G5 a également évolué et s'est clarifiée grâce à l'expérience acquise par l'institution au cours de ses premières années d'existence. Le G5 Sahel s'est ainsi imposé comme un interlocuteur privilégié pour les partenaires techniques et financiers des Etats Sahéliens, l'institution a désormais complété son premier tour des présidences tournantes avec la récente prise de fonctions du Tchad, en mars 2021.

L'Union européenne par son appui à travers les deux volets du Programme d'Appui au G5 pour la Sécurité au Sahel a continué d'appuyer le G5 Sahel en l'aidant à renforcer ses institutions les plus essentielles pour la bonne opérationnalisation de ses compétences. Parmi elles notamment, le Secrétariat Exécutif du G5 Sahel, qui est l'organe chargé d'exécuter les décisions du Conseil des Ministres sous l'autorité duquel il est placé, et dont le rôle s'est accentué. Ainsi, pour que ce dernier puisse remplir les missions qui lui incombent avec le maximum d'efficacité, le PAGS concentre ses efforts à : (a) renforcer les capacités du Secrétariat Exécutif du G5 Sahel (SEG5) en matière de défense et de sécurité et des structures de formation des cadres qui lui sont rattachées, en particulier le Collège Sahélien de Sécurité de Bamako; (b) soutenir ce même Secrétariat dans son action en matière de développement et de Gouvernance ainsi que renforcer son fonctionnement et (c) renforcer les capacités de coopération et de coordination du Secrétariat avec les Comités Nationaux de Coordination, répondants nationaux du SEG5.

Activités principales menées en 2020

Appui au fonctionnement de la structure G5

- Mise à disposition de 9 personnes (SEG5 : Directeur de cabinet, Assistant Frontières et migrations, Expert en passation de marchés, Auditeur interne, Assistante administrative du Coordonnateur régional de la PCMS, Coordonnateur régional de la CELLRAD ; CSS : Responsable des Etudes, Assistante administrative et financière, Conducteur)
- Acquisition de matériels (pour la Présidence en exercice : équipement informatique de la Cellule G5 mauritanienne ; pour le Secrétariat exécutif : signalétique intérieure et extérieure du nouveau bâtiment, équipement salles de réunion (tables, chaises, équipement en visioconférence) ; équipement informatique et bureautique du Bureau de défense et de sécurité et de la PCMS (Plateforme de coopération régionale en matière de sécurité) régionale)
- Financement de missions pour la Présidence en exercice : représentants du Burkina Faso fin 2019 ; pour des personnels du SEG5 : limité par l'impact de la crise sanitaire
- Financement de séminaires, conférences et des formations
- Elaboration de produits de communication du G5 Sahel : kits scolaires fin 2020 (Journée du G5, agendas et calendriers, impression de livret CAPI, impression de la stratégie de communication)

Renforcement des capacités

- Formations du Collège Sahélien de Sécurité (CSS)
- Formations au profit des Comités nationaux de coordination

Mise à disposition d'expertise

- Chacun des 4 experts principaux étant insérés dans une structure du G5 Sahel, un à Bamako au CSS, 2 au Secrétariat exécutif à Nouakchott et 1 qui accompagne la Présidence en exercice, donc qui change chaque année de lieu de résidence ; l'expression des besoins peut ainsi être reçue en direct ; cette proximité permet une conception conjointe des activités, et de (i) stimuler ou orienter les activités du BDS, par exemple en s'attachant à recentrer l'activité d'opérationnalisation de la

PCMS sur l'analyse ; (ii) Suivre l'activité des personnels mis à disposition ; analyse des rapports d'activité, puis échanges ; ainsi par exemple du pilotage au quotidien de l'activité de l'Assistant Frontières et migrations ; un rapport de très grande qualité et multi-quotidien a pu être créé avec le Directeur de cabinet, pièce devenue essentielle du SEG5 ; (iii) Contribuer à l'efficacité de la Cellule G5 de la Présidence en exercice, par la présence quotidienne de l'Expert principal qui est sollicité sur tous sujets

- Appuis à la mise en œuvre de la feuille de route de la Présidence (Etude de faisabilité sur la mise en place de la police de proximité afin de concourir au renforcement de la présence de l'Etat dans les zones sensibles du G5 Sahel, étude de faisabilité d'une démarche d'inclusion financière au profit des Jeunes du G5 Sahel, mobilisation d'expertise sur l'organisation de la 4ème conférence FDS / populations)
- Appuis aux Experts du SE G5 pour mettre en œuvre des priorités du G5 : étude sur la cartographie des frontières, étude sur la mise en place de CCPD (Centre de coopération police douanes), étude / Audit du site web du CSS, étude sur la mise en place d'un Guichet Unique de paiement des contributions des Etats membres du G5 Sahel dans les différentes structures de l'organisation, élaboration d'un mécanisme d'opérationnalisation de la décision des Chefs d'Etat d'ouvrir l'espace aérien du G5 Sahel, construction du dossier ARP et recherche de financements, appui à la rédaction du CAPI (Cadre d'Actions Prioritaires du G5 Sahel), contribution à la modification du règlement du CSS, construction du processus de remontée des bonnes pratiques en matière de prévention de la radicalisation, élaboration d'un plan régional de riposte au COVID axé sur le renforcement des capacités des laboratoires bio sureté dans les pays du G5 Sahel, TDRs d'études de faisabilité concernant 15 projets du Fuseau Est)
- Activités très diversifiées pour préserver la cohérence d'ensemble (formation concrète conjointe CELLRAD des Etats + CNC des Etats, appui aux Comités nationaux de coordination du G5 Sahel, en lien avec SE G5, appui à la mise en œuvre du PIP (Programme d'investissement prioritaire) et CAPI, promotion de l'utilisation du CSS, prise en considération de la présence de la RACC et des activités des autres PTF)

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Activité d'appui à des activités du G5 en matière de Frontières et de migrations réellement engagée avec la prise de fonction de l'assistant Frontières et migrations
- Etats des lieux, questionnements et propositions sur la PCMS réalisés
- Mise en œuvre de l'ensemble de l'offre pédagogique du Collège sahélien de sécurité effective et 2 Conseils d'Administration statutaires organisés
- Appui à la mise en place de l'Académie régionale de Police (ARP) effectué
- Secrétariat exécutif appuyé au niveau de la prise du personnel, d'achat de matériels et de l'expertise et de production de documents d'analyse et de proposition (exemple : ouverture d'un espace aérien propre au G5 Sahel)
- Expert mobilisé en appui au PIP et au CAPI mis à la disposition des différents acteurs, fiches projets visant à faciliter la mobilisation des financements par le G5 Sahel et ses Etats rédigés, CNC Comité National de Coordination des Actions du G5 Sahel) formé au suivi-évaluation du PIP /CAPI
- Plusieurs supports de communication produits pour le SEG5
- Position du consultant Coordonnateur régional de la CELLRAD confortée par de multiples appuis du PAGS, visant à le consolider dans l'architecture du SEG5, compte tenu de sa « fertilité » et de son implication, permettant d'avancer sur des domaines dépassant le cadre strict de la prévention de la radicalisation
- Liens avec les responsables des thématiques Genre et Jeunesse entretenus afin de leur faire comprendre la nature de l'appui que le PAGS pourrait fournir, en expertise
- Lien entre les activités de la Présidence en exercice et le Secrétariat exécutif amélioré par les échanges entre experts principaux du PAGS, insérés dans l'une et l'autre structure
- Plusieurs expertises menées et de nombreuses autres identifiées aussi bien à la demande de la Présidence en exercice que pour satisfaire des besoins du SEG5
- Appui à la Cellule dédiée à la Présidence en exercice réalisé avec intensité en 2020 et proposition de soutien adressée à la future Présidence en exercice tchadienne proposée et suivie d'effet
- Capacités des points focaux des comités nationaux de Coordination, répondants du SEG5 renforcées

Perspectives pour l'année 2021

- Accompagnement de la transition entre les deux Présidences en exercice, dans la mesure des compétences du PAGS
- Appui au renforcement capacitaire des CNC, répondants du SEG5
- Appui pour l'appropriation progressive de la prise en charge financière d'une partie des personnels mis à disposition du SEG5
- Mobilisation d'expertises au profit du SEG5 et de la Présidence en exercice
- Mobilisation d'expertise pour couvrir les thématiques Jeunesse et Genre

- Poursuite de l'appui au Coordonnateur de la CELLRAD et accompagnement dans son insertion pleine et entière, formalisée, au sein du SEG5
- Appui au SEG5 dans des opérations de communication visant à diffuser une image utile du G5 Sahel auprès des populations
- Appui pour l'adoption de décisions opérationnelles des Etats, sous l'impulsion du G5, en matière de maîtrise des frontières et des flux migratoires
- Organisation de formations au CSS et au profit du SE ou des CNC, dans une logique de rattrapage de l'année 2020, pénalisée par la crise sanitaire
- Poursuite de l'appui à la mobilisation de financements par le G5 Sahel, en aidant le SE à produire des fiches projet pertinentes et efficaces
- Appui autant que de besoin la Cellule dédiée à la Présidence tchadienne en exercice, aux fins de mise en œuvre de ses priorités, et notamment de sa feuille de route

Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix



Instrument de financement : ECHO
Pilier du consensus européen : Paix
ODD : 16
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8
Montant contribution UE en € : 2 500 000
Montant total en € : 3 734 015,75
Date début – Date fin : 01/04/2019 – fin : 31/03/2021

Objectif global : UNICEF et ses partenaires œuvrent pour permettre aux enfants réfugiés et aux enfants défavorisés des communautés hôtes d'avoir accès à un paquet de services d'éducation et de protection. L'action cible tous les niveaux d'éducation du préscolaire au secondaire en plus des classes d'alphabétisation, en veillant le renforcement des passerelles avec les mahadras. A travers des procédures opérationnelles standard adoptées par tous les acteurs de protection, l'action vise à réduire les cas de protection et d'harmoniser les interventions de protection.

Mise en œuvre par : UNICEF Mauritanie

Ministères partenaires : Education nationale-Formation technique et professionnelle, Affaires sociales-Enfance – Famille, Affaires islamiques- Enseignement originel

Wilaya d'intervention : Hodh Chargui

Contact : Judith Léveillée - Représentante Adjointe - jleveillee@unicef.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

La crise des réfugiés Maliens entame sa neuvième année et l'analyse sécuritaire n'annonce pas un retour proche des réfugiés. L'instabilité politique régnant au Mali s'est accentuée à la suite du coup d'état observé en aout 2020 et le pays enregistre un accroissement des conflits interethniques et communautaires, une recrudescence des attaques des différents groupes armés, une dégradation de la situation économique et les effets néfastes du changement climatique.

La fermeture des frontières aériennes et terrestres de la Mauritanie en mars 2020 à cause de la pandémie du COVID-19 a limité l'afflux de nouveaux réfugiés, qui a atteint le nombre de 4,390 personnes en 2020. Au 31 Janvier 2021, le camp de M'Berra compte 62 546 réfugiés (34 039 femmes/filles), parmi lesquels 58 pour cent (soit 36 400) sont des enfants de zéro à 17 ans.

A part l'éducation et les quelques activités commerciales et/ou de formation professionnelle mises à disposition par les ONG, il n'existe pas de moyens d'occupation et de développement personnel pour les enfants et jeunes du camp. La pandémie a aggravé leur accès aux services de base dans la zone d'intervention. Les acteurs humanitaires se sont mobilisés pour mettre en place des solutions alternatives telles que l'introduction d'un programme d'éducation à distance et un système de prise en charge pour les enfants dont les parents sont touchés par le virus. Grâce aux interventions de l'UNICEF et des partenaires humanitaires intervenant dans les secteurs de l'éducation et de la protection au camp de M'Berra, 5 873 sur les 25 533 enfants réfugiés en âge scolaire enregistrés par le HCR (soit 23 pour cent) ont eu accès à l'éducation en 2020.

Activités principales menées en 2020

Éducation

- Extension de l'offre du préscolaire dans le camp de M'Berra et soutien à la continuité de celle-ci dans le camp et dans les communautés hôtes de Bassiknou et de Fassala
- Distribution de fournitures scolaires pour les enfants réfugiés et de la communauté hôte
- Construction de l'extension de l'école primaire 6 et sa transformation en nouvelle école 8
- Motivations des monitrices du préscolaire, des enseignants du secondaires et des enseignants de centres d'alphabétisation
- Soutien au programme d'alphabétisation des jeunes réfugiés maliens
- Extension et équipement du centre de connectivité au camp de M'Berra
- Formation des enseignants sur la pédagogie d'enseignement par petits groupes, l'appui psychologique et les droits de l'enfant
- Sensibilisation des ménages sur l'importance de l'éducation à distance
- Enregistrement de cours pour la 4, 5 et 6ième année du primaire avec les enseignants du camp (via la radio de Bassiknou, en collaboration avec le Direction régionale de l'éducation nationale) et organisation et suivi de séances d'apprentissage en groupe
- Appui à l'enseignement à distance à travers la distribution de photocopies de cours et d'exercices et la diffusion de cours via WhatsApp pour les candidats du diplôme d'études fondamentales (DEF) et du Baccalauréat

- Implication des associations des parents d'élèves (APE) et de l'association des Cheikhs de mahadras dans les travaux d'éducation à distance

Protection

- Renforcement des mécanismes de protection communautaires à travers l'identification de points focaux pour la protection des enfants dans les comités villageois
- Formation des comités villageois sur les droits et à la protection des enfants
- Promotion de la coopération avec les leaders religieux dans les activités de mobilisation communautaire en faveur du changement des normes sociales
- Mise en place d'un dispositif de prévention et de réponse aux violences faites aux enfants dans les écoles avec l'appui des APE et du Conseil pédagogique
- Elaboration d'un programme de formation sur le Code de conduite des enseignants sur la protection des enfants

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- Sensibilisation des enfants et jeunes du camp et des communautés hôtes sur la pandémie de COVID-19
- Identification des enfants et jeunes vulnérables à travers les mécanismes de protection
- Sensibilisation sur la protection des enfants en situation d'urgence et le référencement des cas de protection les plus graves (menés dans le respect des gestes barrières et avec des techniques adaptées au contexte sanitaire)
- Sensibilisation des familles vulnérables sur les gestes barrières
- Soutien socioéconomique aux familles les plus impactées par les mesures restrictives dues à la COVID-19
- Appui à l'organisation des examens respectant les mesures barrières contre la propagation du virus

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Éducation

- Dix nouveaux centres préscolaires construits (en plus des 12 existants)
- 1 100 enfants (557 filles) inscrits dans les 22 centres bénéficient d'éducation préscolaire
- 20 nouvelles monitrices formées par des professionnelles de la petite enfance du MASEF
- 5 561 enfants scolarisés au primaire (2 694 filles) avec un taux de réussite de 66 pour cent
- 414 enfants scolarisés au secondaire (126 filles) avec un taux de réussite de 100 pour cent pour le DEF, 30 pour cent pour le BAC et 87 pour cent pour les autres classes
- 400 enfants (216 filles) de la communauté hôte inscrits dans les 8 centres existants à Fassala et à Bassiknou poursuivent leur enseignement préscolaire
- Cours d'alphabétisation dispensés pour 514 jeunes réfugiées (338 filles) et 1 000 jeunes des communautés hôtes (544 filles)
- 287 enfants (52 filles) réinsérés à l'école primaire au camp de M'Berra
- Ecole 6 construite et transformée en nouvelle école 8
- Fournitures scolaires distribués pour 10 000 (4 900 filles) enfants scolarisés de la communauté hôte de Bassiknou et 6 500 enfants du camp de M'Berra
- 120 enseignants (24 femmes) du camp M'Berra formés en pédagogie des petits groupes, appui psychologique et droits de l'enfant
- 14 167 manuels distribués pour les enfants réfugiés
- 5 825 ménages sensibilisés sur l'importance de l'éducation à distance
- 2 700 heures de cours dispensées par 30 enseignants du camp M'Berra au profit de 3 176 enfants (1 800 heures pour ceux de la 4, 5 et 6ième année du primaire et 900 heures pour ceux du secondaire)
- Cours par petits groupes dispensés pour 578 enfants du préscolaire (285 filles) à travers l'initiative des mamans éducatrices

Protection

- 7 443 enfants réfugiés du camp et de la communauté hôte de Bassiknou touchés par les incidents de protection (4 157 filles) identifiés
- 5 972 enfants et adolescents à risque de violence, exploitation, discrimination, abus et et/ou négligence (3 048 filles) identifiés, référés et pris en charge par les services de protection dans le camp et la communauté hôte
- 200 enseignants (dix femmes) du camp officiant dans le formel et le non-formel ainsi que 22 enseignants (cinq femmes) des dix écoles de Bassiknou formés sur les droits et la protection de l'enfant et sur les standards minimums pour la protection de l'enfance
- Huit mécanismes de protection communaux et de prise en charge des enfants vulnérables mises en place
- Six structures communautaires établies et fonctionnelles au camp de M'Berra
- 36 comités d'alertes et de prise en charge établis et fonctionnels dans 36 écoles de la région (six au camp et 30 dans la communauté hôte)
- 43 comités d'alertes et de veille établis et fonctionnels au camp de M'Berra

- 94 points focaux de protection de l'enfance identifiés et formés dans 47 comités villageois de la communauté hôte
- 70 membres de l'association des maitres coraniques (4 femmes) sensibilisés sur les l'abandon des pratiques néfastes.
- Deux espaces d'enfants établis au camp de M'Berra, accueillant 2 407 (640 filles) enfants

Perspectives pour l'année 2021

- Amélioration de l'environnement physique d'apprentissage à travers la reconstruction d'une école primaire dans le camp de M'Berra et la réhabilitation de deux écoles de la communauté hôte (prenant en compte les aspects d'eau, hygiène et assainissement, particulièrement la gestion de l'hygiène menstruelle)
- Extension de l'offre préscolaire au sein de la communauté hôte
- Renforcement de capacités de tout le personnel éducatif (formel et non-formel) sur la l'éducation en situation d'urgence, incluant la préparation aux risques et catastrophes et les techniques d'enseignement appropriées
- Revue analytique des activités d'éducation menées dans le camp et établissement d'un plan d'action pluriannuel permettant l'amélioration de l'offre pédagogique et le développement des capacités de résilience des réfugiés
- Renforcement des passerelles entre les classes d'alphabétisation et les opportunités de formations professionnelles pour renforcer la résilience des jeunes
- Renforcement de la prise en charge des enfants et jeunes défavorisés à travers le développement des protocoles spécifiques pour les services sociaux de base
- Renforcement de l'intersectorialité entre l'éducation et la protection (formation du personnel éducatif sur l'identification des cas de protection au sein des structures éducatives et suivi des référencement vers les écoles pour une meilleure réinsertion)
- Renforcement des capacités des acteurs de protection sur les risques de protection en situation d'urgences

Documents produits en 2020

- UNICEF - Rapport final de l'évaluation sommative du projet ECHO, Protection des enfants mauritaniens contre la Violence, l'Exploitation, les Discriminations, les Abus et la Négligence (VEDAN) – Août 2020

Initiative conjointe UE-OIM pour le renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants : Mauritanie



Instrument de financement : Le Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE) – Actions nationales
Pilier du consensus européen : Paix
ODD : 16
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8
Montant contribution UE en € : 8 000 000
Montant total en € : 8 000 000
Date début – Date fin : 03/06/2017-02/06/2021

Objectif global : Contribuer au renforcement de la gouvernance des migrations et à la réintégration durable des migrants en Mauritanie

Mise en œuvre par : Organisation Internationale pour les migrations (OIM)

Ministères partenaires : Affaires Étrangères- Coopération- Mauritaniens de l'Extérieur, Affaires sociales- Enfance-Famille, Intérieur-Décentralisation, Enseignement Fondamental - Réforme de l'éducation, Enseignement Supérieur-Recherche Scientifique-Technologies de l'Information et de la Communication, Emploi-Jeunesse-Sports, Santé

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Dakhlet Nouadhibou, Guidimakha, Trarza, Gorgol, Hodh El-Chargui, Hodh El-Gharbi, Assaba, Brakna, Adrar

Contact : Shauna Cameron – Chargée du Projet – shmartin@iom.int

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet « Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en Mauritanie » répond à deux priorités d'intervention du Plan d'Action de La Valette :

- Domaine prioritaire 4 : Prévenir la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains et lutter contre ces phénomènes. La priorité est d'assurer le renforcement des capacités ainsi que des investissements dans l'amélioration des systèmes de gestion des frontières au niveau régional et national.
- Domaine prioritaire 5 : Renforcer la coopération afin de faciliter le retour et la réintégration durable des migrants irréguliers, que ce soit en provenance des États membres de l'UE et pays associés ou des pays africains de transit et de destination.

Activités principales menées en 2020

Composante Protection

- Fourniture de l'assistance directe (nourriture, médicale, hébergement) aux migrants vulnérables installés ou bloqués en Mauritanie (Nouakchott et Nouadhibou)
- Aide au retour volontaire et à la réintégration pour 373 personnes, malgré la suspension des activités de retour volontaire pendant 7 mois à cause de la fermeture des frontières
- Augmentation de demandes pour les activités d'assistance directe : Assistance de plus de 1 000 migrants entre mars et juin 2020
- Conduite des séances de sensibilisation contre la COVID-19 avec les leaders communautaires et la distribution des équipements de protection aux communautés migrantes à Nouakchott et Nouadhibou
- Réalisation des retours volontaires assistés en 2020 pour les migrants souhaitant rentrer dans leur pays d'origine
- Mise en place d'un accord entre OIM et Taazour permettant l'inclusion des migrants dans le registre social national

Composante Gestion des frontières

- Réalisation des formations en gestion des frontières, y compris sur les droits humains, la traite des personnes et sur la fraude documentaire
- Démarrage de la construction d'un Centre de Coopération interservices modulable (Police, Gendarmerie, Douane) entre le Mali, la Mauritanie et le Sénégal

- Signature d'un accord de partenariat avec l'Office National pour les Statistiques (ONS) concernant la collecte de données sur la migration. Cela a amené à la réalisation d'une première enquête pilote conjointe.
- Réalisation de 9 tours de collecte de données sur les mouvements de la transhumance
- Organisation d'un atelier de formation avec le Groupement National des Associations Pastorales en Mauritanie (GNAP) sur la nouvelle méthodologie de collecte de données utilisée pour l'Outil de Suivi des Transhumants
- Dans le cadre de l'appui à la réponse COVID-19 des collectes de données ont été réalisées aux points d'entrée du pays avec un focus sur les restrictions de mobilité et la situation sanitaire
- Des analyses ont été réalisées sur les connaissances COVID-19 parmi les éleveurs

Composante Diaspora

- Réalisation des missions de 13 experts de la diaspora mauritanienne, impliqués dans les domaines du travail social, la gestion de projet, le droit des associations, l'assistance sociale, et la mathématique
- Mobilisation des 4 médecins et 2 infirmiers dans le cadre de la réponse à la COVID-19
- Refonte du site web www.diaspora.mr qui est une plateforme d'échange destinée aux membres de la diaspora mauritanienne afin de promouvoir leur implication dans le développement du pays
- Réalisation d'une vidéo de sensibilisation avec les médecins en mission

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Composante Protection

Assistance directe et AVRR (début projet – décembre 2020) :

- 2 905 assistances directes fournies aux migrants en situation de vulnérabilité (2 509 assistances alimentaires, 251 assistances médicale et 130 assistances à l'hébergement)
- 811 personnes bénéficiaires d'une aide au retour volontaire à la réintégration dans leur pays d'origine (AVRR)

Activités liées à la lutte contre la COVID-19

- 1 054 personnes assistées avec l'aide alimentaire entre mars et juin 2020 (la période d'interruption d'activités économiques des migrants)
- Produits de première nécessité distribués, ainsi que des stations de lavage des mains et des équipements de protection et de prévention individuelles à 27 communautés migrantes à Nouakchott et à Nouadhibou
- 27 représentants de communautés migrantes installées à Nouadhibou sensibilisées sur la prévention de la COVID-19

Composante Gestion des frontières

- Séances de sensibilisation réalisées sur la COVID-19 avec 211 forces de sécurité aux points d'entrée en Mauritanie
- 744 personnes formées sur la gestion des frontières, dont 660 agents et 84 personnes des communautés
- Accord de collaboration entre l'OIM et l'Office National pour les Statistiques (ONS) signé
- 11 rapports et 9 dashboards publiés dans le cadre des études DTM
- 3 rondes de collecte de données sur la migration réalisées à Nouadhibou et une à Nouakchott.
- Plus de 4000 enquêtes conduites sur le profil des migrants à Nouakchott et Nouadhibou, et comptage de plus de 40 000 transhumants dans 7 Wilayas

Composante Diaspora

- 19 séances de formation organisées pour renforcer les capacités des Ministères avec la mobilisation de 7 experts de la diaspora sur différentes thématiques, y compris sur le droit des associations, la gestion de projet, des modules de formation pour l'Université de Nouakchott, les violences basées sur le genre, la protection de l'enfance, et la prévention des conflits
- 7 médecins et 5 infirmiers mobilisés pour appuyer le Ministère de la Santé dans la riposte contre la COVID-19
- Site web www.diaspora.mr mis en ligne

Perspectives pour l'année 2021

Composante Protection

- Poursuite pour fournir l'assistance directe et le retour vers le pays d'origine aux migrants en situation de vulnérabilité en Mauritanie
- Assistance aux migrants dans l'accès à la documentation (aide juridique à la régularisation du séjour et certificats de naissance pour les enfants migrants)
- Inclusion des migrants dans tous les systèmes de protection et de prise en charge nationales

- Signature d'un accord de partenariat avec l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ), sur le développement et la mise en œuvre des formations en activités génératrices de revenus au bénéfice des Mauritaniens de retour

Composante Gestion des Frontières

- Finalisation et inauguration du Centre Coopération Police, Gendarmerie et Douane entre la Mauritanie, le Sénégal et le Mali
- Réalisation des enquêtes OIM-ONS sur la migration à Nouadhibou et Nouakchott
- Production des POS relatives à la gestion des conflits et mouvements de la transhumance
- Formation de 64 éléments aux postes frontières sur la Gestion des frontières

Composante Diaspora

- Identification de nouveaux profils, y compris des médecins et infirmières, à travers de 7 missions
- Transfert du site web www.diaspora.mr au Ministère de l'Enseignement Supérieur

Documents produits en 2020

- OIM - Suivi des urgences 1 - Avril 2020
- OIM - Rapport sur le suivi des mouvements transhumants 1 - 18 Mars-16 Mai 2019
- OIM - COVID-19 - Rapport sur les restrictions de mobilité - Mai 2020 COVID 19 - Mobility restriction mapping Mauritania (May 2020) COVID-19 - COVID-19 — Mobility Restriction Mapping (May 2020)
- OIM - COVID-19 - Connaissances parmi les éleveurs transhumants 1 – Avril-Juin 2020
- OIM - COVID-19 - Connaissances parmi les éleveurs transhumants 1 - Juillet-Septembre 2020
- OIM - COVID-19 - Rapport sur les restrictions de mobilité - Octobre 2020
- OIM - Nouadhibou - Rapport de cartographie et profils des migrants 3 - Octobre 2019

Stratégie pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie

Instrument de financement : Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme

Pilier du consensus européen : Paix

ODD : 16

SCAPP Pilier et Chantier : 3- 8

Montant contribution UE en € : 374 000

Montant total en € : 498 677

Date début – Date fin : 01/02/2020 - 01/02/2022

Objectif global : Éradiquer l'esclavage en Mauritanie

Mise en œuvre par : Minority Rights Group International, Anti-Slavery International (ASI), SOS-Esclaves (SOS) et Association des Femmes Chefs de Familles (AFCF)

Wilayas d'intervention : Nouakchott, Hodh Ech Chargui, Adrar

Contact : Julie Barrière – Chargée de projet juridique – julie.barriere@minorityrights.org

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le projet, « Stratégie pour éradiquer l'esclavage en Mauritanie » comme son nom l'indique, a pour but de soutenir les derniers esclaves Harratines par ascendance et ancien esclaves, victimes historiques et systémiques de cette pratique dans le pays. Il résulte de cette condition et de l'application partielle et arbitraire des lois de multiples discriminations, renforçant la marginalisations des Harratines, sur le plan administratif (état civil, santé, éducation), économique (accès à l'emploi), et social (reconnaissance par l'état de leur marginalisation).

Ce soutien s'effectue via trois types d'actions pilier : (1) l'accès à la justice & la réparation pour les victimes et, consolidation de connaissances juridiques des partenaires locaux, (2) renforcer l'autonomie des acteurs clés de la lutte contre l'esclavage, (3) assurer une assistance administrative et psychologique, et ouvrir des formations professionnelles.

Depuis bien longtemps les données concernant l'esclavage sont inexistantes et/ou peu fiables selon les pays. C'est pourquoi, une base de données a été créée en Mauritanie pour faire la liste précises des personnes esclaves ou anciennement esclaves, afin de faire un suivi de leur situation administrative, professionnelle et judiciaires. Ce projet permet pour la première fois la mise en pratique par les acteurs locaux de cet outil.

Activités principales menées en 2020

- Organisation d'une formation approfondie sur les réseaux sociaux : développement d'un plan pour la formation par le responsable du programme Afrique d'ASI et un spécialiste mauritanien de la communication et des médias sociaux. Organisation d'une formation (2 décembre 2020) avec la participation de SOS et d'AFCF sur plusieurs thèmes : utiliser des médias sociaux et des stratégies de communication pour sensibiliser le public à la discrimination, motiver les supporters, stimuler le dialogue national, améliorer la visibilité de l'organisation et la collecte de fonds, mesurer l'impact des campagnes sur les réseaux sociaux ('likes', partages, commentaires et développer des actions accrues (par exemple, signer des pétitions, rejoindre des actions de plaidoyer, écrire des lettres, faire des dons, etc.)
- Organisation d'une formation en 3 sessions, sur la gestion de données juridiques pour les para-juristes (présentation de la base de données, saisie des données, exploitation des données, recherche croisée des données...). Compréhension de l'importance de la base de données dans le plaidoyer, le travail juridique, le suivi et le soutien des victimes
- Réalisation d'une étude stratégique et organisation de réunions communautaires sur les litiges stratégiques (1 atelier animé par SOS le 24 novembre 2020 et 1 réunion de stratégie juridique le 25 novembre 2020
- Elaboration du projet final de la revue stratégique juridique intitulé : «Stratégies juridiques pour mettre fin à l'esclavage en Mauritanie : L'impact du plaidoyer de 2010 à 2020»
- Pour le plaidoyer régional/international, (i) soumission par MRG, AFCF, SOS et ASI d'un rapport pour l'EPU (Examen périodique universel) pour la Mauritanie, (ii) rédaction d'un court document de plaidoyer distribué aux missions diplomatiques à l'ONU avant l'EPU et (iii) présentation par le représentant de MRG à l'ONU à plusieurs missions diplomatiques avant l'EPU du rapport rédigé par MRG relatif aux lois discriminatoires sur l'accès aux documents d'identité en Mauritanie
- Organisation d'activités d'informations et d'assistance psycho-social : visites par des membres de SOS rendues 2 fois par mois aux survivantes, communication des données aux Points Focaux (les représentants régionaux de SOS qui dirigent les bureaux) et avec les para-juristes, enregistrement des informations dans la base de données de SOS

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 20 activistes ayant participé à l'atelier sur les réseaux sociaux ; plusieurs comptes Facebook créés par les participants
- 19 personnes formées sur la base de données sur la gestion de données juridiques pour les para-juristes (6 points focaux des localités de l'intérieur, 5 membres du personnel de Nouakchott, 7 membres du bureau exécutif de Nouakchott, et la représentante de ASI)
- Projet final de la revue stratégique juridique intitulé : « Stratégies juridiques pour mettre fin à l'esclavage en Mauritanie : L'impact du plaidoyer de 2010 à 2020 » soumis
- Rapport conjoint du MRG, AFCF, SOS et ASI rédigé en vue de l'Examen Périodique Universel (EPU) de janvier 2021, mécanisme unique du Conseil des droits de l'homme ayant pour but d'améliorer la situation des droits de l'homme dans chacun des 193 États membres des Nations Unies. Dans le rapport compilé par le Haut-commissariat aux Droits de l'Homme, 28 recommandations en lien avec l'esclavage ou avec la question de la discrimination à l'encontre des Harratines (Para. 39, 40 et 41 sur l'esclavage ; Para. 48 sur le droit à l'éducation)
- A Atar, 15 victimes parmi les plus vulnérables ayant bénéficié d'assistance psycho-social avec 2 visites chaque mois 2020 à décembre 2020 ; à Bassikounou, 27 survivantes considérées comme les plus faibles ayant reçu en moyenne de mars 2020 à décembre 2020 2 visites par mois ; et, à Néma, 7 victimes identifiées au départ du projet ayant reçu 2 fois par mois les visites du réseau

Perspectives pour l'année 2021

- Publication de l'Étude stratégique sur les litiges stratégique en anglais et en hassanya
- Consolidation des connaissances juridiques (droit des minorités, droit international, esclavage dans la jurisprudence)
- Initiation d'étudiants en droits sur les droits de minorités

Documents produits en 2020

- ASI - Webinaires pour les réunions communautaires sur les litiges stratégiques
- ASI - Étude stratégique sur les litiges stratégiques en français

Appui à la Coordination des OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar



Instrument de financement : Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Paix

ODD : 16

SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 8

Montant contribution UE en € : 500 850

Montant total en € : 667 800

Date début – Date fin : 29/02/2020 – 27/02/2023

Objectif global : Renforcer le rôle actif des OSC de niveau 1 dans les processus de développement local, d'amélioration des conditions de vie des populations, de bonne gouvernance du territoire et de cohésion sociale, en accompagnant la création d'un réseau d'associations dans le Nord de la Mauritanie

Mise en œuvre par : Movimento Africa 70 et ONG ADID (Association pour le Développement Intégré et Diversifié)

Ministère partenaire : Emploi-Jeunesse-Sports

Wilayas d'intervention : Tiris Zemmour, Adrar

Contact : Aichetou Traoré - Représentante pays - Chef de projet - africa70mauritanie@gmail.com

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Lancé en Juin 2020, le projet peut être considéré comme une réponse à plusieurs défis dont notamment celui de renforcement des compétences de la société civile mais surtout, apporte une réponse pertinente à l'observation de la feuille de route de l'union européenne par rapport à la société civile mauritanienne. Il intervient sur plusieurs

axes afin d'atteindre ces objectifs, entre autres, la création d'un réseau des OSC de niveau 1 dans le nord de la Mauritanie, appelée « la plateforme du nord (maison de la société civile) entre la région de Tiris Zemmour et de l'Adrar. Les parcours de formations réalisés ont permis un réel renforcement des compétences de la société civile dans le nord du pays lui permettant de mettre en pratique les acquis, faisant un saut de qualité. La plateforme du nord (maison de la société civile) qui comptait un ciblage de 36 OSC s'est constituée avec 50 membres actifs.

Activités principales menées en 2020

- Organisation d'un atelier de lancement le 08/10/2020 à Atar et le 13/10/2020 à Zouerate en présence du wali de la région concernée, des associés au projet, des représentants des groupes cibles et des bénéficiaires du projet, avec présentation de l'étude « diagnostique spécifique pour chaque groupe cible, sur l'organisation et la gestion
- Constitution de la plateforme régionale de l'Adrar le 09/10/2020 avec la mise en place d'un Secrétariat exécutif composé de 6 personnes
- Mise en place du comité de pilotage du projet présidé par le wali de la région de l'Adrar et composé de 16 personnes (09/10/2020)
- Mise en place du comité de validation des financements aux tiers composé de 10 personnes
- Constitution de la plateforme de Tiris Zemmour le 13/10/2020 avec un secrétariat exécutif de la plateforme composé de 5 personnes
- Elaboration de parcours de formations élaborée en fonction des exigences spécifiques des groupes cibles, concernant les aspects légaux de gestion et d'organisation
- Rédaction d'une convention en français et en arabe portant la constitution d'une plateforme (maison de la société et d'un manuel de procédures

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- Plateforme du nord (maison de la société civile) constituée avec 50 OSC de niveau 1
- Mécanisme de fonctionnement de la plateforme mis en place
- Comité de pilotage créé
- Comité de validation des financements aux tiers mis en place avec 30 OSC de femmes, de producteurs agricoles et artisanaux, de 4 OSC de personnes handicapées, de 16 OSC et de 14 associations du nord de la Mauritanie
- Etude diagnostique spécifique réalisée pour chaque OSC de niveau 1

- Associations mises en réseau avec d'autres associations pour notamment le partage de bonnes pratiques
- Groupements informels accompagnés dans un processus d'institutionnalisation et de reconnaissance par l'État
- Toutes les OSC bénéficiaires formées concernant la gestion administrative et financière grâce à un parcours spécifique pour un renforcement de leurs compétences et capacités

Perspectives pour l'année 2021

- Réalisation de l'étude de marché pour l'évaluation des opportunités de commercialisation des produits alimentaires et artisanaux typiques et innovateurs, au niveau local, national et international
- Elaboration des parcours de formation pour les coopératives agricoles, artisanales et les GIE de femmes concernant les méthodes et les techniques de production et de commercialisation durables d'un point de vue environnemental
- Réalisation de projets de développement visant l'amélioration de la production et la commercialisation des produits alimentaires et artisanaux typiques et innovateurs aux niveaux local, national et international
- Formation des groupes des jeunes, des associations de femmes et des associations d'handicapés sur les méthodes et les techniques de communication sociale
- Élaboration participative des contenus de la campagne de communication sociale avec les groupes de jeunes, les associations de femmes et les associations d'handicapés
- Réalisation des projets conçus avec les groupes de jeunes, les associations de femmes et les associations d'handicapés pour la réalisation de la campagne de communication sociale

Documents produits en 2020

- Protocole de coopération entre Movimento Africa 70 et ONG ADID
- Protocole de coopération entre Movimento Africa 70, ONG ADID et la commune d'Atar
- Protocole de coopération entre Movimento Africa 70, ONG ADID et la commune de Zouerate
- Convention portant sur la constitution du Comité de Pilotage (CPP) de la Wilaya de l'Adrar
- Arrêté du Wali de l'Adrar pour la création du CPP
- Convention portant sur la constitution du Comité de Pilotage (CPP) de la Wilaya de Tiris Zemmour
- Arrêté du Wali de Tiris Zemmour pour la création du CPP
- Accord de partenariat entre le Ministère de la Jeunesse et des Sports, Movimento Africa 70 et ONG ADID
- Rapport de l'étude diagnostic spécifique pour chaque groupe cible
- Problématiques d'organisation/gestion, de production et d'organisation et en annexe à ce rapport
- Rapports de diagnostic individuel pour chaque groupe cible bénéficiaire du projet

FICHES ACTIONS DE L'AXE PARTENARIATS

Intitulé	Pages
Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre du 11 ^{ème} FED, composante appui à l'ON et TCF	
Programme d'Appui à la Mise en Oeuvre du 11 ^{ème} FED, composante appui à la gestion des finances publiques	

Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11^{ème} FED
Composantes 1et 2 : Appui à l'Ordonnateur National et Facilité de Coopération Technique



Instrument de financement : 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Partenariat
ODD : 17
SCAPP Pilier et Chantier : 3 - 12
Montant contribution UE en € : 14 000 000
Montant total en € : 14 000 000
Date début – Date fin : 21/10/2016 - 21/10/2022

Objectif global : Renforcer la bonne gouvernance en Mauritanie pour contribuer aux objectifs de développement

Mise en œuvre par : Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED

Ministères partenaires : Finances, Développement Rural, Equipement-Transports, Santé, Emploi-Jeunesse-Sports, Hydraulique-Assainissement, Justice, Intérieur-Décentralisation, Défense

Wilayas d'intervention : National

Contacts : Mamadou Bal – Régisseur - madoubal@economie.gov.mr

Mohamed Lemine Ould Maouloud - Comptable, Chef de section administration - mlmloud@economie.gov.mr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

L'appui à l'Ordonnateur National (ON) du FED s'inscrit dans le schéma de la coopération prévu par l'Accord de Cotonou qui lui confie des responsabilités très larges dans la conception, le pilotage, le contrôle et la mise en œuvre des projets et programmes de partenariat ACP-UE. Cette fonction est actuellement assurée par le Ministre des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, avec son service technique – la cellule d'appui à l'ON (CAON) - qui est rattachée à la Direction Générale des Financements, des et de la Coopération Economique (DGFCE). Le Directeur Général de cette Direction assure la fonction d'Ordonnateur National Suppléant.

Le Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11^{ème} FED (PAMOFED11) couvre une période de mise en œuvre opérationnelle de 72 mois ayant débuté le 21 octobre 2016. Il s'élève à 36 millions d'euros suite à un avenant pour allouer 14 millions d'euros pour finaliser les travaux de réhabilitation de la route Nouakchott-Rosso. Il vise une amélioration du système d'ordonnancement des fonds FED et de la gestion des finances publiques.

La CAON met en œuvre la composante d'appui à l'ON et la composante Facilité de Coopération Technique. La 3^{ème} composante d'appui à la gestion des finances publiques est mise en œuvre par Expertise France.

L'année 2020 a été particulièrement marquée par un contexte sanitaire sans précédent lié à la pandémie de la COVID-19 qui a constitué une contrainte majeure pour la bonne mise en œuvre du PAMO FED 11.

Activités principales menées en 2020

- Vérification des dépenses pour la 3^{ème} année de mise en œuvre du Devis Programme Pluriannuel du PAMO FED 11
- Mise en œuvre du 4^{ème} plan de communication et de visibilité pour le Partenariat UE-RIM
- Diffusion de 600 exemplaires de la Revue du Partenariat UE-RIM pour l'année 2019
- Diffusion des kits et des articles promotionnels de fin d'année du Partenariat UE-RIM
- Production et diffusion du Magazine N°2 «Caravane» du Partenariat UE-RIM
- Opérationnalisation de la plateforme/portail du Partenariat UE-RIM
- Actualisation de la Charte graphique du Partenariat UE-RIM
- Actualisation des besoins en formation des acteurs du Partenariat UE-RIM et mise en œuvre du plan de formation (droit du travail en Mauritanie, fiscalité)
- Evaluation des marchés de service d'assistance technique pour deux programmes 11^{ème} FED : SEMAH- Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel et du Programme d'Appui à la Réforme de la Justice
- Financement (i) en partie de l'étude architecturale pour le Programme d'Appui à la Réforme de la Justice l'Etat, (ii) d'une expertise en conseil stratégique au profit du Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, (ii) de la mission complémentaire de contrôle des travaux pour le Projet d'Appui à la Sécurité et au Développement

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

- 9 personnes recrutées dont 8 cadres accompagnés pleinement opérationnels et autonomes
- 1 stratégie de communication pluriannuelle élaborée et 4 plans annuels de communication déclinés
- 1 plan pluriannuel de formation (fondamentaux, capacités et spécialisations) élaboré et 4 mises à jour annuelles réalisées

- 31 formations réalisées ayant vu la participation de 363 acteurs du Partenariat UE-RIM
- 11 études et appuis financés
- 3 revues annuelles du Partenariat UE-RIM publiées
- 1 charte graphique actualisée
- 1 plateforme du Partenariat UE-RIM conçue
- 2 Magazines «Caravane» du Partenariat UE-RIM produits et diffusés
- Un taux d'exécution de 52 % atteint sur les 4 années de mise en œuvre du DPP

Perspectives pour l'année 2021

- Poursuite de la dynamique de concertation périodique entre les différents acteurs du Partenariat UE-RIM : Interface, coordination, facilitation
- Contrôle qualité des documents et appuis/conseils aux projets/programmes
- Elaboration et diffusion de la Revue du Partenariat UE-RIM pour l'année 2020
- Mise en œuvre du 5ème plan de communication et de visibilité pour le Partenariat UE-RIM
- Opérationnalisation effective de la plateforme/portail du Partenariat UE-RIM
- Appui à l'Organisation de la Semaine de l'Europe
- Actualisation régulière des besoins en formation des acteurs du Partenariat UE-RIM et mise en œuvre du plan de formation
- Structuration de l'appui à apporter à la SCAPP et opérationnalisation de leur plan de formation
- Structuration de l'appui à apporter à la Société Civile et au Secteur Privé
- Diverses études à la demande

Documents produits en 2020

- CAON - Magazine «Caravane» n°1 (janvier 2020) et n° 2 (septembre 2020) du Partenariat UE-RIM
- CAON - Tutoriels de la Plateforme du Partenariat UE-RIM
- CAON - Charte graphique actualisée du Partenariat UE-RIM
- CAON - Revue du Partenariat UE-RIM 2020 portant sur les actions mises en œuvre en 2019

Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11^{ème} FED
Composante 3 : Appui à la Gestion des Finances Publiques (PAGEFIP I)



Instrument de financement : 11^{ème} FED
Pilier du consensus européen : Prospérité
ODD : 6
SCAPP Pilier et Chantier : 3-13
Montant contribution UE en € PAGEFIP I dans le PAMO FED 11 : 4 000 000
Montant total PAMO FED11 en € : 14 000 000
Date début – Date fin : 21/10/2016 - 21/10/2022

Objectif global du PAMO FED 11 : Renforcer la bonne gouvernance en Mauritanie pour contribuer aux objectifs de développement

Objectif de la composante du PAGEFIP : Accompagner la réforme des finances publiques en agissant sur les zones de fragilité identifiées lors de la dernière évaluation PEFA (Public expenditure and financial accountability) et telles qu'inscrites dans le SD-RSGFP (Schéma Directeur de la Réforme du Système de Gestion des Finances Publiques) et appuyer la conformité du cadre juridique et comptable avec les nouvelles dispositions législatives de la LOLF

Mise en œuvre par : Expertise France

Ministères partenaires : Finances, Affaires économiques-Promotion Secteurs Productifs, Fonction publique-Travail-Modernisation de l'Etat

Wilayas d'intervention : National

Contact : Kenza Bennani – Chef de projet Expertise France – kenza.bennani@expertisefrance.fr

Contexte et enjeux de l'action mis à jour

Le Projet d'Appui à la Gestion des Finances Publique (PAGEFIP I) en Mauritanie est l'une des composantes du programme d'appui à la mise en œuvre du 11^{ème} FED (PAMO FED 11) s'inscrivant dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale intitulée « Stratégie de croissance accélérée et de Prospérité partagée 2016-2030 ».

Le PAGEFIP I vise à accompagner la réforme des finances publiques i) en agissant sur les zones de fragilité identifiées lors de la dernière évaluation PEFA telles qu'inscrites dans le Schéma Directeur de la réforme du système de gestion des finances publiques (DR-SGFP) et en ii) appuyer la mise en œuvre de la nouvelle loi organique relative aux lois des finances (LOLF) adoptée en octobre 2018.

Pour atteindre ces résultats, le projet est organisé autour de cinq (5) composantes : (1) Pilotage de la réforme, conduite du changement et formation, (2) Appui à la réforme budgétaire, (3) Appui à la mise en place de la réforme comptable, (4) Soutien au système de mobilisation des ressources intérieures et (5) Renforcement du système de contrôle.

Activités principales menées en 2020

- Assistance permanente de 4 experts LT pour la DPRE, DGB, DGTCP, DGI et organes de contrôles
- Réalisation d'une dizaine de missions d'assistance technique ayant couvert les principales thématiques de la GFP -- Gestion des finances publiques (gestion budgétaire et comptable, audit-contrôle, évaluation de la GFP, audit, contrôle, communication), dont plusieurs visant la formation des cadres (plus de cent cadres formés) dans un contexte sanitaire compliqué en raison de la crise sanitaire (renforcement des capacités)
- Finalisation de l'évaluation de la performance du système de gestion des finances publiques suivant la méthodologie du cadre PEFA de 2016 avec l'obtention du PEFA check en juin 2020
- Finalisation des travaux portant sur la rédaction de l'instruction comptable
- Appui à la modernisation du système d'information ARKAM
- Appui à l'ouverture effective des comptes d'opérations à la Banque Centrale Mauritanienne
- Développement des outils pour l'amélioration de la gestion budgétaire (Macro-processus budgétaires, schéma financier des programmes, etc.)
- Appui à l'amélioration de la gouvernance de la réforme budgétaire et comptable
- Appui à la DGTCP (Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique) pour l'élaboration de nouvelles normes comptable de l'Etat
- Introduction de la démarche de professionnalisation des activités et des missions de contrôle d'audit interne
- Appui au processus de modernisation et simplification de la législation fiscale
- Développement d'une méthodologie d'élaboration des cartographies des processus et des risques à la DGI (Direction Générale des Impôts)

Principaux résultats atteints depuis le démarrage de l'action

Le PAGEFIP a fortement contribué aux avancées observées depuis 3 années dans le domaine des finances publiques en Mauritanie.

- Mise en œuvre de la nouvelle LOLF appuyée à travers la mise en place d'outils de travail adaptés (adoption de textes normatifs et législatifs essentiels à la mise en œuvre de la LOLF)
- Accompagnement technique réalisé pour la réforme de la gestion budgétaire
- Accompagnement technique réalisé pour la réforme de la gestion comptable
- Système de mobilisation de ressources internes amélioré pour une meilleure prévisibilité budgétaire
- Professionnalisation des systèmes et des acteurs de contrôle interne (IGE, IGF) et externes (Cour des comptes) renforcée afin d'en améliorer l'efficacité et optimiser leur rôle et leur mandat
- Capacités des cadres du Ministère des finances et des organes de contrôles renforcées (Formations-métiers, outils de travail informatiques, application de contrôle)
- Evaluation de la performance du système de gestion des finances publiques (PEFA) réalisée
- Ecole Nationale d'administration de la Magistrature et du Journalisme appuyée à travers la rédaction des curricula pour le Département des finances
- Communication sur les enjeux et implications de la LOLF améliorée (Vidéos, budget, fiches techniques, schéma du calendrier de la LOLF, etc.)
- Les experts du PAGEFIP, par leur soutien à l'administration publique, ayant également contribué à la réalisation des indicateurs de l'appui budgétaire mis en place par l'Union européenne.

Perspectives pour l'année 2021

- Continuité des activités avec le PAGEFIP phase II dans le cadre de l'action intitulée « L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie » financée par le Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique



DÉTAIL DES CHIFFRES CLÉS ISSUS DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2020

Le détail des chiffres clés pour les thématiques retenues (Lutte contre la COVID-19 -Appui institutionnel au gouvernement – Aide humanitaire d’urgence – Développement de compétences – Création d’emplois – Développement de services de base - Environnement/ Infrastructures innovantes/énergies renouvelables – Appui à la production en milieu rural et en milieu urbain – Gouvernance - Egalité et lutte contre les violences basées sur le genre -) sont présentées ci-après.

LUTTE CONTRE LA COVID-19

En 2020, les actions menées pour la lutte contre la pandémie de la COVID-19 ont concerné la réponse à plusieurs plans de riposte, des fournitures d’équipements, des formations, des campagnes de sensibilisation/information, la production, l’impression et la diffusion de supports de communication et d’autres appuis financiers et en nature. Le PASS a fourni au Ministère de la Santé pour (i) l’Institut National de Recherche en Santé Publique [une machine PCR](#) à extraction automatique ainsi que des [consommables nécessaires pour 30.000 tests](#) pour plus de 7 millions de MRU, (ii) 72 centres de santé, 413 postes de santé et 11 postes frontières des Wilayas de Nouakchott, de l’Assaba, du Brakna, du Guidimakha, du Gorgol et du Trarza des [consommables COVID](#) (kits de désinfection, protection, d’isolement et articles divers de quincaillerie). Le PASS a également financé plusieurs [formations](#) à destination du personnel de santé pour la prise en charge et la gestion de la crise COVID-19 (surveillance épidémiologique, prévention, contrôle de l’infection et prise en charge). Le PASS a mené aussi plusieurs [actions de sensibilisation](#) sur les gestes barrières, produit un clip vidéo avec des chanteurs mauritaniens à succès (250.000 vues sur les réseaux sociaux), des campagnes de sensibilisation à la radio et dupliqué les outils de [communication](#) élaborés par le Ministère de la Santé (formulaires sanitaires de passage aux frontières, formulaire de notification de cas suspects, affiches). Le PASS-ECMU a doté une centaine de personnels de santé de [matériel](#) pour la prise en charge et la prévention de la COVID-19. Dans le cadre du RIMRAP, des fonds ont été réorientés pour la lutte contre la COVID-19 pour un montant de 590 000 euros. Ce montant a permis de financer (i) des [transferts monétaires](#) pour les victimes des conséquences combinées de la COVID-19 et de la soudure au bénéfice de 5500 femmes et 5000 hommes, (ii) de distribuer 165T d’[aliment bétail](#) pour les ménages pastoraux ayant souffert des conséquences de la COVID-19, (iii) de distribuer des [intrants vétérinaires](#) pour 77 5000 petits et 37 300 grands ruminants, (iv) de financer les moyens de production pour 350 femmes pour leurs activités de maraichage exhauré, clôture, matériel, intrants) et (v) distribuer des kits d’hygiène pour 40 000 femmes et 35 000 hommes dans les Wilayas de l’Assaba et des 2 Hodhs. AMCC2 a financé des [activités génératrices de revenus](#) pour 15 ateliers de couture regroupant 1200 femmes. Le programme d’appui au G5 pour la sécurité au Sahel a appuyé l’élaboration d’un [plan régional de riposte au COVID](#) axé sur le renforcement des capacités des laboratoires bio sûreté dans les pays du G5 Sahel. Le BIT dans le cadre du projet PROMOPECHE a réalisé une [enquête d’impact de la pandémie sur les activités de la pêche artisanale](#) et les mesures d’atténuation.

Plusieurs projets ont également mené des campagnes de [sensibilisation](#) dans leurs zones d’intervention au sujet des mesures de prévention avec notamment le respect des gestes barrières (RIMDIR, PACAO, Soins et de protection-Medicos del mundo, PECOBAT, SAFIRE, Éducation et protection des enfants – UNICEF - Prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle – Save the Children, Promopêche), financé des [équipements](#) (Laves mains – PA CAO ; équipements de protection individuelle pour 27 leaders des communautés migrantes – équipements de protection individuelle pour 3000 éleveurs transhumants – OIM ; fontaines au Marché de Poissons Nouakchott – GIZ ; équipements de protection individuelle pour une coopérative de femmes - GIZ ; 2100 masques et 5 kits pour le lavage des mains - CRF) et mis en œuvre des formations (50 infirmiers chefs de poste de santé - TDH Italie ; Agents des postes frontières - OIM ; Forces de sécurité - OIM ; Comités de gestion des fontaines dans le marché aux poissons à Nouakchott – GIZ.

Actions menées de lutte contre la pandémie de la COVID-19

Plan de riposte	Types d'actions : Elaboration d'un plan régional de riposte au COVID axé sur le renforcement des capacités des laboratoires bio sureté dans les pays du G5 Sahel Populations ciblées : population du Sahel	Montant 5000 €	Appui au G5 pour la sécurité au Sahel
Enquête d'impact	Types d'actions : Réalisation d'une enquête d'impact de la pandémie sur les activités de la pêche artisanale et les mesures d'atténuation		Promopêche BIT - FFUE
Distribution Kits d'hygiène	Populations ciblées : Populations des villages touchés par le projet Nombre de Femmes : 40.000 Nombre d'Hommes : 35.000 Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Communes) : Assaba : Commune de El Ghabra – Guidimakha : Commune de Tachott – HEG : Communes de Touil et – HEC : Communes de Bougadoum et Adel Bagrou Partenaires (étatiques ou autres) : MDR, IRAM et 4 ONG locales (Au Secours, GRADD, ADICOR, GNAF)	Montant 50 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Laves mains	Types d'actions : Distribution de laves mains Populations ciblées : les usagers des communes Nombre de Femmes : Ras Nombre d'Hommes : Ras Contenu de la formation : Principales compétences acquises : Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : 09 communes de Nouakchott	Montant 270000 MRU	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Fontaines	Types d'actions : fourniture de fontaines pour se laver les mains (incluant du savon) au Marché de Poisson Nouakchott (MPN) et au Comité de cogestion des pêches à Nouakchott Populations ciblées : tous les acteurs du marché du poisson Nombre de Femmes : 250 par jour (valeur estimée) Nombre d'Hommes : 800 par jour (valeur estimée)		Promopêche - FFUE
Masques et kits de lavage de mains	Distribution des 2100 masques et 5 kits de lavages de mains		SAFIRE - Consortium CRF - FFUE
Equipements de protection individuelle	Types d'actions : Sensibilisation et distribution des équipements de protection individuelle Populations ciblées : 27 leaders des communautés migrantes qui se chargent de faire la distribution au sein de leurs communautés respectives. Les distributions ont été faites à env.100 personnes par communauté, soit un total de 27 000 personnes. Lieu(x) d'intervention (Wilayas): Nouakchott et Dakhlet Nouadhibou	Montant 12 130 Euros	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE

Equipements de protection individuelle	Types d'actions : Sensibilisation et distribution d'équipement de protection individuelle Populations ciblées : env. 3000 éleveurs transhumants enquêtés dans le cadre de l'enquête TTT Nombre de Femmes: N/A Nombre d'Hommes : N/A Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Brakna, Trarza, Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Guidimakha, Assaba, Gorgol Partenaires (étatiques ou autres) : Groupement National des Associations Pastorales	Montant 7 000 Euros	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE
Equipements de protection individuelle	Types d'actions : Fourniture d'équipements pour prévenir la contamination par COVID-19 Populations ciblées : MPN, institutions partenaires, coopérative de femmes (La Sirène) Nombre de Femmes: 6.106 (valeur estimée) Nombre d'Hommes : 14.500 (valeur estimée) Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Nouakchott	Montant 20 606 MRU	Promopêche - GIZ
Sensibilisation	Types d'actions : Sensibilisation sur la COVID Populations ciblées : AGLC de GUIDIMAKHA et ASSABA Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : GUIDIMAKHA et ASSABA		PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Formation aux mesures de prévention et de contrôle de l'infection (PCI)	50 Infirmiers chef de poste	/	TdH Italie – ECHO
Formation pour la gestion des fontaines d'eau	Types d'actions : Contenu de la formation Cibles : 6 animateurs du comité et 6 animateurs du marché aux poissons ont été formés et stationnés aux fontaines pendant trois mois. L'objectif est de sensibiliser les gens aux mesures de prévention (port de masques, lavage régulier des mains au savon, distance à respecter). Principales compétences acquises : mesures de prévention dans le contexte de COVID-19 et Méthodes de sensibilisation Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Nouakchott, MPN Partenaires (étatiques ou autres) : MPN, Comité de cogestion des pêches à Nouakchott		Promopêche - GIZ
Sensibilisation / information	Populations ciblées : communautés concernées par les interventions en infrastructures rurales productives Contenu de la formation : gestes barrières Principales compétences acquises : application des gestes barrières Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Assaba, Guidimakha, Hodh el Gharbi, Hodh el Chargui		RIMDIR – 11 ^{ème} FED

Campagnes de sensibilisation/ Campagne de sensibilisation radio	Populations ciblées : Population de la moughataa Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Wilaya de Nouakchott Nord, moughataa de Dar Naim, et Wilaya de Brakhna, moughataa de Bababé		PASS - AI PASS 11 ^{ème} FED –
Sensibilisations gestes barrières et connaissances VBG	Types d'actions : Sensibilisations dans divers lieux publics – rues, pharmacies, salons de coiffure, écoles et porte à porte sur les risques des VBG en contexte de COVID-19 et les gestes barrières Populations ciblées : Toute la population Nombre de Femmes : 6500 Nombre d'Hommes : 5500 Contenu de la formation : mesures barrières du COVID19 ; vulgarisation de l'USPEC ; appel à l'implication des tous pour éradiquer le COVID19 et les VBG; et, distribution des kits aux groupes de la stratégie fixe et le matériel éducatif pour les élèves des établissements cibles. Principales compétences acquises : Gestes barrières, connaissances sur les VBG Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Sélibaby et Nouakchott	Montant 80 000 MRU	Prévention, de soins et de protection - Medicosdelmundo.- IEDDH
Sensibilisations gestes barrières	Types d'actions : Sensibilisation et formation sur le respect des gestes barrières Populations ciblées : Littoral nord, sud et le fleuve Nombre de Femmes : 279 (Transformatrices et femmes détaillantes) Nombre d'Hommes : 844 (pêcheurs, mareyeurs et métiers connexes à la pêche) Contenu de la formation : Les signes de la pandémie et les mesures de prévention avec le respect des gestes barrières Principales compétences acquises : conscience de la dangerosité de la pandémie et l'adoption des gestes barrières Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : N'Diago, Tiguint, Nouakchott, Mhayjeratt, Boghé, Foumguelita, Nouadhibou Partenaires (étatiques ou autres) : Commune, services décentralisés du MPEM et administration territoriale	Montant Le projet a participé en logistique (Voiture et carburant)	Consolidation des acquis de la contribution effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale
Sensibilisation - Mesures barrières	Types d'actions : Sensibilisation des jeunes de chantier école de Kankossa et de Sani sur les mesures barrières Populations ciblées : Jeunes en formation Nombre de Femmes: 37 Nombre d'Hommes : 48 Contenu de la formation : Principales compétences acquises : compréhension des dangers Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Assaba		PECOBAT

Sensibilisation	<p>Types d'actions : Sensibilisation des acteurs du MPN par des animateurs formés par le projet</p> <p>Populations ciblées : tous les acteurs du marché du poisson</p> <p>Nombre de Femmes: 3400 (valeur estimée)</p> <p>Nombre d'Hommes : 6800 (valeur estimée)</p> <p>Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Nouakchott, MPN</p> <p>Partenaires (étatiques ou autres) : MPN, Comité de cogestion des pêches à Nouakchott</p>	Montant 10 200 MRU	Promopêche - GIZ
Sensibilisations	<p>Types d'actions : Sensibilisations</p> <p>Populations ciblées : 173 personnes du réseau communautaire de protection de l'enfance et les membres des comités de veilles/d'alerte</p> <p>Nombre de Femmes : 64 femmes</p> <p>Nombre d'Hommes : 109 hommes</p> <p>Contenu de la formation : Le respect des gestes barrières et les consignes de sécurité en rapport à la COVID-19 (dans le cadre des formations trimestrielles sur des problématiques sur les droits et la protection des enfants en situation d'urgence)</p> <p>Principales compétences acquises : Maitrise des gestes barrières et les consignes de sécurité en rapport à la COVID-19</p> <p>Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Hodh Chargui (camp M'Berra)</p>	Montant 91 000 MRU	Éducation et protection des enfants en Mauritanie- ECHO
Sensibilisations	<p>Types d'actions : Sensibilisations</p> <p>Populations ciblées : toute la population bénéficiaire des zones d'intervention 13080</p> <p>Nombre de Femmes: 6800</p> <p>Nombre d'Hommes : 6278</p> <p>Contenu de la formation : Messages clés validés par le Ministère de la santé (gestes barrières)</p> <p>Principales compétences acquises : gestes barrières</p> <p>Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Brakna-Moughataa de Mbagne - commune d'Edebaye El Hejaj ; Gorgol-Moughataa de Monguel - communes: Batha Moit, Melzem Teichett, Azgueilem</p> <p>Partenaires (étatiques ou autres) : DRAS, MASEF, Wilaya, Communes, ESD</p>		Prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle - ECHO
Sensibilisations	<p>Populations ciblées : acteurs de la pêche artisanale</p> <p>Nombre de Femmes: 307</p> <p>Nombre d'Hommes : 893</p>		Promopêche BIT - FFUE

Sensibilisation – Formation - Prévenir et lutter contre la maladie	Types d'actions : Sensibilisation et formation Populations ciblées : Forces de sécurité Nombre de Femmes: 0 Nombre d'Hommes : 180 Contenu de la formation : Expliquer la survenue de la maladie (premier pays touché, date de début...); Connaître l'étiologie de la maladie (agents causals) ; Expliquer le mode de la transmission de la maladie ; Expliquer les définitions de cas de la maladie (suspects, probables, confirmés) ; Connaître l'évolution épidémiologique de la maladie ; Identifier les facteurs de risque dont les populations sont exposées ;Principales compétences acquises : Comment prévenir et lutter contre la maladie Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Assaba, Hodh Chargui, Hodh Gharbi et Nouadhibou	Montant 10 000 Euros	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE
Formations personnel de santé	Types d'actions : Formations personnel de santé pour la prise en charge et la prévention de la COVID Montant : Populations ciblées : Personnel de santé Nombre de Femmes : Nombre d'Hommes : Contenu de la formation : Prise en charge de la Covid 19 et prévention de la Covid 19 dans le niveau primaire de santé Principales compétences acquises : Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Wilaya de Nouakchott Nord, moughataa de Dar Naim, et Wilaya de Brakhna, moughataa de Bababé		PASS - AI PASS 11 ^{ème} FED –
Formations personnel de santé	Types d'actions : Formation du personnel de santé et des médecins sur la prise en charge et la gestion de la crise COVID-19 Populations ciblées : Personnel de santé (150 personnes) Principales compétences acquises : Renforcement des capacités de la surveillance épidémiologique, ainsi que la prise en charge, la prévention et le contrôle de l'infection Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Nouakchott Partenaires (étatiques ou autres) : MS	Montant 1 345 71 MRU	PASS – UC PASS 11 ^{ème} FED –
Formations Agents des postes frontières	Intitulé de la formation : COVID-19 Cibles : Agents des postes frontières Nombre de personnes formées total : 180 Nombre de femmes formées total : 0 Nombre d'hommes formés total : 180 Durée en heures : 16 heures à hauteur de 8 séances Principales de compétences acquises : Compétences sur la protection contre la COVID-19 et les procédures standards opérationnelles à mettre en place		Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE
Reproduction d'affiches	Populations ciblées : population des moughataas d'intervention Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Wilaya de Nouakchott Nord, moughataa de Dar Naim, et Wilaya de Brakhna, moughataa de Bababé		PASS - AI PASS 11 ^{ème} FED –

Duplication Outils de communication	Types d'actions : Duplication des outils de communication, (les formulaires sanitaires de passage, formulaire de notification de cas de suspects, définition de cas, affiches épidémie Covid-19...) Populations ciblées : Population mauritanienne Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Tout le territoire National Partenaires (étatiques ou autres) ; MS, UE et CISP	Montant 529 000 MRU	PASS – UC PASS 11 ^{ème} FED –
Clip vidéo de sensibilisation au Covid-19	Populations ciblées : Ppopulation mauritanienne. Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Nouakchott Partenaires (étatiques ou autres) : MS		PASS – UC PASS 11 ^{ème} FED –
Transfert monétaire	Populations ciblées : Victimes des conséquences combinées de la COVID et de la soudure Nombre de Femmes : 5.500 Nombre d'Hommes : 5.000 Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Communes) : Assaba : Commune de El Ghabra – Guidimakha : Commune de Tachott – HEG : Communes de Touil et – HEC : Communes de Bougadoum et Adel Bagrou Partenaires (étatiques ou autres) : MDR, IRAM et 3 ONG locales (Au Secours, GRADD, ADICOR)	Montant 350 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Distribution Aliment bétail	Populations ciblées : Ménages pastoraux ayant souffert des conséquences de la COVID Nombre de Femmes : 6.000 Nombre d'Hommes : 5.500 Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Communes) : Assaba (Kiffa/Legrane), Guidimakha (Khabou, Gouraye), Hodh El Gharbi (Kobenni, Touil), Hodh Echargui (Adel Bagrou, Diguenni) Partenaires (étatiques ou autres) : MDR, IRAM, GNAP	Montant 60 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Distribution intrants vétérinaires pour petits et grands ruminants	Populations ciblées : Bétail ayant souffert des conséquences de la COVID Nombre de grands ruminants : 37.300 Nombre petits ruminants : 77.500 Lieu(x) d'intervention (Wilayas) : Assaba, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh Echargui Partenaires (étatiques ou autres) : MDR, IRAM, GNAP	Montant 40 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED

Coopératives féminines	<p>Types d'actions : Identification de 12 sites maraîchers (coopératives féminines) à renforcer en 2021 avec reconstitution des moyens de production (exhaure, clôture, matériel, intrants, formation)</p> <p>Populations ciblées : Ménages ayant souffert des conséquences de la COVID</p> <p>Nombre de Femmes : 350 directement, 1.300 indirectement</p> <p>Nombre d'Hommes : 25 (est.), 1.200 indirectement</p> <p>Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Communes) : Assaba (Guerrou, Kiffa, Daghweg), Guidimakha (Sélibaby), Hodh El gharbi (Kobenni, Tintane, Ayoun) et Hod Echargui (Néma) : 3 sites par wilayas</p> <p>Partenaires (étatiques ou autres) : MDR, IRAM, ADICOR. GRADD, Au Secours</p>	Montant 140 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Acquisition et distribution de consommables COVID	<p>Types d'actions : Acquisition et distribution de consommables COVID (kits de désinfection, protection, d'isolement et articles divers de quincaillerie) visant 72 centres de santé, 413 postes de santé, ainsi que 11 postes frontières</p> <p>Populations ciblées : Centre de santé, Poste de santé, postes frontières</p> <p>Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : 8 Wilayas (Nouakchott, Assaba, Brakna, Guidimakha, Gorgol et Trarza).</p> <p>Partenaires (étatiques ou autres) : MS, Croix Rouge Française/Croissant Rouge mauritanienne</p>	Montant 31 484 492 MRU	PASS – UC PASS 11 ^{ème} FED –
Dotation de matériel au personnel de santé	<p>Types d'actions : Dotation de matériel au personnel de santé pour la prise en charge et la prévention de la COVID</p> <p>Populations ciblées : Personnel de santé - 93</p> <p>Nombre de Femmes :</p> <p>Nombre d'Hommes :</p> <p>Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Wilaya de Nouakchott Nord Ouest, moughataa de Sebkha</p>	Montant 31 100 MRU	PASS – ECMU - Parlement européen
Achat d'une machine PCR	<p>Types d'actions : Achat d'une machine PCR à extraction automatique ainsi que des consommables nécessaires pour 30.000 tests</p> <p>Populations ciblées : l'INRSP (Institut National de Recherche en Santé Public)</p> <p>Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Nouakchott</p> <p>Partenaires (étatiques ou autres) : MS</p>	Montant 7 182 152 MRU	PASS – UC PASS 11 ^{ème} FED –

<p>Activités génératrices de revenus - Couture</p>	<p>Types d'actions : Mise en place d'AGR Montant : Populations ciblées : membres d'ateliers de couture sur 15 sites (Wouro Amadou Hawa et Hay Mansour, Senecouna et Medina, Wenndou M'babba et El Menzah, Wendou M'Babba-Nouara Madi Bowelt, Ganki Doumboudji, Mafoundo, Talhaya , Djéki Touba, Garly, Keur Madiké, Bothio (Kaffar), MBarré Diaw Medina Salamam, Tambène.) appartenant aux communes Kaedi, Djeol, Lekseiba, Tinfoundisive, Toucoumadi, Ganki, Boghe, Bababe, Rosso, Tekane, Jedr El Mohguen (Gorgol, Brakna, Trarza) Nombre de Femmes: 15 ateliers de couture pour un total de 1200 bénéficiaires Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Gorgol, Brakna, Trarza Partenaires (étatiques ou autres) : PNUD, FONADH, ROSA, autres Associations féminines villageoise.</p>	<p>34720 € (6550€ (AMCC2-DUE) et 28170€ du Gouvernement belge)</p>	<p>AMCC2</p>
----------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------	--------------

APPUI INSTITUTIONNEL AU GOUVERNEMENT

En 2020, dans le cadre du Partenariat UE-RIM, le gouvernement mauritanien a été appuyé dans la révision des lois sur la traite des personnes et le trafic illicite des migrants, la mise à jour du plan d'action pour la Stratégie Nationale de Gestion de la Migration et dans l'élaboration du plan national de formation à l'hygiène et à la qualité des produits pour améliorer les pratiques d'hygiène et de qualité des opérateurs du secteur de la pêche artisanale et du plan d'hygiène et de contrôle de la qualité en collaboration avec de l'Office National d'Inspection Sanitaire des produits de la pêche et de l'aquaculture (ONISPA) en fonction de divers paramètres en vue de l'hygiène et du contrôle qualité.

De plus, des appuis ont été apportés pour la mise en œuvre de plusieurs politiques sectorielles et notamment dans les domaines des finances publiques, du développement rural, de la justice, de la sécurité, de la migration, de la prévention et la réponse aux crises alimentaires, de la santé, de la pêche artisanale et de l'environnement en milieu urbain et rural. Plus précisément, le programme d'appui à la gestion des finances publiques a notamment apporté son expertise pour la mise en œuvre de l'évaluation de la performance du système de gestion des finances publiques suivant la méthodologie du cadre PEFA de 2016 et pour l'élaboration de l'instruction générale relative au plan comptable de l'Etat et le projet d'Arrêté relatif à l'application du Décret sur la programmation budgétaire. Dans le cadre du développement rural, l'appui apporté par le Programme de Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale a concerné l'élaboration du Cadre des Dépenses à Moyen Terme, la traduction en arabe du document de la Stratégie Nationale de Développement de l'Elevage pour diffusion et la préparation à l'évaluation de la Stratégie Nationale de Développement du Secteur Rural. Dans le domaine de la justice et dans le cadre du volet appui institutionnel, la Direction des Affaires Pénales et de l'Administration Pénitentiaire a été appuyée dans sa restructuration et l'Ecole Nationale d'Administration, de Journalisme et de la Magistrature dans l'expérimentation et à l'évaluation des nouveaux curricula de formation initiale des personnels de greffe. Dans le cadre du G5 Sahel, les appuis apportés ont permis de mettre en place un Guichet Unique de paiement des contributions des Etats membres du G5 Sahel dans les différentes structures de l'organisation, d'élaborer un mécanisme d'opérationnalisation de la décision des Chefs d'Etat d'ouvrir l'espace aérien du G5 Sahel, de réaliser plusieurs études (étude de faisabilité sur la mise en place de la police de proximité afin de concourir au renforcement de la présence de l'Etat dans les zones sensibles du G5 Sahel, étude sur la mise en place du centre de coopération police douanes), de mettre en place un processus de remontée des bonnes pratiques en matière de prévention de la radicalisation d'élaborer le dossier d'appel d'offres de l'Académie Régionale de Police. Au niveau de la migration, la Procédure d'Opération Standard (POS) pour la prise en charge et la protection des droits des migrants interceptés ou sauvés en mer a été définie. Pour le dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires, les textes juridiques pour l'institutionnalisation du dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires et ont été adoptés ainsi que les différents outils de ce dispositif (guide méthodologique de la réponse, plan national de réponse, etc.). Dans le domaine de la santé, l'appui technique a concerné deux sous-secteurs : la réflexion sur la carte sanitaire et la réflexion sur le financement de la santé. Dans le cadre de la pêche artisanale, il y a eu un appui à la collecte des données de débarquement de la pêche artisanale et au suivi des captures à la senne en mer des petits pélagiques, l'introduction de la digitalisation des certificats de première vente pour une meilleure et moins chère traçabilité des produits de la pêche et l'élaboration d'innovations techniques sur les pirogues pour augmenter la quantité de poissons de meilleure qualité disponibles et réduire les pertes après capture. Enfin, la région de Nouakchott a bénéficié d'un inventaire des gaz à effet de serre pour développer un diagnostic Energie-Climat de Nouakchott avec l'étude des consommations énergétiques, la production d'énergie renouvelable et les émissions de gaz à effet de serre, d'une étude d'accès à l'énergie et de l'élaboration du Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat de Nouakchott.

En 2020, 2101 fonctionnaires ont été formés dont 449 femmes dans différents domaines : les finances (Loi Organique, méthode PEFA, cadrage macro-économique, fichier des contribuables, nouvelles normes comptables, mission d’audit, contrôle interne), la passation de marchés, la gestion axée sur les résultats, la sécurité (Intervention, planification et conduite des opérations, gestion de l’information, sécurité en zone urbaine, stabilisation en milieu désertique, gestion des frontières, analyse et la compréhension des idéologies extrémistes violentes au Sahel, ingénierie de formation, entraide judiciaire internationale, chartes pastorales, collecte des informations, techniques opérationnelles et tactiques d’Unité GAR-SI, renseignements, trafics illicites et logistique), la météorologie, la sécurité alimentaire (collecte, analyse et transmission des données sur la sécurité alimentaire, dispositif national de prévention et de réponse aux crises), la protection des enfants et assistance sociale (convention relative aux droits de l’enfant, appui psychosocial, pédagogie d’enseignement par petits groupes, protection de l’enfance, prévention des conflits, prise en charge des personnes vulnérables, service d’accompagnement, appui et orientation), la santé (référentiel santé), la formation technique et professionnelle (gestion de centre de formation, maçonnerie BTC, métiers de la pêche), la pêche (digitalisation des certificats de première vente des produits de la pêche, collecte de données scientifiques sur les captures de petite pélagique), le droit des associations et la gestion de projet.

En exemple, au niveau des finances, des cadres ont été formés au cadrage macro-économique, sur le fichier des contribuables, sur les nouvelles normes de comptabilité publique et en méthode d’audit et de contrôle interne. Au niveau de la sécurité, les formations ont concerné des officiers supérieurs et officiers des Forces armées et de sécurité, des agents des postes de frontières, des cadres des forces de sécurité et de la magistrature des cinq pays du G5 Sahel, des cadres travaillant pour les plateformes de coopérations en matière de sécurité G5 Sahel, des officiers, sous-officiers et gendarmes de la Gendarmerie Nationale. Les cadres du ministère du développement rural ont été formés sur le Cadre de dépenses à moyen terme et sur le programme d’investissement public. Au niveau de l’éducation et la protection des enfants, des enseignants du primaire ont été formés ainsi que des cadres du ministère des affaires sociales. Au niveau du secteur de la pêche, les formations ont concerné des cadres de l’Office National d’Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et l’Aquaculture et de l’Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches.

Appui à la définition de nouvelles réformes, politiques, stratégies sectorielles

Intitulé	Contenu	Actions et sources de financement
Révisions Loi sur la prévention et la répression de la traite des personnes et Loi sur le trafic illicite de migrants	Révision des lois sur la traite des personnes et le trafic illicite des migrants - Organisation d’ateliers de concertation sur la révision des avant-projets de loi - Adoption de ces 2 lois le 7 juillet 2020	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants – FFUE
Migration	Mise à jour du plan d’action pour la Stratégie nationale de gestion de la migration	OIM - FFUE
Pratiques d’hygiène et de qualité des opérateurs du secteur de la pêche artisanale	Plan national de formation à l’hygiène et à la qualité des produits pour améliorer les pratiques d’hygiène et de qualité des opérateurs du secteur de la pêche artisanale	PROMOPECHE BIT - FFUE
Plan d’hygiène et de contrôle de la qualité dans les chaînes de valeur locales du poisson	Plan d’hygiène et de contrôle de la qualité en collaboration avec de l’Office national d’inspection sanitaire des produits de la pêche et de l’aquaculture (ONISPA) en fonction de divers paramètres en vue de l’hygiène et du contrôle qualité	PROMOPECHE BIT - FFUE

Appui à la mise en œuvre de stratégies sectorielles

Intitulé	Contenu	Actions et sources de financement
Emploi - Appui en conseil stratégique au Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports (MEJS) et à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE) 2019-2024	Conseil stratégique au MEJS, notamment au niveau du ministre et des principaux cadres, Renforcement des équipes du MEJS, notamment en compétences managériales et en connaissances techniques dans le domaine de l'emploi, à Appui à la coordination avec les PTF et du processus de mise en œuvre de la SNE	P A M O F E D 1 1 – Consultant
PEFA Check 2020	Evaluation de la performance du système de gestion des finances publiques (GFP) suivant la méthodologie du cadre PEFA de 2016 avec l'obtention du PEFA check en juin 2020	Expertise France-PAGEFIP –Programme d'appui à la gestion des finances publiques
Finances - Appui à la réforme comptable	Appui à la DGTCP (Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique) pour la validation de l'instruction générale relative au plan comptable de l'état – Produit : Instruction générale relative au plan comptable de l'état	Expertise France-PAGEFIP - Programme d'appui à la gestion des finances publiques
Finances - Appui à la réforme budgétaire	Appui à la DGB (Direction Générale du Budget) concernant la rédaction du projet d'arrêté relatif à l'application du décret sur la programmation budgétaire	Expertise France-PAGEFIP - Programme d'appui à la gestion des finances publiques
Développement rural – Cadre de dépenses à moyen terme	Appui à l'élaboration du CDMT (Cadre des Dépenses à Moyen Terme) du MDR (Ministère du Développement Rural)	RIMRAP 11 ^{ème} FED
Développement rural – Plan National de Développement de l'Elevage	Traduction en arabe du document de la Stratégie Nationale de Développement de l'Elevage (PNDE) pour diffusion	RIMRAP 11 ^{ème} FED
Développement rural – Stratégie Nationale de Développement du Secteur Rural	Préparation à l'évaluation de la SNDSR (Stratégie Nationale de Développement du Secteur Rural)	RIMRAP 11 ^{ème} FED
Politique sectorielle justice	Appui à la restructuration de la Direction des Affaires Pénales et de l'Administration Pénitentiaire (DAPAP) et humanisation des conditions de détention	PARJ 11 ^{ème} FED
Politique sectorielle justice	Mission d'expertise - appui à l'expérimentation et à l'évaluation des nouveaux curricula de formation initiale des personnels de greffe en direction de l'Ecole nationale de l'administration, du journalisme et de la magistrature (ENAJM)	PARJ 11 ^{ème} FED – Expertise France
Sécurité – G5 Sahel	Etude sur la mise en place d'un Guichet Unique de paiement des contributions des Etats membres du G5 Sahel dans les différentes structures de l'organisation	Appui au G5 Sahel - FFUE
Sécurité – G5 Sahel	Expertise sur l'élaboration d'un mécanisme d'opérationnalisation de la décision des Chefs d'Etat d'ouvrir l'espace aérien du G5 Sahel	Appui au G5 Sahel - FFUE
Sécurité – G5 Sahel	Etude de faisabilité sur la mise en place de la police de proximité afin de concourir au renforcement de la présence de l'Etat dans les zones sensibles du G5 Sahel.	Appui au G5 Sahel - FFUE

Sécurité – G5 Sahel	Etude sur la cartographie des frontières	Appui au G5 Sahel - FFUE
Sécurité – G5 Sahel	Etude sur la mise en place de CCPD (centre de coopération police douanes)	Appui au G5 Sahel - FFUE
Sécurité – G5 Sahel	Mise en place du processus de remontée des bonnes pratiques en matière de prévention de la radicalisation	Appui au G5 Sahel - FFUE
Sécurité – G5 Sahel	Elaboration du dossier de l'Académie Régionale de Police et recherche de financements	Appui au G5 Sahel - FFUE
Migration	Elaboration d'une Procédure d'Opération Standard (POS) pour la prise en charge et la protection des droits des migrants interceptés ou sauvés en mer	OIM - FFUE
Dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires	Adoption des textes juridiques pour l'institutionnalisation du dispositif national de prévention et de réponse aux crises alimentaires et élaboration et adoption des différents outils de ce dispositif (guide méthodologique de la réponse, plan national de réponse, etc.)	PAM - ECHO
Santé – Financement de la santé	Etude des coûts des prestations des soins, proposition de tarification, ateliers, réunions, enquête	PASS – Appui institutionnel
Santé – Carte sanitaire	Appui technique, ateliers, consultance, enquête nationale, réunions	PASS – APPUI INSTITUTIONNEL
Pêche artisanale – Collecte des données de pêche	Type d'appuis apportés : Appui à la collecte des données de débarquement de la pêche artisanale et au suivi des captures à la senne en mer des petits pélagiques	PROMOPECHE BIT – FFUE
Pêche artisanale – Certificat de 1 ^{ère} vente	Introduction de la digitalisation des certificats de première vente pour une meilleure et moins chère traçabilité des produits de la pêche	PROMOPECHE BIT – FFUE
Pêche artisanale – Engins de pêche	Installation d'innovations techniques sur les pirogues pour augmenter la quantité de poissons de meilleure qualité disponibles et réduire les pertes après capture	PROMOPECHE BIT – FFUE
Environnement en milieu urbain- Nouakchott	Elaboration de l'inventaire des gaz à effet de serre pour développer un diagnostic Energie-Climat de Nouakchott en étudiant les consommations énergétiques, la production d'énergie renouvelable et les émissions de gaz à effet de serre	R é s i l i e n c e environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott - CoM SSA
Environnement en milieu urbain- Nouakchott	Etude d'accès à l'énergie	R é s i l i e n c e environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott - CoM SSA
Environnement en milieu urbain- Nouakchott	Elaboration du Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat (PAAEDC) de Nouakchott	R é s i l i e n c e environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott - CoM SSA

Formations à destination du personnel de l'administration

Finances - Loi Organique relative aux Lois de Finances et PEFA	<p>Intitulé de la formation : Séminaire de présentation de la LOLF et PEFA 2019</p> <p>Cibles : Ministère des Finances (toutes directions), IGE (Inspection Générale d'Etat) et Cour des Comptes</p> <p>Nombre de personnes formées total : 80 personnes</p> <p>Durée en heures : 48 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : enjeux de la réforme comptable et budgétaire – les changements techniques, les actions à mettre en œuvre, le rôle des acteurs, les marges de progression suite à l'évaluation PEFA</p>	Expertise France-PAGEFIP - Programme d'appui à la gestion des finances publiques
Finances - Cadrage macro-budgétaire	<p>Intitulé de la formation : Formation au cadrage macro-budgétaire</p> <p>Cibles : Cadres de la Direction Générale du Budget</p> <p>Nombre de personnes formées total : 20 personnes</p> <p>Durée en heures : 20 heures</p>	Expertise France-PAGEFIP - Programme d'appui à la gestion des finances publiques
Finances - Fichier des contribuables	<p>Intitulé de la formation : Formation qualité du fichier des contribuables DGI (Direction Générale des Impôts)</p> <p>Cibles : Cadres de la DGI</p> <p>Nombre de personnes formées total : 5 personnes</p> <p>Durée en heures : 16 heures</p>	Expertise France-PAGEFIP - Programme d'appui à la gestion des finances publiques
Finances - Nouvelles normes de la comptabilité publique	<p>Intitulé de la formation : Formation aux nouvelles normes de la comptabilité publique</p> <p>Cibles : DGTCP (Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique)</p> <p>Nombre de personnes formées total : 16 personnes</p> <p>Durée en heures : 138 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : appropriation du cadre conceptuel, règles et principes comptables des 13 normes, élaboration des cartographies des processus, analyse des risques comptables, analyse des risques financiers, conception des cartographies</p>	Expertise France-PAGEFIP - Programme d'appui à la gestion des finances publiques
Finances - Audit et contrôle par les Corps de contrôle	<p>Intitulé de la formation : Séminaires de formation pour les corps de contrôle</p> <p>Cibles : Cadres de l'IGF (Inspection Générale des Finances), l'IGE (Inspection Générale d'Etat)</p> <p>Nombre de personnes formées total : 40 personnes</p> <p>Durée en heures : 108 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : conduite d'une mission d'audit, évaluation des systèmes de contrôle interne, conception de guides d'audit, analyse des risques et méthodologie d'élaboration des cartographies de process et de risques</p>	Expertise France-PAGEFIP - Programme d'appui à la gestion des finances publiques
Passation de marchés	<p>Intitulé de la formation : Formation aux nouvelles procédures relatives aux marchés publics</p> <p>Cibles : Cadres du ministère des pêches et de l'économie maritime</p> <p>Nombre de personnes formées total : 23</p> <p>Nombre de femmes formées total : 3</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 20</p> <p>Durée en heures : 3 j</p> <p>Exemples de compétences acquises : nouveau cadre réglementaire pour la passation des marchés public</p>	Accords de pêche bilatéraux

Développement rural – Gestion axée sur le Résultat	<p>Intitulé de la formation : Gestion axée sur le Résultat (GAR)</p> <p>Cibles : Cadres de l'Administration du MDR</p> <p>Nombre de personnes formées total : 23</p> <p>Nombre de femmes formées total : 2</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 21</p> <p>Durée en heures : 30h (5 jours)</p> <p>Exemples de compétences acquises : Renforcer les capacités des cadres et agents du MDR pour améliorer l'efficacité, l'efficience et le suivi-évaluation de la gestion des projets et programmes publics</p>	RIMRAP 11 ^{ème} FED
Sécurité - Forces armées et de sécurité	<p>Intitulé de la formation :</p> <p>Formation de formateurs des Forces armées et de sécurité en Mauritanie dans le cadre de l'Académie mauritanienne de la paix et de la sécurité en République Islamique de Mauritanie</p> <p>Cibles : officiers supérieurs et officiers subalternes des Armées de Terre, de l'Air, de Mer, de la Gendarmerie nationale, de la Garde nationale, de la Sureté nationale et de la Sécurité des routes (GGSR)</p> <p>Nombre de personnes formées total : 40</p> <p>Nombre de femmes formées total : 0</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 40</p> <p>Durée en heures :nc</p> <p>Exemples de compétences acquises :</p> <p>Contenu de la formation. Spécialités : Intervention, Planification et conduite des opérations, Gestion de l'information, Sécurité en zone urbaine, Stabilisation en milieu désertique, Santé opérationnelle.</p> <p>Principales compétences acquises : Engineering de la formation, maîtrise de menaces de type « criminalité transfrontalière » et « terrorisme », incluant la compréhension des problématiques de sécurité et de développement, la capacité à planifier et conduire des opérations de niveau interministériel et interarmées pour gérer des crises, l'acquisition de l'information, la maîtrise des outils de gestion de crise, d'anticipation, de logistique et communication opérationnelle</p>	Sécurité et développement 10 ^{ème} FED
Sécurité – Gestion des frontières	<p>Intitulé de la formation : Formation sur la gestion des frontières</p> <p>Cibles : Agents des postes frontières</p> <p>Nombre de personnes formées total : 410</p> <p>Nombre de femmes formées total : 3</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 407</p> <p>Durée en heures : 420 heures pour 12 formations</p> <p>Exemples de compétences acquises : Connaissances sur les faux documents, la gestion de l'immigration, la traite et le trafic des êtres humains, et le respect des droits de l'homme</p>	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE
Sécurité – G5 Sahel	<p>Intitulé de la formation : Analyse et la compréhension des idéologies extrémistes violentes au Sahel</p> <p>Cibles : Membres des Comités nationaux de coordination</p> <p>Nombre de personnes formées total : 10</p> <p>Nombre de femmes formées total : 8</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 2</p> <p>Durée en heures : 25 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : Renforcement des connaissances sur la doctrine des mouvements extrémistes violents opérants au Sahel.</p>	Appui au G5 Sahel - FFUE

Sécurité – G5 Sahel

Intitulé de la formation : Ingénierie de formation.
Cibles : policiers, gendarmes et magistrats en charge d'une mission de formation au sein de leur pays.
Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 23
Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4
Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 19
Contenu de la formation : Ingénierie de formation
Principales compétences acquises : Analyse des demandes et les besoins en termes de formation / Maîtrise des méthodologies et des outils leur permettant de concevoir des plans de formation / Evaluation des besoins et supports pédagogiques propres à assurer la mise en œuvre d'un plan de formation / Maîtrise des techniques et outils pour pouvoir suivre, réajuster en fonction des besoins et évaluer une formation et les acquis pédagogiques et techniques transférées aux bénéficiaires / Maîtrise des techniques et de la méthodologie pour concevoir une maquette pédagogique ainsi que les contenus (contenus des sessions) et les supports pédagogiques associés

Appui au G5 Sahel -
FFUE

Sécurité – G5 Sahel

Intitulé de la formation : Coopération judiciaire et entraide pénale
Cibles : Cadres des forces de sécurité et de la magistrature des cinq pays du G5 Sahel.
Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 16
Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 3
Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 13
Contenu de la formation : Exposé et sensibilisation aux approches de coopération suivantes : Entraide judiciaire internationale : Coopération entre services de police, Commissions rogatoires internationales, Entraide juridique en matière pénale, Enquêtes internationales / L'échange de renseignements : Réseaux formels (notamment BCN et PCMS), Réseaux informels / Les opérations internationales de paix : Dimension policière des opérations internationales (UNPOL) / La coopération technique : Echanges entre corps de police, Formation policière
Principales compétences acquises : sensibilisation et connaissances des actions possibles de coopérations judiciaires.

Appui au G5 Sahel -
FFUE

Sécurité – G5 Sahel	<p>Intitulé de la formation : Gestion de l'information sécuritaire</p> <p>Cibles : cadres des forces de sécurité et de l'administration judiciaire de cinq pays du G5 Sahel.</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 25</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 21</p> <p>Contenu de la formation :</p> <p>Le contenu de cette formation s'est articulé autour de deux approches : Une théorique visant à identifier les enjeux et les défis en matière de communication dans un contexte d'insécurité et d'instabilité politique. Cette phase doit aussi permettre de dresser un état des lieux des lacunes communicationnelles des professionnels face aux défis et enjeux sécuritaires dans l'espace G5 Sahel, car les acteurs de la communication ne se rendent pas toujours compte de la responsabilité qui est la leur dans l'apaisement ou l'aggravation des situations sécuritaires ou conflictuelles / Une pratique visant à donner aux participants des outils de communication dans un contexte sécuritaire tendu afin de limiter les risques d'une couverture insuffisante ou au contraire excessive pour la sécurité des opérations ou l'apaisement des tensions populaires. Au cours de cette phase les formateurs devront inculquer les techniques de communication aux participants au travers de mises en situation et exercices pratiques</p>	Appui au G5 Sahel - FFUE
Sécurité – G5 Sahel	<p>Intitulé de la formation : Impact du changement climatique sur la sécurité et le développement au Sahel</p> <p>Cibles : cadres des forces de sécurité et de l'administration judiciaire de cinq pays du G5 Sahel.</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 25</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 21</p> <p>Contenu de la formation : Présentation du lien étroit entre l'impact du changement climatique et la récurrence des tensions entre les groupes professionnels, par ricochet aux efforts du développement dans l'espace G5 Sahel / Explication de l'impact des facteurs environnementaux sur le sous-développement et l'augmentation des flux migratoires / Principales compétences acquises : Sensibilisation à l'impact du changement climatiques sur la sécurité</p>	Appui au G5 Sahel - FFUE
Sécurité – G5 Sahel	<p>Intitulé de la formation : Pastoralisme, Paix et Sécurité</p> <p>Cibles : cadres des forces de sécurité et de l'administration judiciaire de cinq pays du G5 Sahel.</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 25</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 21</p> <p>Contenu de la formation : Dresser un état des lieux du pastoralisme, notamment en mettant un accent particulier sur le protocole de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) relatif au pastoralisme et sur les différentes chartes pastorales existantes dans l'espace G5 Sahel. Principales compétences acquises : Compréhension des enjeux sécuritaires liés au pastoralisme</p>	Appui au G5 Sahel - FFUE

Sécurité – G5 Sahel	<p>Intitulé de la formation : Formation en techniques de collecte des informations</p> <p>Cibles : Personnels travaillant pour les plateformes de coopération en matière de sécurité</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 22</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 0</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 22</p> <p>Contenu de la formation : techniques de collecte des informations, traitement et analyse des informations, élaboration de rapports et diffusion.</p> <p>Principales compétences acquises : Collecte des informations, traitement des informations, analyse et diffusion d'information</p>	Appui au G5 Sahel - FFUE
Sécurité – GARSI	<p>Intitulé de la formation : Cours pour les personnes de base de l'Unité GAR-SI</p> <p>Cibles : 134 Officiers et Gendarmes de la Gendarmerie Nationale</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 134</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : Aucune</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Techniques opérationnelles et tactiques d'Unité GAR-SI : Forme physique, tir, activités opérationnelles, dispositifs spéciaux de contrôle du territoire, mouvements individuels en par groupes, a pied et en voiture. /Utilisation des blindés et des motos dans les dispositifs /Déontologie, Droits de l'Homme, migrants, mineurs, questions de genre</p>	Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel - FFUE
Sécurité – GARSI	<p>Intitulé de la formation : Cours de spécialistes</p> <p>Cibles : 20 Sous-officiers et Gendarmes de la Gendarmerie Nationale</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 20</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : Aucune</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Cours de spécialisation en Police Judiciaire/ Renseignements, Protection de l'environnement, Trafics illicites et Logistique, pour faire partie des équipes de spécialistes de l'Unité GARS</p>	Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel - FFUE
Sécurité – GARSI	<p>Intitulé de la formation ; Cours pour deux sections GARS avant leur déploiement à la frontière.</p> <p>Cibles : 80 Officiers, Sous-officiers et Gendarmes de la Gendarmerie Nationale</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 80</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : Aucune</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Droits de l'homme et des migrants, genre et mineurs. Utilisation des équipements individuels et collectifs de protection contre la Covid19 / Actions en sécurité avec les personnes qui passent la frontière</p>	Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel - FFUE
Développement rural – Programme d'Investissement Public	<p>Intitulé de la formation : Maturation de projets</p> <p>Cibles : Cadres de l'Administration du MDR</p> <p>Nombre de personnes formées total : 23</p> <p>Nombre de femmes formées total : 2</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 21</p> <p>Durée en heures : 18h (3 jours)</p> <p>Exemples de compétences acquises : mise en œuvre du processus de maturation de projets d'investissements publics avant de leur inscription dans les PIP, et de vérifier son opérationnalité à travers l'amélioration et l'encadrement effectif et pratique de la gestion pluriannuelle des investissements publics</p>	RIMRAP 11 ^{ème} FED

Développement rural – Cadre de dépenses à moyen terme	<p>Intitulé de la formation : Atelier de partage & d'échange sur le CDMT du MDR</p> <p>Cibles : Les cadres régionaux de l'Assaba MDR + tous les acteurs du secteur</p> <p>Nombre de personnes formées total : 21</p> <p>Nombre de femmes formées total : 3</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 18</p> <p>Durée en heures : 12h (2 jours)</p> <p>Cibles : Les cadres régionaux du Trarza MDR + tous les acteurs du secteur</p> <p>Nombre de personnes formées total : 18</p> <p>Nombre de femmes formées total : 4</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 14</p> <p>Durée en heures : 12h (2 jours)</p> <p>Exemples de compétences acquises : information des acteurs du secteur, dans les principes à respecter et mettre en œuvre dans le cadre de la nouvelle loi de Finances</p>	RIMRAP 11 ^{ème} FED
Météorologie – Aménagement du territoire	<p>Intitulé: Renforcement des capacités techniques du personnel affecté au service agro météorologique de la DAR</p> <p>Cibles : Service d'agro météorologie de la Direction de l'Aménagement Rural (DAR) du MDR</p> <p>Nombre de personnes formées total : 4</p> <p>Nombre de femmes formées total : 2</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 2</p> <p>Durée en heures : 1440 (coaching continu)</p> <p>Exemples de compétences acquises : Gestion et utilisation des bases de données climatiques et pluviométriques (CLIMBASE et SUIVI) destinées à l'archivage des données collectées de façon périodique / Elaboration de bulletins hydrologiques en période de campagne largement diffusés à des acteurs nationaux et internationaux / Elaboration d'annuaires en fin de campagne</p>	RIMDIR 11 ^{ème} FED
Sécurité alimentaire	<p>Intitulé de la formation : Sécurité alimentaire</p> <p>Cibles : personnel du gouvernement/partenaire national</p> <p>Nombre de personnes formées total : 100</p> <p>Nombre de femmes formées total : 10</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 90</p> <p>Durée en heures : 3 jours de formation tous les trois mois</p> <p>Exemples de compétences acquises : collecte, analyse et transmission des données sur la sécurité alimentaire</p>	PAM - ECHO
Sécurité alimentaire – Prévention et réponse aux crises	<p>Intitulé de la formation : n/a</p> <p>Cibles : institutions nationales</p> <p>Nombre de personnes formées total : 4 institutions</p> <p>Nombre de femmes formées total : n/a</p> <p>Nombre d'hommes formés total : n/a</p> <p>Durée en heures :</p> <p>Exemples de compétences acquises : le rôle d'un dispositif national de prévention et de réponse aux crises / le rôle et responsabilité dans le fonctionnement des instances du dispositif</p>	PAM - ECHO

Convention relative aux droits de l'enfant	Intitulé: Présentation de la convention relative aux droits de l'enfant et autres textes nationaux relatifs à la JJ aux membres de la table régionale de protection (mécanisme de coordination régionale) - Rosso Cibles : Hakems des Moughataa de Rosso, Directeur Régional Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel, éducation Nationale, Action Sanitaire, Emploi, Jeunesse et des Sports, Sureté, Inspecteur du Travail, Office Régional de la Statistique Durée en heures : 2 jours	PARJ - UNICEF
Éducation et protection des enfants	Intitulé de la formation : Formation sur l'appui psychosocial Cibles : Enseignants du primaire Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 120 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 24 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 96 Contenu de la formation : Prise en charge psychosocial en milieu scolaire Principales compétences acquises : Identification d'un enfant en situation de stress / approche préconisée dans la prise en charge des enfants en situation d'urgence/activités de prise en charge psychosocial / apprentissage par le jeu	Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix- ECHO
Éducation et protection des enfants	Intitulé de la formation : Formation sur la pédagogie d'enseignement par petits groupes Cibles : Enseignants du primaire Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 120 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 24 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 96 Contenu de la formation : Guide d'utilisation des kits de développement de la petite enfance (DPE) et approche de pédagogie différenciée Principales compétences acquises : Usage de la trousse DPE avec les tout-petits ; identification des centres d'intérêt du jeune enfant et savoir le guider pour développer son autonomisation dans les activités d'apprentissage ; transfert de compétences aux jeunes mamans pour le suivi de leurs enfants en période de distanciation sociale	Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix
Éducation et protection des enfants	Intitulé de la formation : Formation sur l'enseignement à distance Cibles : Enseignants du primaire Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 120 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 24 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 96 Contenu de la formation : Les étapes de conception d'un cours à distance Principales compétences acquises : Les grandes phases de développement d'un cours à distance / analyse de la situation pédagogique, conception/ scénarisation pédagogique / création et médiatisation de contenus numériques	Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix
Protection de l'enfance	Intitulé de la formation : en protection de l'enfance et prévention des conflits Cibles : cadre du Ministère des Affaires Sociales Nombre de personnes formées total : 55 Nombre de femmes formées total : 20 Nombre d'hommes formés total : 35 Durée : 15h Exemples de compétences acquises : Techniques de prévention des conflits, référencement des enfants	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE

Protection de l'enfance	<p>Intitulé de la formation : Protection de l'enfance</p> <p>Cibles : chargé de protection du Ministère des Affaires Sociales</p> <p>Nombre de personnes formées total : 12</p> <p>Nombre de femmes formées total : 5</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 7</p> <p>Durée en heures : 20h</p> <p>Exemples de compétences acquises : référencement des cas, protection des enfants</p>	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE
Assistance sociale	<p>Intitulé de la formation : Formation en assistance sociale</p> <p>Cibles : cadre du Ministère des affaires sociales</p> <p>Nombre de personnes formées total : 48</p> <p>Nombre de femmes formées total : 21</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 27</p> <p>Durée en heures : 20h</p> <p>Exemples de compétences acquises : prise en charge des personnes vulnérables, service d'accompagnement, appui et orientation</p>	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE
Santé	<p>Intitulé de la formation : Formation Pool de superviseurs centraux</p> <p>Cibles : Cadres niveau central MS</p> <p>Nombre de personnes formées total : 15</p> <p>Nombre de femmes formées total : 0</p> <p>Nombre d'hommes formés total :</p> <p>Durée en heures : 5 jours</p> <p>Exemples de compétences acquises : référentiel</p>	PASS – APPUI INSTITUTIONNEL
Formation technique et professionnelle	<p>Intitulé de la formation : Cours à distance sur la Gestion de centre de formation</p> <p>Cibles : Directeurs de centre de formation</p> <p>Nombre de personnes formées total : 5</p> <p>Nombre de femmes formées total :</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 5</p> <p>Durée en heures : 9 semaines 60 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : programmation, gestion du personnel</p>	PECOBAT - FFUE
Formation technique et professionnelle	<p>Intitulé de la formation : accompagnement technique et encadrement d'une formation sur la maçonnerie BTC</p> <p>Cibles : ETR-ML/Ministère de l'Habitat</p> <p>Nombre de personnes formées total : 50</p> <p>Nombre de femmes formées total :</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 50</p> <p>Durée en heures : 2400</p> <p>Exemples de compétences acquises : Production de brique BTC</p>	PECOBAT – FFUE
Formation technique et professionnelle	<p>Intitulé de la formation : Formation de formateurs du Centre de formation et de Qualification sur les métiers de la pêche</p> <p>Cibles : formateurs du CQFMP</p> <p>Nombre de personnes formées total : 47</p> <p>Nombre de femmes formées total : 10</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 37</p> <p>Durée en heures : 150 heures</p> <p>Exemples de compétences acquises : technique de pêche, technique de transformation de produit halieutique, hygiène et sécurité</p>	PROMOPECHE BIT - FFUE

Pêche – Licences	<p>Renforcement des capacités sur un nouveau système informatique pour l'enregistrement des bateaux et les licences de pêche</p> <p>Cibles : Personnel du ministère de la pêche et de l'économie maritime</p> <p>Nombre de personnes formées total : 3</p> <p>Nombre de femmes formées total : -</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 3</p> <p>Durée en heures : 40</p> <p>Exemples de compétences acquises : la mise à jour et la maintenance de la base de données</p>	PROMOPECHE BIT - FFUE
Pêche – Digitalisation certificat vente	<p>Intitulé de la formation : Formation sur la digitalisation des certificats de première vente des produits de la pêche</p> <p>Cibles : Personnel de l'ONISPA</p> <p>Nombre de personnes formées total : 11</p> <p>Nombre de femmes formées total : -</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 11</p> <p>Durée en heures : 40</p> <p>Exemples de compétences acquises : enregistrement de données à l'aide de tablettes et d'un logiciel correspondant ; contrôle de données à l'aide de tablettes et d'un système numérique</p>	PROMOPECHE BIT - FFUE
Pêche – Collecte des données des pêches	<p>Intitulé de la formation : Collecte de données scientifiques sur les captures de petite pélagique</p> <p>Cibles : Personnel de l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et de Pêches (IMROP)</p> <p>Nombre de personnes formées total : 7</p> <p>Nombre de femmes formées total : -</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 7</p> <p>Durée en heures : 40</p> <p>Exemples de compétences acquises : la mise à jour et la maintenance de la base de données ainsi que le suivi des bateaux et de l'activité maritime à l'aide de la base de données</p>	PROMOPECHE BIT - FFUE
Droit des associations	<p>Intitulé de la formation : Droit des associations</p> <p>Cibles : Cadre du Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports</p> <p>Nombre de personnes formées total : 130 personnes</p> <p>Nombre de femmes formées total : 48</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 82</p> <p>Durée en heures : 20 h</p> <p>Exemples de compétences acquises : Création et fonctionnement des associations, loi relative à la constitution des associations</p>	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE
Gestion de projet	<p>Intitulé de la formation : Gestion de projet</p> <p>Cibles : Cadre du Ministère des affaires sociales</p> <p>Nombre de personnes formées total : 52 cadres</p> <p>Nombre de femmes formées total : 24</p> <p>Nombre d'hommes formés total : 28</p> <p>Durée en heures : 20h</p> <p>Exemples de compétences acquises : Idée de projet, mise en œuvre de projet et recherche source de financement</p>	Renforcement de la gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE

Gestion de projet

Intitulé de la formation : Gestion de projet
Cibles : Cadre du Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse
et des Sports
Nombre de personnes formées total : 51 cadres
Nombre de femmes formées total : 11
Nombre d'hommes formés total : 40
Durée en heures : 20h
Exemples de compétences acquises : Idée de projet,
mise en œuvre de projet et recherche source de
financement

Renforcement de la
gestion des frontières,
la protection et la
réintégration des
migrants - FFUE

AIDE HUMANITAIRE URGENCE : aide alimentaire et nutrition

En 2020, l'aide Humanitaire de l'UE à travers son instrument financier ECHO et le Fonds d'urgence migration (FFUE) a touché plus de **12 300 femmes enceintes et/ou allaitantes**, plus de **228 000 enfants (0-59 mois)** dans plusieurs Wilayas (Gorgol, Assaba, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh el Chargui, Tagant, Nouakchott, Brakna) et plus de **150 000 personnes** ont bénéficié de **transferts monétaires**.

Plus de la moitié des habitants du pays dépendent de l'agriculture, de l'élevage et du bétail pour se nourrir et subvenir à leurs besoins, de sorte que les faibles précipitations ou le manque de pâturages peuvent avoir une incidence désastreuse sur la disponibilité des denrées alimentaires et les moyens de subsistance des communautés. Dans les régions du sud et de l'est du pays déficitaires en eau, le but des différentes actions financées par ECHO est de réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère et de renforcer la résilience des populations vulnérables. Une partie des fonds est ainsi consacrée au **dépistage de la malnutrition** ainsi qu'à la **fourniture de médicaments et d'aliments thérapeutiques** utilisés pour soigner les enfants souffrant d'une malnutrition sévère qui met leur vie en danger.

Le **volet nutrition d'ECHO** représente juste 24% de l'enveloppe globale en 2020. 42% des fonds ECHO ont été alloués à **l'assistance alimentaire d'urgence dans les zones les plus affectées identifiées par l'enquête nationale** (Cadre harmonisé)

De plus, les actions financées par ECHO et le FFUE ont permis de réaliser de **nombreuses sensibilisations/formations** relatives à la prévention de la malnutrition sur la pratique de la mesure du périmètre brachial et sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants auprès notamment des femmes enceintes et allaitantes, du personnel des Centres de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif et des Centres de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire mais aussi des hommes. Avec la situation de la pandémie de la COVID-19, ces séances de sensibilisation/formations étaient aussi accompagnées d'explications sur les gestes barrières et sur l'utilisation des masques ainsi que de distributions de matériel de protection dans des centres de santé.

Dans le sud-est du pays, à Bassikounou, la situation des réfugiés du Mali est entrée dans sa 8^{ème} année et l'année 2020 a vu un afflux de nouvelles personnes avec l'instabilité accrue du Mali. La Mauritanie est le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés maliens en Afrique de l'Ouest avec 62 655 réfugiés en fin décembre 2020 dans le **camp de MBerra**. Dans ce cadre, l'aide humanitaire fournie par ECHO et des autres donateurs a permis de distribuer des **transferts monétaires** pour un montant de 6 millions USD pour une moyenne mensuelle de 9,51 USD en espèces par ménage, de réaliser des distributions de produits alimentaires aux réfugiés les plus nécessiteux mais aussi à ceux qui ne bénéficiaient plus ou en partie de l'aide en 2019 suite à la détérioration de leur situation à cause de la pandémie de la COVID-19. A cause de cette dernière, les procédures de distribution ont été revues pour diminuer les risques de contamination avec des doubles distributions couvrant deux mois d'assistance, un circuit spécifique avec le lavage des mains et la prise des températures, le respect des distances sociales, l'affichage de posters de sensibilisation, la distribution de masques, de gants et de gel hydro alcoolique pour le personnel.

Enfin, une partie du financement humanitaire soutient également le **Service Aérien Humanitaire des Nations Unies (UNHAS)** en permettant d'acheminer les travailleurs humanitaires et l'aide humanitaire vers les personnes nécessitant une assistance dans les régions de l'est du pays.

Nombre de femmes enceintes et allaitantes ayant bénéficié de programmes de nutrition

Nombre	Régions	Organisations
5364	Guidimakha Gorgol Assaba Tagant	PAM
1 304 Prénatale	Gorgol	CROIX ROUGE
358 Post Natale		
328	Gorgol Brakna	Save the Childen
440	Brakna	Medicumundisur
400	Assaba Brakna	OXFAM
4 141	Nouakchott Hodh Ech Chargui Hodh el Garbi	Consortium Oxfam – SAFIRE
12 335	8 régions	6 Organisations

Enfants de 0 – 59 mois ayant bénéficié de programmes de nutrition

Nombre	Régions	Organisations
5925	Assaba	TdH Italy
1075	Gorgol Brakna	Save the Children
6 097	Guidimakha Gorgol Assaba Tagant	PAM
3 739	Brakna	Medicumundisur
800	Assaba Brakna	OXFAM
3582	Gorgol	CRF
6 968	Guidimakha Hodh el chargui	ACF
228 186	6 régions	7 Organisations

Nombre de personnes y compris les réfugiés et les personnes déplacées ayant bénéficié de transferts monétaires dans le cadre de l'assistance alimentaire

Nombre	Régions	Organisations
Nombre de personnes total : 128 064 Nombre de femmes total : 66 594 Nombre d'hommes total : 61 470	Guidimakha Gorgol Assaba Tagant	PAM
Nombre de personnes total : 60 000 réfugiés Nombre de femmes total : 32 820 Nombre d'hommes total : 27 180	Hodh el Chargui (Camp de M'Bera)	PAM
Nombre de personnes total : 13080 Nombre de femmes total : 6800 Nombre d'hommes total : 6278	Gorgol Brakna	Save the Children
2 517	Assaba Brakna	Oxfam
13807	Guidimakha Hodh el Chargui	Action Contre la faim
150 274	5 régions	5 Organisations

Formations

Prévention de la malnutrition	Intitulé de la formation : sensibilisation à la prévention de la malnutrition Nombre de personnes : 14389 Nombre de Femmes enceintes et/ou allaitantes: 34% (4892)	TdH Italie
Prévention de la malnutrition	Réalisation de 2 321 séances de sensibilisation (54 754 personnes dont 49 129 femmes et 5 625 hommes)	ACF Espagne
Protocole national de prise en charge de la malnutrition	58 personnes formées sur le protocole national de prise en charge de la malnutrition, dont 16 travaillent dans les CRENI	TdH Italie
Dispositif national de prévention et de réponses aux urgences	Intitulé de la formation : Recueil de données sur la situation alimentaire Cibles : Sentinelles communautaires Nombre de personnes formées total : 1525 Nombre de femmes formées total : 686 Nombre d'hommes formés total : 839 Durée en heures : 1 jour par mois Exemples de compétences acquises : Technique de collecte et de transmission des données via les smartphones / Surveillance pastorale	PAM - ECHO
Maitrise du protocole ANJE	526 séances de sensibilisations sur les PFE/ANJE couplées aux mesures barrière de COVID 19. Cette activité a été menée au Hodh El Chargui et à NKTT (communes de Sebkha, Arafat et Toujounine)	SAFIRE-Consortium OXFAM
Maitrise du protocole ANJE	46 sessions de sensibilisations communautaires tenues au profit de 259 FEFA participantes	SAFIRE-Consortium CRF
Maitrise du protocole ANJE	2 923 FEFA sensibilisées sur l'ANJE et sur le COVID 19	Croix-Rouge française
Maitrise du protocole ANJE	2 321 séances de sensibilisation (54 754 personnes dont 49 129 femmes et 5 625 hommes) dans le cadre de la Prévention de la malnutrition et la promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	ACF Espagne
Prise du périmètre brachiale (approche PB)	Intitulé de la formation : Formation des mères et pères sur la prise du périmètre brachiale (approche PB) Cibles : Mères et pères des enfants âgés entre 6 et 59 mois Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 8807	TdH Italy

Prise du périmètre brachiale (approche PB)	17 462 FEFA recyclées/formées sur l'approche PB-mère dont 16 977 lors des campagnes de dépistage de masse et 485 lors des séances de vaccination ou des consultations externes	Croix-Rouge française
Prise du périmètre brachiale (approche PB)	48 376 mamans formées	ACF Espagne

DEVELOPPEMENT DE COMPETENCES (distinction ; en perspective d'un emploi et autres formations)

Personnes ayant acquis une nouvelle compétence dans l'optique de l'emploi

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets et programmes financés par l'UE, plus de **540 personnes** ont été **formées dans plusieurs secteurs professionnels dans l'optique de l'employabilité**. Ces

derniers sont les suivants : la couture, la coiffure, la teinture, l'aviculture, la soudure, la plomberie, la menuiserie bois, la menuiserie métallique, l'électricité générale, la mécanique automobile, l'électricité automobile, la maçonnerie en terre, la construction de pistes routières (maçonnerie générale, topographie, coffrage, terrassement), les énergies renouvelables, la réparation de motopompes, la réparation de moteurs hors-bord et la transformation du poisson.

Les publics de ces différentes formations sont pour la plupart **des jeunes hommes, des jeunes femmes et des femmes survivantes de violences basées sur le genre**. Les jeunes filles et les femmes, au nombre d'au moins 175, ont été formées en couture, en coiffure, en teinture, en maçonnerie de terre, en énergie renouvelable et en transformation artisanale des poissons.

Certaines formations ont été suivies dans des **centres de formation techniques et professionnels**, tels que l'EEFTP de Kiffa (Education, Enseignement et Formation Techniques et Professionnel) ou le CFIP de Caritas de Nouakchott (Centre Formation Insertion Professionnelle).

Personnes ayant acquis une nouvelle compétence, pas dans l'optique de recherche d'un emploi

Au total plus de **860 personnes** ont acquis de **nouvelles compétences individuelles** dans des domaines très divers : l'alphabétisation (l'entrepreneuriat (gestion des entreprises, gestion d'exploitation avicole, service d'appui aux entreprises, formateur en entrepreneuriat), les coopératives (environnement juridique, création et statut, gestion financière), le développement agricole, maraicher et pastoral (transformation et conservation des légumes, géo référencement et cartographie des infrastructures pastorales), le maraichage (conservation et transformation de légumes, la pêche (chaines de valeur, hygiène, qualité, méthodes de stockage, gestion d'un marché de poisson, réglementation de la pêche à la crevette dans le Parc National du Diawling), l'environnement (production de plants d'acacias, pratiques agro-écologiques, suivi de l'évolution des territoires en images), la concertation et la collaboration des acteurs au niveau local (commune, services techniques, associations), le développement urbain (compétences des services techniques et financiers, gestion des déchets), la violence basée sur le genre (protocole de prise en charge des victimes de violences sexuelles, approche de droits humains, approche de droits à la santé), la formation sur les réseaux sociaux et techniques de communication, la gestion des frontières (collecte de données, utilisation de l'outil KoBo Collect), le droit du travail, la fiscalité des projets financés par l'UE et le secourisme.

Plus particulièrement, les **femmes** ont été formées en aviculture (21), formatrices de services d'appui aux entreprises (4), en alphabétisation (412), en gestion d'une coopérative (103), en technique de transformation et de conservation de légumes (40), en technique de production de plants d'acacia (18), en concertation locale (11), en prise en charge des victimes de violences sexuelles et en santé reproductive (25), en techniques de communication sur les réseaux sociaux (10), en règles de d'hygiène et de sécurité sanitaire des produits de la pêche artisanale (251), en gestion de marchés à poisson (3), en droit du travail (3), en fiscalité des projets financés UE (2) et en secourisme (3).

Nombre de personnes ayant acquis une nouvelle compétence dans l'optique de l'employabilité Métiers

Aviculture	<p>Intitulé de la formation : stage pratique de 02 Mois en ferme avicole pour acquérir des compétences certifiées par une attestation en vue d'un emploi</p> <p>Cibles : jeunes enregistrés auprès des ANAPEJ</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 20</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 0</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 20</p> <p>Contenu de la formation : Gestion de la ration alimentaire des poussins et poulet, administration des vaccins aux poussins, maintien des normes sanitaires, gestion d'exploitation avicole</p> <p>Principales compétences acquises : Capable de gérer une exploitation (fournisseurs d'intrants, gestion de la relation clientèle, gestion technique et sanitaire d'une exploitation avicole, gestion financière d'une exploitation avicole)</p>	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Couture, coiffure, teinture	<p>Intitulé de la formation : Séances de formations professionnelles</p> <p>Cibles : survivantes de VBG (Nouakchott)</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 40</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 40</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0</p> <p>Contenu de la formation : couture, coiffure ou teinture</p> <p>Principales compétences acquises : couture, coiffure ou teinture afin de mettre en place un projet professionnel</p>	Système intégral de prévention, de soins et de protection pour les survivants de VBG - IEDDH
Couture, soudure	<p>Intitulé de la formation : activités de réorientation en réponse à crise sanitaire du COVID</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 52</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 26</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 26</p> <p>Contenu de la formation : couture, soudure</p>	PECOBAT - FFUE
Maçonnerie en terre	<p>Intitulé de la formation : Formation pour l'obtention du Certificat de Compétence de maçonnerie terre</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 85</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 37</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 30</p> <p>Contenu de la formation : Technique de construction</p>	PECOBAT - FFUE
Construction de pistes routières	<p>Formation duale diplômante (partie théorique) de 50 jeunes entre 16 et 35 ans en Chantier école sur les métiers de la construction de pistes routières, dispensée en partenariat avec l'EEFTP de Kiffa. Parmi ces jeunes, 20 en cursus de maçonnerie générale, 10 en topographie, 10 en coffrage, et 10 en terrassement</p>	PECOBAT - FFUE
Conduite d'engins de chantier, topographie routière, terrassement et travaux polyvalents	<p>Intitulé de la formation : perfectionnement technique</p> <p>Cibles : Jeunes</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 102</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 24</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 78</p> <p>Contenu de la formation : conduite d'engins de chantier, topographie routière, terrassement et travaux polyvalents</p>	Promopêche BIT - FFUE
Energie renouvelable, réparation de MGP, Plomberie	<p>Intitulé de la formation : Formation sur des métiers de Développement Local</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 36</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 27</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 9</p> <p>Contenu de la formation : Energie renouvelable, réparation de MGP, Plomberie</p>	PECOBAT - FFUE

Menuiserie bois, mécanique automobile, coiffure, menuiserie métallique, électricité, électricité automobile, artisanat textile	Formations en alternance dans les filières classiques et les métiers ruraux Lieu : CFIP de Caritas de Nouakchott Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 186 (dont 100 en 2ème année et 86 en 1ère année)	SAFIRE – FFUE
Pêche - Transformation du poisson	Intitulé de la formation : Formation des nouvelles jeunes filles pour travailler dans le secteur du traitement du poisson Cibles : 50 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 25 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 25 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation : Transformation artisanale de poisson/travaux dans les usines de poisson Principales compétences acquises : règles d'hygiène et de sécurité alimentaire/modes de conservation des produits alimentaires/chaîne du froid/chiffrage/calcul de coût/reconnaissance des espèces de mer vivant en Mauritanie/principes de base de la qualité/application de connaissances basiques en gestion et comptabilité/caractéristiques physiques et anatomiques des espèces de mer	PROMOPECH E- AECID - FFUE
Pêche - Réparation des engins	Intitulé de la formation : Formation des nouveaux jeunes pêcheurs sur des compétences techniques dans le secteur de la pêche artisanale Cibles : 30 Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 15 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 0 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 15 Contenu de la formation : Réparation de moteurs hors-bords Principales compétences acquises : notions de sécurité liée au métier/notions fondamentales d'électricité/fonctionnement des moteurs à combustion interne/entretien et contrôles périodiques du moteur HB/réparation des différents circuits du moteur HB	PROMOPECH E- AECID - FFUE

Nombre de personnes ayant acquis une nouvelle compétence (pas dans l'optique de recherche d'un emploi)

Education

Alphabétisation	Intitulé de la formation : alphabétisation Cibles : acteurs de la pêche artisanale Nombre de personnes formées total : 73 Nombre de femmes formées total : 73 Nombre d'hommes formés total : 0 Exemples de compétences acquises : alphabétisation	PROMOPECHE- BIT - FFUE
Alphabétisation	Intitulé de la formation : Alphabétisation des jeunes Cibles : Jeunes de 14 à 19 ans Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 514 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 339 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 175 Contenu de la formation : Compétences de base en matière de lecture, d'écriture et de calcul Principales compétences acquises : Développement du vocabulaire pour travailler en maçonnerie, topographie, plomberie, et énergie renouvelable (insertion de 50 jeunes parmi les 514 au plan de formation professionnelle au BIT)	Éducation et protection des enfants –UNICEF - ECHO

Entreprenariat

Gestion et entrepreneuriat selon les modules GERME1	Cibles : Aviculteurs et femmes artisanes de NOUAKCHOTT Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 50 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 21 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 29 Contenu de la formation : Education financière, utilisation d'outils simples de gestion financière, marketing Principales compétences acquises : Gestion financière, gestion des stocks, gestion de la clientèle et des ventes, compréhension des mécanismes d'épargne et de crédit	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Gestion d'exploitation avicole	Cibles : Aviculteurs Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 27 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 23 Contenu de la formation : Faire le vide sanitaire, administrer les vaccins, rationalisation de l'aliment, suivi sanitaire par l'observation, gestion des intrants, choisir les races de poussins. Principales compétences acquises : conduite de l'exploitation avicole	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Service d'appui aux entreprises	Intitulé de la formation : Formation de formateur en SAE Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 53 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 28 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 25	PECOBAT – FFUE
Formateurs	Intitulé de la formation : Dispense d'une formation ON LINE pour 7 formateurs mauritaniens en entrepreneuriat travaillant dans le secteur public et dans le secteur privé Cibles : formateurs Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 7 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 1 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 6 Contenu de la formation : de l'idée au business plan, la méthode Canevas/étude du marché et des avantages compétitives/plan de Marketing/plan Financier et Financement/structure juridique et fiscalité de l'entreprise Principales compétences acquises : profil de l'entrepreneur, distinction entre l'idée et l'opportunité, modèle d'entreprise, méthode Canvas Lean Start Up pour développer un business plan, des concepts de base du marché et les variables et indicateurs de gestion	Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie - FFUE
Coopératives		
Gestion Coopérative	Cibles : femmes membres des coopératives artisanes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 103 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 103 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation : Règlementation en matière de création des coopératives et des associations, rôles et droits des membres, contenu et rôle du règlement intérieur et des statuts de l'organisation, tenue des réunions et production de PV, gestion des recettes communes Principales compétences acquises : Meilleure connaissance de l'environnement juridique des coopératives, appréhension des rôles et droits des membres, maîtrise du fonctionnement d'une coopérative	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED

Associations de jeunes

Valorisation d'initiatives	Cibles : OSC Contenu de la formation : 2 Journées de la jeunesse - 1 pôle « démonstration » des savoir-faire et marché des savoir-faire portées par les jeunes du projet JPA	Jeunesse et Pouvoir d'Agir - OSC/AL
Plan de renforcement	Cibles : OSC Contenu de la formation : réalisation de l'évaluation des performances des OSC et élaboration d'un Plan de Renforcement	Jeunesse et Pouvoir d'Agir - OSC/AL

Productions maraichères

Conservation et transformation de légumes	Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 40 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 40 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : / Lieu : Hodh El Gharbi Contenu de la formation : techniques conservation et transformation de légumes	SAFIRE - FFUE
-------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

Environnement

Formation sur la production de plants d'acacia Sénégal	Cibles : 10 groupements de femmes Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 18 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 18 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : / Contenu de la formation : Technique de production de plants d'acacia Sénégal Principales compétences acquises : Maitrise de techniques agro forestières	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Techniques agro forestières	Intitulé de la formation : Formations en agroécologie (connaissances et pratiques) Cibles : 11 OPA, 3 GIE de jeunes, 12 GIE de décrue et 7 paysans relais de Boghé et Bababé (Brakna) - Les producteurs rizicoles (hommes) et maraichers (femmes), les jeunes producteurs, les paysans relais Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 43 Contenu de la formation : Acquisition des connaissances et des pratiques agro écologique grâce aux modules de formations théoriques et des applications pratiques au niveau des sites d'expérimentation aménagés à cet effet/ Promotion des pratiques au sein des coopératives pour les paysans relais. Principales compétences acquises : Compétences pour la mise en application des techniques et les pratiques apprises (compostage, fabrication de biofertilisants et biopesticides, association de culture, les haies vives)	AMCC2
Représentation spatiale des dynamiques environnementales	Intitulé de la formation : Suivi images des dynamiques environnementales à Diaguili et Wompou dans le Guidimakha (GRDR) Cibles : Membres du consortium et partenaires : Personnel des ONG du consortium, SDT, et ADL des intercommunalités Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 30 Contenu de la formation : illustrer les grands paysages de la zone (illustrer les enjeux environnementaux visibles 'érosion, détérioration du couvert végétal, périmètres agricoles aménagés dans le cadre du projet GITE / illustrer les propos des acteurs rencontrés (paysages vécus/perçus) / Comparer le suivi à la situation de référence pour suivre l'évolution des territoires et produire une situation de référence saison sèche Principales compétences acquises : Meilleure connaissance de l'évolution des territoires et de l'utilisation des ressources /Suivi en image de l'évolution des zones bénéficiant des actions GITE	AMCC2

Andragogie et techniques d'animation du module commerce du bétail en Afrique de l'Ouest	Intitulé de la formation : Formation et animation de débats informés. Géo référencement et la cartographie des infrastructures pastorales en partenariat avec le GRDR - Sites : Kaédi et Selibaby Cibles : 20 animateurs retenus à l'issue de la formation sur le contenu du module : ACF, Personnel des ONG du consortium, ADL, ENABEL Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 20 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 16 Contenu de la formation : andragogie et techniques d'animation du module commerce du bétail en Afrique de l'Ouest Principales compétences acquises : maîtrise des techniques d'animation du module commerce de bétail.	AMCC2
Protection de l'Environnement et Lutte contre le Changement Climatique	Intitulé de la formation : Formation des communautés à la PE&LCC (Protection de l'Environnement et Lutte contre le Changement Climatique) Cibles : villageois de Kaedi, Djeol, Lekseiba, Tinfoundisive, Toucoumadi, Ganki, Boghe, Bababe, Rosso, Tekane, Jedr El Mohguen (Gorgol, Brakna, Trarza) Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 170 Contenu de la formation : compréhension de ce qui est l'environnement/son état de dégradation actuel/voies et moyens de le réhabiliter et de le conserver/mauvaises pratiques utilisées (coupe sauvage de la végétation) /mauvaise utilisation des produits chimiques pour l'agriculture/défrichements anarchiques/abus de l'emploi des gaz à effet de serre Principales compétences acquises : compréhension du lien très étroit entre la protection de l'environnement et la dynamique des conflits ainsi que la cohésion Sociale/Techniques pour le contrôle des conséquences néfastes du changement climatique	AMCC2

Cadre de concertation communal

Dispositifs légaux et institutionnels de concertation et de collaboration entre la commune, les services techniques régionaux et les associations oasiennes	Intitulé de la formation : formation sur les dispositifs légaux et institutionnels de concertation et de collaboration entre la commune, les services techniques régionaux et les associations oasiennes Cibles : Personnel communal, élus et les OSC Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 28 personnes. Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 11 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 17 Contenu de la formation : dispositifs légaux/mise en place des CCC répondant aux normes des textes légaux Principales compétences acquises : promouvoir la concertation et le dialogue entre la commune, ses citoyens et les acteurs locaux/ renforcer l'appropriation, légitimité et acceptabilité sociale des actions et politiques menées par la commune/pallier aux insuffisances, en ressources humaines et en compétences, de la commune/renforcer la démocratie locale/renforcer la cohésion sociale et la citoyenneté/ renforcer le dialogue interculturel (outil de cohésion sociale) et la qualité de vie du citoyen/être un outil d'appui aux communes	Développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz (PICODEV) - OSC/AL
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------

Développement urbain

Personnel communal et élu	Commune de Kiffa : <ul style="list-style-type: none"> ▪ DAF : méthodes et outils de contrôle, ▪ Responsable technique : tâches de contrôle ▪ Elu en charge du service déchets : gestion des déchets 	Gestion des déchets solides de la ville de Kiffa et alentours- OSC/AL
---------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------

Violences basées sur le genre

Protocole de Prise en Charge des victimes de violences sexuelles	<p>Intitulé de la formation : Formation sur le Protocole de Prise en Charge des victimes de violences sexuelles</p> <p>Cibles : Personnel sanitaire (dont 23 des structures sanitaires du Guidimakha, 2 de Aioun et 1 de Kiffa)</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 26</p> <p>Contenu de la formation : fondements juridiques, cadre légal, réquisition judiciaire et preuves médico-légales /étapes de la prise en charge médicale et psychosociale/remplissage d'un certificat médical</p> <p>Principales compétences acquises : Compétences sur l'accompagnement juridique/prise en charge médicale et psychosociale</p>	Système intégral de prévention, de soins et de protection pour les survivants de VBG - IEDDH
Message de sensibilisations sur le VBG	<p>Intitulé de la formation : Formation sur le genre, les Violences basées sur le genre (VBG) et la santé sexuelle et reproductive</p> <p>Cibles : journalistes (Sélibaby)</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 20</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 3</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 17</p> <p>Contenu de la formation : rôle de chacun comme porteur de message de sensibilisation</p> <p>Principales compétences acquises : connaissances sur les VBG/ connaissances sur l'approche de droits humains/connaissances sur l'approche de droits à la santé</p>	Système intégral de prévention, de soins et de protection pour les survivants de VBG – IEDDH

Gouvernance

Bases de données sur les cas d'esclavage	<p>Intitulé de la formation : Formation sur l'utilisation de la base de données listant les cas d'esclavage</p> <p>Cibles : Para-juristes</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 19</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 6</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 13</p> <p>Contenu de la formation : Développer/utiliser la base de données de SOS. Cet outil permettra une meilleure centralisation des informations et des données et pourra constituer la base pour de potentielles poursuites judiciaires ainsi qu'un véritable outil de plaidoyer.</p> <p>Principales compétences acquises : Saisir des données de victimes dans l'application et ajouter ou modifier des données. Comprendre l'importance de la base de données dans le plaidoyer, le travail juridique, le suivi et le soutien des victimes</p>	Eradiquer l'Esclavage en Mauritanie- IEDDH
Réseaux sociaux	<p>Intitulé de la formation : Formation aux réseaux sociaux, et techniques de communication pour les partenaires SOS & AFCF</p> <p>Cibles : Partenaires locaux</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 20</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 10</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 10</p> <p>Contenu de la formation : Techniques de communication avec un focus sur l'utilisation des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, WhatsApp) afin de disséminer les messages plus largement.</p> <p>Principales compétences acquises : Montage des pages Facebook, Twitter et Whatsapp ; compétences stratégiques en communication et plaidoyer</p>	Eradiquer l'Esclavage en Mauritanie- IEDDH

Gestion des frontières

Suivi des mouvements de transhumance (TTT) du bétail	<p>Intitulé de la formation : Formation sur la collecte de données TTT et la nouvelle méthodologie de collecte des alertes</p> <p>Cibles : Groupement National des Associations Pastorales</p> <p>Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 49</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 5</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 44</p> <p>Contenu de la formation : méthodologie DTM et TTT (Outil de suivi de la transhumance), collecte et partage des alertes, acteurs à impliquer</p> <p>Principales compétences acquises : Collecte de données, utilisation de l'outil KoBo Collect</p>	Gestion des frontières, la protection et la réintégration des migrants - FFUE
------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------

Pêche

Hygiène et qualité	<p>Intitulé de la formation : bonnes pratiques Hygiène et qualité Cibles : groupe pêcheurs – mareyeurs/yeuses, agents des ports et marchés, acteurs/trices de la filière salé séché, acteurs/trices de la filière poissons congelés (techniciens de la SNDP, agents des entreprises de congélation), femmes vendeuses de poissons Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 57 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 5 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 52 Contenu de la formation : bonnes pratiques Hygiène et qualité (règles de l'hygiène et sécurité sanitaire des produits de la pêche artisanale) Principales compétences acquises PAR les acteurs/trices de la chaîne de valeurs petits pélagiques : responsabilités en termes de santé et de sécurité des consommateurs/normes hygiène et salubrité dans le secteur de pêche à tous les niveaux (administration, acteurs locaux de la chaîne de valeurs, organisations socio-professionnelles)/ utilisation des contenus sur les règles d'hygiène</p>	PROMOPECHE- GIZ – FFUE
Hygiène et qualité	<p>Intitulé de la formation : Formation des professionnels sur des compétences transversales Cibles : 700 vendeuses/vendeurs de poisson de Nouadhibou Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 250 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 244 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 6 Contenu de la formation : Hygiène et Qualité dans le métier de la vente de poisson Principales compétences acquises : Hygiène (bonnes pratiques d'hygiène/ nettoyage et désinfection/causes de non hygiène/hygiène des cinq « M » / Qualité (causes d'altération du poisson et les moyens de les prévenir/ généralités sur la qualité/degré de fraîcheur/ évaluation de fraîcheur de poisson et céphalopodes/utilisation de la glace pour la conservation du poisson et pour éviter l'altération du poissons/dangers/conditions de stockage du poisson</p>	PROMOPECHE- AECID – FFUE
Gestion d'un marché au poisson	<p>Intitulé de la formation : Formation pratique en Tunisie de 3 agents du marché aux poissons de Nouakchott sur la gestion générale du marché aux poissons en termes d'hygiène et de qualité Cibles : Agents du marché aux poissons de Nouakchott Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 3 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : - Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 3 Contenu de la formation : gestion des points de contrôle afin de garantir un environnement hygiénique pour la production/ transformation/fourniture de produits sans risque pour la santé Principales compétences acquises : gestion des points de contrôle/ principes d'hygiène et qualité pour la production, la transformation et la fourniture de produits</p>	PROMOPECHE- GIZ – FFUE
Réglementation de la pêche à la crevette dans le Parc National du Diawling (PND)	<p>Intitulé de la formation : Atelier de formation sur la structuration et la réglementation de la pêche à la crevette dans le Parc National du Diawling Cibles : pêcheurs artisans du PND Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 24 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 0 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 24 Contenu de la formation : principes généraux sur les crevettes/gestion durable de la ressource/réglementation Principales compétences acquises : acquisition de règles d'usages pour l'exploitation des crevettes dans la zone du PND</p>	Accord de pêche bilatéral

Droit du travail

Droit du travail	Intitulé de la formation : Droit du travail Cibles : CAON, DUE, UGP Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 18 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 3 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 15 Contenu de la formation : base juridique, documents juridiques, règles FED Principales compétences acquises : règles juridiques du pays et du FED, obligations de l'employeur, types de contrats de travail, gestion de la fin des contrats	PAMO FED11
------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------

Fiscalité des projets financés par l'UE

Fiscalité des projets financés par l'UE	Intitulé de la formation : Fiscalité des projets financés par l'UE Cibles : CAON, UGP Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 15 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 2 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 13 Contenu de la formation : fiscalité des projets FED Principales compétences acquises : bases juridiques/taxes exigées/ types de déclarations/exonérations projets FED	PAMO FED11
-----------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------

Secourisme

Premiers secours et gestes	Intitulé de la formation : Premiers secours et gestes Cibles : CAON, UGP Nombre total de personnes ayant suivi la formation : 17 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 3 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 14 Contenu de la formation : premiers gestes de secours Principales compétences acquises : conduite à tenir face à une personne victime d'un accident ou d'une malaise/premiers gestes à effectuer/manipulation d'un extincteur	PAMO FED11
----------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------

CREATION D'EMPLOIS

Dans le cadre de l'accord de pêche signé entre l'Union européenne et la Mauritanie, **711 emplois, essentiellement de marins et de dockers** pour les navires de **pêche industrielle**, ont été créés. Dans le cadre du programme SAFIRE, **6 espaces pour l'accueil et orientation des jeunes** ont été ouverts ce qui a permis la sensibilisation de plus de 13000 jeunes à l'emploi et l'entrepreneuriat, l'accompagnement à plus de 1000 de ces jeunes, **l'appui financier à la création de 290 entreprises et la création de 824 emplois.**

Emplois créés lors de la mise en œuvre de l'action

Pêche	Emplois formels créés : 711 Nombre d'Hommes : 711 Nombre Femmes : / Domaines de l'emploi formel créés : marins et dockers (navires de pêche industrielle)	Accord de pêche bilatéral
-------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------

DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE BASE

Infrastructures (réhabilitées et/ou ayant fait l'objet d'une extension et/ou construites à 100%) relatives aux services de base

Au niveau des services de base, le partenariat UE-RIM a permis en 2020 aux acteurs des projets de développement en étroite collaboration avec les ministères techniques de construire 43 écoles primaires (PECOBAT, UNICEF), 10 centres préscolaires (UNICEF), des adductions d'eau potable (Sécurité et développement), 2 forages (PECOBAT), 1 château d'eau (ACF), 3 ouvrages aménagés et 2 diguettes d'aménagement (SAFIRE).

Equipements relatifs aux services sociaux de base

Les équipements fournis en 2020 ont concerné quatre domaines : la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Pour la santé, le Programme d'appui au secteur de la santé 11^{ème} FED a financé de l'équipement médical (lits, lits d'accouchements, tables chauffantes, stéthoscopes, etc.) et du matériel bureautique pour les moughataas de Dar Naim et Bababé et du matériel pour lutter contre la COVID-19 (masques, gants, combinaisons, thermomètres flash). Au niveau de l'éducation, l'UNICEF a étendu et équipé le centre de connectivité au camp de M'Berra. Au niveau de l'eau et de l'assainissement du camp MBerra, ACF a financé le renouvellement des pièces détachées et consommables pour le fonctionnement, l'entretien et la maintenance du réseau d'eau et aussi mis à disposition des kits de nettoyage aux 42 comités d'EHA du Camp MBerra ainsi que du matériel de protection pour la vidange de 300 fosses de latrines.

Infrastructures (réhabilitées et/ou ayant fait l'objet d'une extension et/ou construites à 100%) relatives aux services de base

Education	Nombre d'Ecoles primaires construites complètes : 3 dont 1 réhabilitée		PECOBAT
Education	Nombre d'Ecoles primaires construites complètes : 1	Montant 3 421,480 MRU	Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix - UNICEF- ECHO
	Nombre de centres préscolaires construits complètes : 10	Montant 1 880 000 MRU	
Eau	Nombre de forages réceptionnés pour futurs AEP : 10	Montant 13 200 000 (essais et forages réussis uniquement)	Projet Sécurité et Développement – 10 ^{ème} FED
Eau	Nombre d'AEP (forages) : 2		PECOBAT
Eau	Nombre de château d'eau : 1 (Camp MBera)		Sécurité nutritionnelle et à la résilience des populations vulnérables en Mauritanie à travers une approche multisectorielle intégrée – ECHO - ACF
Agriculture	Aménagement et ou réhabilitation ouvrages/infrastructures rurales et appui en équipement hydro-agricoles : 3 ouvrages aménagés au HG et 2 diguettes en cours d'aménagement au HC		SAFIRE – Consortium OXFAM

Equipements relatifs aux services sociaux de base

Santé	Equipement médical (lits, lits d'accouchements, tables chauffantes, stéthoscopes ect.), et matériel bureautique pour les moughataas de Dar Naim et Bababé	Montant 131 000 Euros	PASS 11 ^{ème} FED – Composante subvention au Ministère de la santé
Santé	Matériel de protection dans le contexte du Covid, masques, gants, combinaisons, thermomètres flash, ect.	Montant 3 600 euros	PASS 11 ^{ème} FED – Composante subvention au Ministère de la santé
Education	Extension et équipement du centre de connectivité au camp de M'Berra Fournitures et manuels scolaires Polycopies de cours et d'exercices pour les candidats du DEF et du BAC	Montant 12 075,866 MRU	Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix- - UNICEF- ECHO
Eau	Renouvellement des pièces détachées et consommables pour le fonctionnement, entretien et maintenance du réseau d'eau (Camp MBera)		Sécurité nutritionnelle et à la résilience des populations vulnérables en Mauritanie à travers une approche multisectorielle intégrée – ECHO – ACF
Assainissement	Mise à disposition de Kits de nettoyage aux 42 comités d'EHA du Camp MBera et appui aux matériels de protection pour la vidange de 300 fosses de latrines pleines		Sécurité nutritionnelle et à la résilience des populations vulnérables en Mauritanie à travers une approche multisectorielle intégrée – ECHO – ACF

ENVIRONNEMENT - DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INNOVANTES ET AUX ENERGIES RENOUVELABLES

Au niveau de l'environnement, des infrastructures innovantes et des énergies renouvelables, les actions menées en 2020 ont été très diverses et financées par différents instruments financiers (PIN 11^{ème} FED, PIR11^{ème} FED, Alliance Mondiale contre le Changement Climatique, le FFUE et la Convention des Maires en Afrique Subsaharienne). Différentes études ont été menées : (i) [étude sur la Gestion Territoriale des Ressources Naturelles \(GTRN\)](#) dans le cadre du groupe de travail de la plate-forme rim-rural, (ii) [état des lieux de la situation des ressources naturelles](#) dans les moughataas de Boghé, Bababé et MBagne, (iii) [étude des pratiques communautaires](#) chez les jeunes bergers réalisée à Nouakchott et dans les deux Hodh, (iv) [étude des enjeux environnementaux](#) grâce à des prises de vue aériennes dans les moughataas de Sélibaby, de Kaédi, de Djeol et de Tokomadji, (v) [diagnostics agraires rapides](#) avec 18 nouveaux groupements/coopératives agricoles et validation de leur plan d'action, (vi) [inventaire des gaz](#) à effet de serre pour développer un diagnostic Energie-Climat de Nouakchott en étudiant les consommations énergétiques, la production d'énergie renouvelable et les émissions de gaz à effet de serre, (vii) [étude sur l'accès à l'énergie](#) à Nouakchott et (viii) [plan d'action d'accès à l'énergie durable et du climat de Nouakchott](#). Des actions terrain ont également été réalisées, à savoir la mise en place de [pare-feu](#) sur 155 km dans les régions de l'Assaba et du Hodh El Gharbi, le reboisement et la [plantation de 80.000 plants d'Acacia Sénégal](#) dans les wilayas du Guidimakha et de l'Assaba, la [valorisation des déchets](#) issus de l'activité de la [pêche artisanale](#) et des ménages au PK-93 Trarza et la réalisation de 3 ouvrages aménagés et de 2 diguettes au Hodh El Gharbi. Enfin des actions d'informations ont également été menées avec l'organisation de [4 ateliers de vulgarisation du code pastoral](#), des sessions d'information sur l'environnement, la gestion et valorisation de déchets et sur la réglementation des associations en Mauritanie et des animations sur les enjeux de la transition agroécologique et renforcés en capacités sur les pratiques agro écologiques en maraichage.

Actions liées à l'environnement, aux infrastructures innovantes et aux énergies renouvelables

Gestion Territoriale des Ressources Naturelles	Etude sur la Gestion Territoriale des Ressources Naturelles (GTRN) dans le cadre du groupe de travail de la plate-forme. Approche combinée entre l'intercommunalité, les problématiques de l'élevage transhumant et la gestion des ressources locales en termes forestières et agricoles (AGLC) Régions : Trarza – Gorgol - Guidimakha – Hodh El Gharbi	Montant 30 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Pare-feu	Mise en place de pare-feu sur 155 km Régions: Assaba et Hodh el Gharbi	Montant 530 000 MRU	RIMDIR – 11 ^{ème} FED
Reboisement et plantation	Reboisement et plantation de 80.000 plants d'Acacia senegal Régions: Guidimakha et Assaba		PACAO – 11 ^{ème} FED
Diagnostic territorial participatif préalable	Réalisation d'un état des lieux de la situation des ressources naturelles (inventaires des ressources naturelles, impacts des activités humaines, raisons des pratiques appauvrissant le milieu...) et proposition d'actions à entreprendre : sensibilisation et responsabilisation des acteurs, réunions avec les autorités locales et administratives, promotion des pratiques favorisant la restauration des écosystèmes, création d'un cadre de concertation...) Régions et département : Brakna : Boghé, Bababé et Mbagne	Montant 170 000 MRU	AMCC2

Prise de vues aériennes pour étude des enjeux environnementaux	Utilisation des prises de vue par drones pour les enjeux environnementaux. Acquérir une meilleure connaissance des potentialités du terroir et de l'état de dégradation environnemental, dans le cadre d'une prospective territoriale partagée Régions et départements : Guidimakha (Sélibaby) et Gorgol (Kaédi - Djeol et Tokomadji)	Montant 5 610 €	AMCC2
Gestion des déchets de la pêche artisanale et des ménages	Valorisation des déchets issus de l'activité de la pêche artisanale et des ménages Régions et département : PK-93 Trarza Et Sensibilisation sur l'environnement/ la gestion et valorisation de déchets et sur la réglementation des associations en Mauritanie		PROMOPECHE BIT – FFUE
Vulgarisation du code pastoral	4 ateliers de vulgarisation du code pastoral et de son décret d'application organisés au Hodh El Gharbi		SAFIRE– Consortium OXFAM - FFUE
Etude des pratiques communautaires chez les jeunes bergers	Etude des pratiques communautaires chez les jeunes bergers réalisée à NKTT et dans les deux Hodh		SAFIRE– Consortium OXFAM - FFUE
Ouvrages	3 ouvrages aménagés au HG et 2 diguettes en cours d'aménagement au HC		SAFIRE– Consortium OXFAM - FFUE
Sensibilisation sur les enjeux de la transition agro écologique	125 participants dont 46 pour les techniques CES/DRS et 78 femmes sensibilisés sur les enjeux de la transition agro écologique et renforcés en capacités sur les pratiques agro écologiques en maraichage		SAFIRE– Consortium OXFAM - FFUE
Diagnosics agraires et plans d'action	Réalisation de diagnostics agraires rapides avec 18 nouveaux groupements/coopératives agricoles et validation de leur plan d'action (le nombre total de groupements est de 34)		SAFIRE– Consortium GRET – FFUE
Etude gaz à effet de serre - Nouakchott	Restitution de l'inventaire des Gaz à effet de serre pour développer un diagnostic Energie-Climat de Nouakchott en étudiant les consommations énergétiques, la production d'énergie renouvelable et les émissions de gaz à effet de serre		ARREDUN - Convention des maires en Afrique subsaharienne
Etude accès à l'énergie - Nouakchott	Etude sur l'accès à l'énergie à Nouakchott		ARREDUN - Convention des maires en Afrique subsaharienne
Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat - Nouakchott	Elaboration du PAAEDC - Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat - Nouakchott de Nouakchott	Montant 520 000 €	ARREDUN - Convention des maires en Afrique subsaharienne

APPUI A LA PRODUCTION EN MILIEU RURAL ET EN MILIEU URBAIN

Les actions d'appui à la production en milieu rural et en milieu urbain réalisées en 2020 ont été réalisées par le **RIMRAP** dans la région du Hodh El Chargui (réalisation de puits et de puisards, équipement de 9 coopératives féminines pour le maraîchage, réhabilitation d'1 barrage et d'1 digue et la protection de 3 périmètres de culture ou pastoral), par **PACAO** à Nouakchott (construction d'un centre de tannage de peaux finies, équipements et intrants aux aviculteurs, équipements et intrants aux artisans peaux et cuirs, équipement des groupements de cueilleurs de gomme arabique en matériel de taille, de saignée et de récolte), par l'**AMCC2** dans le Brakna (aménagement de 99 hectares, clôtures de 311 hectares – 16000 ml pour riz et 4286 ml pour maraîchage), pompes, fonds de roulement pour les intrants) et par **SAFIRE** (valorisation des produits forestiers non ligneux et autre, installation de 2 unités laitières, 1 340 producteurs accompagnés dans la production de semences céréalières améliorées, renforcement des capacités techniques de plus de 7000 membres de groupements agropastoraux).

Actions d'appui à la production créées en milieu rural et en milieu rural

Puits et puisards	Fonçage, réhabilitation et/ou protections de 23 puits et de puisards Régions et départements : Hodh Echargui (Oualata, Néma, Timbedra, Amourj)	Montant 102 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Maraichage et AGR	Equipement & formations de 9 coopératives féminines (maraîchage, AGR) Régions et départements : Hodh Echargui (Néma)	Montant 113 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Barrage et digue	Réhabilitation d'1 barrage et d'1 digue Régions et départements : Hodh Echargui (Néma)	Montant 32 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Protection de périmètres	Protection de 3 périmètres de culture ou pastoral Régions et départements : Hodh Echargui (Néma, Timbedra)	Montant 52 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Centre de tannage – Peaux et cuirs	Intitulé : Construction d'un centre de tannage de peaux finies Régions et départements : Nouakchott Sud (El Mina)	Montant 2 400 000 MRU	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Aviculture	Equipement et intrants aux aviculteurs Régions et départements : 03 Wilayas de Nouakchott	Montant 4 070 000 MRU	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Artisanat – Peaux et cuirs	Equipements et intrants aux artisans Régions et départements : 03 Wilayas de Nouakchott	Montant 2 021 000 MRU	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Cueillette gomme arabique	Equipement des groupements de cueilleurs en matériel de taille, de saignée et de récolte Régions et départements : Guidimakha et Assaba	Montant 128 398 MRU	PACAO – PIR 11 ^{ème} FED
Aménagement ou restauration d'écosystèmes agricoles et pastoraux	Aménagement (99 hectares), Clôtures (311 hectares – 16000 ml pour riz et 4286 ml pour maraîchage), Pompes (GMP), fonds de roulement (intrants) Régions et départements : Boghé, Bababé, Darel Barka (Brakna)	Montant 7 975 988 MRU	AMCC2

Produits locaux	18 AGR rurales (PFNL - produits forestiers non ligneux et autres) financées pour valorisation de produits locaux et améliorer les revenus des populations	SAFIRE – FFUE
Production laitière	2 unités laitières mises en place au HG; et 2 unités laitières en cours au HC	SAFIRE – FFUE
Production de semences améliorées	1 340 producteurs dont 219 au HG et 1121 producteurs au HC producteurs accompagnés dans la production de semences céréalières améliorées	SAFIRE – FFUE

GOUVERNANCE

Les organisations de la société civile mauritanienne ont été actrices et bénéficiaires lors de la mise en œuvre des actions financées par l'Union européenne. Ces dernières ont notamment concerné la mise en place de **structures d'échange** composées de différents acteurs dont notamment les organisations de la société civile. Il s'agit notamment de plusieurs **plateformes de dialogue sectoriel** mises en place par le RIMRAP concernant les infrastructures rurales productives, la filière lait local, l'hydraulique pastorale et la gestion territoriale des ressources naturelles. L'AMCC2 quant à lui a renforcé les compétences des membres des **cadres de concertations communales intégrées** en techniques de médiation et sur la législation foncière pour être en mesure de contribuer à la résolution des conflits. Le projet de promotion de la culture, de la cohésion sociale, de l'artisanat et de l'éducation à la citoyenneté a organisé des **visites d'échanges et de partage d'expériences entre les OSC** de la culture et de l'artisanat du projet avec d'autres OSC travaillant dans le même domaine. De plus, plusieurs OSC ont bénéficié **d'activités de renforcement de leurs capacités** dans plusieurs domaines : réseautage, rédaction pratique de microprojets, création de réseau, représentativité, fonctionnement interne, promotion du bénévolat, stratégie, communication externe, autonomisation économique, élaboration et suivi de plans d'action et assistance aux enfants.

Organisations de la société civile mauritanienne ayant bénéficié de financements/subvention dans les domaines de la gouvernance

Développement Rural	Types de structures : Toutes (SC, ONG, Programmes, Privés, PTF, Etat) Types d'actions : Infrastructures rurales productives (IRP) agricoles & pastorales - Plate-forme de dialogue sectoriel – Appui à une meilleure gouvernance des IRP (définition, implantation, dimensionnement, gestion) Régions et départements : Mauritanie entière	Montant 30 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Développement Rural	Toutes (SC, ONG, Programmes, Privés, PTF, Etat) Types d'actions : Appui à la filière lait. Plate-forme de dialogue sectoriel – Contribution à la stratégie nationale « Lait local » - Approche normative et institutionnelle Régions et départements : Mauritanie entière	Montant 50 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Développement Rural	Toutes (SC, ONG, Programmes, Privés, PTF, Etat) Types d'actions : Hydraulique pastorale. Plate-forme de dialogue sectoriel – Appui à la définition d'une stratégie nationale sur l'hydraulique pastorale - Approche technique, sociale, institutionnelle Régions et départements : Mauritanie entière	Montant 100 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED
Développement Rural	Types de structures : Toutes (SC, ONG, Programmes, Privés, PTF, Etat) Types d'actions : Appui à une approche concertée de la Gestion Territoriale des Ressources Naturelle (GTRN). Plate-forme de dialogue sectoriel – Approche croisée entre l'intercommunalité (décentralisation), les chartes pastorales (Elevage) et les AGLC (GRN) Régions et départements : Mauritanie entière	Montant 30 000 €	RIMRAP – 11 ^{ème} FED

Gestion des infrastructures rurales	Types de structures : Associations / Comités de gestion Types d'actions : renforcement des capacités en gestion et maintenance des infras, accords sociaux Régions et départements : Assaba, Guidimakha, Hodh el Gharbi, Hodh el Chargui		RIMDIR – 11 ^{ème} FED
Prévention des conflits	Types de structures : CCCI (Cadre de Concertation Communale Intégré) Types d'actions : formation pour renforcer les compétences des membres des CCCI, mis en place par les villageois dans la zone d'intervention du projet, en plus des médiateurs régionaux et locaux ainsi que des représentants de l'administration et de la société civile locales, en techniques de médiation et sur la législation foncière en Mauritanie, pour être en mesure de contribuer à la résolution des conflits. Régions et départements : Gorgol, Brakna, Trarza (Kaédi, M'bout, Boghé, Bababé, Rosso, R'kiz)	Montant 17 800 €	AMCC2
Compétences institutionnelles, organisationnelles et thématiques des OSC œuvrant dans le domaine de la promotion de la culture, de la cohésion sociale, de l'artisanat et de l'éducation à la citoyenneté	Types d'actions : Organisations des visites d'échanges et de partage d'expériences entre les OSC de la culture et de l'artisanat du projet avec d'autres OSC travaillant dans le même domaine Régions et départements : Brakna (Boghé, Bouhdida, Dar El Barka, Djewae, Aleg, oulbirom, Dar el Avia, Bababé, Aere M'bara, El Vra, Bagodine, El Hijaj, Niabina, Mbagne)	Montant 285 530 MRU	Promotion de la culture, de la cohésion sociale, de l'artisanat et de l'éducation à la citoyenneté – World Vision - OSC/AL
Mise en réseau des OSC et intégration à la maison de la société civile	Types de structures : OSC Types d'actions : Renforcement des capacités sur les techniques/approches de réseautage des OSC ; Régions et départements : Brakna (Boghé, Bouhdida, Dar El Barka, Djewae, Aleg, Ouldbirom, Dar el Avia, Bababé, Aéré M'baré, El Vra, Bagodine, El Hijaj, Niabina, Mbagne)	Montant 307 925 MRU	Promotion de la culture, de la cohésion sociale, de l'artisanat et de l'éducation à la citoyenneté – OSC/AL
Formation des OSC pour la gestion de leurs microprojets	Types de structures : OSC Types d'actions : Renforcement des capacités des OSC en rédaction pratique des micro-projets Régions et départements : Brakna (Boghé, Bouhdida, Dar El Barka, Djewae, Aleg, oulbirom, Dar el Avia, Bababé, Aere M'bara, El Vra, Bagodine, El Hijaj, Niabina, Mbagne)	Montant 318 162 MRU	Promotion de la culture, de la cohésion sociale, de l'artisanat et de l'éducation à la citoyenneté – World Vision - OSC/AL

Renforcement institutionnel – réseau OSC	Types d'autorités locales : Communes/ services décentralisés de l'état Types d'actions : accompagner la création d'un réseau d'OSC de niveau 1 dans le nord de la Mauritanie. (i) Aménagement d'une plateforme participative (maison société civile) comme espace de coordination des OSC de niveau 1 ; (ii) Renforcement de la capacité des OSC en ce qui concerne le niveau institutionnel, du fonctionnement, de la légitimité, de la représentativité et de la responsabilité ; (iii) Augmentation de la qualité, de la variété de la compétitivité dans le marché local, national et international des produits alimentaires et artisanaux des OSC de niveau 1 ; (iv) Augmentation de l'engagement des OSC de niveau 1 dans la promotion du bénévolat et de la citoyenneté active tant que bonne pratique dans la gouvernance du territoire Régions et départements : Tiris Zemmour (F'derik et Zouerate) et Adrar (Atar, Tawaz et Ain Hel Taya)	Montant 28 201 194 MRU	Coordination de OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar- Africa 70 - OSC/AL
Fédération Nationale de la Pêche Artisanale	Types de structures : 1 Bureau National et 2 Bureaux régionaux de la fédération FNPA Types d'actions : Equipement des bureaux de la FNPA + 1 véhicule Régions et départements : Nouakchott-Tevraghzeina, Inchiri -Benichab (Mhayjeratt) et Gorgol-M'Bout (Foumgueleita)	Montant 1 731 532 MRU	Contribution effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie- ASSPCI - OSC/AL
Fédération Nationale de la Pêche Artisanale	Types de structures : organe de gouvernance de la FNPA Types d'actions : Formation, monotorat et accompagnement (1 conseil national, bureau exécutif, 7 Bureaux régionaux et – commissions stratégiques de la FNPA) Régions et départements : Foumguelita (Gorgol), Boghé (Brakna), N'DiogoTrarza, Nouakchott, Mhayjeratt (Inchiri) Mamghar et Nouadhibou (Nouadhibou)	Montant 245 991 MRU	Contribution effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie- ASSPCI - OSC/AL
Transformatrices de produits halieutiques	Domaine : participation de la société civile à la Gouvernance Types de structures : Coopératives de transformation de produits halieutiques Types d'actions : Autonomisation des femmes avec le développement de 10 associations villageoises d'épargnes et de crédit (AVEC) dont 276 femmes membres formées et accompagnées Régions et départements : Inchiri-Benichab (Mhayjeratt)	Montant 70 850 MRU	Contribution effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie- ASSPCI - OSC/AL
Relais – pêche communautaire	Types de structures : Relais communautaires (45 capitaines de pêche artisanale) et 15 relais pour Info-pêche Types d'actions : formation et équipement pour le fonctionnement SCS Régions et départements : Boghé, M'Bout, N'Diogo, Tiguint, Nouakchott, Mhayjeratt, Mamghar et Nouadhibou	Montant 355 766 MRU	Contribution effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie- ASSPCI - OSC/AL

Protection de l'enfance	<p>Types de structures : Système de protection de l'enfant (SPE)</p> <p>Types d'actions : La coordination du SPE a été renforcée dans les communes. Huit réunions des structures de protection communautaire ont été réalisées avec l'appui des partenaires. Les structures communautaires sont appuyées mensuellement pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans d'action lors des réunions avec les partenaires et les autres membres du groupe de travail protection de l'enfance.</p> <p>Régions et départements : Hodh Chargui (trois à Bassiknou, trois à Fassala et deux à Néma)</p>	Montant 6 379 788 MRU	Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix-UNICEF – ECHO
Protection de l'enfance	<p>Types de structures : Comités villageois</p> <p>Types d'actions : 94 points focaux ont été formés en protection de l'enfant au sein des 47 comités villageois (deux points focaux par comité villageois), permettant l'identification et l'assistance des enfants, particulièrement ceux victimes de violences sexuelles (respectant les différents les étapes de la gestion de cas)</p> <p>Régions et départements : Hodh Chargui (Bassiknou, Megve, Fassala, Néma)</p>	Montant 417 000 MRU	Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix-UNICEF – ECHO

EGALITE ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

En 2020, les actions de communication et de formations menées contre les violences basées sur le genre ont permis de **sensibiliser le grand public** avec l'organisation de plusieurs expositions photos (Musée National...), de produire une chanson et son clip avec des artistes mauritaniens à succès, d'offrir 4 concerts à Nouakchott et à l'intérieur du pays (Sélibaby, Kiffa et Aïoun) totalisant plus de 13500 participants, de **former 17 journalistes, d'informer plus de 120 élèves et d'impliquer 70 leaders religieux** pour l'abandon des pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines et les mariages précoces et de réaliser 3 capsules vidéos sur ces mêmes thématiques.

Actions contre les violences basées sur le genre (VBG)

VBG	Types d'actions menées : Exposition au Musée National Populations ciblées : Ensemble de la population de Nouakchott Nombre de Femmes: 112 Nombre d'Hommes : 128 Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Nouakchott	Montant 4000 €	Communiquer sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) en période de pandémie COVID-19
VBG	Types d'actions : Communiquer sur la Santé Sexuelle et Reproductive et les Violences Basées sur le genre dans les médias Populations ciblées : journalistes de Sélibaby et des alentours issus de différents médias Nombre de Femmes: 3 Nombre d'Hommes : 17 Lieux d'intervention (Wilayas et Départements) : Sélibaby, Guidimakha	Montant 1200 €	Communiquer sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) en période de pandémie COVID-19
VBG	Types d'actions : Concerts Populations ciblées : 15 – 30 ans Nombre de Femmes et d'Hommes : 9100 environ – le comptage homme/femme est malheureusement trop compliqué à faire pour ce type d'événement avec entrée libre Lieux d'intervention (Wilayas et Départements) : Selibaby (Guidimakha) Kiffa (Assaba) Aïoun (Hodh El Gharbi)	Montant 39519 €	Communiquer sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) en période de pandémie COVID-19
VBG	Types d'actions : Sensibilisations VBG Populations ciblées : élèves de Nouakchott Nombre de Femmes: 76 Nombre d'Hommes : 54 Lieu d'intervention : Nouakchott	Montant 600 €	Communiquer sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) en période de pandémie COVID-19
VBG	Types d'actions : Engagement des leaders religieux pour l'abandon des pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines et les mariages précoces Populations ciblées : 70 membres de l'association des maîtres coranique Nombre de Femmes : 4 femmes Nombre d'Hommes : 66 hommes Lieu(x) d'intervention (Wilayas et Départements) : Hodh Chargui (camp M'Berra et communauté hôte de Bassiknou)	Montant 188,870 MRU	Éducation et protection des enfants - ECHO

SIGLES

ABEPAD	Agir pour le Bien Etre des Personnes Agées et Déficiantes
AC	Accord Communautaire
ACF	Action Contre la Faim
ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
ACPS	Alliance Cash pour la Protection Sociale
ADL	Association de Développement Local
AECID	Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement
AEP	Adduction d'Eau Potable
AFCF	Association des Femmes Chefs de Famille
AFD	Agence Française de Développement
AGLC	Association de Gestion Locale Collective
AGPO	Associations de Gestion Participative des Oasis
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AH	Action Humanitaire
AI-PASS	Projet Appui Institutionnel du PASS
AL	Autorités Locales
AMAD	Association Mauritanienne pour l'Auto-Développement
AMCC	Alliance Mondiale contre le Changement Climatique
AMCS	Association Mauritanienne des Communes du Sud
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANAPEJ	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
ANJE	Alimentation du Nourrisson et Jeune Enfant
APD	Aide Publique au Développement
APE	Associations des Parents d'Elèves
AREDDUN	Appui à la Résilience Environnementale et Développement Durable de la ville de Nouakchott
ARENDRE	Appui à la Région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et Equitable
ASME	Association Mauritanienne pour la Santé de la Mère et de l'Enfant
ASSPCI	Association pour la Sauvegarde Sociale et la Promotion de la Culture Imraguen
ATPE	Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
BAD	Banque Africaine de Développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale

BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAON	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National
CAP	Connaissances, Attitudes, Pratiques
CARI	Centre d'Actions et de Réalisations Internationales
CC	Cadre de Concertation
CCAP	Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CCC	Cadre de Concertation Communal
CCCI	Cadre de Concertation Communal Intégré
CCFH	Comité Codex sur l'Hygiène Alimentaire
CCIAM	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture
CCJ	Conseil Communal de Jeunesse
CCPNCC	Cellule de Coordination du Programme National sur le Changement Climatique
CCR	Cadre de Concertation Régional
CDD	Comités des Droits des Détenus
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CE	Commission Européenne
CEAP	Champs Ecoles Agro-Pastoraux
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CELLRAD	Cellule Régionale de Prévention de la Radicalisation
CFIP	Centre Formation Insertion Professionnelle
CHK	Centre Hospitalier de Nouakchott
CIEDEL	Centre International d'Études pour le Développement Local
CMAM Surge	Community-based Management of Acute Malnutrition
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNDSP	Comité National de Dialogue Social dans la Pêche
CNRADA	Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole
CODEP	Comité Départemental de Développement
COGES	Comités de Gestion des Ecoles
CoM SSA	Convention des Maires en Afrique Sub-Saharienne
Co-RIM	Projet d'appui à la Résilience et la Cohésion Culturelle et Sociale
COSAN	Comité de Santé
CPISE	Centre de Protection et d'Insertion Sociale
CPN	Consultation PréNatale
CPoN	Consultation Post-Natale
CQFMP	Centre de Qualification et de Formation aux Métiers de la Pêche
CRD	Comité Régional de Développement
CRENAS	Centre de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire

CRENI	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensif
CRESS	Caisse Régionale Solidarité Santé
CRF	Croix Rouge Française
CRM	Croissant Rouge Mauritanien
CS	Centre de Santé
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSS	Collège Sahélien de Sécurité
CSU	Couverture de Santé Universelle
CTA	Centre de Tirs Adapté
CVC	Compétences de Vie Courantes
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAPAP	Direction des Affaires Pénales et de l'Administration Pénitentiaire
DAR	Direction de l'Aménagement Rural
DBM	Déchet Bio Médical
DDFAP	Direction de Développement des Filières Animales et Pastorales
DEF	Diplôme d'Etudes Fondamentales
DEVCO	Développement et Coopération – EuropeAid
DGB	Direction Générale du Budget
DGI	Direction Générale des Impôts
DGIT	Direction Générale des Infrastructures et des Travaux
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DGTT	Direction Générale des Transports Terrestres
DHIS	District Health Information Software
DHP	Direction de l'Hygiène publique
DISSE	Direction de l'Information Sanitaire et de la Surveillance Épidémiologique
DPCIS	Direction de la Planification, de la Coopération et de l'Information Sanitaire
DPP	Devis Programme Pluriannuel
DRAS	Direction Régionale à l'Action Sanitaire
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DREJS	Direction Régionale de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports
DTT	Displacement Tracking Matrix
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EAH	Eau Hygiène et assainissement
ECHO	European Commission Humanitarian Aid Office
ECOWAS	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
EDS	Ensemble pour la Solidarité et le Développement
EEAS	European External Action Service

EEFTP	Education, Enseignement et Formation Techniques et Professionnelles
EM	Etat Membre
EMGA	Etat-Major Général des Armées
ENABEL	Agence Belge de Développement
ENAJM	Ecole Nationale d'Administration du Journalisme et de la Magistrature
ENFVA	Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole de Kaédi
EPBR	Établissement Portuaire de la Baie du Repos de Nouadhibou
EPI	Equipement de Protection Individuelle
EPU	Examen Périodique Universel
ESS	Économie Sociale et Solidaire
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FAMI	Fonds Asile, Migration et Intégration
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FED	Fonds Européen de Développement
FEDD	Fonds Européen de Développement Durable
FEFA	Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes
FFUE	Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIIAP	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
FMDV	Fonds Mondial de Développement des Villes
FNPA	Fédération Nationale de la Pêche Artisanale
FOC	Capacité opérationnelle Finale
FOSA	Formation Sanitaire
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
FSMS	Système de Surveillance de la Sécurité Alimentaire
FTP	Formation Technique et Professionnelle
GAP	Plan d'Action Genre
GAR	Gestion Axée sur le Résultat
GAR-SI	Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Interventions au Sahel
GDBM	Guide De Gestion des Déchets
GERME	Gérez Mieux Votre Entreprise
GFD	Cash and Food
GFP	Gestion des Finances Publiques
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIS	Groupement d'Intérêt Scientifique
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GPS	Grand Paris Sud

GRDR	Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Techniques
GSA	Groupe de Sécurité Alimentaire
GTRN	Gestion Territoriale des Ressources Naturelles
GTT	Groupe de Travail Technique
GUDDRN	Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott
HCR	Haut Commissariat des Réfugiés
HEC	Hodh El Chargui
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
HMC	Hôpital mobile de campagne
ICD	Instrument de Coopération au Développement
ICP	Infirmiers Chefs de Poste
IEDDH	Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme
IGE	Inspection Générale d'Etat
IGF	Inspection Générale des Finances
IMF	Institution de Micro finance
IMROP	Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches
IMT	Institut de Médecine Tropicale
INAP-FTP	Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle
INRSP	Institut National de recherche en Santé Publique
IOC	Capacité Opérationnelle Initiale
IPDEV	Soutenir les Entrepreneurs et les Petites PME en Afrique de l'Ouest
IPP	Incapacités Partielles Permanentes
IRP	Infrastructure Rurale Productive
ISSET	Institut Supérieur d'Enseignement Technologique
ISSM	Institut Supérieur des Sciences de la Mer
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JGC	Jobs and Growth Compact
LOAP	Loi d'Orientation Agropastorale
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
LT	Long Terme
MA	Ministère de l'Agriculture
MAEC	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
MAEPS	Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs
MAG	Malnutrition Aigüe Globale
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère

MASEF	Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille
MDR	Ministère du Développement Rural
MEAL	Monitoring Evaluation
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEDEVAC	Evacuations Médicales d'Urgence
MEJS	Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports
MF	Ministère des Finances
MFR	Maison Familiale Rurale
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MIDEC	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MJ	Ministère de la Justice
MORSE	Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux
MPEM	Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime
MS	Ministère de la Santé
MSF	Médecins Sans Frontière
MUAC	Mid-Upper Arm Circumference
NKTT	Nouakchott
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OCB	Organisations Communautaires de Base
ODD	Objectifs de Développement Durable
OEACP	Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ON	Ordonnateur National
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONISPA	Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et l'Aquaculture
ONS	Office National de la Statistique
ONSER	Office National des Services en Eau en milieu Rural
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDC	Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime
OPA	Organisation Producteurs Agricoles
OSC	Organisation de la Société Civile
OSP	Organisation Socio Professionnelle
PAAEDC	Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat
PAC	Pêche Artisanale et Côtière

PACAO	Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie
PACO	Programme d'Actions Concertées dans les Oasis
PAGEFIP	Projet d'Appui à la Gestion des Finances Publiques
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMO FED11	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11ème FED
PARJ	Programme d'Appui à la Réforme de la Justice
PASS	Programme d'Appui au Secteur de la Santé
PAV	Plan d'action Villageois
PB	Périmètre Brachial
PCAM	Prise en Charge Communautaire de la Malnutrition Aigue
PCI	Prévention et Contrôle des Infections
PCIMA	Protocole de Prise en Charge de la Malnutrition
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
PCMS	Protocole de prise en Charge Intégrée de la Malnutrition
PCP	Planification Communautaire Participative
PCR	Polymerase Chain Reaction
PDA	Points de Débarquements Aménagés
PDC	Plan de Développement Communal
PDM	Post Distribution Monitoring
PDR	Plan de Développement Rural
PDSRH	Plan de Développement Santé Ressources Humaines
PEC	Prise en Charge Malnutrition
PECOBAT	Programme d'amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PFE	Pratique Familiale Essentielle
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PICODEV	Projet d'Initiative locale Concertée pour le Développement Durable des Oasis des communes d'Atar et de Tawaz
PIE	Plan d'Investissement Externe
PIN	Programme Indicatif National
PIP	Programme d'Investissement Public
PIR	Programme Indicatif Régional
PIROG	Programme Intercommunal de Renforcement des Communes dans la Maîtrise d'Ouvrage et la Gestion des Services Locaux
PK	Point Kilométrique
PME	Petite Moyenne Entreprise

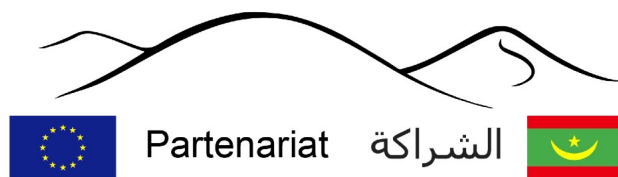
PMUD	Plan de Mobilité Urbaine Durable
PNBA	Parc National Banc Arguin
PNDA	Plan National de Développement Agricole
PND	Parc National du Diawling
PNDE	Plan National de Développement de l'Elevage
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNR	Plans Nationaux de Réponse
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POS	Procédure d'Opération Standard
PPBSE	Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Evaluation
PPP	Partenariat Public Privé
PRI	Pays à Revenu Intermédiaire
PRI	Plan Régional d'Investissement
PRO-COOP	Projet de Renforcement des Coopératives de Guidimakha pour le développement durable
PROGES-Lait	Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables
PS	Poste de Santé
PSME	Programmation Saisonnière basée sur les Moyens d'Existence
PSS	Appui Psycho Social en milieu scolaire
PTF	Partenaire Technique et Financier
PTOM	Pays et Territoire d'Outre-Mer
PZT	Primes de Zones et de Technicité
RADDO	Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis
RAME	Réseau des associations mauritaniennes d'Europe
RECOPACTE	Réseau des Collectivités pour la Participation Citoyenne des Territoire
RENAPESS	Réseau National de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire au Mali
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RH	Ressources Humaines
RHS	Ressources Humaines Santé
RIM	République Islamique de Mauritanie
RIMDIR	Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales
RIMFIL	Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables
RIMRAP	Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience agricole et Pastorale
RN	Ressources Naturelles
RNV	Revue Nationale Volontaire
RS	Registre Social
RSCB	Réserve Satellite du Cap Blanc

SAE	Services d'Appui aux Entreprises
SAFIRE	Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie
SANAD	Sécurité Alimentaire Nutritionnelle et Agriculture Durable
SARA	Service Availability & Readiness Assessment
SC	Société Civile
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
SCS	Contrôle, Suivi et Surveillance
SDAU	Schéma directeur d'aménagement urbain de la ville de Nouakchott
SDR	Schéma Directeur Régional
SI	Système d'Information
SIG	Système d'Information Géographique
SNE	Stratégie Nationale de l'Emploi
SNJ	Stratégie Nationale de la Jeunesse
SNPS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SSPAC	Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière
SEMAH	Phase 2 du projet Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel - Semah
SGNM	Stratégie Nationale pour la Gestion de la Migration
SIG	Système d'Information Géographique
SMART	Simple Mesurable Acceptable Réalisable Temps
SMPL	Société Mauritanienne des Produits Laitiers
SNDSR	Stratégie Nationale de Développement du Secteur Rural
SNE	Stratégie Nationale de l'Emploi
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SNIS	Système National d'Informations Sanitaires
SNPS	Stratégie Nationale de Protection Sociale
SNSA	Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
SNSR	Stratégie Nationale de Sécurité Routière
SOMELEC	Société Mauritanienne d'Electricité
SOP	Standard Operating Procedures
SPC	Système de Protection Communaux
SPE	Système de Protection de l'Enfant
SSPAC	Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière
SQUEAC	Évaluation SemiQuantitative de l'Accessibilité et de la Couverture
SSR	Services de santé de la reproduction
STD	Services Techniques Décentralisés
TAF	Facilité d'Assistance Technique

TdH	Terre des Hommes
TP	Ménage Très Pauvre
TRP	Tables Régionales de Protection
TTM	Transhumance Tracking Tool
TV	Télévision
UA	Union Africaine
UCFG	Union des Coopératives Féminines de Guidimakha
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UE-RIM	Union Européenne - République Islamique Mauritanie
ULPI	Unités Locales de Propriété Immobilisées
UMA	Union du grand Maghreb Arabe
UN	Nations Unies
UNHAS	Service Aérien Humanitaire des Nations unies
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USPEC	Unité de Prise en Charges des Victimes de Violences Basées sur le Genre
UTUEPS	Unité de Transport Urbain et de l'Eclairage Public
VAC	Violences à l'Encontre des Enfants
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience
VBG	Violence Basée sur le Genre
VEDAN	Violence, Exploitation, Discrimination, Abus, et Négligence
VRPC	Volontaire Réfugiés pour la Propreté du Camp
WASH	Water, Sanitation, Hygiene
ZRS	Zone à Régime Spécial



Cette publication est réalisée avec le soutien technique et financier de l'Union européenne. Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



Délégation de l'Union européenne en Mauritanie

Rue 42 - 163 Tevragh Zeina -

B.P 213 - Nouakchott - Mauritanie

Standard : (+222) 45 25 27 24

<http://eeas.europa.eu/delegations/mauritania>

<http://www.facebook.com/UEMauritanie>

<http://Twitter.com/uemauritanie>

**Ministère des Affaires Economiques
et de la Promotion des Secteurs Productifs**

Direction Générale des Financements et de la Coopération
Economique

Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED

B.P 3006 - Nouakchott - Mauritanie

Standard : (+222) 45 25 25 63

Email : caon@economie.gov.mr